

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES
DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le gouvernement proposerait
une prime de 400 à 500 francs
en mars

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

La lutte contre
la hausse des prix

+ 0,7 % en janvier

Lire nos articles page 24

Guerre du Golfe : Washington se dit « sérieusement inquiet »

Un double avertissement

Que la destruction de pétroliers ancrés devant le terminal iranien de Kharg soit finalement confirmée ou non, il paraît évident que l'Irak est décidé à franchir un nouveau degré dans l'escalade. Bagdad a annoncé, mardi matin 28 février, que son aviation « s'apprête à détruire tout navire ou pétrolier qui tenterait de s'approcher des côtes iraniennes ». Si la menace est mise à exécution, le détroit d'Ormuz serait « de facto » fermé à la navigation internationale.

En agissant ainsi, le gouvernement du président Saddam Hussein semble poursuivre plusieurs objectifs d'ordre politique et militaire. Un blocus prolongé du Golfe aurait comme premier effet d'empêcher la République islamique d'écouler la majeure partie de son pétrole et de la priver, en conséquence, des revenus qui lui permettent de continuer son offensive.

Celle-ci, malgré les démentis de Bagdad, a enregistré quelques succès non négligeables. Les forces islamiques, qui avancent sur un front d'environ 300 kilomètres, ont atteint sur plusieurs points la route stratégique Bagdad-Bassorah. De furieuses batailles, parfois au corps à corps, ont lieu non loin de l'unique port méridional de l'Irak, ainsi que dans la région des marais, plus au nord, et à en croire M. Rafsanjani, le président du Parlement iranien, deux des quatre corps d'armée adverses sont menacés d'encerclement dans la région de Bassorah et d'Al-Amarah. A la hauteur de la localité d'Al-Qourrah, à l'intersection de l'Euphrate et de Tigre, une unité islamique a même franchi la route Bagdad-Bassorah et se dirigerait vers l'ouest.

Contre toute attente, l'aviation de Téhéran — de proportion singulièrement modeste — a manifesté ces derniers jours une agresseivité qui a surpris nombre d'observateurs militaires. Il est normal dès lors que l'Irak craigne le pire, notamment le bombardement de ses installations pétrolières.

En annonçant le raid contre l'île de Kharg, Bagdad paraît vouloir adresser un double avertissement : l'un à l'Iran, pour l'obliger à restreindre ses ambitions militaires ; l'autre à l'Occident, pour l'inciter à exercer les pressions nécessaires sur l'agresseur persan. Les Etats-Unis, les dix membres de la CEE, le Japon, ont déjà exprimé, chacun à sa manière, leur profonde inquiétude devant la perspective d'une éventuelle pénurie de pétrole.

Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard si un groupe naval américain venant de l'océan Indien — où naviguent une trentaine de bâtiments de guerre, — et à la tête duquel se trouve le porte-avions « Midway », fait route actuellement vers le détroit d'Ormuz, pour rejoindre les cinq bâtiments qui croisent au large des côtes de la République islamique. Ni une coïncidence si un navire américain a, dès dimanche, tiré des coups de semonce en direction d'un avion iranien. La marine des Etats-Unis veillera sans doute à ce qu'aucun des seize pétroliers et vingt cargos qui se trouvent dans le Golfe soit la cible d'une attaque aérienne.

Ces mesures vont-elles dissuader les deux belligérants de franchir le seuil de l'irréparable ? Il est prématuré de répondre à une question dont la réponse dépend moins des intentions de Bagdad et de Téhéran que de la tournure que prendra, sur le terrain, la guerre du Golfe. La victoire de l'un ou l'autre, en effet, de pousser l'autre à jouer son va-tout.

Bagdad assure avoir bombardé Kharg et détruit « plusieurs pétroliers » ce que dément Téhéran

La guerre du Golfe est-elle sur le point de s'étendre, voire de s'internationaliser ? L'annonce par l'Irak, lundi soir 27 février, que ses avions avaient détruit « plusieurs pétroliers » mouillant dans le port iranien de Kharg n'avait reçu aucune confirmation, mardi en fin de matinée. A Londres, un porte-parole de la Lloyd's, le Syndicat des assureurs britanniques, a déclaré : « Nos sources ne disposent d'aucun renseignement sur la question ». A Washington, de même, le département d'Etat et le Pentagone ont annoncé qu'aucune des informations dont ils disposent ne permettait de corroborer le communiqué militaire de Bagdad. A Téhéran, enfin, un porte-parole de l'état-major iranien a déclaré à l'AFP : « Nous démentons toutes les affirmations irakiennes à ce sujet. Il ne s'agit que de mensonges. Les compagnies maritimes le savent parfaitement ».

En annonçant lundi soir à la télévision la destruction de pétroliers, le porte-parole militaire irakien n'avait indiqué ni le nombre ni la nationalité des bâtiments atteints. Il a précisé cependant que l'Irak avait décidé d'imposer à partir du 27 février un blocus dans cette région, qu'il a qualifiée de « zone d'exclusion maritime ».

L'Irak, a poursuivi le porte-parole, continuera ses attaques et ses opérations militaires dans cette région tant que l'Iran ne mettra pas fin à ses attaques, ne mettra pas en application les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies pour un règlement négocié du conflit et ne permettra pas à l'Irak d'utiliser ses installations pétrolières, ses ports et les voies maritimes internationales.

Le porte-parole a lié la destruction des pétroliers aux attaques irakiennes dans la région des marais, dans le sud-est de l'Irak, en direction des champs pétroliers et des installations d'exploitation pétrolières irakiennes.

Disant tout ignorer du bombardement de Kharg, le département d'Etat a cependant déclaré : « C'est une affaire qui nous inquiète sérieusement et nous suivons les événements de près. » Si

la nouvelle devait être confirmée, a-t-il ajouté, il s'agirait d'une « escalade regrettable » dans la guerre du Golfe.

Le Pentagone a révélé, pour sa part, que dimanche — soit vingt-quatre heures avant l'annonce de l'attaque contre Kharg — un bâtiment de la marine des Etats-Unis avait tiré des coups de semonce et lancé des fusées éclairantes vers un avion de reconnaissance iranien, qui s'était approché des unités de la flotte américaine. L'appareil a aussitôt rebroussé chemin.

On indique encore au Pentagone qu'un destroyer lance-missiles américain, le *Lawrence*, a eu des échanges radio avec une frégate iranienne qui avait pénétré à l'intérieur de la zone de sécurité de 5 milles du navire. La frégate s'est éloignée, et aucun coup de feu n'a été tiré, précise-t-on de même source.

(Lire la suite page 3.)

M. Mauroy : moderniser la France

Dans le texte qu'il a adressé au « Monde »,
le premier ministre plaide pour des « syndicats forts et responsables »,
affirme qu'il n'est pas question
de modifier la législation sur les licenciements
et refuse le « dilemme artificiel » qui opposerait
les tenants de l'« archaïsme » aux partisans de la « modernité »

La « crise » est devenue une vedette de télévision. Tant mieux si sa réalité quotidienne est ainsi mieux comprise et, partant, mieux admise.

Il ne suffit pas de faire trembler les foules à propos de périls au demeurant réels, il convient surtout d'apprécier le plus sereinement possible les enjeux et les marges de manœuvre dont nous disposons. Car s'il serait souhaitable que les Européens coordonnent davantage leurs efforts — et la France, par les initiatives du président de la République, ne cesse de s'y employer, — il ne peut être question d'attendre que tout le monde soit d'accord.

La crise se traduit, certes, par un déréglage de l'économie mondiale. Son enjeu est toutefois plus profond que l'indispensable réorganisation des relations monétaires ou des échanges entre le Nord et le Sud de la planète.

Le mot de crise, que nous utilisons communément, rend en définitive mal compte de la situation. Il donne l'illusion d'une fatalité passagère. Tel n'est pas le cas.

Le phénomène décisif auquel nous sommes confrontés réside dans la mutation des technologies. Elle devrait nous émerveiller, nous faire rêver, nous donner envie d'aller de l'avant. Le laser, les « puces », la conquête spatiale, l'ordinateur à domicile, voilà de quoi enflammer

les imaginations. Ce n'est déjà plus de la prospective, c'est la réalité contemporaine. Les jouets favoris de nos enfants n'évoquent-ils pas, à leur manière, notre vie quotidienne de demain, facilitée par l'électronique.

PIERRE MAUROY.

(Lire la suite page 12.)

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN RÉFUGIÉ BASQUE ESPAGNOL

La philosophie sanglante du GAL

LIRE PAGE 15 LE REPORTAGE DE PHILIPPE BOGGIO

LE NOUVEAU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Bordeaux dans ses meubles

Le Musée des arts décoratifs de Bordeaux vient de rouvrir ses portes, après trois années de restauration et de réaménagements. C'est le musée de la bourgeoisie bordelaise. Il témoigne de sa manière de vivre, de ses goûts, de ses valeurs. Son goût pour un confort sans grand éclat, mais solide, se retrouve dans les meubles et dans les faïences de table. Dans l'architecture aussi. Stendhal le voyageur, lorsque sa diligence s'arrêta la nuit sur la grande place rennaise, s'étonna : « La noblesse des façades taillées dans la pierre, et même celles des « échoppes », ces maisons à un étage et à fronton, toutes alignées sur la rue, symétriques et bien balancées, si fréquentes à Bordeaux ».

L'hôtel Lalande, rue Bouffard, où est installé le musée est un des plus beaux exemples de l'architecture aristocratique de la ville, en pierres blanches taillées, sculptées, avec un classicisme à peine teinté de cette liberté baroque du dix-huitième, bien timide, il est vrai, en province. Les grandes rocailles concourent à sa réussite : façade à redents entourent une terrasse, cour pavée devant et jardin derrière... Le jardin n'est plus là. On a construit sa place un bâtiment carcéral et dans l'hôtel lui-même installé les services de la police et des mœurs. En 1925, on lui attribua une affectation culturelle.

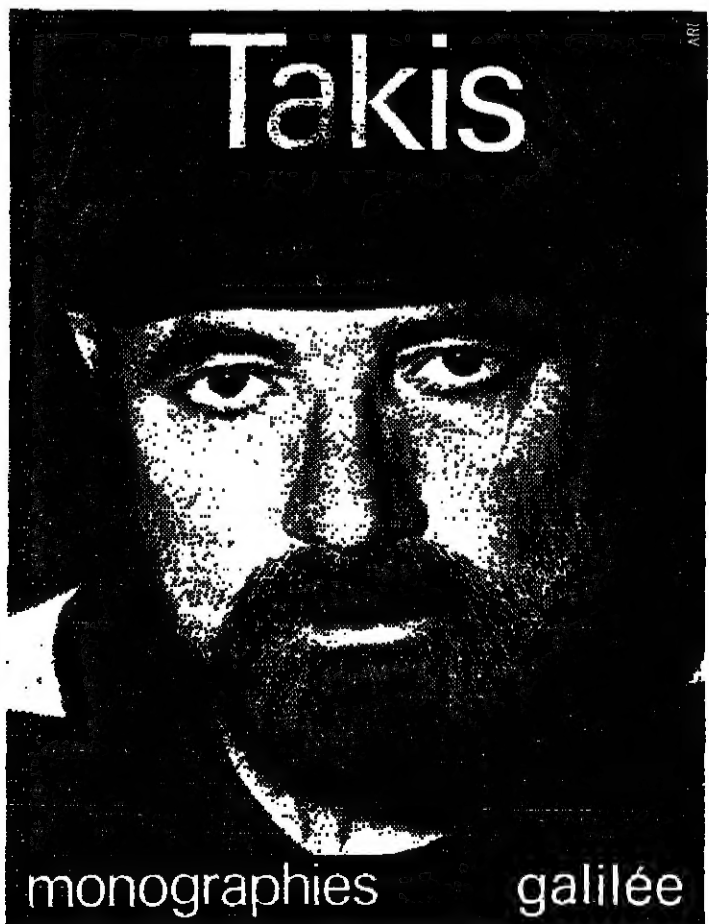
Jusqu'à sa modernisation, c'était un de ces petits musées de province comme il en existe beaucoup, un peu confidentiels, mais souvent plein de richesses.

Aujourd'hui, étape nouvelle, il s'ouvre au grand public. Au lieu d'en faire un rassemblement de vitrines enfermées des objets plus ou moins momifiés, M^{me} Jacqueline du Pasquier, son conservateur, a préféré les reconstitutions d'ambiances, qui mettent en situation réelle, meubles, tableaux, sculptures et œuvres d'art décoratif.

Les musées américains avec leur parti pris d'ouverture au grand public ont largement contribué à développer le rôle de l'« évocateur des périodes ». Cette approche s'est d'autant plus imposée ici que certains salons de l'hôtel Lalande ont été conservés presque dans leur état original avec quelques-uns de leurs meubles, des consoles, des cheminées, le poêle à colonne en faïence, flanqué de deux angelots, des peintures de dessus-de-porte en grisaille et les parquets à compartiments. Le décor a été restitué selon les règles établies par les architectes de l'époque.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 16.)



Takis

monographies galilée

AU JOUR LE JOUR

Dualisme

D'annulations en contestations, d'urnes perdues en bulgares mal comptés, une nouvelle institution émerge dans le paysage politique de la France : la commune à maires multiples.

La France étant coupée en deux parties égales, les majorités se font et se défont, presque partout, au gré des variations de quelques poignées d'électeurs. Il serait plus simple de généraliser et de pérenniser le dualisme communal. Chaque citoyen pourrait traiter avec le maire de son choix.

Les déçus — et les malins — iraient de l'un à l'autre sans attendre les élections.

BRUNO FRAPPAT.

السلامة والهدوء

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Bonn rejette le plan de « restructuration de l'OTAN » proposé par M. Kissinger

Le gouvernement ouest-allemand a rejeté lundi 27 février les propositions de l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, qui demandait, dans un long article publié par Time de cette semaine, une plus grande participation des alliés européens aux décisions de l'alliance atlantique, un redéploiement des troupes américaines et une direction

européenne des négociations avec les Soviétiques sur les réductions d'armements. M. Alois Mertes, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré à la radio Deutschlandfunk que l'Europe « ne peut pas exercer des responsabilités dépassant sa puissance » et ne peut non plus « disposer d'armes dont nous ne sommes pas propriétaires ».

Un général européen devrait être à la tête du commandement allié, estime l'ancien secrétaire d'Etat

Dans cet article, qui, sous le titre « Un plan de restructuration de l'OTAN », occupe cinq pages du magazine américain, M. Kissinger développe les thèmes qu'il avait esquissés dans son intervention au colloque organisé à Bruxelles en janvier par le centre d'études stratégiques de l'université Georgetown (le Monde, daté 15-16 janvier). L'ancien secrétaire d'Etat s'y livre d'abord à une critique en règle de la doctrine militaire de l'OTAN, qui consiste, écrit-il, en « une combinaison précaire de forces classiques inadéquates, conduisant à la dépendance vis-à-vis des armes nucléaires dans un environnement stratégique qui rend la menace de leur emploi, et par conséquent leur valeur dissuasive, de moins en moins crédible ; enfin un climat de pacifisme nucléaire grandissant qui mine ce qui reste de crédibilité ». Critiquant une nouvelle fois les Européens - qui présentent les Etats-Unis comme une bande de cow-boys portés sur la gâchette et dont le bellicisme a provoqué l'intrusion soviétique -, il relève « l'élévation en grade de toutes les grandes délégations européennes aux funérailles d'Andropov, par comparaison avec celles de Brejnev quinze mois plus tôt, à l'exception de celle de la France ».

Tout cela provient à son avis de la « schizophrénie européenne : la crainte que les Etats-Unis pourraient ne pas être prêts à risquer leur population pour la défense nucléaire de l'Europe, jointe à la peur de voir l'Amérique entraîner l'Europe dans un conflit non désiré par un traitement maladroite des problèmes du tiers-monde ou des relations Est-Ouest ».

Pour M. Kissinger, par conséquent, « la vitalité de l'alliance atlantique exige que l'Europe deve-

loppe une plus grande identité et une plus grande cohérence en matière de défense ». En particulier, l'Europe « devrait assumer en 1990 la responsabilité principale pour la défense classique au sol » et le commandement suprême allié en Europe (SACEUR) devrait être un officier européen au lieu d'un général américain. De même les négociations avec l'Est sur les armes nucléaires intermédiaires (MBFR) devraient être « représentatives » avec un président européen et un adjoint américain. Les Etats-Unis, en revanche, se verraient confier le poste de secrétaire général de l'OTAN (assumé par un Européen jusqu'à présent), ils « garderaient leur responsabilité pour la défense nucléaire à la fois stratégique et tactique » et devraient même « renforcer leur puissance aérienne basée sur le Vieux Continent ».

Enfin, s'il était admis, à l'issue d'une étude qui serait menée pendant deux ans par un groupe « d'hommes et de femmes connus pour leur attachement à l'unité occidentale », que les armes nucléaires doivent rester la force de dissuasion ultime même face à une attaque classique, il conviendrait de procéder « à un retrait graduel d'une partie substantielle, allant peut-être jusqu'à la moitié, de nos forces terrestres actuelles » (cinq divisions aujourd'hui). Ce retrait, qui s'étalerait sur cinq ans, pourrait s'accompagner du maintien des forces classiques en excédent « pour un certain temps en Europe dans un statut analogue à celui des forces françaises, prêtes à l'emploi en Europe mais aussi disponibles pour des urgences se produisant ailleurs ». Tout cela, conclut l'ancien secrétaire d'Etat, « ne doit pas être considéré comme un abandon de l'Europe, mais comme une étreinte de l'Europe ».

LES NEGOCIATIONS SUR LES EUROMISSILES

M. Gromyko réaffirme les conditions posées par l'ouï Andropov

De notre correspondant

Moscou. - A l'approche des élections au Soviet suprême du dimanche 4 mars, les membres du bureau politique prennent la parole par ordre d'importance croissante dans leur circonscription. En s'adressant lundi 27 février à ses électeurs de Minsk, en Biélorussie, M. Andreï Gromyko s'est assuré une place relativement élevée dans la hiérarchie, non écrite mais très stricte, des dirigeants soviétiques. Il se situe en cinquième position, puisque seuls n'ont pas encore parlé MM. Tchernenko, Tikhonov, Gorbatchev, et Oustinov.

Le texte intégral du discours de M. Gromyko, publié ce mardi par la Pravda, réaffirme les thèses souvent développées depuis la déclaration d'Andropov du 24 novembre dernier. « Les propositions de l'Union soviétique pour la réduction du nombre de fusées nucléaires en Europe sont connues et elles restent entièrement en vigueur. » Une seule chose est nécessaire, poursuit le chef de la diplomatie soviétique, « les Etats-Unis et l'OTAN doivent mesurer leur volonté de revenir à la situation qui prévalait en Europe avant le déploiement des fusées américaines ».

« Aucune partie ne doit par sa politique et par ses actions détruire l'équilibre existant dans la sphère des armements nucléaires. Nous sommes prêts sur une telle base, je le répète sur une telle base, à régler aussi le problème des armements nucléaires en Europe », a précisé M. Gromyko. L'analyse soviétique est bien connue : l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN a créé un « déséquilibre » ; il n'est pas question de négocier tant que les

Occidentaux ne sont pas disposés à y mettre fin.

« La ligne de l'URSS quant à l'arrêt de la course aux armements nucléaires et à leur réduction reste immuable, mais, pour avancer dans cette voie, il importe que l'Occident ait la même aspiration. Pour le moment, nous ne constatons rien de semblable », a ajouté le ministre des affaires étrangères.

Aux chefs d'Etat et de gouvernement étrangers qui l'ont rencontré à l'occasion des funérailles de M. Andropov, M. Tchernenko avait paru prêt à pratiquer une certaine « ouverture » à l'Ouest. M. Gromyko tient à faire savoir que celle-ci n'est possible que si les conditions qu'il expose inlassablement à ses interlocuteurs occidentaux depuis plusieurs mois sont respectées.

Il a également parlé à Minsk de la Chine et du Proche-Orient. « Ces derniers temps, on a constaté quelques progrès positifs dans les rapports sino-soviétiques. Nous sommes pour un assainissement ultérieur des relations avec la République populaire de Chine. Les peuples des deux pays ont à gagner, et cela peut servir aussi à l'amélioration du climat politique dans le monde entier », a-t-il ajouté.

En ce qui concerne le Liban, le ministre soviétique des affaires étrangères s'est contenté de répéter les accusations habituellement portées contre les Etats-Unis et a précisé que l'URSS n'affaiblissait pas son attention quant à la situation dans cette région.

DOMINIQUE DHOMBRES.

PROCHE-ORIENT

Washington se dit « sérieusement inquiet »

(Suite de la première page.)

Bien que le lieu exact de ces incidents n'ait pas été révélé, on précise qu'ils seraient survenus dans le Golfe près du détroit d'Ormuz. Les autorités américaines ont indiqué dans le passé avoir intercepté des avions iraniens, mais c'est la première fois qu'un bâtiment américain ouvre le feu dans cette région. Ce qui paraît confirmer que le gouvernement américain prend au sérieux les menaces iraniennes.

Le Japon est, lui aussi, inquiet. Un porte-parole de l'Association des armateurs japonais a annoncé, ce mardi, que deux pétroliers nippons, qui devaient arriver à Kharg entre

le 7 et le 10 mars, avaient reçu pour consigne d'attendre devant l'île de Sirri, à l'embouchure méridionale du Golfe. On précise à Tokyo qu'aucun pétrolier appartenant aux Japonais, ou affrété par eux, ne se trouve actuellement à Kharg.

Les dix membres de la Communauté économique européenne, réunis à Paris lundi, ont, pour leur part, rendu publique une déclaration dans laquelle ils demandent aux deux belligérants de renoncer à toute activité qui pourrait « mettre en danger la libre navigation dans le Golfe ».

Mettant l'accent sur l'intensification récente des combats, la déclara-

tion de la présidence française de la CEE souligne que « cette situation risque de conduire à de nouvelles étapes dans l'escalade de la guerre et à une crise dangereuse dans la région ».

Les Dix demandent au secrétaire général de l'ONU, M. de Cuellar, « de reprendre sa mission pour trouver une solution pacifique juste et durable au conflit ». La déclaration précise encore que les pays de la Communauté européenne « sont prêts à coopérer activement avec les moyens à leur disposition » en vue d'une telle solution.

La visite de deux jours qu'effectuait à Paris, depuis lundi, le premier vice-président du conseil irakien, M. Taha Yassin Ramadan, prend, dans les circonstances actuelles, un relief particulier, bien que les pourparlers qu'il a engagés soient essentiellement consacrés aux questions économiques.

M. Ramadan a eu ce mardi matin un « petit déjeuner de travail » avec M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Il devait déjeuner avec M. Mauroy, avant de tenir, dans l'après-midi, une conférence de presse. Mercredi, le dirigeant irakien sera reçu successivement par MM. Fabius et Chirac, respectivement ministres de l'industrie et des relations extérieures. Aucune rencontre n'est prévue avec le ministre de la défense, M. Charles Hernu.

Les conversations porteront, outre les problèmes économiques, sur la situation dans le Golfe et, sans doute, sur le sort des trois Français détenus, depuis décembre dernier, par des moudjahidins du Parti démocratique kurde d'Irak.

L'Irak et la France devaient conclure un accord financier analogue à celui qui a été signé en 1983. Cet accord prévoyait un refinancement des échéances de la dette pour 1984, soit plus de 3 milliards de francs. Ce rééchelonnement porte sur trois ans, avec un an de délai de grâce, à un niveau supérieur de 1,65 point au taux interbancaire de Londres.



Le terminal pétrolier de l'île de Kharg

Téhéran (AFP). - Le terminal pétrolier de l'île de Kharg dans le nord du golfe, à 35 kilomètres de la côte iranienne, voit transiter la quasi-totalité des exportations de brut de l'Iran.

Cette île dont l'étendue d'une superficie de 35 kilomètres carrés a été aménagée, à partir de 1960, en un gigantesque terminal pétrolier. Sur la côte est, à une centaine de mètres du rivage, une jetée peut accueillir simultanément dix pétroliers de jauge jusqu'à 250 000 tonnes. Sur la côte ouest, également à distance de la terre, une autre jetée a été construite en 1971 pour recevoir six pétroliers d'un port en jauge de 500 000 tonnes.

Une série de pipelines sous-marins approvisionnent l'île depuis la côte iranienne, une autre depuis des forages en mer au nord-ouest de l'île. En son centre, sur une colline à 62 mètres du niveau de la mer, une cinquantaine de réservoirs d'une capacité de 14 millions de barils ont été construits. Le chargement des navires s'effectue par gravité, grâce à un système de vannes ultramodernes. Les stations de pompage des pipelines, très vulnérables, se sont pas sur l'île.

Ces installations tournent au ralenti depuis les menaces irakiennes, mais les Irakiens n'ont pratiquement jamais été interrompus. Pour diminuer les risques, seuls deux ou trois navires opèrent en même temps, et seuls les réservoirs nécessaires à leur chargement sont utilisés. L'Irak est défendu par une flotte DCA, des missiles sol-air Hawk de fabrication américaine, la marine iranienne et des F-14, les appareils les plus performants de l'aviation iranienne, basés à Chiraz.

Tension et incertitude sur les marchés pétroliers

Le marché à terme du gas-oil à New-York a immédiatement réagi lundi 27 février au soir à l'annonce par les Irakiens d'une attaque du terminal iranien de Kharg. Les cours du gas-oil pour les livraisons en mars ont augmenté de 8 dollars, passant de 250 dollars par tonne à 258 dollars par tonne. A Rotterdam, mardi matin, les cours du gas-oil ont également progressé, passant de 248 dollars à 252,50 dollars dès l'ouverture. A Londres, une certaine tension se manifestait également. Les milieux pétroliers restaient néanmoins extrêmement prudents en l'absence de confirmation officielle de l'attaque irakienne. En fin de matinée, la plupart des informations disponibles tendaient à démentir le fait que le terminal de Kharg ait été effectivement touché, les compagnies assurant que les chargements se poursuivaient normalement et les assureurs maritimes ne faisant état d'aucun dégât matériel sur les pétroliers circulant dans la zone.

Si ces nouvelles rassurantes se confirmaient, la tension des cours pourrait retomber aussitôt. La situation du marché, jusqu'ici équilibrée, et l'existence de stocks importants, tant au niveau des compagnies privées que des Etats consommateurs (Etats-Unis et Japon) et de l'Arabie Saoudite (le Monde du 28 février), ne justifient pas a priori une hausse des prix du brut que seule pourrait expliquer une spéculation de la part des négociants actifs sur le marché libre. Génés par la baisse des prix du brut et des produits depuis un an, les négociants saisis par l'évidence toute occasion de récupérer les moins-values réalisées si l'amorce d'une escalade se produisait. En revanche, les compagnies pétrolières semblent plutôt disposées à « calmer le jeu » autant que possible afin d'éviter des évolutions erratiques des cours.

Sans doute l'hypothèse d'une aggravation du conflit entre l'Irak et

l'Irak ayant des répercussions sur l'approvisionnement pétrolier mondial se peut être prise à la légère. Bien que son pétrole ait beaucoup diminué depuis cinq ans, le Golfe fournit encore une part non négligeable du brut importé par les économies occidentales. Sur une production totale de 10,2 millions de barils/jour (1) en moyenne l'an passé, les pays bordant le Golfe, mis à part l'Irak qui exporte vers la Turquie par la Méditerranée, ont exporté environ 7,5 à 8 millions de barils/jour. Sur ce total, 2,3 millions de barils/jour ont été destinés au Japon, soit 65,3 % des importations de brut nipponnes, 1,6 million de barils/jour ont été fournis à la Communauté européenne (soit 29,6 % des importations communautaires) et 0,4 million de barils/jour ont approvisionné le marché des Etats-Unis (soit 14 % des importations américaines). En France, le brut provenant du Golfe a représenté 34,9 % des importations, dont 22,5 % en provenance d'Arabie Saoudite, 8,3 % des Emirats arabes unis, 4,1 % de l'Irak.

Mais compte tenu des capacités de production inemployées dans les autres pays producteurs (estimées à 3 millions de barils/jour) et des stocks existant dans les pays consommateurs (90 jours de consommation en moyenne dans les pays de l'OCDE), auxquels il faut ajouter les stocks flottants (50 à 60 millions de barils) accumulés par l'Arabie Saoudite depuis deux mois, les risques de pénurie réelle, même momentanée, restent cependant quasiment nuls. « Pour les approvisionnements pétroliers, il n'y a pas le feu pour l'instant », a déclaré M. Jacques Delors, lundi 27 février.

V. M.

(1) 1 million de barils/jour équivalent à 50 millions de tonnes/an.

Sans témoins

L'une des particularités de la guerre du Golfe qui se poursuit presque sans relâche depuis près de quatre ans, c'est qu'elle se déroule pratiquement en l'absence d'observateurs étrangers impartiaux. Téhéran et Bagdad, qui se livrent une lutte à mort et sont opposés sur la plupart des problèmes, ne sont d'accord que sur un seul point : interdire aux journalistes et cameramen étrangers l'accès des champs de bataille. Ces derniers, en fait, ne sont tolérés qu'occasionnellement et dans la mesure où l'une ou l'autre des parties en présence estime qu'elle vient de remporter sur le terrain une victoire éclatante sur l'ennemi. Même dans ce cas, le déplacement des journalistes étrangers est sévèrement réglementé et contrôlé par les autorités militaires locales, qui invoquent pour cela des raisons de sécurité qui, d'ailleurs, ne sont pas toujours justifiées.

En réalité, les cameramen et journalistes étrangers ne sont autorisés à filmer et à voir ce que l'on veut bien leur montrer, de préférence les nombreux cadavres ennemis qui jonchent les champs de bataille, les prisonniers qui sont ostensiblement exhibés et les porte-parole militaires qui expliquent comment la bataille s'est déroulée. Dans ces conditions, il est difficile de se faire une opinion indépendante du déroulement des combats.

Pour la phase actuelle de l'offensive iranienne, aucune des deux parties n'a jugé bon pour l'instant d'inviter les journalistes étrangers à se rendre à proximité des lieux des combats. On connaît les réticences et les réserves que nourrissent les autorités iraniennes à l'égard de la presse étrangère. En ce qui concerne les Irakiens, ils ne semblent guère pressés d'accueillir sur place des observateurs étrangers, alors que le sort de la bataille semble leur être défavorable. Dans un seul cas, des journalistes étrangers, pour la plupart arabes, accrédités en Irak, ont été autorisés à se rendre à Bagdad, c'est-à-dire pour constater que l'agglomération d'Al-Qadisiyah, dont la prise avait été annoncée par les Irakiens, se trouvait toujours sous contrôle irakien.

En attendant que l'une des parties en présence estime avoir remporté une victoire incontestable, les lecteurs des journaux étrangers devront se contenter de synthèses faites à partir de dépêches d'agence essentiellement fondées sur les communiqués officiels ou d'analyses politiques et militaires faites par des spécialistes dans les diverses rédactions étrangères. Les télé-spectateurs, pour leur part, devront se contenter des films de propagande produits par les services irakiens ou iraniens.

EXPLOSION AU CENTRE DE JERUSALEM

Une vingtaine de blessés

(De notre correspondant.)

Jérusalem. - Un colis piégé a explosé ce mardi 28 février en plein centre de Jérusalem faisant, selon un bilan provisoire, dix-huit blessés, dont plusieurs gravement atteints. Il était 9 h 30 (heure locale) lorsqu'une explosion a partiellement détruit un magasin de confection situé dans la rue de Jaffa, la principale artère commerciale de la ville, très fréquentée à cette heure de la matinée.

Juste après l'attentat, les occupants d'une voiture immatriculée à Bethléem (Cisjordanie) ont tenté de prendre la fuite, mais en ont été empêchés par un conducteur d'autobus qui a mis son véhicule en travers de la chaussée pour leur barrer le passage. Les automobilistes ont été arrêtés par la police, qui les considère comme suspects. Peu avant l'explosion, un jeune homme avait été aperçu en train de déposer un paquet dans le magasin. Il a pu s'enfuir et se perdre dans la foule du marché central. - J.-P. L.

la revue de philippe sollers

L'INFINI

Littérature / Philosophie / Art / Science / Politique

Julia Kristeva, *Écriture et Révolution*
Les *Liens* avec Paris

MILAN KUNDERA

Milan Kundera, *L'Art de la composition*
Sylvie Richterova, *Les Romans de Kundera*
Eva Le Grand, *L'Esthétique de la variation romanesque*
Jean-Toussaint Desanti, *Du solide comme "semblant"*
Alain Kirié, *La Sténographie contre l'écriture*
Alain Nadaud, *Voyage au pays des bords du gouffre*

denoel

Kundera Kristeva

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT DU LIBAN

PARTAGÉE ENTRE L'INTRANSIGEANCE ET LE COMPROMIS

La communauté chrétienne est loin de suggérer une solution unique aux problèmes qui l'assaillent

Beyrouth. - C'est avec les siens, les chrétiens, que le président Aminé Gemayel risque désormais d'avoir le plus de problèmes après s'être apparemment résigné à l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983.

Sa décision est « prise », assure-t-on dans le dernier carré de ses conseillers. Mais, outre un minimum de déclarations d'intention ou de bonne volonté - improprement qualifiées de « garanties » - qu'il lui faut obtenir de la Syrie, le chef de l'Etat tente de désamorcer, avant de passer à l'acte, un conflit avec son propre parti, les Phalanges, et plus généralement les chrétiens de tous bords. Leur camp est loin d'être monolithique, même à l'intérieur du « réduit » chrétien, en dépit du réflexe de solidarité qui s'y manifeste actuellement face à la menace de « déchaînement islamique », que celle-ci soit réelle ou fictive.

Le président Gemayel vient, en principe, d'obtenir le soutien de son parti « dans tout choix ou orientation, pour qu'il soit en mesure d'assumer ses responsabilités dans les circonstances historiques que traverse le Liban (-), le chef de l'Etat étant plus à même que quiconque de choisir parce qu'il dispose plus que tout autre de l'ensemble des données du problème ».

Cette résolution adoptée par le bureau politique des Phalanges, dimanche 26 février, et entérinée le lendemain par leur conseil central, cache mal, cependant, de profondes réticences à l'égard de l'abrogation de l'accord avec Israël. Elle a été imposée par M. Pierre Gemayel, père du chef de l'Etat. Ces réticences proviennent de la base, fort inquiète du retour à un tête-à-tête avec la Syrie qui s'était déjà mal terminé en 1978, alors qu'il procédait d'une alliance et non, comme à présent, d'une défaite.

L'opposition voit dans le feu vert phalangiste une manœuvre consistant à rejeter a priori la responsabilité de la décision finale sur la seule personne du président de la République, en vue de se démarquer le cas échéant.

L'opposition des Forces libanaises

Quoi qu'il en soit, si les instances politiques du parti se sont laissées, pour le moment, forcer la main, sa milice, les Forces libanaises, est fermement opposée à l'abrogation de l'accord avec Israël. Son commandant, M. Fady Frem, l'a dit publiquement, et ses dirigeants ne cachent pas leur intention de récupérer le peu de pouvoir rétrocedé à l'Etat en zone chrétienne dès que le président Gemayel procéderait à une telle démarche.

Théoriquement, les Forces libanaises ne sont pas la milice du Parti phalangiste et elles en étaient effectivement autonomes au temps de Bachir Gemayel, qui avait eu l'habileté, tout en y incluant les miliciens du parti, d'en faire l'instrument de son pouvoir. Privées de leur chef, assassiné le 14 septembre 1982, les Forces libanaises sont plus ou moins revenues dans le giron du parti par le biais d'une sorte d'autorité morale qu'exerçait sur elles M. Pierre

De notre correspondant

Gemayel. La crise actuelle les a amenées à reprendre leurs distances, avec peut-être d'ailleurs l'accord tacite de ce dernier.

Toujours est-il que les Forces libanaises - auxquelles adhèrent deux autres milices chrétiennes, les Gardiens du Cadré et le Tanzim (« organisation ») - qui semblent joindre de nouveau d'un appui moins tiède d'Israël, après s'être considérées comme « poignardées dans le dos » par ce « grand frère », à l'occasion de la bataille de la montagne, et de leur défaite en septembre, ne seules refusent l'abrogation de l'accord, mais en exigent la ratification par le Parlement. Cela étant, chacun sait que même l'abrogation d'un accord ratifié n'entraînerait plus aujourd'hui une intervention militaire israélienne massive, seule propre à balayer l'armée syrienne du Liban.

Vieux roulier de la politique, l'ancien président Camille Chamoun adopte une attitude au moins aussi radicale. Après avoir spectaculairement dépeché son fils cadet, M. Dany Chamoun, à Jérusalem, il répète sans trêve que l'abrogation de l'accord avec Israël ne doit intervenir que si le Liban obtient en contrepartie le retrait total de l'armée syrienne du Liban. Or Damas refuse même d'en discuter avec l'entente libanaise. M. Dany Chamoun a parlé de « trahison » si le président Gemayel procédait à une abrogation pure et simple de l'accord du 17 mai.

M. Chamoun père et fils ont trois bonnes raisons d'agir de la sorte : ils reflètent le sentiment d'une large partie des chrétiens du « réduit » ; ils règlent un vieux compte avec les phalanges et la famille Gemayel, qui leur ont arraché la direction du secteur chrétien ; enfin ils peuvent espérer prendre la tête d'une contestation politique dont les Forces libanaises seraient le bras militaire et, ainsi, redevenir les vrais maîtres du jeu dans le camp chrétien.

D'aucuns prétendent même que M. Chamoun pourrait, à terme, monnayer un changement de cap, si la succession du président Gemayel était ouverte, pour placer son fils ou, si la « contestation » venait à être consommée, qu'il serait en mesure de prendre la tête d'un camp chrétien. Il est vrai qu'on prête toujours, à Beyrouth, beaucoup d'intentions machiavéliques à M. Camille Chamoun.

Le camp chrétien comprend, en dehors des opposants, deux autres tendances importantes, distinctes des forces précitées qui restent les principales. Ce sont le Rassemblement des maronites indépendants, d'une part, et de l'autre, de façon générale, le clergé (à l'exclusion des moines maronites) et en particulier celui de la communauté grecque-orthodoxe. Constitué de six députés modérés et représentant grosso modo l'opinion des notables maronites traditionnels, le groupe parlementaire des « maronites indépendants » se pose en partisan de la coexistence islamico-chrétienne dans le cadre d'un Etat unifié, et joue, quand il le peut, le rôle de trait

d'union avec les dirigeants des autres communautés.

Les chrétiens orthodoxes répétés être traditionnellement enclins au dialogue avec l'islam politique - « à la soumission à son diktat », disent les chrétiens extrémistes, - après une longue éclipse, ont commencé, dans la crise actuelle, à jouer un rôle de catalyseur d'abord au sein du clergé chrétien, y compris le patriarche maronite, puis dans des discussions islamico-chrétiennes, au niveau des instances religieuses, dont les premières assises se sont tenues à l'archevêché grec-orthodoxe en plein Beyrouth-Est.

Le patriarche grec-orthodoxe, Ignace IV Hazim, dont le siège est à Damas et qui se trouve actuellement à Beyrouth, a joué et joue un rôle capital dans cette partie délicate. Les Arméniens, après s'être plutôt tenus à l'écart, adoptent une attitude similaire à celle des grecs-orthodoxes, bien que plus effacée.

Le rôle de M. Frangé

Reste enfin l'opposition chrétienne purement politique. Sa figure de proue est aujourd'hui un homme qui, en 1975-1976, avait été pour l'islam le symbole de l'« hégémonie », voire de l'« entêtement » maronite : M. Soleiman Frangé, à l'époque président de la République, et, à présent, chef de file de ce qui devait devenir le Front libanais (chrétien). Entré en conflit avec les phalanges, qui ont fini par assassiner son fils Yury en juin 1978, M. Frangé a su maintenir deux constantes politiques, qui, aujourd'hui, le mettent dans une situation privilégiée : des relations étroites avec la Syrie, en particulier avec son président, M. Assad, et un refus intransigent de toute relation avec Israël.

Les événements l'ont placé dans une position d'arbitre et d'intercesseur auprès de Damas, et il est sollicité par les chrétiens des zones périphériques sous le contrôle syrien, notamment du nord du Liban et de Zahle. De plus, en 1983, il a montré à la conférence interlibanaise de Genève, en imposant la primauté d'un président de la République issu d'un parti chrétien, son soutien à un camp qui ne perdait jamais de vue sa condition de maronite.

M. Frangé exige l'abrogation inconditionnelle de l'accord libano-israélien et se ferait fort, sur cette base, de parvenir à un arrangement avec son ami, le président Assad. Il est peut-être le maronite qui sauvera la mise de sa communauté. Celle-ci a toujours engendré une personnalité qui a assuré cette mission dans les grandes crises et a permis de maintenir le dialogue avec l'adversaire. Avant M. Frangé, M. Raymond Eddé a joué ce rôle à l'égard des Palestiniens en 1975-1976, et déjà, en 1958, le patriarche maronite lui-même, Mgr Mounezy, avait maintenu le contact avec le président Nasser.

LUCIEN GEORGE.

Le gouvernement américain reconnaît qu'il est réduit à un rôle de spectateur

Au lendemain du départ des « marions » de Beyrouth, le gouvernement américain a reconnu, lundi 27 février, qu'il était réduit actuellement à un rôle de spectateur au Liban dans l'attente du résultat des négociations en cours dans ce pays et à Damas.

« Le Liban, pour le moment, est dans les mains de tierces parties », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, tout en indiquant que la diplomatie américaine allait désormais concentrer ses efforts sur des aspects « plus globaux » de la situation au Proche-Orient.

« Nous attendons de voir ce qui va sortir des discussions entre Gemayel, les factions et d'autres parties », a reconnu, pour sa part, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche ayant requis l'anonymat.

M. Speakes a réaffirmé que les Etats-Unis demeuraient « fidèles à leurs objectifs : un Liban stable, le retrait de toutes les troupes étrangères et des accords de sécurité pour le nord d'Israël ».

Il a, en outre, indiqué que les vols de reconnaissance américains au Liban allaient se poursuivre : « Parce

que nous avons là-bas une présence diplomatique et militaire et que nous voulons pouvoir y défendre nos intérêts ».

On apprend, d'autre part, officiellement à Washington, que M. Donald Rumsfeld, émissaire du président Reagan, n'interviendra plus dans la recherche d'une solution négociée du conflit libanais et consacrera, désormais, ses efforts à un règlement global au Proche-Orient. M. Rumsfeld, rentré récemment à Washington pour des consultations avec le président Reagan, retournera ultérieurement au Proche-Orient, mais aucune visite au Liban n'est prévue.

A New-York, de sérieuses divergences sur l'envoi d'une force des Nations unies à Beyrouth continuent à opposer les Etats-Unis et l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a poursuivi ses travaux lundi après-midi sans prendre de décision.

Le Conseil devait continuer ses consultations mardi. Les négociations, les Etats-Unis et l'URSS ont, au cours de débats menés à huis clos lundi, avancé un certain nombre de suggestions contradictoires sur le

projet de résolution français déposé vendredi soir. La France va maintenant tenter d'un tenir compte dans l'espoir de parvenir à un compromis acceptable par tous. La principale exigence soviétique porte sur le désengagement définitif des Occidentaux du Liban et sur le retrait de tous leurs navires des côtes libanaises et pas seulement de ceux servant de soutien logistique à la force multinationale.

En ce qui concerne le déploiement des « casques bleus », l'URSS a estimé que la formule contenue dans le projet français - l'agglomération de Beyrouth - est trop vague et qu'elle risque d'être sujette à interprétations. Elle a proposé que ce déploiement soit limité à la seule capitale libanaise. Elle a demandé également que le nombre des « casques bleus » soit limité à mille et que leur mandat n'exécute pas trois mois. Quant au financement de la force de l'ONU, il devrait être assuré par des contributions volontaires. Elle est hostile, enfin, à une mise sur un pied d'égalité d'Israël et de la Syrie quant au retrait de leurs forces du Liban.

La démarche française en faveur de l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth est appuyée par les autres membres de la Communauté européenne

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de la CEE se sont réunis lundi 27 février, à Paris, pour y tenir la première séance de concertation politique depuis que la France a pris, le 1^{er} janvier dernier, la présidence tournante du conseil européen. Leurs travaux ont été principalement consacrés à la situation au Proche et Moyen-Orient, à l'Afrique australe et à l'état actuel des relations Est-Ouest.

Les Dix souffraient, depuis le sommet d'Athènes en décembre dernier, d'une sorte de « coopération politique rentrée ». L'échec des pourparlers communautaires sur les questions économiques essentielles, leur avait en effet interdit de pousser très avant, dans la capitale grecque, cette forme de concertation à laquelle plusieurs d'entre eux, dont la France, sont pourtant fort attachés. Une déclaration politique avait même été mise en circulation dans les couloirs de la réunion, assez imprudemment, par la présidence d'alors, puis retirée.

Mais Paris tenait aussi à la réunion du 27 février pour une raison sensiblement plus circonstancielle. Il s'agissait de montrer que, même si le retrait successif des contingents britanniques, italien et américain de la force multinationale a abouti à laisser seuls sur le terrain à Beyrouth les soldats français, la position diplomatique de la France sur le conflit du Liban n'est cependant pas isolée. Et queques démarches en direction des Nations unies, en particulier, pour obtenir que ses troupes soient relayées par des « casques bleus », ont

l'assentiment de ses partenaires de la Communauté.

Le von de M. Cheysson a été exact. La déclaration adoptée lundi par les Dix contient, outre la traditionnelle mention de leur inquiétude devant les événements du Liban, et l'appel « à toutes les parties concernées pour qu'elles parviennent à un accord durable et effectif de cessez-le-feu », une demande explicite : « la mise en place, dans l'agglomération de Beyrouth, d'une force des Nations unies qui prendrait position dès le départ de la force multinationale, sur la base du mandat qui lui serait confié par le Conseil de sécurité ». Dans leur déclaration, les Dix précisent outre qu'ils s'efforcent « de la sauvegarde de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat libanais » et serait favorisé par la reprise de la conférence de Genève, ainsi que par le retrait de toutes les forces étrangères dont la présence n'aurait pas l'agrément des autorités légitimes du Liban, position qui correspond assez exactement à celle de Paris.

Renouer le dialogue avec Moscou

Les ministres des affaires étrangères de la CEE ont par ailleurs demandé à Bagdad et à Téhéran d'assurer la liberté de navigation dans le Golfe (l'approvisionnement de la Communauté en pétrole se trouvant menacé par les derniers bombardements), et à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de rechercher à nouveau « une solution pacifique, juste et durable » à la guerre Iran-Irak.

S'agissant de l'Afrique, ils ont enregistré « avec satisfaction » la détermination de se manifester ces dernières semaines dans les relations de l'Afrique du Sud avec l'Angola et la Mozambique. M. Cheysson a, par ailleurs, fait une communication à ses collègues sur la situation au Tchad. Mais il semble qu'il s'agisse à l'heure actuelle d'un dialogue qui soit moins spontanément accordé qu'à propos du Liban.

Quant aux relations Est-Ouest, les Dix n'ont pu que s'interroger sur les chances de renouer avec le Kremlin un dialogue qu'ils estiment plus nécessaire que jamais. Le sentiment dominant lors de la réunion de Paris a été qu'il fallait davantage s'attacher, de la part de Moscou, à la communauté qu'à l'ennemi.

Le sommet de Bruxelles, les 19 et 20 mars, devrait donner lieu à une déclaration politique, assez complète, qu'il ait permis, ou non, de surmonter les difficultés communautaires (dont le chancelier Kohl parle à nouveau ce mardi avec M. Thatcher à Londres, avant M. Mitterrand qui rencontrera lundi matin le premier ministre britannique). Cette déclaration permettra aux Dix de procéder à un « balayage » très large de l'actualité internationale, puisqu'elle devra notamment aborder, outre le Proche-Orient et le Moyen-Orient et les relations Est-Ouest, la question de Chypre, l'Amérique latine et l'Afghanistan. Une occasion, pour les pays membres de la Communauté, de rappeler que la dimension politique de celle-ci n'est pas trop de ses ailes budgétaires.

BERNARD BRIGOULEX.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

INCIDENTS ENTRE L'EGLISE ET LE GOUVERNEMENT. - Le gouvernement chilien a mis en cause l'Eglise catholique après des incidents survenus le 26 février à la cathédrale de Punta Arenas, à l'extrême sud du Chili, lors d'une prise d'armes présidée par le général Pinochet. Plusieurs centaines de manifestants avaient envahi le sanctuaire. L'Eglise chilienne, puis s'étaient réfugiés dans la cathédrale. L'édifice avait été encerclé pendant cinq heures par les forces de l'ordre. La police avait arrêté seize personnes, dont le chef local du Parti démocrate chrétien et un dirigeant syndical. Le lundi 27, le secrétaire général du gouvernement a assuré que plusieurs prêtres s'étaient joints aux manifestants. Les autorités religieuses de Punta Arenas déclarent, au contraire, que des ecclésiastiques sont venus « afin de calmer les esprits » et que ce sont des partisans du gouvernement qui ont semé le trouble en tentant de forcer les grilles de la cathédrale et en jetant des pierres contre l'édifice. - (AFP, Reuters.)

Guatemala

NOUVEAUX ENLEVEMENTS. - Un comité guatémaltèque de parents de disparus a dénoncé, le lundi 27 février, à Mexico, l'enlèvement survenu le 22 février de M. Victor Quintanilla, avocat et universitaire, et de son épouse, M^{me} Alma Sa-

Mozambique

APPROBATION DES NEGOCIATIONS AVEC PRETORIA. - Les plus hautes instances dirigeantes du pays (conseil des ministres, commission permanente de l'Assemblée populaire, bureau politique et secrétariat du FRELIMO (parti unique), ont approuvé lundi 27 février, « à l'unanimité », le projet de pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud. - (Reuters.)

Haute-Volta

DES MAGISTRATS DENONCENT L'ACTION DES COMITÉS DE DEFENSE DE LA REVOLUTION. - Le Syndicat autonome des magistrats de Haute-Volta (SAMAV) a demandé, lundi 27 février, aux autorités de mettre fin aux « immixtions » des comités de défense de la révolution (CDR) dans l'action de la justice. Au terme de son premier congrès national, les samedi 25 et dimanche 26 février, à Ouagadougou, le SAMAV a reproché aux CDR « de s'ériger en juges, de démander aux magistrats de prendre telle ou telle décision, d'obliger les gendarmes à arrêter telle ou telle personne sans raison valable ». - (AFP.)

Inde

PROCHAINE VISITE DU MARÉCHAL OUSTINOV. - Le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, qui avait reporté une visite en Inde peu avant le décès de président Andropov, effectuera ce voyage à partir du 5 mars prochain. -

Philippines

COMBATS ENTRE ARMÉE ET MAQUISARDS MUSULMANS. - Quarante soldats gouvernementaux ont été tués au cours de combats dimanche 26 février dans l'île de Basilan (extrême sud des Philippines), a-t-on appris lundi de source militaire. Cinq soldats ont également été blessés dans ces affrontements qui se sont produits entre une section d'infanterie de l'armée régulière et des maquisards du Front national de libération Moro (MNLF), mouvement d'inspiration musulmane et sécessionniste. - (AFP.)

Tchad

M. GATEL A N'DJAMENA. - M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la défense, est arrivé, lundi 27 février, au soir d'après-midi, à N'Djamena pour une visite de trois jours au Tchad, au cours de laquelle il sera reçu par le président Eliezer Ndiaye.

Où le soleil est-il si bien, qu'il en oublie de se coucher ? En Finlande, naturellement !

Partez en voiture !

La Finlande, pays des lacs et des îlots vous offre tous les plaisirs d'une nature authentique : chalet et barque au bord de l'eau, pêche, randonnées, voile, camping...

Et pour les amateurs de terres vierges, d'horizons lointains : la Laponie, avec tout l'exotisme du Grand Nord. En voiture, vous atteindrez la Finlande, en vous embarquant soit à Travemünde*, près de Hambourg, soit à Stockholm**, à bord de luxueux paquebots-ferries qui vous feront goûter aux plaisirs d'une mini-croisière - aux prix profondément doux ! Un conseil pour les amateurs de Laponie : les trains autocouchettes finlandais mettent Le Cercle Polaire à une nuit de sommeil d'Helsinki.

* FINNJET LINE, Travemünde-Helsinki, 3 fois par semaine.
** SJ/LINE ET VIKING LINE, Stockholm-Turku ou Helsinki, quotidiennement.

Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à : Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Aubert-75008 PARIS Tél. : 742.65.52

Finlande naturellement votre

WALL STREET INSTITUTE
DU 5 AU 10 MARS 450 F
PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN AU 807.07.05.
L'un est Peter W. WRIGHT, diplômé de l'université de Londres.
L'autre est le Testron, un mini ordinateur programmé pour vous aider à corriger les fautes les plus fréquentes en anglais. Et le stage intensif du 5 au 10 mars ne coûte que 450 F, tout compris.
Wall Street Institute, 18, rue du Faubourg de l'Empire, 75001 Paris. Tel. 807.07.05

184 O PANORAM Printemps N° 57-221

PROCHE-ORIENT

Une lettre de l'ambassadeur du Liban

Nous avons reçu de l'ambassadeur du Liban en France, M. Farouk Abillama, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

L'article consacré aux chiites, paru dans le Monde daté 12-13 février, est rempli de contre-vérités, dont la moindre n'est certainement pas la répartition démographique au Liban.

Ainsi, on y lit que les musulmans constitueraient 70 % de la population, tandis que les chrétiens ne seraient que 30 %. Pour étayer ces chiffres, l'auteur cite le seul Wall Street Journal, référence pour le moins contestable. Je crois que pour un sujet aussi controversé que celui-ci, et en l'absence de toute donnée officielle, il convient pour être juste — sauf à faire preuve de partialité — d'exposer toutes les thèses dont on dispose. Je vous en citerai quelques-unes :

— La World Christian Encyclopedia (1982) fait état d'une population chrétienne équivalant à 59,7 %.

— Le Minorities Rights Group de Londres vient de publier les résultats de recherches dues au spécialiste David McDowall, donnant près de 45 % de chrétiens.

— M. Bassam El Jir, un intellectuel et journaliste libanais sunnite, aux termes d'une étude sérieuse et après avoir comparé tous les travaux effectués en ce domaine (américains, libanais chiites et chrétiens), parvient à la conclusion d'une répartition à peu près équivalente avec, peut-être, un léger avantage aux musulmans (voir « Les conflits libanais et l'entente », Dar an-Nahar, Beyrouth, 1981).

— Le Conseil supérieur chiite lui-même (la plus haute instance religieuse de cette communauté) ne revendique, pour l'ensemble des communautés musulmanes, druzes compris, que le chiffre de 60 %, soit un chiffre inférieur à celui fourni dans l'article de votre journal.

— Enfin, il ressort de l'ouvrage de Luc-Henri de Bar, Les Communautés confessionnelles du Liban (Paris, 1983) que les populations maronite et chiite sont à peu près égales, avec une légère supériorité aux maronites.

La partie historique du même article laisse entendre au lecteur que les chiites se trouvaient dans la montagne libanaise avant les chrétiens. On y lit en effet : « Ils s'installèrent au cœur du mont Liban qui devait, plusieurs siècles plus tard, devenir un fief de la chrétienté. Ils avaient, en effet, devancé les maronites (...) au Kesrouan... ».

Point n'est besoin, je n'en doute pas, de vous rappeler que la chrétienté s'est installée au Liban dès ses

origines. Avant que les maronites ne s'y réfugient au V^e siècle, la montagne n'était pas vide, d'autres chrétiens vivaient là. Quant à prétendre que les chiites se trouvaient là avant les maronites, c'est oublier que l'islam n'a vu le jour qu'au VII^e siècle et qu'il ne s'est répandu au Proche-Orient qu'après la mort du Prophète (632).

Enfin, permettez-moi d'être choqué par le titre de cet article. « Les chiites veulent devenir des citoyens à part entière » insinue qu'ils ne seraient que des demi-citoyens. Or le système politique libanais est ainsi fait qu'il permet à toutes les communautés, sans exception, de participer au pouvoir et que l'hégémonie d'une communauté sur les autres est impossible.

Contrairement à une réalité généralement admise par l'ensemble de la presse française, on pouvait lire dans le Monde du 8 février (pages 4 et 5) que M. Amine Gemayel « a fait prendre d'assaut la banlieue sud peuplée de chiites ». Or — et M. Nabih Berri lui-même dément cette version dans l'entretien qu'il a accordé à vos envoyés spéciaux le 16 février — jamais l'armée libanaise n'a reçu l'ordre de lancer une offensive contre la banlieue sud, où, soit dit en passant, habitent non seulement des chiites mais aussi des chrétiens et des sunnites. Et je puis vous assurer que l'armée, harcelée depuis des semaines par les miliciens d'Amal appuyés par des éléments étrangers, n'a fait que riposter au moment où elle venait de perdre deux de ses positions les plus importantes, Mar Mikhaél et Sfeir, prises par les miliciens chiites.

Dans le même article (page 4), il était écrit que « le bombardement des quartiers à prédominance sunnite achève de convaincre les dirigeants modérés de cette communauté charnière de rompre avec le régime et de se précipiter à Damas ». Je voudrais d'abord préciser que le bombardement de Beyrouth-Ouest ne doit pas être imputé à l'armée libanaise, mais aux miliciens qui s'emparaient de cette partie de la capitale. Il n'y a pas non plus de cause à effet entre ces bombardements et le voyage à Damas de cinq personnalités sunnites. Ce déplacement, qui répondait à une invitation des dirigeants syriens, était prévu — et annoncé dans la presse libanaise — depuis une quinzaine de jours.

Enfin, toujours dans cet article, on pouvait lire que les cadres de l'armée sont « à la dévotion du parti (phalangiste) » et que les principaux rouages de l'Etat sont entre les mains du « parti phalangiste ». Ces affirmations sont inexactes et non fondées. D'une part, l'équilibre com-

munitaire est respecté, même à l'intérieur de l'armée. D'autre part, les nominations aux postes de l'administration ont scrupuleusement respecté la répartition confessionnelle prévue par le pacte de 1943. Ainsi, aucun phalangiste n'a été nommé à ces postes, attribués par le président Gemayel à des hauts fonctionnaires de confession chrétienne ou musulmane. En revanche, vous y trouvez plusieurs personnes qui n'ont jamais affiché une quelconque sympathie pour le Parti Kataeb et d'autres qui lui ont été parfois hostiles (...).

● **Aucun recensement de la population libanaise n'ayant été effectué depuis 1932**, les chiffres avancés depuis lors ne sont que des estimations, fondées sur des critères différents. Certains, par exemple, tiennent compte de tous les expatriés maronites, même de nationalité non libanaise. D'autres comptabilisent les expatriés de toutes confessions ; d'autres, encore, se limitent aux résidents permanents, citoyens du Liban. Nous nous sommes référés à l'étude citée par le Wall Street Journal parce qu'elle est la plus récente disponible. La contrevérité sera convenue le jour où les Libanais se mettront d'accord pour effectuer, enfin, un recensement officiel.

● **Les maronites, les chiites et le Kesrouan.** — Les maronites sont bien arrivés les premiers au Liban (au sixième et non au cinquième siècle, comme l'écrit notre correspondant), mais ils se sont installés dans le Nord, notamment dans la région de Zghorta, et non dans le Kesrouan. Les chiites, qui ont peuplé ce massif dès la moitié du septième siècle, y étaient très largement majoritaires jusqu'au début du quatorzième siècle. Et ce n'est qu'au dixième siècle (en 939) que les maronites établirent leur siège patriarcal au mont Liban (cf. les communautés confessionnelles du Liban, Luc-Henri de Bar ; l'Histoire du Liban moderne, de Kamel El Salibi).

● **L'assaut contre la banlieue sud de Beyrouth.** — Durant les deux semaines qui ont précédé l'assaut, la presse libanaise faisait état des préparatifs intensifs de l'armée, tandis que M. Pierre Gemayel, le chef phalangiste et père du président de la République, prônait publiquement le recours à la force. Il est pour le moins curieux que l'ambassadeur du Liban se réfère à deux incidents entre l'armée et la milice Amal pour justifier le bombardement, dix-huit heures durant, à l'aide de soixante chars et des pièces d'artillerie, d'un quartier peuplé de sept cent mille de ses compatriotes, dont cent soixante-dix mille ont dû fuir leurs foyers.

● **Les quartiers à prédominance sunnite bombardés par les chiites ?** — Comme l'affirme votre correspondant, aucun dirigeant sunnite n'a accusé Amal d'un tel forfait. En revanche, les principaux chefs de la communauté sunnite, réunis à Beyrouth le 23 février, ont condamné uniquement le bombardement de la banlieue sud chiite et ont demandé que « tous les responsables civils et militaires » de cet assaut soient traduits en justice.

● **La « phalangisation » de l'Etat libanais** n'est contestée que par les phalangistes, leurs alliés et leurs partisans. Si la thèse de notre correspondant devait être prise au sérieux, on devrait se poser la question de savoir pourquoi toutes les communautés musulmanes, et une partie non négligeable de la communauté maronite elle-même, contestent le pouvoir de M. Amine Gemayel. Pourquoi les responsables du massacre de Sabra et de Chatila, pourtant bien connus, n'ont pas été inculpés ou même inquiétés et continuent à occuper des postes de commandement ? Pourquoi aucune mesure n'a-t-elle été prise pour restituer à leurs familles les deux mille onze Libanais ou Palestiniens, dont la Fédération internationale des droits de l'homme détient les noms, qui ont été enlevés par la milice phalangiste ?

E. R.

Publicité

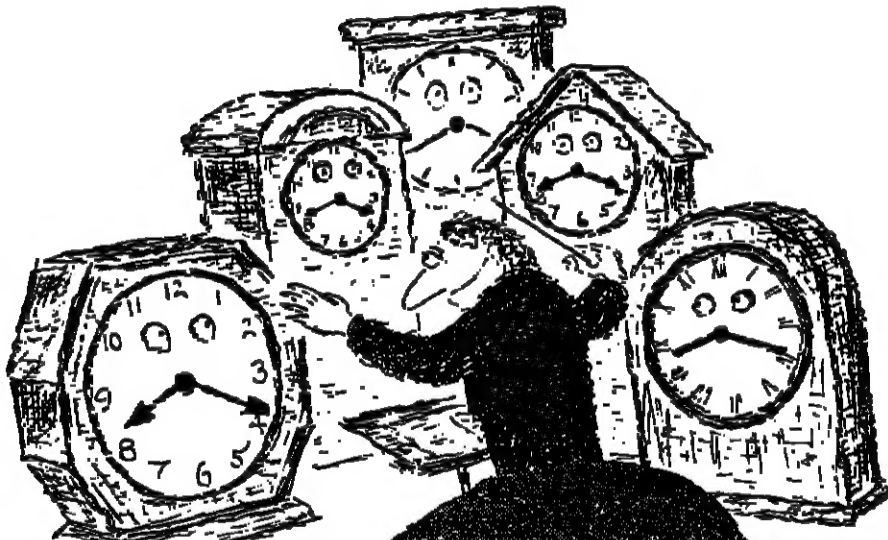
Des vitres blindées et des calories économisées

Le fameux film anti-effraction Security-film, appliqué sur vos vitres, leur confère une résistance de 2,5 tonnes au centimètre carré. Il est invisible et peu coûteux. Et pour lutter très efficacement contre le froid et le bruit, posez vous-même ou faites poser le survitrage DUO-FENÊTRE, très esthétique et l'un des moins onéreux du marché. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37. Pose uniquement à Paris et 100 km alentour.

100.000!

JEAN-LOUIS
SERVAN-SCHREIBER

L'Art du Temps



Fayard

Notre bien
le plus
précieux :
le temps !

FAYARD

Jouez et gagnez
vos vacances à vie



en déposant
votre liste de mariage
dans votre Pavillon Christoffe

Pavillon
Christoffe

12, rue Royale • Paris 8^e
24, rue de la Paix • Paris 2^e
95, rue de Passy • Paris 16^e
93, rue de Seine • Paris 6^e
Centre Commercial Parly II

184 ORDINATEURS
PANORAMA L'ORDINATEUR
Printemps 84 INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

ASIE

Chine

Les projets de réforme dans l'industrie se heurtent à des résistances obstinées

De notre correspondant

Pékin. - Le débat qui divise, depuis cinq ans, partisans et adversaires de réformes paraît traverser actuellement une phase plus aiguë. C'est ce que suggèrent plusieurs éditoriaux récents de la presse centrale appelant à « unifier la pensée » et « briser les vieilles routines ».

Les oppositions se cristallisent, selon toute apparence, sur les moyens d'adapter l'appareil industriel aux nécessités d'une plus grande efficacité économique. Ce n'est pas un hasard, en effet, si le thème des réformes est réapparu dans les éditoriaux au moment où se tenait, à Pékin, une conférence nationale sur l'économie, où cette question a été abordée. La conférence s'est conclue en affirmant que « la réforme est inévitable », mais aucune mesure concrète illustrant ce postulat n'a été annoncée. Les entreprises défilantes ont été exhortées à éliminer leurs pertes d'ici à la fin de l'année sous la menace de sanctions contre les responsables et d'un renforcement de la discipline et du contrôle financier, mais sans que leur soient conseillées pour autant de nouvelles

méthodes pour atteindre cet objectif.

Incapables de freiner la transformation des structures agricoles (individualisation et spécialisation des exploitations paysannes, disparition des communes populaires) ou l'émergence d'un secteur marchand moins soumis à la tutelle étatique, les adversaires des réformes paraissent vouloir faire de l'industrie un bastion d'où il est, à l'évidence, difficile de les déloger. Il existe toujours, selon le *Quotidien du peuple* la semaine dernière, « un certain nombre de camarades qui ne travaillent pas selon le critère de l'efficacité économique » et qui même « perturbent » cette tâche. Evoquant certaines récriminations, le journal rapportait cette phrase entendue chez des responsables : « Demander d'améliorer encore l'efficacité économique, c'est demander à un cheval de ne pas manger et de travailler davantage. »

La ligne de partage dans ce débat ne paraît pas tant passer entre gauchistes et non-gauchistes - il est re-

marquable qu'aucune attaque ne soit lancée dans ces éditoriaux récents contre les « cliques de Lin Biao et Jiang Qing » - qu'à l'intérieur du camp des tenants d'une ligne idéologique modérée. En schématisant, la présentation actuelle des choses indique que la principale opposition que doivent surmonter les réformateurs est celle émanant de gens qui se contentent d'un retour aux méthodes de gestion classiques, largement inspirées du modèle soviétique et appliquées dans les premières années du nouveau régime.

Les attaques contre les tentatives réformatrices vont très loin, puisque ceux qui s'y opposent ou les freinent, selon le *Quotidien du peuple*, jusqu'à « suspecter la présente politique d'être droitiste et de s'écarter de la voie socialiste ». La réplique des réformateurs consiste à demander aux modérés d'être logiques avec eux-mêmes et d'admettre non plus seulement en paroles, mais en pratique, les principes de la révolution adoptée lors du troisième plé-

num, en décembre 1978. Or ce document - auquel avaient alors adhéré l'ensemble des courants opposés à M. Hua Guofeng - énonce effectivement les idées directrices d'une politique de réformes audacieuses dans le domaine économique.

De puissantes positions

Constatant l'opportunité d'un retour aux méthodes appliquées il y a vingt ou trente ans, le *Quotidien du peuple* soulignait, samedi 25 février, que des erreurs gauchistes avaient été commises non seulement pendant, mais avant la révolution culturelle. Plus précisément, le journal notait : « Les documents adoptés au cours des années 50 et 60 n'étaient pas entièrement justes. Et même s'ils étaient justes à l'époque, c'est parce qu'ils correspondaient à la situation de l'époque. Aujourd'hui, la situation a changé. Il ne faut donc plus se contenter de suivre tels quels ces documents. Il faut adopter de nouvelles mesures. »

La politique suivie depuis cinq ans, expliquait encore l'organe du comité central, « a dépassé largement cette limite avant la révolution culturelle ». Donnait des exemples d'innovations, le journal mentionnait la politique d'ouverture économique vers l'étranger, les réformes dans l'agriculture, le développement du commerce et de l'économie individuelle, l'acceptation du principe admettant que certains travailleurs peuvent s'enrichir plus vite que d'autres. Continuer aujourd'hui de s'opposer à de nouvelles adaptations du système, c'est, affirmait le *Quotidien du peuple*, rester prisonnier du « carcan d'un modèle étranger (autrefois dit soviétique) dans la planification et le système de gestion ».

Or une telle conception, selon le journal, a été à l'origine d'« idées gauchistes qui ont laissé des traces profondes dans la pensée de certains ». C'est là une attaque qui doit être considérablement débattue, puisqu'elle consiste à faire passer d'anciens alliés dans le camp ennemi du gauchisme, donc dans celui des adversaires. En guise d'illustration de ces « vieilles routines de coloration gauchiste », le *Quotidien du peuple* mentionnait la conception estimant que l'ampleur de la propriété publique doit rester élevée, l'idée selon laquelle « manger à la grande marmite » - c'est-à-dire l'égalitarisme - est « une manifestation de la supériorité du socialisme » ou encore selon laquelle la production de marchandises (et non pas seulement de biens) est « une idée inspirée du capitalisme ». Le journal critiquait encore ceux qui s'opposent à une activité commerciale des paysans et ceux qui contestent le principe d'un enrichissement différencié des salariés.

Quelle sera la réaction de ceux qui sont ainsi mis en accusation ? Se contenteront-ils de continuer à opposer une résistance passive aux innovations du « socialisme aux couleurs chinoises » ou adopteront-ils une forme de riposte plus active ? La question est posée. Ce qui est sûr, c'est qu'ils occupent toujours de puissantes positions de pouvoir - on range généralement parmi eux des hommes comme M. Li Xiangnan, le président de la République, et M. Chen Yun, autre membre du comité permanent du bureau politique - et qu'ils sont en mesure de bloquer sérieusement toute poussée réformatrice, en tout cas dans l'industrie, comme vient de le montrer l'échec de la dernière conférence nationale de l'économie.

BERNARD GUETTA.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Nouakchott reconnaît

la République arabe sahraouie démocratique

La Mauritanie a reconnu la République arabe sahraouie démocratique le lundi 27 février, jour du huitième anniversaire de sa proclamation. Dans un message adressé à M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD et secrétaire général du Front Polisario, le lieutenant-colonel Khouna Ould Haidalla, chef de l'Etat mauritanien, se déclare convaincu que les deux pays « entretiendront des relations fraternelles et amicales fondées sur les principes du respect réciproque de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de bon voisinage » et qu'ils contribueront à « l'édification d'un Grand Maghreb arabe uni et prospère ».

La Mauritanie, cinquante-quatrième Etat (le vingt-septième en Afrique) à reconnaître la RASD, exprime le vœu que celle-ci trouve « avec le royaume frère du Maroc une solution juste et durable » au conflit qui les oppose. Le président Haidalla avait dépêché des émissaires à Alger et à Tunis - avec lesquels il a signé le « traité de fraternité et de concorde » en vue d'instaurer le Grand Maghreb - pour les informer de sa décision. De son côté, M. Abdelaziz a déclaré dans un discours prononcé à l'occasion du huitième anniversaire

de la RASD : « Toute solution du conflit du Sahara occidental passe par la chute du roi Hassan II, car, encouragé par ses alliés, il poursuit sa politique d'expansion et d'occupation et rejette le plan de paix de l'OUA » adopté au dix-neuvième sommet. Alors que le souverain algérien, samedi 3 mars, le vingt-troisième anniversaire de son accession au trône, M. Abdelaziz a qualifié de « pré-révolutionnaire » les émissaires de janvier au Maroc et confirmé la volonté de la RASD de participer au sommet de l'OUA à Conakry en mai.

En outre, le conseil des ministres de l'OUA, qui s'est ouvert lundi, a décidé de ne pas examiner le conflit sahraoui pour se consacrer uniquement à l'examen de la grave crise financière que connaît l'Organisation : en décembre, vingt-six des cinquante et un Etats membres n'avaient versé que 7,49 millions de dollars au titre du budget 1983-1984, d'un montant de 23,6 millions. Les arriérés, qui atteignent 27,05 millions de dollars en juin dernier, s'élèvent actuellement à 43,17 millions, de sorte que le secrétaire risque d'être, à brève échéance, « dans l'impossibilité de payer son personnel et ses dépenses administratives », précise le rapport de M. Peter Oni, secrétaire général par intérim. - (Reuters, AFP, AP.)

La France double le montant de son aide à la Mauritanie.

« Nous remercions chez nous très reconnaissants et très satisfaits », a déclaré, vendredi 24 février, M. Ahmed Ould Minni, ministre mauritanien des affaires étrangères, au terme des travaux de la cinquième grande commission mixte qui s'est tenue à Paris. Il venait de signer avec M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, une série d'accords en vertu desquels l'aide globale de la France dépassera cette année 300 millions de francs contre 130 l'an dernier.

La part assumée par l'Etat se répartit ainsi : 100 millions pour l'assistance technique (300 coopérants dont 105 techniciens), 35 sous forme de dons dont la moitié a déjà été débloquée, 20 environ pour l'aide alimentaire et 10 pour divers projets. De son côté, la mise en œuvre de coopération économique assure le financement de plusieurs programmes, à concurrence de 150 millions de francs. Comme l'a souligné M. Nucci à l'ouverture des travaux, jeudi, la France a voulu « manifester concrètement sa solidarité » à la suite de « l'implacable sécheresse » qui frappe la Mauritanie, en lui fournissant une aide d'urgence exceptionnelle (le Monde du 22 février). La

coopération doit lui permettre d'améliorer une gestion qui laisse à désirer, en mettant l'accent sur la formation et l'assistance technique dans quelques domaines prioritaires, notamment le développement rural et la pêche qui représente l'avenir de la Mauritanie. La France a contribué, depuis septembre, pour près de 6 millions de francs à la surveillance maritime. De même, elle participe au développement du secteur minier et elle est, après l'Italie, la deuxième acheteuse du fer mauritanien, qui connaît une minivente (7,8 millions de tonnes en 1983 au lieu des 10,4 prévus) et une baisse des prix de 10 % depuis janvier.

P.B.

Nigéria

Emeutes religieuses à Yola

Près de cinquante morts

Des émeutes à caractère religieux ont fait, lundi 27 février - selon un premier bilan officiel - quarante-neuf morts et trente-trois blessés graves dans la ville de Yola, capitale de l'Etat du Gongola (nord-est du Nigéria). Selon M. Mohamed Gambo, « numéro deux » de la police nigérienne, les autorités contraignaient, mardi matin 28 février, la situation à Jimeta-Town, le faubourg de Yola où se sont déroulés ces incidents. Plusieurs policiers figurent parmi les victimes, et la police a procédé à près de trois cents arrestations. A Lagos, on estime que les émeutes sont des adeptes de la secte Yem Izala, du « prophète » intégriste musulman, Muhammadu Marwa (alias Maitatsine), d'origine camerounaise, qui fut tué lors d'émeutes semblables à Kano, en décembre 1980, qui avaient fait, selon le bilan officiel, quatre mille cent soixante-dix-sept morts.

Entre 1977 et 1980, ces militants intégristes ont été à l'origine de très nombreux incidents. La plupart d'entre eux venaient, semble-t-il, d'autres pays africains, notamment du Tchad, du Niger, du Cameroun et de Guinée. Le 10 juillet 1981, de nouvelles émeutes se produisirent à Kano et, du 26 au 30 octobre 1982, de violents affrontements dans l'Etat du Borno (extrême nord-est du Nigéria), causèrent la mort de deux cent six personnes (dont dix-huit policiers). Là encore, les intégristes - mais aussi, à l'origine des troubles, le Borno est à 95 % composé de musulmans, l'Etat du Gongola, où se sont produits les troubles du 27 février, est, parmi les Etats du Nord à majorité musulmane, celui où la population chrétienne, bien que minoritaire, est la plus importante.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

ACCUSÉ D'ANTISÉMITISME

M. Jesse Jackson fait des excuses à la communauté juive

De notre correspondant

Washington. - Après deux semaines de dénégations peu probantes, M. Jesse Jackson a choisi, dimanche 26 février, de reconnaître publiquement ses torts. Le candidat noir à l'investiture démocrate avait bel et bien employé, le 25 janvier, dans une conversation avec un journaliste du *Washington Post*, les mots *hymies* et *hymietown* pour désigner les juifs de New-York.

Dispositif d'un prénom juif, *hymies* n'a vraiment pas d'équivalent en français, mais pourrait se rendre par *Marbe*, et *hymietown* par *mosheville*. Ce n'est pas « youpins », mais ce n'est pas non plus le langage que l'on pouvait attendre d'un militant antiraciste.

L'affaire faisait scandale depuis que le grand quotidien libéral avait rapporté ces propos le 13 février, au détour d'un long article consacré aux relations entre la communauté juive et M. Jackson, sommé quelques jours plus tard dans un sec éditorial de « s'expliquer » ou de « s'excuser ».

Le candidat démocrate affirmant « ne pas se souvenir » d'avoir utilisé ce vocabulaire « incompatible avec [son] engagement de longue date en faveur des droits de l'homme », n'avait fait ni l'un ni l'autre. Harcelé de questions par les journalistes et les électeurs, il se contentait de répondre : « Je suis un pasteur chrétien, Jésus était juif. Je ne suis pas antisémite. » C'était évidemment insuffisant. Jour après jour, sa position s'était affaiblie dans le New-Hampshire où les sondages lui avaient laissé espérer une très bonne place - la seconde peut-être - à l'élection primaire de ce mardi.

Il fallait faire vite, et M. Jackson, chamboulant soudainement son emploi du temps, a saisi la meilleure occasion possible de trancher dans le vif. L'une des dernières réunions électorales de l'Etat se tenait dimanche soir dans une synagogue. Il s'y est présenté pour dire : « Ce vocabulaire était malheureux (...) bien qu'innocent » et « j'ai eu tort de l'employer ».

Peu rancunier, l'assistance a favorablement accueilli les regrets du pasteur Jackson, l'applaudissant même lorsqu'il a déclaré, par exemple, qu'il avait « dédié » sa campagne à « la réunification des enfants d'Abraham par le dialogue entre Noirs, Hispaniques, juifs et Arabes ».

Restait un problème soulevé de la salle avec insistance : pourquoi avoir si longtemps prétendu « n'avoir pas souvenir » de ces regrettables paroles ?

« Franchement je ne m'en souviens pas », a-t-il répondu, en expliquant que ces mots, courants dans son enfance sudiste, lui étaient venus aux lèvres sans qu'il y pense, et que le journaliste avec lequel il avait eu une conversation privée y avait attaché une importance disproportionnée.

Lundi, les responsables des grandes organisations juives nationales se sont félicités de la confession de M. Jackson. Il n'est pour autant pas certain que cette affaire appartienne « maintenant » au passé, comme l'a déclaré le président de l'Union des congrégations juives américaines, le rabbin Schindler. Car si M. Jackson n'est certainement pas antisémite, il est en revanche en mauvais termes politiques avec l'écrasante majorité de la communauté juive.

Ancien compagnon du pasteur Martin Luther King, M. Jackson appartient en effet à cette génération de la communauté noire qui, après avoir lutté pour la reconnaissance des droits civils élémentaires, veut donner aux Noirs américains une autonomie et une identité politiques.

Globalement, les Noirs sont démocrates. De longue date, ils se sentent une parenté de destin avec les juifs dont la Bible, qui tient une place centrale dans leur culture fortement religieuse, leur apprend la fuite hors d'Egypte après la servitude, la grandeur et la destruction d'Israël et le refuge dans la foi.

Longtemps, la fondation de l'Etat hébreu et la promotion des juifs dans les Etats-Unis d'après-guerre leur ont semblé une raison d'espérer. Les juifs, de leur côté, ont vigoureusement appuyé le combat des années 60 pour les droits civiques et l'alliance politique entre les deux communautés avait pu sembler sans faille.

La méfiance

Puis il y eut le malaise à propos des lois favorisant l'ascension sociale des Noirs par l'instauration de quotas destinés à combattre la discrimination. Courtisé par l'O.L.P. et les lobbies pro-arabes, certains dirigeants noirs ont commencé à s'identifier aux Palestiniens. Quand M. Young, l'ambassadeur noir de M. Carter aux Nations unies, est obligé de donner sa démission en 1979 pour s'être entretenu avec des représentants de l'O.L.P., une cassure se produit. Puis, au cours d'une tournée au Proche-Orient, M. Jackson est assailli par M. Begin et reçu à bras ouverts par les dirigeants arabes, dont M. Arafat auquel il donne l'accolade. La méfiance s'installe. A l'annonce de la candidature de M. Jackson, une poignée de juifs d'extrême droite créent un groupe baptisé « Les juifs contre Jackson » et organisent de petits chahuts dans quelques-unes de ses réunions. La communauté juive condamne mais n'apprécie pas d'apprendre, plus tard, que l'organisation qu'anime M. Jackson a reçu de fortes sommes de la Ligue arabe.

M. Jackson - cela n'est pas un secret - a une grande sympathie pour la cause palestinienne, à l'instar de nombreux jeunes Noirs qui veulent faire entendre leur voix en défendant une politique étrangère qui leur soit propre, c'est-à-dire différente de celle du consensus américain.

Compte tenu de l'attachement profond et viscéral de la communauté juive américaine à la défense d'Israël, cette situation est lourde d'un antagonisme aussi dangereux que malaisé.

BERNARD GUETTA.

**FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.**



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez, JAL s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1° classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

日本航空 JAL

Après une semaine de négociations, le conflit du Sahara a été reconnu par le Maroc. Le Maroc a accepté de reconnaître le Sahara occidental comme territoire non autonome. Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.

Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.

Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.

Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Le Maroc a également accepté de reconnaître le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.

AFRIQUE

Cameroun

La peine de mort a été requise contre l'ancien président Ahidjo

Le procès ouvert à Yaoundé le 23 février pour juger les auteurs du « complot contre la sécurité de l'Etat » (le Monde du 25 février) a franchi, lundi 27 février, une étape décisive avec l'annonce des peines - extrêmement sévères - requises contre les accusés. Le procureur militaire a, en effet, requis la peine de mort, « par fusillade sur la place publique », contre l'ancien président du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, jugé par contumace. Une peine de « confiscation de tous les biens dont on ne pourrait pas retrouver avec précision l'origine », a également été requise contre lui. Une peine d'emprisonnement à vie a, d'autre part, été demandée contre le chef d'escadron Ibrahim Oumarou et le capitaine Salatu Adamou, respectivement anciens intendant et aide de camp de M. Ahidjo.

Au cours de la même audience, le procureur a réclaté l'inculpation de MM. Bello Boubba Maigari, ancien premier ministre, pour « subversion », Maikano Abdoulaye, ancien ministre d'Etat chargé des forces armées, pour « subversion et violation du secret professionnel », et Ibrahim Wadjiri, ancien commandant de la gendarmerie, pour « complicité de subversion ». Peu après, M. Ahidjo a également été accusé d'« injures envers le chef de l'Etat » (1). Les différents verdicts devraient être rendus publics ce mardi après-midi 28 février. De Tunis, où il séjourne à titre privé, M. Ahidjo a fait savoir lundi qu'il souhaitait s'abstenir de toute déclaration avant d'avoir pris connaissance du verdict. Pour sa part, le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, se trouve actuellement à Genève.

Des preuves minces

Le procès de Yaoundé a été suivi par deux observateurs judiciaires internationaux, M. Yves Baudouin, avocat à Paris, au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme et du Mouvement international des juristes catholiques Pax Romana, et M. Alfred Pogon, avocat à Cotonou, mandaté par ce dernier organisme.

Si, selon les observateurs, le procès en lui-même s'est déroulé dans des conditions équitables en ce qui concerne le respect de la procédure d'audience et la possibilité pour les accusés de s'exprimer, la procédure d'instruction et la mise en œuvre des droits de la défense soulèvent, en revanche, de nombreuses interrogations.

Les faits reprochés aux accusés apparaissent à la fois extrêmement minces et contradictoires.

MM. Ibrahim Oumarou et Salatu Adamou sont inculpés de « subversion, conspiration d'assassinat et de révolte » (2), et M. Ahidjo de « subversion et conspiration d'assassinat ». L'acte d'accusation (ordonnance de renvoi) distingue trois faits :

1) Le samedi 18 juin 1983, M. Biya, chef de l'Etat, procédait à un rassemblement ministériel entraînant le départ de plusieurs anciens collaborateurs de M. Ahidjo. Celui-ci réunissait alors dans sa résidence du Lac, vers 15 heures, les ministres entrants et sortants de la province du Nord pour leur demander de donner leur démission. « Le but de la manœuvre, indique l'ordonnance, était de mettre le chef de l'Etat dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et d'entraîner le pays dans des troubles graves : guerre civile, sécession du Nord-Cameroun. Le premier ministre Bello Boubba Maigari (...) était l'animateur principal de ce mouvement ouvertement subversif, secondé par M. Maikano Abdoulaye en sa qualité de ministre d'Etat chargé des forces armées et commandant en chef des forces armées ». Pour différentes raisons, cette initiative n'aboutit pas.

réunion était d'entraîner l'armée dans la rébellion pour rétablir l'ancien président Ahidjo, mais elle se solda par également par un échec.

3) Le 18 juillet, M. Ahidjo quitte le Cameroun en compagnie de M. Ibrahim Oumarou. Six jours plus tard, l'ancien président charge le commandant Ibrahim de rencontrer, à Yaoundé, le capitaine Salatu afin que celui-ci prenne contact avec le maréchal des logis-chef Etienne Hollong, chef de section de la protection rapprochée du président Biya. Le but est d'organiser l'assassinat du chef de l'Etat. Après différentes péripéties, M. Hollong avertit son chef hiérarchique, le colonel René Meka, directeur de la sécurité présidentielle, de la « mission » (non explicitée) que lui a confiée le capitaine Salatu. Le colonel Meka, « pour en savoir plus long », fait arrêter le capitaine Salatu.

Tels sont les faits relatés dans l'ordonnance de renvoi. Si, au cours des journées du procès, d'importantes précisions ont pu être apportées, l'audition des accusés et des témoins a aussi révélé les faiblesses de l'acte d'accusation et les lacunes de l'instruction. Un point au moins est acquis : que ce soit avant ou au cours des audiences, MM. Ibrahim Oumarou et Salatu Adamou ont résisté, à de multiples reprises, leur volonté de ne pas se faire assister par un avocat, et ont plaidé coupables des l'ouverture du procès (même si, par la suite, ils se sont, dans une certaine mesure, rétractés). Ce sont les épouses des deux accusés qui, seules, ont pris contact avec un avocat parisien, M. Charrière-Bourmazel, pour que celui-ci assure la défense de leurs maris. Malgré leur insistance, M. Bourmazel n'a pu se rendre à Yaoundé (bien qu'ayant reçu l'autorisation du tribunal et des autorités), étant donné que les accusés eux-mêmes refusaient l'assistance d'un avocat.

Selon les propos d'un avocat camerounais, M. Pierre Foulletier, qui « seul » se rendra visite aux deux accusés alors en prison (propos rapportés par M. Bourmazel), le commandant Ibrahim « tremblotait », la première fois qu'il a fait part de son refus d'être assisté d'un avocat. Le caractère « spontané » de ce refus soulève, en effet, quelques doutes. Selon M. Ahidjo, commandeur, lundi matin 27 février, par téléphone, de Tunis, par M. Bourmazel, les deux accusés ont été torturés. Ce qui, notamment, expliquerait leur refus.

« Complot d'assassinat » ?

C'est le 22 août dernier que le président Biya a révélé l'existence d'un complot. Or, selon l'ordonnance de renvoi, le complot aurait été « déjoué » depuis le 1^{er} novembre. Ce s'est-il passé, au niveau de l'instruction, entre ces deux dates ? Le procès n'a apporté aucune précision à ce sujet. D'autre part, M. Ahidjo est considéré comme « en fuite », dès lors qu'il n'a pas répondu à la citation à comparaître du juge d'instruction. Cette citation lui aurait été adressée à son seul domicile de Garoua, au Cameroun, alors qu'il était de notoriété publique que l'ancien président se trouvait en France, dans sa propriété de Grasse. En outre, l'avocat qui a été désigné d'office pour assurer la défense de M. Ahidjo, le bâtonnier Black Youdo, a reçu l'avis de sa désignation le 22 février, soit la veille de l'ouverture du procès. Etant dans l'impossibilité de vérifier les conditions de la contumace, il a demandé - sans succès - le renvoi du procès.

Le « complot d'assassinat » a occupé une part très réduite des débats, l'essentiel ayant été consacré aux deux réunions « séditeuses » du 18 juin. La procédure sur le complot est restée secrète et ni le capitaine Salatu ni le maréchal des logis-chef Hollong n'ont été en mesure d'apporter une quelconque précision sur la manière dont devait se dérouler l'assassinat de M. Biya. L'accusé et l'accusateur se sont contentés de parler d'une « mission » dont le premier aurait chargé le second. Au

cours du procès, le capitaine Salatu a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec ce projet, qu'il avait fait son possible pour gagner du temps et qu'il s'était résigné à contacter M. Hollong pour obéir aux ordres de son supérieur, le commandant Ibrahim. Celui-ci a également indiqué qu'il n'était pas favorable au projet de l'ancien président.

Enfin, concernant les deux réunions du 18 juin, il faut tout d'abord noter que MM. Bello Boubba Maigari, Maikano Abdoulaye et Ibrahim Wadjiri étaient cités comme témoins lors de ce procès, et qu'ils se retrouvent sous le coup d'une inculpation ! S'agissant de la réunion des officiers nordistes au domicile du délégué général à la gendarmerie, le ministre des forces armées a affirmé à l'audience que, loin d'« entraîner l'armée à la révolte », il avait, au contraire, incité les officiers à ne pas « bouger » en cas de démission collective des ministres nordistes.

Cette version des faits, en contradiction formelle avec l'acte d'accusation, a été confirmée par tous les participants à cette réunion, qui ont été entendus au cours du procès. Aucune disposition ne permet, apparemment, de prouver le caractère séditeux de ladite réunion, ni que M. Ahidjo en ait été l'inspirateur.

Il semble donc bien que, parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés, le seul fait effectivement infirmé soit la réunion des ministres nordistes conquis à l'initiative de M. Ahmadou Ahidjo. C'est peu.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Ce chef d'accusation fait probablement référence aux propos tenus en août 1983 par M. Ahidjo, qui avait accusé son successeur d'avoir « instauré un régime policier, de terreur, de mensonge » (le Monde du 25 août).

(2) L'article 95 du code pénal camerounais sur la « conspiration », dispose notamment : « Il y a conspiration d'assassinat lorsque deux ou plusieurs personnes se réunissent pour commettre une infraction punie de mort ou de réclusion à perpétuité ». L'article 114 sur la « révolte » dispose : « En tout cas de révolte, le chef de la révolte est considéré comme coupable de révolte si, par sa violence, il a provoqué la révolte ou si, par sa violence, il a provoqué la révolte ou si, par sa violence, il a provoqué la révolte ».

« UNE MASCARADE JUDICIAIRE »

M. Ahmadou Ahidjo, ancien président du Cameroun, a été chargé, mardi 28 février, M. Bourmazel, avocat à Paris, de rendre public le communiqué suivant :

« J'apprends par la presse internationale et par des témoins qui me l'ont rapporté que je suis l'objet, à Yaoundé, d'un simulacre de procès au cours duquel sont jugés en même temps que moi mon intendant, le commandant Ibrahim, et mon aide de camp, le capitaine Salatu.

« Je n'ai, pour ma part, jamais été avisé de l'ouverture d'une information me concernant. Je n'ai non plus jamais reçu notification de la moindre citation à comparaître.

« Pourtant, les autorités camerounaises connaissent exactement le lieu de mes résidences et sont informées de mes moindres déplacements. Mon successeur a toujours pu me joindre quand il l'a voulu. Ma suite civile et ma suite militaire émergent au budget de l'Etat camerounais comme moi-même en ma qualité d'ancien chef de l'Etat.

« Est-il besoin de souligner dans ces conditions qu'il est ridicule de prétendre que je serais en fuite ?

« La mascarade judiciaire à laquelle nous assistons est indigne du Cameroun et du peuple camerounais. J'ai été informé de l'attitude courageuse du barreau de mon pays, dont les membres commis d'office, ont refusé de s'y associer. Lorsque je connaîtrai l'issue de ce procès, je donnerai personnellement une conférence de presse (...). »

AVANT TOUTE AUTORISATION D'ÉMIGRATION

Berlin-Est exigerait que la nièce du chef du gouvernement revienne en RDA

Les négociations se poursuivent discrètement entre Bonn, Berlin-Est et Prague pour résoudre le délicat problème posé par la nièce du chef du gouvernement est-allemand M. Willi Stoph. M^{me} Ingrid Berg se trouvait toujours à l'ambassade de RFA à Prague, ce mardi 28 février, en fin de matinée. Elle s'y est réfugiée vendredi avec son mari, sa belle-mère et ses deux enfants. Deux autres ressortissants est-allemands se trouvent également dans le bâtiment. Tous demandent l'autorisation de se rendre en Allemagne fédérale.

A Bonn, les milieux dirigeants se refusent à toute déclaration. « Nous voulons des résultats, pas de la publicité », a simplement dit le porte-parole du gouvernement. De bonne source, on indiquait cependant que les autorités de Berlin-Est seraient prêtes à permettre à M^{me} Berg et à sa famille de passer à l'Ouest, à condition qu'elles reviennent d'abord en RDA. Selon le journal Bild, Berlin-Est menacerait d'arrêter totalement l'émigration d'Allemands de l'Est vers la RFA si la nièce de M. Stoph refusait de revenir en RDA.

Une filière peu connue

Le président du groupe social-démocrate au Bundestag, M. Hans-Jochen Vogel, et son prédécesseur, M. Herbert Wehner, qui a joué un grand rôle dans le rapprochement entre les deux Etats allemands dans les années 70, ont estimé pour leur part, que les Allemands de l'Est se réfugièrent dans les ambassades occidentales compromettaient les chances d'émigration de ceux qui choisissent la voie légale pour quitter la RDA. Les partis de la coalition gouvernementale partagent - sans le dire ouvertement - le même point de vue.

Cependant, « l'affaire Berg » n'a pas eu de conséquences immédiates sur les sorties de ressortissants de la

RDA. Une centaine d'entre eux sont arrivés lundi, comme tous les jours depuis plusieurs semaines, au camp de réfugiés de Giessen, dans le Land de Hesse, près de la frontière entre les deux Etats allemands.

En se réfugiant à l'ambassade de RFA à Prague, M^{me} Berg a dévié au grand jour une filière d'émigration qui fonctionnait d'autant mieux qu'elle était peu connue. Depuis le début de l'année, des centaines de ressortissants est-allemands se sont présentés à l'ambassade et de nombreux cas auraient été réglés favorablement. Les diplomates ouest-

allemands à Prague redoutent que la RDA ne surveille maintenant sa frontière avec la Tchécoslovaquie qui était le seul pays pour lequel les Allemands de l'Est n'avaient pas besoin de passeport. Cette crainte est avivée par le récent voyage à Berlin-Est du ministre tchécoslovaque de l'Intérieur.

Les moyens d'information de RDA ont observé un silence complet sur la fuite de la nièce du chef du gouvernement, mais les Allemands de l'Est, tenus au courant par la radio et la télévision ouest-allemandes, en ont fait leur sujet de conversation favori. - (AFP, AP.)

POUR BONN

Une seule nation, une seule nationalité

Correspondance

Bonn. - La loi fondamentale (Constitution) de la RFA ne reconnaît qu'une seule nation allemande ; tout habitant de la RDA possède automatiquement, aux yeux des autorités de Bonn, la même nationalité que les habitants de l'Allemagne de l'Ouest.

Cette règle, qui vaut également pour les anciens territoires allemands annexés par la Pologne et l'URSS après la guerre, s'applique aussi bien aux personnes en transit en RFA qu'à celles qui viennent s'y installer. Elle a pour conséquence pratique, comme le soulignait récemment encore le sénateur berlinois Rupert Scholz, de conférer à tout habitant de la RDA, se trouvant en RFA, les mêmes « droits et devoirs » que tout habitant de l'Ouest. Il peut notamment demander à son arrivée sur le territoire de l'Allemagne fédérale un passeport ou une carte d'identité.

M^{me} Ingrid Berg, la nièce du premier ministre est-allemand Willi Stoph, et les membres de sa famille qui ont trouvé refuge,

la semaine dernière à l'ambassade de RFA en Tchécoslovaquie, n'échappent pas à la règle. Ils ne peuvent en aucun cas être considérés par les autorités ouest-allemandes comme des ressortissants étrangers ; ils ont le droit d'être défendus comme n'importe quel Allemand (de l'Ouest) et ne peuvent être renvoyés aux autorités tchécoslovaques. Le problème pour Bonn est de négocier, avec le gouvernement de Prague, une autorisation de sortie comme s'il s'agissait de ressortissants ouest-allemands entrés illégalement en Tchécoslovaquie.

Sur cette question, les points de vue de la RFA et de la RDA sont tout à fait différents, la Constitution est-allemande de 1972 ne faisant plus référence au maintien de la nation allemande. Selon la doctrine officielle de Berlin-Est, les deux Etats allemands constituent deux nations distinctes, thèse que les Allemands de l'Ouest se sont toujours refusés à reconnaître.

H. de B.

Grande-Bretagne

En appelant à une grève d'une demi-journée les syndicats lancent un avertissement au gouvernement conservateur

De notre correspondant

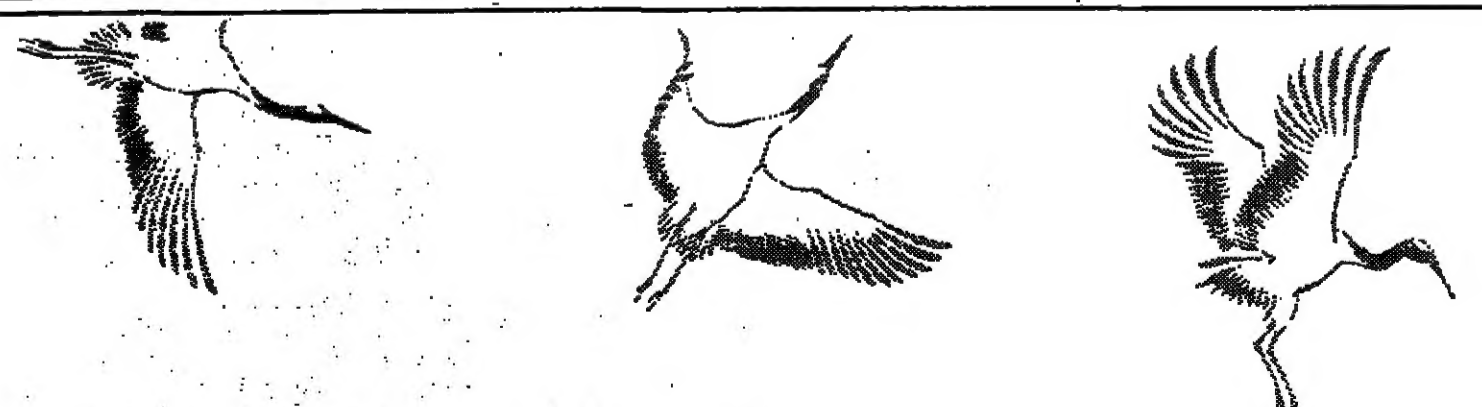
Londres. - Outre leur appel à une grève d'une demi-journée qui devait, ce mardi 28 février, paralyser une partie des services publics, les syndicats britanniques viennent de faire un pas supplémentaire dans leur hostilité au gouvernement conservateur qui est peut-être plus significatif encore d'un changement d'attitude. Ils menacent en effet M^{me} Thatcher de cesser leur participation à divers organismes de concertation avec le patronat et le gouvernement.

C'est la décision prise par le premier ministre d'interdire les organisations syndicales au centre d'écoutes de Cheltenham, dépendant de la défense nationale (le Monde du 23 février) qui fournit à la confédération nationale TUC (Trade Union Congress) l'occasion d'adresser au gouvernement une mise en garde. M^{me} Thatcher a sans doute sous-estimé l'ampleur des réactions à l'affaire de Cheltenham et elle a eu le tort de prendre contre les syndicats une initiative « de trop », après toute une série d'autres mesures - législatives notamment - destinées à limiter considérablement les activités et l'influence du mouvement syndical, conformément à ces objectifs proclamés depuis son arrivée au pouvoir en 1979.

Après un débat houleux aux Communes, lundi soir, le gouvernement a fait approuver sa décision d'interdire aux fonctionnaires de Cheltenham, pour des motifs de « sécurité », l'adhésion à un syndicat, mais M. Edward Heath, ancien premier ministre, et une vingtaine d'autres conservateurs modérés se sont abstenus. Ces derniers mois, M. Heath, en compagnie de M. Francis Pym, ancien secrétaire au Foreign Office, anime ostensiblement au sein de la majorité un mouvement de fronde qui provoque un certain malaise à l'intérieur du cabinet et ne fait qu'encourager l'opposition à hausser le ton alors que le parti travailliste - comme les syndicats - était sur la défensive depuis l'écrasante victoire électorale de M^{me} Thatcher en juin 1983.

La supériorité flagrante dont le gouvernement a profité face à ses adversaires semble appartenir au passé. Les syndicats paraissent reprendre soudain confiance dans leurs possibilités de contestation, de même que le parti travailliste à qui un sondage publié par le Guardian vient de prédire, pour la première fois depuis deux ans, un possible succès en cas de nouvelles élections.

FRANCIS CORNU.



Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.

Affaires et loisirs.

JAL TOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?

Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

APPELEZ JAL:
225.55.01.



Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

La Seyne-sur-Mer : le PC accuse l'opposition d'avoir usé de « méthodes putschistes »

Le tribunal administratif de Nice devait proclamer, mardi 28 février, les résultats du second tour de l'élection municipale partielle de La Seyne-sur-Mer (Var), mettant ainsi un terme au suspense qui dure depuis le dimanche 26 février. Il était alors 23 heures. M. Jean Vulliamme, président de la délégation spéciale, venait d'annoncer les résultats de trente-deux des trente-trois bureaux de vote que compte la ville. La liste de M. Blanc, maire communiste invalidé, était en tête avec 14 786 voix contre 14 496 à celle de M. Scaglia (UDF-PR), soit une avance de 290 voix pour la majorité. M. Vulliamme déclarait ensuite qu'il n'était pas en mesure de donner les résultats du trente-troisième bureau. Une longue attente d'une heure trente commençait, ponctuée par les slogans entonnés par plusieurs centaines de personnes massées devant l'hôtel de ville pour l'annonce des résultats définitifs.

Selon une première information transmise par téléphone au bureau centralisateur, les scores des deux candidats dans le 32^e bureau étaient de 291 voix pour M. Blanc et de 529 voix pour M. Scaglia ; ce qui, au total des trente-trois bureaux, plaçait la liste de la majorité en tête avec 52 voix d'avance. Cependant les résultats proclamés par le président du 32^e bureau donnaient au contraire l'avantage à l'opposition et, selon les services préfectoraux, c'est M. Scaglia qui devait l'emporter avec 18 voix d'avance.

A 0 h 30, M. Vulliamme précisait qu'il y avait eu un problème technique au bureau centralisateur, les scores des deux candidats ne pouvaient être proclamés officiellement. On apprenait alors que, si le procès-verbal du 32^e bureau avait bien été signé, il était vierge de tout chiffre. A l'étonnement succédait la stupeur. Ce bureau (le plus favorable à l'opposition au cours des deux dernières consultations municipales) était présidé par M. Arthur Paechi, ancien député UDF du Var, actuel maire de Bandol. Le PC avance que ce procès-verbal en blanc et des « manipulations » de l'urne sont la preuve que l'opposition a fraudé en

utilisant des « méthodes putschistes ». « Je me considère comme le maire de La Seyne », déclarait aussitôt M. Charles Scaglia, tandis que M. Blanc dénonçait la fraude commise ; selon lui, par ses adversaires de l'opposition et précisait qu'il déposerait un recours en annulation.

Plus d'un millier de personnes ont manifesté lundi soir 27 février pour apporter leur soutien à M. Maurice Blanc. Les manifestants ont défilé derrière MM. Guy Hermier, membre du bureau politique du PC, et Blanc, dénonçant « le coup de force de la droite contre La Seyne » et réclamant « le respect du suffrage universel et de la démocratie ». Devant l'hôtel de ville, le président du comité de soutien à la liste d'union de la gauche a donné lecture d'un appel lancé au président de la République « dans lequel les partisans du maire sortant demandent « l'arbitrage » (de M. Mitterrand) pour le respect de la loi et du suffrage universel ».

Le même jour, le bureau politique du PCF a réclamé « le retour devant les électeurs ». Il a estimé que l'UDF et le RPR « ont décidé de recourir à des méthodes putschistes pour interdire la libre expression du suffrage universel ». « La droite, se souvenant de sa défaite inéluctable, a décidé un véritable coup de main dans le bureau n° 32, qui présidait le maire de Bandol, conseiller général et ancien député UDF, Arthur Paechi », selon le bureau politique du PCF. « Il l'a fait, ajoute-t-il, en déposant un procès-verbal en blanc ». Le PC affirme aussi que l'urne, entre la fin des opérations de vote et son arrivée au bureau centralisateur, a subi « plusieurs manipulations totalement incontrôlées ».

D'autre part, les employés municipaux de La Seyne ont décidé, lundi 27 février, de faire grève pour protester contre les accusations portées par M. Paechi contre un des leurs. Le président du 32^e bureau de vote avait déclaré, pour expliquer l'absence de chiffres sur le procès-verbal, que la secrétaire de ce bureau avait omis de les transcrire.

M. JOSPIN : la gauche a mieux tenu

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté, lundi 27 février, le résultat des élections municipales de Draguignan et de La Seyne-sur-Mer. Il a estimé que le recul de la gauche apparaît « plus sensible » à La Seyne-sur-Mer qu'à Draguignan. Il a néanmoins jugé que la gauche a « mieux tenu », lors de ces deux échéances, que lors d'autres « municipales partielles récentes ». « La loi, a-t-il ajouté, qui favorise l'opposition dans les partielles, s'est appliquée dans les deux cas ».

A propos du débat entre M^{me} Simone Veil et M. Michel Rocard dans le *Nouvel Observateur*, (le Monde du 25 février), M. Jospin a estimé que M^{me} Veil « caricature » les positions socialistes sur l'Europe. Il a affirmé que les consultations menées par M. François Mitterrand avec tous les partenaires européens de la France démentent l'affirmation de M^{me} Veil selon laquelle le PS français ne conçoit l'Europe que socialiste.

Au sujet du conflit des routiers, M. Jospin a rendu hommage à la « souplesse de l'administration des finances », et au « sens du concret du gouvernement », qui ont rendu possible la mise en œuvre rapide du système d'attribution d'une somme de 2 000 francs aux camionneurs. Il a souligné que l'attribution d'une « prime » est « une façon classique de solder un conflit, et non un baluchon ».

Enfin, à propos de la polémique sur la « deuxième gauche », M. Jospin a affirmé : « Je ne crois pas à l'existence de la deuxième gauche. Si elle existe, elle est marginale ».

Querelle de procédure au conseil général de la Corrèze

A la suite d'une querelle de procédure, la session du conseil général de la Corrèze a été suspendue lundi soir 27 février. Elle devait trouver son épilogue devant le Conseil d'Etat.

La bataille s'était engagée sur la demande, formulée par l'opposition, d'une réunion supplémentaire pour modifier le règlement intérieur et pour changer la composition du bureau de la commission permanente du conseil général.

L'opposition nationale est majoritaire au sein de l'assemblée départementale depuis le décès de deux conseillers généraux qui ont été remplacés par deux élus RPR. Désormais, l'opposition détient vingt

SAONE-ET-LOIRE : Givry (2^e tour).

Inscr. 2 257 ; vot. 1 592 ; suffr. expr. 1 556. Un. oppos. (M. Labarge), 717 voix en moyenne, 20 ELUS ; un. g. (M. Brost, PS), 454 voix en moyenne, 2 ELUS ; act. loc. (M. Lempy, m. s.), 358 voix en moyenne.

[Cette élection partielle était consécutive à la dissolution par le conseil des ministres, le 18 janvier, du conseil municipal élu en mars dernier, au sein duquel un conflit opposait le maire, M. Lempy, à ses conseillers. Ces derniers contestaient la démission de M. Lempy de son poste de conseiller municipal.]

La liste d'opposition conduite par M. Labarge, premier adjoint sortant, et composée pour l'essentiel de conseillers élus en mars, obtient 20 sièges. Seul M. Labarge et un de ses collègues ne sont pas réélus.

Un membre de la liste de M. Labarge avait été élu au premier tour de ce scrutin partiel, dont les résultats avaient été les suivants : Inscr. 2 257 ; vot. 1 557 ; suffr. expr. 1 523. Un. opp. (M. Labarge), 667 voix en moyenne, 1 ELU ; un. g. (M. Brost), 422 voix en moyenne ; act. loc. (M. Lempy), 411 voix en moyenne.

En mars 1983, la liste d'opposition que conduisait M. Lempy avait recueilli dès le premier tour 123 voix en moyenne pour 1 738 suffrages exprimés et obtenu la totalité des 23 sièges à pourvoir. Le maire sortant, qui présentait cette fois une liste de gestion communale, est battu. Aucune de ses collègues n'est élu. En revanche, deux représentants de la majorité font leur entrée au conseil municipal de Givry à l'occasion de cette élection partielle. Le 6 mars dernier, la liste d'union de la gauche (583 voix en moyenne) n'avait eu aucun élu.]

sièges et la gauche seize.

M. Armand Bouchetel, communiste, président du conseil général, a demandé l'arbitrage du Conseil d'Etat et il va solliciter l'avis du ministre de l'Intérieur sur l'interprétation de la loi. M. Jacques Chirac, maire de Paris et député de la Corrèze, a affirmé que M. Bouchetel « se retranchait derrière la loi, interdisait à l'assemblée de voter démocratiquement ». « Je constate que le stalinisme n'est pas mort dans notre département », a-t-il ajouté, estimant que l'attitude du président fondait l'opposition à « attaquer pour excès de pouvoir toutes ses futures décisions ».

Saint-André-de-la-Réunion : le retour des vieux démons

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Cinq listes s'opposent, le dimanche 4 mars, dans la commune de Saint-André-de-la-Réunion, à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat, le 18 janvier, du scrutin du 6 mars qui avait vu M. Jean-Paul Virapoulle (UDF) maire sortant, l'emporter de quarante-sept voix sur la liste d'union de la gauche conduite par le communiste Laurent Vergès, fils du secrétaire général du Parti communiste réunionnais.

M. Paul Vergès, maire du Port et représentant de la France à l'Assemblée des Communautés européennes (1).

Cette commune, d'un peu plus de trente mille habitants, sur la côte est de l'île, est le cadre d'une partie de bras de fer que suit attentivement tout le département. Les luttes se connaissent. L'ancien maire, M. Jean-Paul Virapoulle, conseiller régional, vice-président du conseil général, s'est choisi le rôle, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, de porte-parole de l'opposition. Incontestablement pour la communauté, c'est lui qui, dans les grandes circonstances, va au devant des caméras de la télévision locale.

Volontiers polémiste, il ne manque pas une occasion de lancer des défis à l'homme fort de la gauche dans l'île, M. Paul Vergès, le secrétaire général du PCR. Pour le Parti communiste réunionnais, Saint-André, où M. Laurent Vergès, conseiller régional, mène son premier vrai combat, n'est pas une commune comme les autres. Il s'agit même d'un lieu chargé d'histoire et de symboles. Le docteur Raymond Vergès, un des fondateurs du mouvement communiste dans l'île, grand-père de l'actuel candidat, fut, dans les années 50, maire de Saint-André. C'est la chute de Saint-André, en septembre 1957, où les voix communistes tombèrent en un an de trois mille quatre cent quatre-vingt à cent trente-six, qui marqua l'ouverture d'une sombre décennie

placée sous le signe du bourrage d'urnes, de la fraude massive et violente. C'est à Saint-André encore, en décembre 1969, qu'un jeune homme impétueux s'est lancé, à vingt-six ans, dans la vie politique face à M. Paul Vergès : il s'agissait de... M. Jean-Paul Virapoulle.

Fraude : le mot a de nouveau été lâché dès le lendemain du scrutin de mars dernier après la courte victoire du maire sortant. Des recours ont été introduits. Le Conseil d'Etat a considéré que le fait, pour des partisans de M. Jean-Paul Virapoulle, d'avoir transporté des électeurs dans des véhicules privés, de les avoir rassemblés pour leur distribuer des bulletins et d'avoir accompagné certains d'entre eux jusqu'à leur bureau de vote révélait « l'existence de pressions », qui, eu égard au faible écart des voix par rapport à la majorité absolue des suffrages exprimés, était de nature à entacher la sincérité du scrutin.

Les forces politiques en présence n'avaient cependant pas attendu la sentence pour mobiliser leurs troupes. Le Parti communiste, tout comme M. Jean-Paul Virapoulle, ont multiplié leurs efforts pour inciter le plus grand nombre possible de Saint-Andréens à s'inscrire sur les listes électorales au cours des derniers mois de l'année 83.

Le refus par les commissions administratives de prendre en compte plusieurs centaines de demandes a été à l'origine de quelques révélations. Le PCR introduit quatre cent trente-sept recours devant le tribunal d'instance de Saint-Benoît. Le juge refusa de donner satisfaction à deux cent soixante-dix-neuf requérants considérant qu'une demande d'inscription « doit constituer une démarche individuelle, expression d'une volonté autonome ». Il appuya sa décision sur « un fait ou des faits troubles ». Un conseiller municipal communiste avait été à lui seul chargé d'inscrire plus de quatre cents électeurs. Ce qui représente plus de 2 % du corps électoral de la commune. L'examen « sourceilleux » de procurations signées par les requérants a révélé, dans trois cent soixante-dix cas sur trois cents, quatre-vingt-dix-neuf que le nom du mandataire et son état civil avaient été inscrits par le même scribe et qu'ainsi le choix du mandataire

n'avait pas été « librement déterminé » par le requérant. Le juge nota également que, sur trois cent quatre-vingt-dix-neuf fiches d'état civil annexées aux procurations, aucune n'avait été certifiée conforme par l'intéressé. Enfin, il releva que la totalité des requérants avaient été présentés sur un formulaire identique, classés par quartier et lotissement.

Si l'on en croit toujours les demandes d'inscription, douze personnes au plus de voter habitaient une modeste maison, résidence d'un conseiller du maire invalidé et adjoint chargé du quartier.

Un climat de tension

La polémique sur le travail accompli par les commissions administratives se poursuit entre le Parti communiste et M. Jean-Paul Virapoulle. Le candidat indépendantiste dénonce, pour sa part, « le gangrisme électoral » aussi bien des communistes que de la droite.

La campagne se déroule dans un climat de tension. Les candidats ont signé un code de bonne conduite, mais, presque chaque soir, des coups de poing et des jets de pierres sont échangés entre les plus fanatisés des deux camps. Il y a même eu des coups de feu. Policiers et gendarmes ont dû s'interposer à plusieurs reprises et faire usage de gaz lacrymogènes.

L'enjeu de la consultation est important pour le rapport de forces dans cette première circonscription, dont M. Michel Debré (RPR) est le député. Aux dernières municipales, la gauche a emporté deux maires. La conquête de Saint-André aurait un profond impact. L'électorat semble, toutefois, s'interroger sur la conduite du PCR qui, après un soutien sans réserve de la politique du gouvernement, multiplie les considérations critiques. Le dynamisme de l'union de la gauche n'est plus le même qu'en mars 1983. Socialistes et communistes sont parvenus à un accord pour présenter une liste unique, mais la grave détérioration de leurs rapports depuis les sénatoriales a laissé des traces. Les problèmes de fond et les divergences d'appréciation sur la politique gouvernementale restent entiers.

M. Jean-Paul Virapoulle, qui bénéficie du soutien de tous les cou-

rants de l'opposition, est malgré tout sur la défensive. Sa tentative, lors des dernières élections dans la 3^e circonscription, a été un échec. Sa victoire d'une courte tête en mars 1983 et l'annulation du scrutin ont prouvé que l'assurance dont il fait volontiers montre ne correspond pas toujours à la réalité. Une chose est certaine : les résultats de la prochaine consultation auront des retombées sur toute l'île.

HUBERT BRUYÈRE.

BESANCON ET SES « ÉLECTEURS FANTOMES »

De notre correspondant

Besançon. — En admettant que vingt-sept personnes ne devraient effectivement plus être inscrites sur les listes municipales du quartier de Planoise à Besançon (zone où était radicaux, neuf ont été inscrites dans d'autres communes et sept sur les listes d'autres bureaux de vote de Besançon), le tribunal d'instance de cette ville a, dans une certaine mesure, désamorcé la « bombe » que neuf conseillers municipaux de l'opposition avaient placée sous le fauteuil de M. Robert Schwint (PS), maire de Besançon et sénateur du Doubs. Les élus de l'opposition avaient en effet déposé une réclamation auprès de la juridiction compétente aux fins d'examiner si huit cent vingt-sept des trois mille sept cents électeurs inscrits sur les listes du bureau de Planoise étaient bien domiciliés dans ce quartier. Cette procédure avait été engagée à la suite du retour de lettres portant la mention « l'habite pas à l'adresse indiquée ».

En saisissant l'opinion publique, les conseillers minoritaires avaient mis l'administration municipale en cause et, par le jeu d'une savante extrapolation, posé la question de savoir si Besançon ne comptait pas au total quelque seize mille « électeurs fantômes ». Le jugement du tribunal rendra l'affaire à de plus modestes proportions puisque huit cents des huit cent vingt-sept électeurs signalés sont confirmés dans leur droit à figurer sur les listes d'un quartier où la population est, au demeurant, très mobile.

CLAUDE FABER.

Un sondage

LES FRANÇAIS ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

En tenant compte des problèmes nationaux, 60 % des français se détermineraient pour les élections européennes. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par la SOFRES, le 17 au 22 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le *Figaro*.

D'après cette enquête, 56 % des Français souhaitent que « les électeurs profitent de cette élection pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche ». Les partisans de ce vote-sanction se trouvent essentiellement au RPR (88 %) et à l'UDF (79 %). 76 % des électeurs communistes et 31 % des électeurs socialistes souhaitent que les électeurs manifestent, le 17 juin prochain, leur mécontentement à l'égard de la gauche.

En ce qui concerne les intentions de vote, 48 % des personnes interrogées affirment vouloir accorder leurs suffrages à la liste d'opposition conduite par M^{me} Simone Veil ; 23 % à la liste socialiste de M. Jospin et 12 % à la liste communiste de M. Marchais. Les autres listes annoncées — Front national, écologistes, centre gauche, extrême gauche et PSU — sont respectivement créditées de 7 %, 5 %, 3 % et 2 % des intentions de vote.

« Rencontre PS-MRG. — Des délégations du PS et du MRG se sont rencontrées, mardi matin 28 février, pour confronter leurs programmes européens. Les deux délégations ont constaté leur volonté commune de voir se renforcer la construction de l'Europe et favoriser la mise au point de projets concrets en matière économique et sociale. En revanche, socialistes et radicaux de gauche n'envisagent pas de manière similaire l'évolution institutionnelle de la Communauté. Les radicaux de gauche se prononcent, en effet, nettement pour une formule fédérative dans le cadre d'« Etats-Unis d'Europe ».

Le « phénomène Barre » se banalise

Son emploi du temps n'est pas moins chargé que par le passé. Entre l'Assemblée nationale et l'Institut d'études politiques, où il donne des cours ; entre son « secrétariat » du boulevard Saint-Germain, à Paris, et sa permanence, cour Vitton, à Lyon ; entre la province, où il continue de se rendre à l'invitation de clubs ou d'associations d'opposition, et l'étranger, où il préside des séminaires, prononce des conférences et rencontre de nombreux responsables politiques et économiques, M. Raymond Barre ne s'accorde que peu de repos. Sa lettre mensuelle, *Faits et arguments*, compte de plus en plus d'abonnés ; les groupes de travail qu'il avait mis en place dès le mois de septembre 1981 se réunissent toujours aussi régulièrement, et ses collaborateurs manifestent le même zèle.

Pourtant, en ce début d'année 1984, l'ancien premier ministre semble marquer le pas. Dans les sondages, sa cote de popularité se stabilise, voire régresse, et ce qu'on a bien voulu appeler le « phénomène Barre » se banalise. A cela, sans doute, rien que de très normal. La voie solitaire choisie par le député du Rhône est devenue embouteillée. Il mesure aujourd'hui plus qu'hier, après les premières grilles de la traversée, appartenant les difficultés d'une navigation au long cours, qui devrait permettre à M. Barre de rallier 1988. Mais la distance est encore longue !

Ces difficultés de navigation sont de plusieurs ordres. Elles tiennent, pour une part, à l'actualité, qui propulse sur le devant de la scène ou maintient dans les coulisses telle ou telle personnalité. Ce furent, ces derniers temps, dans l'opposition, M. Jean-Marie Le Pen, M^{me} Simone Veil et M. Yves Leterrier. M. Raymond Barre a beau vouloir tenir à l'écart de l'agitation qui secoue le « microcosme » politique, il ne peut pas ne pas tenir compte des trajectoires de ces personnalités, ni des mouvements d'opinion qu'elles révèlent.

Ces difficultés tiennent aussi à l'attitude des partis, qui s'irritent,

même quand ils lui sont favorables, comme les centristes et les radicaux, du peu de considération que leur accorde en retour M. Barre, et ce d'autant plus qu'ils sentent leurs militants attentifs aux propos de l'ancien premier ministre. En outre, les dirigeants nationaux du RPR, qui défendent leur présidentialité, se sont déjà essayés à quelques attaques ouvertes, se demandant, notamment par le voix de M. Bernard Pons, secrétaire général, quelle « politique nouvelle » pouvait bien proposer M. Barre. Ils signifient aussi régulièrement à leurs élus locaux qu'il n'est pas absolument indispensable qu'ils se montrent aux côtés de l'ancien premier ministre dans ses tournées en province. La campagne des élections municipales, au cours de laquelle l'ancien chef du gouvernement avait pu jouer les fédérateurs, est terminée.

Les risques de la marginalité

Les échéances font partie de ces difficultés que rencontrent M. Barre. En effet, si les « municipales » lui avaient permis d'affirmer son poids sur la scène politique, les élections européennes le laissent sur le côté de la route, et c'est M^{me} Veil qui joue — pour un temps peut-être — ce rôle de rassembleur, avec M. Jacques Chirac. Les nouveaux soubresauts qui ont secoué, à cette occasion, l'UDF, auront des répercussions sur le lendemain du 17 juin. Tournée vers les échéances législatives, l'UDF voudra, sans doute, se choisir un chef de file qui puisse l'entraîner. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et M. André Rossinat, président du Parti radical, ont clairement dit que ce choix ne pourrait être indéfiniment retardé ; récemment, M. Michel Pinton, au nom des adhérents directs — dont M. Philippe Mestre, ancien directeur de cabinet de M. Barre, semble vouloir s'occuper activement, — rendait un hommage appuyé à l'ancien premier ministre. Si ce dernier continue de vouloir rester en dehors de ce qu'il appelle le jeu des partis, il

aura, comme il le reconnaît lui-même, à en assumer les « risques » croissants.

Autre difficulté rencontrée : le message. En se refusant à anticiper sur les réformes envisageables le jour où l'opposition reviendrait au pouvoir, M. Barre, de son propre aveu, pense adopter « une attitude intellectuelle raisonnable » et « un comportement politique efficace ». Mais il peut aussi laisser à ne vouloir exposer que « quelques grands principes » et à refuser tout projet qui fasse sa part au rêve.

Les difficultés que rencontre M. Barre expliquent peut-être un certain changement de ton dans le discours plus crispé et plus sarcastique, qui ne lui permet pas toujours d'éviter de tomber dans une certaine forme de démagogie. Celle-ci consiste à s'assurer la complicité de ses interlocuteurs en dénigrant la bêtise des autres. Ce n'est plus la gauche opposée à la droite, mais le club des intelligents à face à la vaste légion des ignorants.

« Je ne changerai pas », affirme toujours M. Barre, tout en laissant entendre, aussi, qu'il ne se laissera pas « marginaliser ». Les deux préoccupations peuvent devenir contradictoires. Dans l'affaire des « avions renifleurs », M. Barre avait laissé M. Giscard d'Estaing se porter sur le devant de la scène et rétablir une sorte de hiérarchie entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre. Pour les élections européennes, il a choisi de se tenir à l'écart. Dans la future organisation de l'UDF, il ne compte pas jouer de rôle. A force de ne vouloir, « en aucune façon, se prêter à l'exécution d'une partition au sein d'un trio ou d'un quartet », et à trop refuser de se situer par rapport à ses concurrents lors des étapes intermédiaires, M. Barre prend le risque de se laisser distancer pour la seule échéance importante à ses yeux, celle de 1988. A trop vouloir conduire sa partie en solitaire, M. Barre risque l'isolement.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

II. — Vingt-deux millions de fourmis et quelques cigales

Vive

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding addresses. The names are listed in a column on the left, and the addresses are listed in a column on the right. The names are: John Doe, Jane Smith, and Bob Johnson. The addresses are: 123 Main St, 456 Elm St, and 789 Oak St.

[illegible][illegible]

I HAVE BEEN
 INFORMED BY
 THE SECRETARY
 OF THE
 HOUSE OF
 REPRESENTATIVES
 THAT THE
 COMMITTEE ON
 THE JUDICIARY
 HAS REPORTED
 TO THE HOUSE
 A BILL TO
 AMEND THE
 ACT OF 1908
 RELATIVE TO
 THE JUDICIAL
 SYSTEM OF
 THE DISTRICT
 OF COLUMBIA
 AND TO
 REPEAL THE
 ACT OF 1908
 RELATIVE TO
 THE JUDICIAL
 SYSTEM OF
 THE DISTRICT
 OF COLUMBIA
 AND TO
 REPEAL THE
 ACT OF 1908
 RELATIVE TO
 THE JUDICIAL
 SYSTEM OF
 THE DISTRICT
 OF COLUMBIA

ANCIENS
L'UFAC
pour le rat

Une délégation
place des Américains
dans l'AFACI des
mardi 20 février
gum, au sujet de
cours de travail
tamment la question
de rapport corrélaté
sans Rédu de 15
d'administration de
acte avec satisfaction
portion de quatorze
ment à vide sans
de ratissage. à 9
10h

En novembre de l'année précédente, M. Pétre, président du conseil municipal de la République, avait écrit au général de Gaulle : « Je suis fier d'être le premier à vous adresser une lettre officielle en tant que maire de la ville de Paris ». M. François Mitterrand, ministre de son art, n'en fut pas moins surpris et je lui ai dit : « Ne venez pas à ce compte des réactions effrénées sur vos engagements », etc. L'état en date du 10 mai 1968.

Même si l'UEAC pour cette occasion a été créé par cette nouvelle loi, il est évident qu'il ne s'agit pas d'un simple acte de formalité.

FINI LES
MAF vous simplifie la
Comptabilité avec
MAF

١٥٥٠ من المجلد

هكذا من الأصل

EUROPE

LES SUITES DE L'OPÉRATION A2 - LIBÉRATION - LE SEUIL

Vive la crise, vive le trouble !...

On attendait Bernard Péro, qui défend la proposition : ce fut... encore - Yves Montand. On attendait un honnête succès de télévision, ce fut un « tabac » multimédias comme on en avait peu vu en France. On escomptait bien des commentaires, ils furent incommensurables, le plus souvent laudateurs. La crise ? L'émission « Vive la crise ! », diffusée le 22 février par Antenne 2, paraissait bien vaccinée contre elle par les grâces conjuguées de l'efficacité et du succès.

Et pourtant, elle couvrait, cette crise, là où on ne l'attendait pas : dans la rédaction du quotidien Libération, l'urlo des trois parties prenantes de l'opération avec Antenne 2 et les Éditions du Seuil. Gardons la mesure : une petite crise, un trouble, un malaise.

Trois vites, à Libé, les explications économiques contenues dans l'émission étaient. En dépit de leur clarté et de l'exactitude d'une bonne partie de leurs termes : sommaire, mal vu, mal dit. Le quotidien se fera dans les jours suivants l'écho de divergences d'appréciation. Après tout, il ne sera pas le seul.

Mais ce qui déplaît plus encore, c'est la hâte à associer sans précaution le label Libération à une opération qui lui échappe en fait à 90 %. Comme elle échappe du reste à toute définition classique et, pour finir, à raison même de son succès boule de neige, à tout le monde.

Surtout, un rédacteur « oppositional » depuis que le directeur de cette publication, Serge July, y a fait souffler le vent d'une modernité rimée de laïcisme sans limite et a hissé son journal au sommet de toutes les modes, se rebiffe. Il a trouvé, et il fait circuler à Libé, en forme de note critique, la feuille selon lui révélatrice de « Vive la crise ! ».

Pour cet « oppositional », Jean-Paul Cruse, correspondant national de Libération et délégué SNJ-CGT, une séquence de l'émission n'est rien moins qu'une « escroquerie journalistique » et le signe « d'un dérapage vers l'extrême droite ». Doutes, débats, assemblée de la rédaction le 28 février : le trouble s'installe.

La cause en est l'un des jeunes entrepreneurs bouillonnant d'idées, dynamique et efficace, présent dans cette séquence comme symbole du goût de créer, le Vendéen Philippe de Villiers, secrétaire général adjoint de la Fédération pour une nouvelle culture (le Monde du 3 novembre 1983). Est-il un support de la droite nationaliste catholique, de celle qui, en tout cas, se consacre depuis un certain 10 mai 1981 à la reconquête politique par le bon usage de la culture ? Jean-Paul Cruse le soutient.

À l'appel : des citations peu amènes sur la gauche et des propos très condescendants, tenus souvent devant des auditoires à tout le moins favorables à cette tradition de pensée et d'action.

Thèse de la direction de Libération : une « bavure » dans une opération multimédias aussi réussie, un « coup » aussi vite et bien mené, est un risque à assumer. Elle en tire la leçon. On va aller voir de plus près ce Philippe de Villiers et passer au crible les incontestables et multiples succès de cet ancien énarque en rupture de sous-préfecture : un prodigieux « Son et Lumière » monté au Puy-du-Fou, une énorme radio libre, Abouette FM, bientôt une école de communication.

Une anecdote ? Un minuscule aléa de la « modernité » assumée et conjuguée par Libération, Antenne 2 et les Éditions du Seuil ? Philippe de Villiers n'est pas loin de le croire. Oui, il y a deux types d'endroits où il ne se rend jamais, lui qui parle devant tant d'auditoires divers : « les cercles de la nouvelle droite » et les sphères stalinienne. Oui, il est un chrétien « en interpellation permanente » et « Vendéen en plus dans une tradition qu'il ne récuse pas ». Et alors ? « Que Cruse et les gens qui pensent comme lui viennent me voir et voir ce que je fais ».

Chassez le politique...

Le producteur et scénariste de l'émission, Jean-Claude Guillebaud, diagnostique de son côté « la stratégie du soupçon, un peu d'envie, la recherche du défaut de la cuirasse ». Il n'a, jusqu'à plus ample information, aucune raison de soupçonner de quoi que ce soit cet ami de Michel Albert, dont le livre fut le point de départ de l'émission. Lui aussi parle avec satisfaction de « coup » et en annonce d'autres, qui feront du bruit.

Tout cela, en apparence, n'embarrasse guère Michel Albert, PDG des Assurances générales de France, ancien commissaire général au Plan. Ce que fait Philippe de Villiers, en revanche, l'enthousiasme. Pour le reste, il constate simplement : « Ce pays-là [la Vendée] est comme ça. L'émission ? Quelle « œuvre de cinéaste », quelle extraordinaire « performance pédagogique ». Et lui ? Actionnaire de Libé en plus de tous ces titres et activités ? « Si vous voulez... J'ai donné 10 000 francs ». Actionnaire, comme Alain Minc, autre protagoniste de l'émission, lui aussi publié par le Seuil. Européen, enfin, on l'a vu. Au point de brigner un mandat parlementaire ? « On me l'a demandé de divers côtés. J'ai dit non à tous ».

Le « coup » - l'opération originale - a été bien « vendu » avant d'être plébiscité par le public et d'« interpellé » - encore ! - une partie de la classe politique. Telle est encore, pour ce qui le concerne, la philosophie en actes de Philippe de Villiers : communiquer, communiquer, communiquer.

On ne peut toutefois se dispenser d'une interrogation. Le brouillage peut-il venir du petit écran lorsqu'il prétend parler et montrer aussi clair ? Des manipulations pauvrent-elles se glissent dans le plus public des spectacles stimulants ? « Nous avons fait une émission hors champ politique », dit le producteur de l'émission. Les idéologies, c'est fini, a répété en substance son récipiendaire, Yves Montand. « Le sub de gauche si la fibre associative est de gauche, de droite si Jean-Paul II est à droite », dit Philippe de Villiers.

Pas de politique ? Le mérite de l'affaire fut de permettre, justement, de parler politique au sein même de la rédaction, reconnaissant volontiers à Libération. Et le trouble qui y a germé n'a peut-être que cette humble morale : chassez le politique par la porte, il rentre par la fenêtre. Qui ne l'eût pas cru ?

LAURENT GRELSAMER et MICHEL KAJMAN.

LA CAMPAGNE DU FRONT NATIONAL

M. Le Pen : le socialisme est un cul-de-sac

Montpellier. - Ce n'est pas seulement pour tenir une réunion publique en soirée que M. Jean-Marie Le Pen est venu lundi 27 février à Montpellier. Il comparait.

Correspondance

LE MEETING DU PCF A BOURGES

A la suite de la lettre de M. Jean-François Deniau (le Monde du 21 février) sur les conditions dans lesquelles s'était déroulé un meeting du Parti communiste sur les libertés et les droits de l'homme, le 12 février, à Bourges, la Fédération du Cher du PCF nous écrit :

(...) Comme peuvent en témoigner la lecture des journaux locaux ainsi que les enregistrements de la télévision et des radios locales, il a bien été proposé à M. Deniau, personnellement, par M. Rémy Perrot, secrétaire fédéral, de laisser les dissidents des pays socialistes prendre la parole lors du meeting du PCF. C'est ensuite, M. Pierre Juquin lui-même qui, devant les caméras de la télévision, plusieurs micros et de nombreuses personnes, parmi lesquelles des dissidents, a confirmé, comme l'écrit la Nouvelle République du 14 février, que « la réunion qui va commencer est ouverte à tous ».

De notre correspondant

L'après-midi devant le tribunal correctionnel sur plainte du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) pour « incitation à la haine raciale » à la suite de déclarations faites l'été dernier dans l'Hérault. Le président du Front national nie avoir tenu les propos qu'on lui prête. L'affaire n'a pas été entendue au fond. Ses avocats ont plaidé l'irrecevabilité de la plainte. Le tribunal a mis sa décision en délibéré sous quinzaine.

Au moment où l'audience finissait, un cortège de mille à deux mille manifestants, réunis à l'appel du PS, du PC, du PSU, de la CFDT, de la CGT, de la FEN et du MRAP, traversait Montpellier pour protester contre « la banalisation de l'extrême droite », ce qui faisait dire à M. Le Pen : « On me cite à comploter devant le tribunal et on proteste contre ma venue. On manifeste dans la rue pour la liberté et on veut m'interdire la liberté d'expression ».

La manifestation s'est terminée sans incident, comme la réunion publique qui s'est déroulée dans la salle Frédéric-Mistral.

Est-ce la proximité de l'audience correctionnelle ou bien l'effet d'un mûrissement ? Le discours de M. Le Pen fut vibrant, sans excès de parole

et, à sa mesure, quasiment académique.

Sans doute M. Le Pen a-t-il parlé de la marée montante des populations d'émigrés qu'il évalue à six millions en France. Il la compare aux flots qui, aux abords du Mont-Saint-Michel, cernent et submergent le pêcheur imprudent. « Alors quoi, dit-il, fascisme ? Nazisme ? La défense de notre patrie doit-elle être imputée de tels qualificatifs ? Sommes-nous xénophobes parce que nous voulons que la France reste la France ? Les Français ont un droit prioritaire d'être chez eux. Le patrimoine, c'est comme la santé, on ne le reconnaît que lorsqu'on le perd ». Après avoir déclaré « le socialisme est un cul-de-sac », il a appelé à la fraternité nationale. Sur l'Europe, il a estimé que « l'Espagne et le Portugal doivent avoir accès à la Communauté comme les nations captives de derrière le rideau de fer. Mais alors qu'on n'a pas su trouver un équilibre à dix, il n'est pas sage de croire qu'on le trouvera à douze ». Enfin, M. Le Pen a souhaité la présence d'une liste du Front national à la prochaine élection municipale partielle de Sète. D'une façon générale, « il vaut mieux, dit-il, voter pour un opposant imbécile que pour un communiste intelligent ».

R. B.

REUSSIR LE BAC

LES RESULTATS DES LYCEES

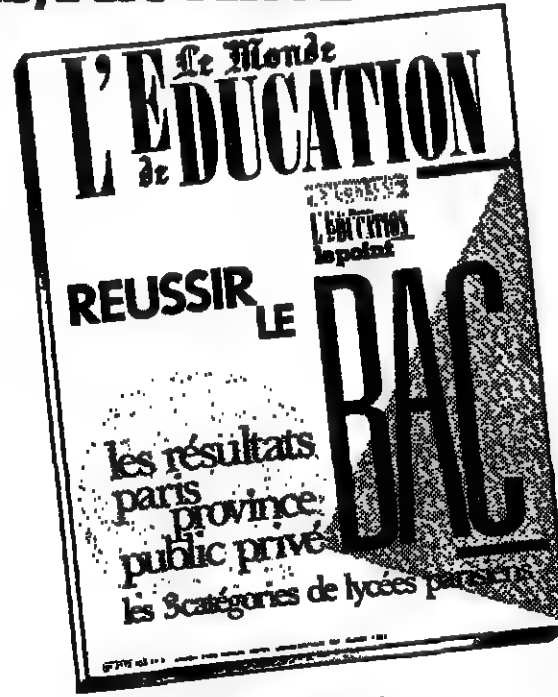
PUBLIC, PRIVE, PARIS, PROVINCE

Plus de mille lycées, publics, privés, de Paris et de province, ont répondu à l'enquête annuelle du Monde de l'éducation et du Point sur les résultats au baccalauréat 1983. Derrière les chiffres, se profilent la politique pédagogique du lycée - prime aux sections prestigieuses ou large éventail de formations, - son indulgence ou sa sévérité dans le « tri » des élèves.

Le Monde de l'éducation répond aussi aux questions que vous vous posez : Quelles sont les chances de réussir le bac selon les lycées ? Dans quelle section ? A quoi tient le succès d'un établissement ? Les lycées parisiens sont-ils comme les autres ? Dans ce numéro, en plus des journalistes, les provideurs ont la parole et commentent leurs résultats.

Aussi au sommaire : Les réseaux d'aide au travail scolaire ; 15-18 ans : l'âge des copains ; Les diplômés et le marché de l'emploi ; Etranges étrangers à HEC.

En vente chez les marchands de journaux 11 F.



Le Monde de l'Éducation
Pour comprendre vos enfants
Pour préparer leur avenir
L'information sûre.

ANCIENS COMBATTANTS

L'UFAC souhaiterait un échancier pour le rattrapage du rapport constant

Une délégation de l'Union française des anciens combattants (UFAC) doit être reçue, le mercredi 29 février, à l'hôtel Matignon, au sujet de plusieurs revendications du monde combattant, notamment la question du rattrapage du rapport constant du taux des pensions. Réuni le 11 février, le conseil d'administration de l'UFAC « a pris acte avec satisfaction que, sur proposition du gouvernement, le Parlement a voté une troisième tranche de rattrapage : 1 % au 1^{er} novembre 1984 ».

En novembre dernier, M. René Peyra, président de l'UFAC, dans une lettre adressée au président de la République, déplorait l'absence de tout élément de rattrapage sur les 7,40 % qui restent des 14,26 % que M. François Mitterrand avait promis de son arrivée à l'Élysée. « Je m'en suis entretenu avec le premier ministre et je lui ai indiqué qu'il devait veiller à ce que la prise en compte des mesures de rattrapage s'effectue bien conformément à mes engagements », répondait le chef de l'État en date du 16 janvier dernier. Même si l'UFAC réclamait 2 % pour cette nouvelle tranche, ses dirigeants se déclarent « prêts à recon-

naître objectivement les efforts consentis par le gouvernement, au cours d'une période difficile sur le plan économique ».

Si l'on tient compte du 1 % prévu au 1^{er} novembre 1984, il restera encore 6,26 % à combler, pour lesquels l'UFAC souhaiterait obtenir un échancier précis, plutôt que la promesse assez vague faite par M. Pierre Mauroy. Lors de l'assemblée générale de l'UFAC, le 1^{er} octobre 1983, le premier ministre avait déclaré, en effet, que « cet effort [le rattrapage] sera prolongé sur les deux prochains budgets ». La fin de la législature étant fixée à 1986, cela représenterait près de 3,50 % sur chaque budget. Est-ce possible ? Le gouvernement vient de décider la réunion, le 20 mars, d'une commission de concertation budgétaire élargie aux représentants de tous les groupes parlementaires en vue d'examiner le problème du rapport constant entre les pensions militaires et les indices de la fonction publique. Elle sera présidée par M. Jean Laurain, secrétaire d'État chargé des anciens combattants.

CLAUDE DURIEUX.

FINI LES BIBLIOTHEQUES EN « TOC »

MAF vous fournit des bibliothèques au prix réduit pour le prix de bibliothèques en « toc ». Commandez-les vite ! Elles sont 24 heures sur 24. Avec vous, elles sont VOTRE BIEN.

MAF 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris
Tel. : 261-65-79 et 261-65-89



A TOUT INSTANT IL SE PASSE QUELQUE CHOSE AUX GALERIES LAFAYETTE !!

POLITIQUE

M. Mauroy : moderniser la France

(Suite de la première page.)

A l'évidence, avoir peur du progrès, c'est refuser l'avenir et refuser la vie. Mais l'accueillir, c'est aussi s'obliger à y préparer les hommes.

L'Europe, qui a été le berceau des deux premières révolutions industrielles, voit la troisième lui échapper. Elle doit donc ou redoubler d'efforts pour refaire son handicap ou se résigner au rôle de musée d'une culture engourdie. Notre ambition pour la France et pour l'Europe, ne peut être de cette nature.

Une compétition est engagée à l'échelle internationale. Des pays s'industrialisent qui, demain, pourront prétendre aux premiers rôles. D'autres, riches hier, s'ils refusent l'indispensable effort d'adaptation, sombreront progressivement.

Or chacun peut observer la rapidité des mutations technologiques actuelles. Ceux qui croyaient avoir du temps se retrouvent soudain face à l'obstacle. Au cours des dix dernières années, l'Europe en général et la France en particulier ont hésité devant l'ampleur de la tâche. Elles ont déjà pris du retard.

En matière de brevets, par exemple, nous en déposons deux fois moins que les Britanniques, trois fois moins que les Allemands, six fois moins que les Américains et quinze fois moins que les Japonais. La créativité intellectuelle devrait pourtant être notre principale matière première. Nous avons en matière de recherches et d'innovations technologiques une riche tradition. Nous n'avons pas su en tirer un avantage industriel suffisant.

C'est en robotisant leurs chaînes de production automobile ces dernières années que les Japonais ont fait valoir leurs concurrents américains et qu'ils ont provoqué le chômage de nombreux travailleurs de la région de Detroit.

La réponse à de tels défis n'est pas à rechercher dans la fermeture des frontières, c'est-à-dire dans l'isolement par rapport aux grands courants de l'économie mondiale. Elle doit être trouvée dans l'innovation, dans la modernisation industrielle et dans une meilleure formation des hommes.

Tels ont toujours été nos objectifs.

Une nécessité vitale

Depuis bientôt trois ans, le gouvernement s'attache à moderniser la France.

Une modernisation institutionnelle d'abord. Je veux parler de la décentralisation, prolongée aujourd'hui par un exceptionnel effort de déconcentration. Car il est devenu indispensable de libérer les initiatives et de donner plus de souplesse à notre système administratif. La troisième génération industrielle sera en permanente mutation. Elle implique déjà une grande mobilité professionnelle, sociale et géographique. Les régions, les collectivités locales des bassins d'emplois concernés doivent pouvoir faciliter les adaptations nécessaires.

Une modernisation sociale ensuite. Faire de la déconcentration un partenaire de notre vie sociale, ouvrir de nouveaux droits aux salariés, c'est d'abord mettre notre pays à l'heure du dialogue et limiter ainsi les sources de conflits.

Une modernisation également de ce que j'appellerais les mœurs ou la morale publique. Cette démarche a été notamment illustrée par l'abolition de la peine de mort et l'abrogation des juridictions d'exception. En réalité, c'est tout notre droit qui est en cours d'adaptation, qu'il s'agisse du traitement des difficultés des entreprises ou de l'indemnisation des victimes.

Cette volonté de modernisation ne pouvait ignorer notre appareil de production. Il est en effet, au premier chef, concerné par l'adaptation de notre société aux réalités contemporaines.

Les conversions industrielles actuelles s'inscrivent donc dans une logique politique profonde. La France bouge. Elle s'adapte. Et elle n'a pas attendu le début de 1984 pour engager ce mouvement.

Cette volonté politique, constamment exprimée dans les faits depuis trois ans, correspond à une nécessité vitale. Chacun de nous doit avoir conscience que le tiers des productions industrielles d'aujourd'hui n'existaient pas il y a seulement dix ans ! On peut estimer que, dans cinq ans, plus de 40 % des produits qui seront sur le marché ne sont pas fabriqués à l'heure actuelle !

Le choix qui nous est proposé est donc simple : aller de l'avant, ou perdre pied. Telle est l'alternative.

Nous devons réactiver une véritable politique industrielle. Elle était en effet inexistante sous le précédent septennat. Et si Georges Pompidou avait contribué à doter la France d'une industrie compétitive c'était sur l'utilisation d'une main d'œuvre à bon marché, immigrée pour l'essentiel.

Car la période de croissance a également été une période durant laquelle nous avons semé les germes de nos problèmes de société contemporains.

C'est durant les années de croissance que l'exode rural s'est accéléré et que la France est devenue une nation de salariés.

C'est durant cette période que le souci des profits immobiliers a généré un urbanisme qui se révèle aujourd'hui source de bien des déséquilibres.

Ce sont ces années qui ont provoqué les excès de la société de consommation et ont engendré une crise des valeurs au sein de la jeunesse dont mal 68 fut l'illustration.

Même la croissance n'allait pas sans difficultés. Et quand l'opposition exploitait l'absence de croissance, aujourd'hui, pour mettre en cause l'action du gouvernement, je lui réponds : qu'avez-vous fait des marges de manœuvre dont vous disposez hier ? Comment avez-vous préparé la France aux mutations contemporaines ?

Face à la crise, les gouvernements du précédent septennat ont choisi de faire le gros dos et d'attendre. L'indispensable modernisation n'a pas été réellement engagée. Il nous faut, à présent, rattraper le temps perdu et adapter notre appareil de production.

Lors du sommet de Versailles, en juin 1982, le président de la République avait présenté un rapport intitulé « Technologie, emploi et crois-

sance », dans lequel il posait notamment le problème d'une substitution ordonnée et rapide de nouveaux emplois aux anciens. Il insistait, à ce propos, sur la nécessité d'un effort accru de formation et de mobilité professionnelles.

La nécessité des restructurations industrielles n'est donc pas une découverte de ces dernières semaines.

Dans de nombreuses branches, des actions destinées à redresser la situation avaient d'ailleurs été engagées, dès 1981 et 1982. C'est ainsi que des plans particuliers ont été mis en œuvre en faveur du textile et de la machine-outil. Le développement de la filière électronique a été programmé. La réorganisation de notre industrie chimique a été engagée.

Et je n'insiste pas sur l'exceptionnel effort qui est consenti en faveur de la recherche.

Dans le même temps, progressivement, le ministère de l'Industrie et de la recherche devient un véritable outil capable de promouvoir une politique et non la légèreté superstruc-turée dépourvue de moyens réels qu'il était demeuré depuis des décennies.

La mise en place du fonds industriel de modernisation, en juillet 1983, a été une nouvelle illustration de cette volonté de développer les technologies contemporaines et de mobiliser, à cet effet, les ressources de l'épargne nationale.

La société semble hésiter

Le réveil industriel de la France a donc été recherché dès l'arrivée de la gauche aux responsabilités gouvernementales. Cette volonté constitue encore la priorité du budget de 1984 et elle se situe au cœur du IX^e Plan.

C'est enfin en premier lieu la mobilisation des moyens de l'Etat et notamment du secteur public et nationalisé. Il s'agit là d'une nécessité qui s'impose dans tous les pays, quelles que soient leurs options politiques.

Même aux Etats-Unis, le passage à la troisième génération industrielle se réalise grâce au soutien du gouvernement central. Les industries concernées sont en effet directement bénéficiaires des programmes de recherche militaires et spatiaux ou de l'énorme marché public qui existe dans ce pays.

Pourtant, cette mobilisation de la puissance publique n'est pas, à elle seule, suffisante. C'est chacun d'entre nous qui doit, dans sa vie quotidienne, dans l'organisation de son travail, accepter l'idée même de cette modernisation. L'effort collectif engagé par la nation doit, pour réussir, être accompagné d'un effort individuel. Car, tôt ou tard, nous serons tous confrontés à l'innovation et à ses conséquences.

Cette perspective inquiète. Je le comprends. J'ai trop vécu parmi les ouvriers pour sous-estimer, par exemple, leur attachement à un métier, à une usine, où ils sont souvent entrés encore adolescents.

Pourtant, moins que d'autres, ils doivent se laisser aller à cette forme de conservatismisme que représente le refus des avancées technologiques. La culture de la gauche, celle du mouvement ouvrier, n'a-t-elle pas toujours été associée à la notion de

progrès, aussi bien technique que social ?

A l'heure actuelle, la société française semble hésiter. La réalité de l'obstacle à franchir n'est plus niée, mais son ampleur effraie. Et certains se plaisent d'ailleurs — consciemment ou inconsciemment — à en exagérer le volume. Des chiffres de suppressions d'emplois, trop souvent fantasmés, sont par exemple publiés chaque jour, alors même qu'ils concernent souvent des perspectives sur plusieurs années. Ils contribuent à démoraliser, et donc à démobiler.

Des syndicats forts et responsables

Il est vrai que les précédents en matière de restructurations industrielles ont pu nourrir les craintes des salariés concernés. Je serais tenté de dire que la droite avait, en la matière, une conception de type « biologique ». On coupe la « branche morte » — pour reprendre une expression chère à nos prédécesseurs — on élimine le corps jugé malade en accompagnant l'opération d'une dose « d'anesthésie sociale » proportionnelle à la réaction des travailleurs et des collectivités locales concernées. C'est là qu'il faut chercher l'origine des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui dans les zones industrielles.

Ce scepticisme contribue à alimenter des corporatismes qui ont trop souvent comme conséquence d'entraver les indispensables adaptations de notre société. Il s'agit là d'une vieille tentation française que nous devons être capables de surmonter. Et tous ceux qui, depuis trop longtemps, ont joué la faiblesse des syndicats français, ont tablé sur sa division, peuvent mesurer les dangers d'une telle situation.

Les professions insuffisamment organisées, qui font de l'individualisme une règle absolue, constituent pour l'intérêt collectif un péril beaucoup plus redoutable que des organisations syndicales fortes et responsables, capables d'assurer la défense des travailleurs tout en prenant en compte les nécessaires adaptations de notre société.

Réformer et moderniser exigent le dialogue et la négociation. Le recours à l'affrontement social ou l'imposition de mesures brutales ne peuvent engendrer des blocages, c'est-à-dire le gel de situations, inadaptables. Il ne peut en résulter que de nouveaux retards dommageables à l'indispensable modernisation du pays.

Le gouvernement s'attache donc à permettre et à favoriser ce dialogue. Il vient de proposer les outils d'une véritable politique de conversion industrielle. Comme il l'avait fait, fin 1981-début 1982, pour la politique de l'emploi. Et chacun a pu constater que nous avons ainsi stabilisé le chômage entre l'été 1981 et l'automne 1983, ce qui constitue un résultat unique au sein des pays de l'OCDE.

Pas de vague de licenciements

Ce précédent doit convaincre que nous pouvons parfaitement atteindre les objectifs que nous nous fixons. Moderniser ne signifie pas abandonner des productions. Reconvenir

ne signifie pas sacrifier des régions. Traiter les situations de sureffectif ne signifie pas ouvrir la voie à une vague de licenciements dans tout le pays. Et c'est vrai, comme l'a relevé le président de la République, que les procédures peuvent être accélérées, il n'est pas question de revenir sur la législation sociale qui, depuis dix ans, régit les licenciements.

A ceux qui redoutent que la gauche, dans cette opération, perde son âme, je dirai que l'ère industrielle est symbolisée par un progrès à la fois technique et social. Lors des deux premières révolutions industrielles cela s'est traduit par une dialectique d'affrontement et la naissance du mouvement ouvrier organisé.

Il nous incombe aujourd'hui la responsabilité de conduire simultanément cette double évolution.

Croire que la gauche puisse être hostile au progrès serait un non-sens historique. Cela reviendrait à dire que le mouvement ouvrier ne correspondrait qu'à une période précise et que les valeurs qu'il porte ne sont pas de tous les âges.

Ces valeurs qui ont nous justice, solidarité, liberté et démocratie nous devons les affirmer plus que jamais. Car je ne suis pas dupe du jeu subtil dans lequel certains semblent se spécialiser. Pour être vraiment « moderniste », il faudrait se rallier à l'idéologie sommaire qui est à présent de consommation courante. Il faudrait s'extasier devant l'usage de la machine forte pour fermer les usines et licencier les travailleurs !

Je ne connais pas de dilemme plus artificiel que celui qui consiste à opposer ceux qui démentiraient les idées aux idées eux-mêmes, mais cela se voit aisément. L'ère industrielle, et ceux qui, au nom de la modernité, n'auraient d'autre perspective que de se rallier aux critiques de la société marchande.

Ne nous égarons pas dans ce faux débat. Ne perdons pas de vue notre problème.

Le temps de l'adaptation

La France a pris du retard. Il est vital de le rattraper. La modernisation de notre industrie est incontournable. Telles sont les données de départ.

Ce que l'on appelle communément la crise, c'est le temps d'adaptation qui nous est nécessaire. La gauche, par son sens du progrès et sa volonté de réforme, est la mieux à même de réduire ce délai.

Entretenir, au prix de lourdes subventions, des technologies périmées, c'est prendre le risque de ne plus

pouvoir apprécier les évolutions de l'industrie mondiale. C'est prendre le risque de perdre pied.

Toute l'attention du gouvernement est concentrée sur le souci de réussir cette mutation en servant les travailleurs. Et, dans le cadre de la politique de rigueur indispensable à l'assainissement de notre économie, chacun mesure les contraintes qui sont les nôtres.

L'ampleur des efforts que nous consentons pour cinq branches industrielles est telle qu'il devient évident que toutes les entreprises et toutes les régions ne peuvent être traitées d'un seul coup. La mutation, pour aussi nécessaire et urgente qu'elle soit, doit être progressive et s'accomplir au rythme de la vie elle-même. Mieux vaut sérier les problèmes et les traiter les uns après les autres que de prendre le risque d'une rupture des équilibres sociaux.

Car, ce que nous entreprenons, c'est une véritable conversion, c'est-à-dire la mobilisation de moyens exceptionnels. Le simple arrêt des activités dans les régions concernées serait en effet aussi nocif pour le pays que l'absence de modernisation.

A ceux qui s'effrayent que le gouvernement ait sélectionné des pôles de conversion bénéficiant des aides les plus importantes, je répondrai que la France a deux vices qui la rendent existentielle, malheureusement, déjà. Si l'un consistait à consacrer un effort particulier pour certaines régions sinistrées, pour certains bassins d'emplois, c'est justement parce qu'ils accusent un retard précoce par rapport à la moyenne nationale, c'est pour leur permettre de rattraper ce retard.

Qu'il s'agisse de la sidérurgie, des mines, de la construction navale, il faut que les firmes de ces secteurs retrouvent leur caractère d'entreprises. Il faut en finir avec l'accumulation des déficits de règle depuis des décennies. Et à ceux qui se plaignent des contraintes européennes qui pèsent, par exemple, sur notre sidérurgie, je répondrais simplement que si nous devons affronter directement le marché mondial, sans la garantie du marché communautaire, la situation serait plus critique encore !

La volonté politique existe, les instruments financiers, industriels et sociaux sont mobilisés et disponibles, à nous tous, mais il nous faut prendre la décision de moderniser la France en adaptant nos comportements individuels et collectifs au nouvel enjeu.

PIERRE MAUROY.

* Le titre et les initiales sont de l'auteur.

Pédagogie

M. Pierre Mauroy a souvent pris le temps pour expliquer la démarche de son gouvernement. Il l'a déjà fait à trois reprises dans les colonnes du Monde, le 20 avril 1982 (« Gouverner autrement »), le 24 juin 1983 (« Le Dialogue »), et le 2 septembre 1983 (« Réflexions »). Ce quatrième article procède du même souci que les précédents. Souci que le premier ministre ait exposé lui-même dans son ouvrage « C'est ici le chemin », publié en 1982 : « Expliquer le changement, définir une pédagogie est en effet l'une des tâches les plus difficiles pour le gouvernement. » Une nouvelle fois, M. Mauroy s'essaye à cette pédagogie.

Son propos s'adresse en priorité à l'électeur ouvrier, et au parti communiste, que les restructurations industrielles déconcentrent. D'où son insistance à souligner que la gauche ne veut pas gérer les opérations de reconversion à la manière de la droite, et que la modernisation industrielle ne doit pas entraîner « une vague de licenciements ». Au passage, le chef du gouvernement fait une mise au point après les réactions suscitées par les déclarations de M. Mitterrand, le 12 février, sur TF 1, au sujet des délais de licenciement. Il s'agit d'accélérer les procédures de licenciement, non de revenir sur la législation sociale. Le conflit

des transporteurs routiers donne à M. Mauroy l'occasion de souligner la nécessité de syndicats « forts et responsables » pour éviter le morose des corporatismes.

Aux députés socialistes, qui avaient contesté que seuls certains des ouvriers menacés de chômage puissent bénéficier des aides de reconversion, le premier ministre répond que « la France a deux vices qui la rendent existentielle, malheureusement déjà » et que le sort privilégié réservé à ces ouvriers-là se justifie par le retard pris, par rapport à la moyenne nationale, dans les régions les plus touchées par la crise.

Mais, au-delà de son souci pédagogique, M. Mauroy lance aussi un appel politique, à toute la gauche, la « deuxième » comme la « première », l'américaine comme la « nationale », la « moderne » comme celle que l'on a appelée « archaïque ». Pour le premier ministre, il s'agit là d'un « faux débat ». La vraie question est : « Aller de l'avant ou perdre pied ? Contre elle j'ai sué dans laquelle certains [de ses amis] semblent se spécialiser », M. Mauroy invite la gauche à faire front. En pédagogie, il est vrai, certaines répétitions ne sont pas inutiles.

A. R.

Pise-Florence je file quand c'est moins cher!

1575F de l'Air France-Vaccances. Jusqu'au 31 mai 1984, vous pouvez aussi bénéficier avec Air France-Vaccances de prestations particulières particulièrement intéressantes. Réservez vite, car le nombre de places est limité. Réduction de 35% de réduction offerts par les hôtes de l'Air France.

AIR FRANCE Vacances

OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
Spécialisé par le British Council

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collèges - Lycées :
• matin : 15 h de cours
par semaine - groupes
de 8 élèves maximum
- professeurs britanniques

• après-midi : tennis,
équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

184 ORDINATEURS
PANORAMA
Printemps 84

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le recul du gouvernement

(Suite de la première page.)
Ainsi, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé et élu local de l'Ouest (il est maire de Rennes), tout en souhaitant que la «sagesse» et la «conciliation» l'emportent de part et d'autre, affirme qu'un renoncement total de la part du gouvernement entraînerait «une très grande déception» dans les rangs socialistes.
D'autres membres du PS font valoir qu'un règlement partiel de la question de l'enseignement privé contribuerait à accélérer la rénovation de l'école publique, dont la nécessité fait l'unanimité au sein du parti. L'opinion de M. Pierre Joxe, selon laquelle il eût été préférable, dès 1981, de mobiliser les enseignants sur ce thème, répond, à l'évidence, à une préoccupation diffuse à l'intérieur du parti.
Le gouvernement affirme, lui aussi, vouloir l'apaisement et la conciliation, mais il considère que la conciliation reste possible.
M. Mitterrand estime que les laïques ressentent des frustrations légitimes. On indique dans son entourage qu'il n'est pas question de laisser les choses en l'état. Cependant, quitte à s'aliéner une partie de la base socialiste et certains députés, l'Elysée pense qu'il faut aller jusqu'au bout de la négociation avec l'enseignement catholique.
Le principal responsable du premier parti de la majorité et le gouvernement ont donc, sur le plan des objectifs, un langage commun. Ils apprécient, en revanche, différemment la possibilité de parvenir à un accord acceptable par les deux parties.
Leur démarche pourrait être de nature à désamorcer, en partie, l'offensive de l'opposition. En revanche, il sera difficile au gouvernement de ne pas donner l'impression qu'il cède à la pression de l'opinion.
JEAN-LOUIS ANDRÉAM.

Les projets de réforme du premier cycle du supérieur

M^{me} Danièle Bidon, directrice de l'enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé que l'examen des projets de réforme du premier cycle transmis par les universités, venait de commencer (Le Monde du 15 février). «Nous avons toutes les raisons d'être satisfaites car toutes les universités ont soumis des projets (Bordeaux III et Paris-II) qui ont envoyé un ou plusieurs projets», a-t-elle déclaré. Ce sont environ cinq cents propositions de diplômes, élaborées en fonction des objectifs de la nouvelle loi sur les enseignements supérieurs, qui ont été adressées au ministère.
Un chiffre énorme, selon M^{me} Bidon, si on le compare aux réactions des universitaires au printemps et à l'automne 1983 à l'annonce de la loi préparée par M. Savary.
Des groupes d'experts doivent examiner ces projets. Vient le milieu de mars, une analyse de ces propositions et une étude des moyens supplémentaires qu'elles exigent devraient être connus. Ensuite des négociations s'engageront avec les établissements. Un tiers des projets pourront être mis en place à la rentrée de 1984.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION FRAUDE FISCALE
Par jugement du tribunal correctionnel de Saintes du 22 septembre 1983, M. Henri Boureau, ancien huissier de justice, né le 12 août 1917 à Aulnay-de-Saintonge, demeurant à Aulnay-de-Saintonge, a été déclaré coupable de fraude fiscale et d'omission volontaire d'écritures comptables, pour avoir, de 1978 à 1981, dissimulé des sommes sujettes à l'impôt pour un montant de 248 819 F et majoré indûment des charges pour une somme de 139 836 F.
Le tribunal :
- A condamné M. Boureau à un an d'emprisonnement avec sursis et à 100 000 francs d'amende.
- A ordonné la publication de ce jugement aux frais du condamné dans les journaux Le Monde, Le Figaro, Sud-Ouest (page France) et dans la Revue des huissiers de justice.
Vu au parquet.
Saintes, le 15 février 1984.
Le procureur de la République.
Pour extrait certifié conforme.
Saintes, le 8 novembre 1983 :
Le greffier.

Un accord est possible sur les règles budgétaires

C'est le 12 janvier que M. Alain Savary a adressé à ses partenaires quatre textes détaillant les propositions qu'il soumettait aux négociations sur l'avenir des relations entre l'Etat, l'enseignement public et l'enseignement privé.
Ces propositions du ministre de l'éducation nationale visent d'une part à modifier, en les harmonisant avec celles du public, les modalités de financement des établissements privés sous contrat avec l'Etat. Elles introduisent, d'autre part, deux nouveautés : la création de l'établissement d'intérêt public (EIP), entité juridique qui se substituerait aux actuels contrats pour associer plus étroitement l'enseignement privé au service public, et la possibilité pour les enseignants volontaires du privé de devenir fonctionnaires.
Aboutissement de deux ans de travaux, discussions et consultations, les négociations ont commencé le 24 janvier dans la plus grande discrétion. Depuis cette date, les représentants du ministre reçoivent, à tour de rôle, les interlocuteurs qui ont accepté de répondre à leur invitation. Dans les pourparlers qui viennent de s'engager, les laïques restent les grands absents. En revanche, la commission permanente de l'enseignement catholique, dirigée par le Père Paul Guibert, a déjà été reçue plusieurs fois. Mais, avant même l'ouverture de la négociation, il était clair qu'elle ne discuterait que de deux propositions sur quatre, celles qui concernent les conditions de financement par l'Etat des établissements privés. Le premier de ces textes traite des conditions de passation des contrats, des ouvertures et fermetures de classe et des règles d'inscription au budget de l'Etat, des crédits destinés à rémunérer les maîtres de l'enseignement privé. Ces crédits seraient désormais limitatifs, c'est-à-dire que l'enseignement privé disposerait, contrairement à la pratique antérieure, d'un nombre de postes fixé à l'avance.

pour ouvrir des classes selon des critères équivalents de ceux de l'enseignement public et non plus à son gré. Ce mouvement a été amorcé dans les faits à la rentrée 1983. En dépit de protestations formelles, les responsables de l'enseignement catholique ont bien conscience qu'ils bénéficieraient jusqu' alors de privilèges difficiles à défendre surtout dans une période d'austérité.
Le second texte fixe les conditions de la participation financière des collectivités territoriales à l'égard de l'enseignement privé sous contrat. Comme dans l'enseignement public, les dépenses de fonctionnement seraient prises en charge par les communes pour les écoles, par les départements pour les collèges, par les régions pour les lycées. Cette proposition traduit, pour les deux réseaux scolaires, les dispositions de la loi de décentralisation du 22 juillet 1983.

Non à la titularisation

La mise en œuvre de la décentralisation est une nécessité que l'enseignement catholique ne conteste pas. En outre, ce texte devrait mettre fin aux litiges qui opposent encore des

écoles privées sous contrat d'association à des municipalités qui refusent de participer à leur fonctionnement faute d'un dispositif législatif adapté.
Sur ces deux textes, il semble qu'un accord soit possible même si des divergences existent au départ sur certaines modalités.
En revanche, la commission permanente de l'enseignement catholique a refusé de discuter de l'établissement d'intérêt public et de la titularisation éventuelle des maîtres dans la fonction publique. Elle a cependant présenté, à ce propos, des contre-propositions le 5 février. Elles portent sur un statut spécifique, unique, des enseignants, et inventent la notion de groupement public d'intérêt éducatif (GPIE). Cette structure juridique décentralisée respecterait, aux yeux de ses auteurs, «l'autonomie administrative, financière et éducative» des écoles.
Le ministre de l'éducation nationale n'a pas encore fait savoir ce qu'il pensait des contre-propositions de ses partenaires, qui restent bien déterminés à ne pas discuter de ces deux points sur les bases fixées par le gouvernement.

CATHERINE ARDITTI.

LES RÉACTIONS

- M. Bouchareissas : la gauche risquerait de perdre ses militants les plus actifs
- Le Père Guibert : une ouverture mais il faut attendre pour juger

Le ministre de l'éducation nationale se refuse à commenter les déclarations de M. Lionel Jospin. Pour sa part, M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), a déclaré, lundi 27 février à RTL, que «le problème des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé est un des problèmes importants que la gauche doit résoudre, même s'il est difficile». M. Bouchareissas nous a précisé qu'un recul éventuel du gouvernement sur ce problème ferait courir, à terme, la gauche vers la perte du pouvoir. Selon lui, la gauche «perdrait par désenchantement, en tout cas, l'appui du noyau le plus actif et jusqu' alors le plus fidèle de ses militants, qu'il s'agisse d'enseignants, de parents d'élèves ou d'amicolistes». Le CNAL, d'après son secrétaire général, «jugera dans la période à venir le gouvernement à ses actes».
De son côté, l'enseignement catholique a réagi par la voix du chanoine Paul Guibert, secrétaire général, qui nous a déclaré : «Si les actes suivent les paroles, les

propos tenus par M. Jospin montreraient une ouverture possible du côté du gouvernement». M. Guibert insiste sur la nécessité qu'il s'impose à lui d'attendre pour juger : «Nous devons encore être fixés sur des points tels que ceux-ci : y aura-t-il un dépôt de projet de loi, et sur quoi ? Quels moyens aurons-nous d'exprimer notre avis sur un projet avant qu'il vienne devant le Parlement ?»
L'expérience nous apprend à être attentifs, a-t-il ajouté. Car, par exemple, le fait que soixante-dix communes refusent toujours de verser le forfait à des écoles sous contrat nous inquiète sur la possibilité du gouvernement de faire respecter la loi.

M. Jean Andrieu, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) et responsable en titre du CNAL, a déclaré de son côté : «Je ne sais pas si c'est un bon calcul politique, et si, à vouloir sans cesse diffuser les problèmes difficiles, on ne va pas écorner la conscience politique de la majorité, et accroître le nombre des déçus du socialisme». M. Andrieu a ajouté : «Nous avons manifesté dans la rue pendant vingt-cinq ans, et les gouvernements d'aujourd'hui ne nous ont rien donné. Bien sûr, la gauche a raison d'agir autrement aujourd'hui, mais ce n'est pas une raison pour abandonner un projet scolaire».

M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN, a déclaré, mardi 28 février : «Si le gouvernement était conduit à céder à la pression de l'extérieur, cela ne manquerait pas de poser de sérieux problèmes à son électorat».

Le moule

La poussière des combats autour de l'enseignement libre cache peu à peu l'objet réel du débat. Des gens qui n'ont mis les pieds dans une école que pour un mariage ou un enterrement orientent leur soutien à une foi qu'ils ignorent, enragent de voir des évêques traîner encore les pieds et prêcher une modération relative.

d'avoir dû, dans un monde incertain, se déterminer toute seule. Comme l'Université, la famille a paru en faire les frais. Elle n'en est pas morte ; elle a changé. Le patronat n'existe plus guère. Les rapports se sont assouplis, sont devenus plus égaux. Est restée la crainte du désordre, de la rupture, des départs sans retour vers l'utopie ou la drogue.

C'est que l'enjeu n'est pas la christianisation ou la déchristianisation de la France. L'école confessionnelle n'est plus, ou n'est plus guère une machine à fabriquer des catholiques fervents. Elle est devenue un symbole de la liberté des parents en même temps que d'une autorité qu'ils veulent retrouver. Dans une certaine mesure, à Lille, hier, à Versailles, demain, on prend la revanche de mai 1968. Certes l'enseignement libre n'est plus ce qu'il était il y a cinquante ans. Il a, comme l'enseignement public, abandonné des contraintes jugées maintenant archaïques. En associant de plus près les familles à la «communauté éducative», il a fait progresser une pédagogie ouverte sur l'extérieur.

La classe moyenne française est encore sous le choc de cette désintégration, de cette perte de ses enfants. Elle a tendance à les attirer à l'enseignement public, bouc émissaire d'un abandon qui était le fait de l'ensemble du corps social.
Choisir pour ses enfants, c'est, à ses yeux, leur éviter l'aventure, s'assurer que des rejets de moins en moins nombreux — quand ils l'étaient, le conformisme de quelques-uns au modèle prévu faisait passer la folle des autres — resteront dans la voie qu'on a choisie pour eux.

L'école publique a évolué, elle aussi. Malgré d'évidents défauts, sa pédagogie se transforme. Les lycées ne sont plus au bord de l'insurrection depuis belle lurette. Les enseignants, ceux du moins qui ne sont pas chargés d'éponger les bavures dans les milieux les plus défavorisés, ont repris le pouvoir d'enseigner. Les élèves savent que leur avenir dépend du moins en partie de leur travail. Mais la grande machine, secouée par des réformes successives, met longtemps à trouver son rythme de croisière. Elle compte en décennies. Les parents comptent en trimestres.

D'où cette angoisse, soigneusement entretenue par tous ceux qui ont intérêt à faire basculer le pouvoir, cette hâte, la vivacité de la réaction. La gauche croit se trouver devant un problème politique, avec des solutions techniques. Elle se heurte à bien plus que cela : à une société qui, à travers ses enfants, défend sa pérennité.

JEAN PLANCHAIS.

Une mise au point du ministère sur les enseignements artistiques

Le ministère de l'éducation nationale a réagi fermement à l'appel lancé par le Comité national pour l'éducation artistique (CNEA) sous la forme d'un encadré publicitaire inséré dans nos colonnes (Le Monde du 14 février 1984), et qui protestait notamment contre «la décision du ministère (...) de demander à plusieurs centaines de professeurs d'éducation musicale et d'arts plastiques d'enseigner les mathématiques ou les lettres».
Dans une lettre adressée à toutes les personnalités signataires de ce texte, M. Alain Savary précise que la «décision» ainsi mise en cause concerne la nouvelle possibilité de titularisation ouverte aux maîtres auxiliaires non titulaires de la licence ou de son équivalence nécessaire pour être intégrés comme adjoints d'enseignement. Ces auxiliaires pourront, à la rentrée 1984, être titularisés dans le corps des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) et bénéficier de la sécurité de l'emploi. En contrepartie, ils devront dispenser un double enseignement, l'un dans leur discipline d'origine, l'autre en lettres ou en mathématiques, conformément au statut des PEGC.

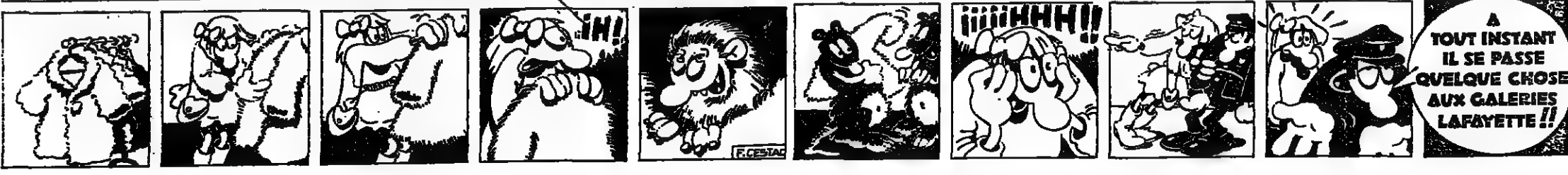
En réalité, indique le ministère, les besoins d'enseignement dans les disciplines artistiques sont tels que les maîtres concernés (...) enseignent presque exclusivement dans ces matières. S'il est vrai qu'un déficit important existe encore en ces matières, c'est le fait de l'abandon dans lequel elles ont été laissées pendant des années. Le ministère de l'éducation nationale annonce qu'un bilan des actions menées en faveur des enseignements artistiques sera fait au début du mois d'avril.

PQUES AUX USA
SPECIAL 14 / 20 ANS
Du 24 Mars au 7 Avril 84
Du 31 Mars au 14 Avril 84
Environ de Washington.
Cours, excursions, accueil
et séjour dans une famille
américaine.
Informations - Réservations
L'anglais aux couleurs de la vie
FS-L
12, RUE DE GRENELLE, 75007 PARIS
TEL. : (1) 544 82 20 LMS

CHARTERS ETE 84
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de
2 800 F A/R
CANADA
MONTREAL / QUEBEC
à partir de
3 550 F A/R
ARCOM GET
82, rue de Valenciennes, 75008 Paris
TEL. : 522 39 49 UC A962

.ET ZIIP BERLITZ.
Pour apprendre une langue.
Et ZIIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.
3 et 4 élèves 1425 F TTC*
Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.
* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément)

BOULOGNE: 609.15.10 CHAMPS-ELYSEES: 720.41.60 LA DEFENSE: 773.63.16 NANTON: 371.11.34 OPERA: 742.13.39 PANTHEON: 633.98.77 SAINT-LAZARE: 522.22.23 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00 VERSAILLES: 950.08.70



A TOUT INSTANT IL SE PASSE QUELQUE CHOSE AUX GALERIES LAFAYETTE !!

Le Monde

dossier

Le point sur...

L'ENSEIGNEMENT privé mobilise. Depuis le 22 janvier, à Bordeaux, jusqu'au dernier week-end, à Lille, le nombre de manifestants n'a cessé de croître : 80 000 dans la capitale girondine, 150 000 à Lyon, 220 000 à Rennes, près de 300 000 dans le sillage du premier ministre.

Combien seront-ils dimanche 4 mars à Versailles, dernière des cinq manifestations prévues pour l'instant par le comité national de l'enseignement catholique ? Certainement plus encore, d'autant que ce rassemblement, près de la capitale, prendra inévitablement un caractère national. Ces manifestations ont pour objectif de rassembler « ceux qui veulent défendre la liberté de l'enseignement », au moment même où les responsables de l'enseignement privé négocient avec le gouvernement un nouveau mode de financement.

ment, de gestion et de fonctionnement de leurs écoles.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a en effet posé en termes nouveaux les rapports entre l'Etat, l'école privée et l'enseignement public. La question du financement par l'Etat d'un système d'enseignement privé, en concurrence avec le secteur public, est un vieux cheval de bataille des militants socialistes. Lorsque l'Etat était candidat à la présidence de la République, M. Mitterrand avait annoncé son intention de mettre en place un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale.

Il y avait de quoi inquiéter les partisans de l'enseignement privé, même si, depuis son élection, M. Mitterrand a tenu à rassurer, renouant, depuis le 10 mai 1981, à reprendre la formulation de son engagement électoral.

L'enseignement privé

Pour traiter ce brûlant dossier, le gouvernement a émis toute précipitation. Depuis le 25 janvier 1982, le ministre de l'éducation nationale a rencontré plusieurs fois ses partenaires, bien qu'il ne soit souvent contenté de les écouter sans répondre à leurs questions. Quand son plan de décembre 1982 a été rejeté par l'enseignement catholique, il a repris les contacts pour aboutir, en octobre 1983, à de nouvelles propositions qui ont reçu cette fois un accueil en partie favorable de la part des catholiques, mais nettement négatif de la part des laïques.

Ce sont ces dernières propositions qui font l'objet des négociations actuelles. Elles s'articulent autour de quatre chapitres : l'harmonisation des conditions d'ouverture de classes dans l'enseignement privé et public, la participation des collectivités territoriales à leur financement, les

liens juridiques entre les écoles privées et l'Etat, le statut des maîtres du privé.

Les laïques se sont tenus jusqu'ici à l'écart du jeu, laissant au gouvernement le soin de trancher. Ils attendaient avec espoir le dépôt d'un projet de loi prévu pour la session parlementaire de printemps. Cette échéance accroit l'importance des défenseurs de l'enseignement privé. Si un accord paraît possible entre eux et le gouvernement sur les deux premières des quatre propositions, il n'en est pas de même pour les deux autres, qui, selon eux, conduiraient à terme à intégrer le secteur privé au secteur public. Mais c'est justement ce que les laïques déplorent de ne pas trouver dans les propositions ministérielles.

Le débat n'a pas fini d'agiter la classe politique. Mais il concerne aussi, on l'oublie trop souvent, des élèves, des familles et des enseignants.

Les conditions d'une liberté...

Liberté. Sur les tracts et les banderoles, dans les slogans et les discours, la liberté — terre symbolique entre tous — est au cœur de la bataille qui oppose les tenants de l'enseignement privé et ceux de la laïcité. « Exigeons la liberté pour l'école », affirment les uns. « La seule école libre c'est l'école de la République », proclament les autres. Bataille de mots et de principes qui, politiquement, va bien au-delà du seul problème scolaire.

La défense des libertés, et plus particulièrement de la liberté d'enseignement, n'est pas le privilège de la droite contre la gauche : plus de deux Français sur trois, les sondages en témoignent, se déclarent attachés à l'école « libre ». Libre de quoi ? D'abord d'être créée à l'initiative privée, conformément aux principes de la Constitution. Libre de passer contrat avec l'Etat pour bénéficier de son aide, mais tenue, dans ce cas, de recevoir tous les enfants qui le demandent, quelles que soient les convictions philosophiques ou religieuses des familles, ainsi que le prévoit la loi Debré. Tenue aussi d'appliquer les mêmes programmes, les mêmes règlements que les établissements publics et de soumettre ses enseignants au contrôle de l'inspection.

La liberté de l'enseignement privé, en fait, commencé à décrire le jour où les établissements ont entrepris avec l'Etat des relations financières codifiées par la loi, et sont en définitive passés sous le régime de la liberté « surveillée ». N'est-ce pas, après tout, ce qu'en attendent aujourd'hui certaines familles, plus soucieuses d'y trouver un recours et un label qu'un enseignement religieux ?

Choix et contraintes

L'enseignement public en effet ne laisse aucun choix aux parents : l'affectation dans une école dépend de leur lieu de résidence. L'enseignement privé au contraire échappe à toute carte scolaire : les parents sont libres d'inscrire — dans la mesure des places disponibles — leurs enfants dans l'établissement qui, selon eux, correspond le mieux à leurs besoins. Davantage de discipline, un accueil plus adapté, une pédagogie différente, souvent une réelle participation des familles aux activités éducatives et sportives en dehors des heures de classe... Le choix a tout de même ses limites : l'enseignement « libre » n'offre pas tout partout, et donc pas à tout le monde. Surtout,

certaines établissements ne reconnaissent pas à leurs personnels une entière liberté syndicale.

L'Etat laisse en définitive aux établissements privés deux libertés essentielles qu'il refuse au secteur public : l'inscription des élèves, qui est de la seule volonté des familles, et le recrutement des enseignants, qui relève des chefs d'établissement.

Une « soupe »

Les autres différences avec l'enseignement public tiennent à l'organisation décentralisée du privé. Il en est ainsi des objectifs — et donc des méthodes — pédagogiques fixés par le projet éducatif de chaque établissement, à la définition duquel sont associés parents et enseignants. C'est ce qui explique la diversité de visages que présentent les écoles privées, de la plus traditionnelle à la plus novatrice, de la plus « élitiste » à la plus « démocratisée ». On y trouve au total du meilleur et du pire. Mais nul n'est obligé de s'exposer... au pire. A l'inverse, le meilleur n'est pas nécessairement le plus cher, puisque les charges essentielles sont supportées par l'Etat et les collectivités locales.

Il reste que l'Etat finance deux systèmes d'enseignement, dont l'un est un peu plus « libre » que l'autre et a, de ce fait, les faveurs de l'opinion, même si tous n'y mettent pas leurs enfants. Il est séduisant pour beaucoup de parents de savoir qu'il existe dans le système éducatif une « soupe ». Le débat porte sur le point de savoir si l'Etat doit en assurer financièrement l'existence. S'il ne le faisait pas, ce système ne serait pas accessible au plus grand nombre. A moins de transférer à l'enseignement public les principes qui fondent la liberté de son concurrent.

...et son prix

L'aide de l'Etat à l'enseignement privé représente 12,80 % du budget de l'éducation nationale en 1984.

Comme l'enseignement privé scolaire environ 16,10 % des élèves, l'Etat lui donne proportionnellement moins qu'au secteur public. Faut-il en conclure que l'enseignement privé coûte moins cher à la collectivité nationale que l'enseignement public ? Non, car cette évaluation repose sur des éléments que l'on n'a pas réussi à comparer jusqu'à présent en toute rigueur. Le Sénat a récemment renoncé à constituer un groupe d'études sur le sujet.

Lorsque le ministère de l'éducation nationale est soumis de publier des indications comparatives, il les entoure d'innombrables précautions. Ainsi, lorsqu'il a dû répondre à la commission des affaires culturelles du Sénat, qui lui demandait, avant l'examen du budget de 1984, de comparer le coût d'un élève scolaire dans chacun des deux secteurs, a-t-il donné les chiffres suivants : public premier degré (écoles) 4 587 F, privé : 5 548 F ; et second degré (collèges et lycées) public : 11 744 F, privé : 11 467 F. Mais le ministère a assorti ces données de trois observations :

— ces chiffres globaux concernent des programmes d'enseignement de coûts très différents dans l'un et l'autre secteur ;

— le budget prend en compte des charges sociales différentes selon qu'il s'agit du privé ou du public ;

— de nombreux enseignants du privé (second degré) sont rémunérés comme maîtres auxiliaires, ce qui minimise le coût pour le privé.

Il faut ajouter deux remarques :

— l'aide de l'Etat au privé ne concerne que le privé sous contrat

qui représente seulement 15,20 % de l'ensemble (et non plus 16 %). Voilà qui modifie déjà les termes de la comparaison.

— l'enseignement privé bénéficie de services de l'éducation nationale tout en échappant à leur financement : administration centrale et académique, orientation des élèves, services d'aide sociale, organisation des examens (très coûteux) et des concours.

Les conflits

avec les communes

De nombreux procès sont en cours qui opposent écoles privées, communes et préfets. En effet, la loi Guéroux (1977) ne précise pas à quelle collectivité publique incombent les dépenses de fonctionnement d'une école primaire privée sous contrat d'association. Les conflits se sont multipliés. Certaines communes ont refusé de supporter les conséquences financières de contrats signés entre les préfets et les écoles et sur lesquels elles n'avaient pas eu leur mot à dire.

Aujourd'hui, la confusion est à son comble : la juridiction administrative et les cours régionales des comptes se sont prononcées dans des sens contradictoires, certains juges faisant obligation à la commune de payer les dépenses des écoles primaires privées et d'autres s'y refusant. De son côté, le gouvernement a, dans un premier temps, demandé aux préfets d'inscrire ces dépenses dans les budgets communaux. Il s'est ensuite ravisé et a laissé aux futurs décrets d'application de la loi sur la décentralisation le soin de trancher le conflit.

LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

Cent cinquante ans de « querelle scolaire »

Il est tentant d'évoquer le problème de l'école privée en France comme une « guerre de Cent Ans ». C'est beaucoup et trop peu. Il y a près de deux siècles que la liberté d'enseigner et le rôle de l'Etat divisent les Français. Cependant, le monopole d'enseignement n'a jamais existé de droit, excepté de 1806 à 1833, au temps de l'Université d'abord impériale, royale ensuite, sur laquelle l'Eglise catholique avait d'ailleurs la haute main. En 1833, la loi Guizot crée la liberté dans l'enseignement primaire, et en 1850, la loi Falloux dans le secondaire.

Les grandes lois laïques de Jules Ferry s'inspirent du laïcisme qui règne dans le dernier quart du dix-neuvième siècle ; nourri de positivisme, les républicains entraînent la société civile à prendre ses distances à l'égard de l'Eglise. C'est l'époque où, selon Ferdinand Buisson, « il reste à laïciser la religion ». Les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique demeureront conflictuelles, en dépit du « ralliement » des chrétiens à la République (1890). La Troisième République s'attache à construire les écoles à l'insu de la foi chrétienne. L'école laïque se développe. Cependant, la liberté scolaire n'est jamais remise en cause, au sens où le monopole est écarté. La liberté toutefois n'est pas aidée par l'Etat : libre à quiconque d'ouvrir et d'entretenir une école (sous des conditions de qualifications et d'hygiène) mais à ses frais. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'école catholique scolaire près d'un élève sur cinq dans le primaire et près de la moitié des élèves du secondaire.

1940 sera une date importante : Vichy cède aux catholiques, qui réclament des subsides pour leurs

écoles. Une subvention « exceptionnelle » de 400 millions de francs est allouée en 1941. L'aide publique est reconstruite en 1944, puis supprimée en 1945. La querelle scolaire passe sur les lieux politiques de la Quatrième République et enfonce le coin entre le MRP et la SFIO, non sans le secours actif du RPF.

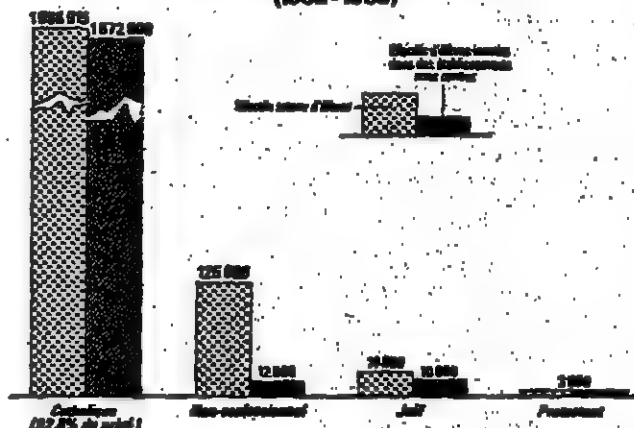
La loi Marie (21 septembre 1951) suivie de la loi Barangé (28 septembre 1951) modifie les données du problème. La première permet aux élèves des établissements privés de bénéficier des bourses nationales, la seconde attribue une allocation (l'allocation Barangé) versée indirectement à tous les élèves du primaire, y compris ceux de l'enseignement privé.

La Cinquième République naissante aimerait éteindre définitivement la guerre scolaire. L'école est alors en pleine explosion démographique. L'Etat ne peut y faire face à lui seul. L'idée prévaut de lier par contrat l'Etat et les établissements privés qui répondent à un besoin. C'est la loi Debré (31 décembre 1959). Le contrat d'association implique un contrôle de la puissance publique ; le contrat simple, qui n'est créé que pour une durée de neuf ans, est moins contraignant pour les établissements. Un contrat d'intégration est prévu mais il sera peu utilisé.

La loi du 1^{er} juin 1971 pérennise le régime des contrats simples pour les écoles primaires. Cette loi et la loi Guéroux (25 novembre 1977) ruinent les espoirs d'un rapprochement entre les deux réseaux d'enseignement public et privé. Quand la gauche arrive au pouvoir en mai 1981, son objectif est de « réduire ce dualisme ».

Des chiffres et des lois

LE PREMIER ET LE DEUXIÈME DEGRÉ DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ (1982-1983)



Les effectifs

L'enseignement catholique scolaire en 1982-1983 (derniers chiffres connus) 92,8 % des effectifs du privé, soit près de 1 800 000 élèves. Il comprend 15,5 % de la population scolaire totale : 13,7 % dans le premier degré, 18,3 % dans le second degré, où les collèges et lycées représentent plus de 15 % et les lycées d'enseignement professionnel 15,5 %.

120 000 enseignants ; 9 800 chefs d'établissement et 123 000 non-enseignants (personnel administratif et bénévole) travaillent pour l'enseignement catholique.

Les contrats avec l'Etat

La loi Debré du 31 décembre 1959 institue deux types de rapports contractuels entre l'Etat et les établissements privés : le contrat « simple » ou « d'association ». Avec le contrat simple,

les enseignants, soumis à un statut de droit privé, sont agréés par l'Etat, qui prend en charge leurs rémunérations et les charges sociales. Les frais de fonctionnement sont payés par les écoles, les communes pouvant y participer.

Depuis 1980, les contrats simples ne peuvent être conclus dans le second degré. Appliqués au primaire, ils touchent 4 330 écoles sur 6 700, soit 63 % ; 36,3 % sont sous contrat d'association, 1 % hors contrat.

Le contrat d'association prévoit la prise en charge financière par l'Etat : rémunération et charges sociales des enseignants, frais de fonctionnement des établissements. Les enseignants sont salariés de l'Etat et doivent suivre les « règles et programmes de l'enseignement public ». Sur 2 300 lycées et collèges privés, 92,3 % sont sous contrat d'association.

Dossier établi par
CATHERINE ARDITI,
SERGE BOLLOCH,
ALAIN FAUJAS
et CHARLES VIAL

LA CALIFORNIE ?
L'AMERICAN CENTER SUREMENT
COURS INTENSIF D'AMÉRICAIN
AMERICAN CENTER
151 RD BASFAR, 75014 PARIS
633.87.28

ENGLISH FOR EVERYBODY
20 HEURES DE COURS : 2 HEURES PAR JOUR
DU LUNDI AU VENDREDI DE 14 H À 16 HEURES

WEEK-END
A L'AMERICAN CENTER
20 HEURES DE COURS
REPARTIES SUR 4 WEEK-ENDS
CHACUN VENDREDI DE 14 H 30 À 20 H 30
CHACUN SAMEDI DE 10 H 30 À 18 H 30

ET AUSSI
COURS PRIVÉS - SESSIONS TRIMESTRIELLES
COURS POUR ENFANTS LE MERCREDI

Les maîtres et la garantie de l'emploi

Ne possédant pas le statut de fonctionnaires, les professeurs de l'enseignement privé ne bénéficient pas d'une garantie absolue d'emploi. Comme toute entreprise, une école privée peut être amenée à fermer ses portes et à licencier son personnel ; d'autre part, un conflit entre un directeur d'établissement et un maître peut se traduire par le renvoi de celui-ci selon les règles du code du travail et des conventions collectives.

Cette relative précarité n'est pas seulement un argument mis en avant par les adversaires du privé. L'article 20 de la convention collective de travail de l'enseignement catholique primaire ne classe-t-il pas, parmi les « fautes lourdes » pouvant entraîner un licenciement sans préavis ni indemnité, « les manifestations d'hostilité à la liberté familiale d'éducation et d'instruction » ? Il y a eu quelques exemples d'utilisation de cette procédure au cours des dernières années.

Les maîtres sous contrat simple dépendent seulement du directeur de l'école où ils sont employés. En cas de suppression de poste, ils bénéficient d'un droit de priorité pour une nouvelle affectation, qui est alors préparée par la direction diocésaine de l'enseignement.

Les maîtres sous contrat d'association sont agents publics non titulaires de l'Etat nommés par l'autorité académique. Ils n'ont pas véritablement de statut et les problèmes sont réglés au coup par coup par des commissions paritaires de l'emploi.

184 ORDINATEURS
PANORAMA
Printemps 84
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1984

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session :
vendredi 23 mars 1984

École supérieure de commerce de Lyon
cesma
22, avenue Guy de Colongue - B.P. 174 - 69130 Ecully-TXL (7) 833.81.22

février!
Un mois stupéfiant chez **NEUBAUER**
pour tout achat d'une **305 PEUGEOT TALBOT SOLARA TALBOT HORIZON**
Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

SOCIÉTÉ

Deux manifestations à Bayonne après l'assassinat d'un réfugié basque espagnol

Deux manifestations organisées pour protester contre le terrorisme au Pays basque. L'une, près de sept cents personnes, l'autre, un peu moins de cinq cents. Les associations des maires du département et les syndicats CGT, CFTD et FEN ont demandé au gouvernement « que soit restauré dans le Pays basque fran-

çais l'ordre républicain ». Le premier rassemblement d'élus depuis avril 1980 pour manifester leur hostilité à la violence intervient deux jours après l'assassinat, près de Manotou (Pyrénées-Atlantiques), d'un cinquième réfugié basque espagnol par le GAL (Groupe anti-terroriste de libération).

D'autre part, la trentaine de réfugiés basques espagnols en grève de la faim depuis quatre jours à l'église d'Arbonne près de Biarritz, ont décidé ce mardi d'arrêter leur mouvement. Cette grève avait été engagée en signe de protestation contre les mesures d'éloignement prises par le gouvernement français à l'égard de plusieurs basques espagnols.

La philosophie sanglante du GAL

De notre envoyé spécial

Bayonne. — Efficace, ce GAL. Discrétion, rapidité... En trois mois d'existence, cinq assassinats et, selon toute vraisemblance, deux enlèvements. Il a fait preuve des qualités exigées des meilleurs « services action ».

Le GAL pourrait faire rêver les policiers, les officiers chargés en Europe ou ailleurs de traquer le terrorisme et qu'on handicape à plaisir par des lois et des règles de démocratie judiciaire. Car voilà bien une organisation qui ne s'embarrasse pas de principes, qui tire « dans le tas », sans retenue, et fait de la vengeance son unique credo.

Les séparatistes de l'ETA-militaire tuent en Espagne un général en retraite, des fonctionnaires de la Guardia civile ou un sénateur socialiste ? Huit jours plus tard, le lendemain même, un membre présumé de l'ETA, réfugié au Pays basque français, est abattu dans une rue de Bayonne ou d'Hendaye. Est-il mêlé à l'action qui motive ces représailles ? Peu importe. Est-on seulement sûr qu'il ait dans l'organisation séparatiste un rôle déterminant ? La force du GAL est de dédaigner de telles subtilités.

La philosophie du nouvel ange exterminateur espagnol est simple : qu'il soit de l'un ou de l'autre des Pyrénées. Un arbitraire sanglant contre une injustice meurtrière.

Le GAL frappe dur. A chaque coup porté, il semble rencontrer en France un peu moins de résistances. C'est sans doute sur une aussi courte durée, de décembre à février, son plus beau succès. Au mieux, il indiffère ; au pire, il attise la curiosité de la population et des responsables des Pyrénées-Atlantiques qui suivent, un assassinat après l'autre, la chronique mystérieuse de ces contre-terroristes dont on ne sait toujours rien. En près d'une dizaine d'opérations, le GAL a réussi le tour de force de conserver le secret sur son origine, son financement, et ses hommes de main. Traque ou agents spéciaux ? Français ou Espagnols ? Liés — par quel contrat ? — à la police madrilène ? Le Pays basque français s'interroge toujours, et ces mystères parent le GAL d'une aura qui renforce encore son autorité sur les esprits.

En trois mois, que de points marqués ! Le GAL ridiculise peu à peu la police française et fait la preuve de l'inefficacité du plan ECLAT. La fermeture de la frontière après chaque nouvel attentat, les barrages routiers, sont déclinés en vain. Plus astucieux que leurs prédécesseurs des années 75-80, les commandos anti-ETA jugent sans doute plus prudent de se cacher au Pays basque français — voire dans le département des Landes — et de se mêler aux immigrants espagnols, qui, selon toute vraisemblance, doivent constituer une partie de leurs indicateurs sur place.

Un étrange événement

Les informations recueillies sur le dernier en date des assassinats de réfugiés basques montrent assez de quelle liberté de manœuvre peut jouir le GAL. Samedi 25 février vers midi, Eugène Gutierrez Salazar est tué d'une balle tirée, par un fusil à lunette, devant le presbytère d'Idoux-Mendy près de Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), occupé provisoirement par des réfugiés basques en stage de langue. En apparence, un meurtre surprise inévitable, comme les quatre premiers. Pas tout à fait : les réfugiés basques — dont on se demande s'ils ne participent pas, entre deux cours, à des réunions de l'ETA — se savaient particulièrement menacés depuis un étrange événement survenu le 24 janvier dernier.

Ce jour-là, une voiture de marque Opel Ascona, volée dans les Landes et munie de fausses plaques minéralogiques, était retrouvée près de Mauléon en piteux état : pneus crevés, vitres brisées, carrosserie criblée d'impacts de plomb. Dans le coffre, des douilles de calibre 9 mm, des écus d'origine, des piles d'origine espagnole et une lunette de visée Startron pour fusil de précision.

On estime, de source sérieuse, que le GAL s'était déjà attaqué en janvier aux réfugiés basques espagnols de Mauléon, mais que le commando s'était vu opposer une vive résis-

tance. Bien que les occupants du presbytère aient affirmé n'avoir rien vu, rien entendu, les gendarmes assuraient, semble-t-il, depuis un mois, une surveillance quotidienne de ce stage de langue. Surveillance qui s'est pourtant révélée inutile le 25 février.

Les dossiers d'information judiciaire contre X, pour homicide, s'accumulent donc désormais à un rythme très élevé. « Que pouvons-nous faire ? », demandent les policiers et les magistrats français. Absourdis, impuissants, ils espèrent rattraper leur retard par une arrestation en flagrant délit. « Mais cinq ou six autres meurtres de réfugiés seront sans doute nécessaires avant qu'on leur mette la main dessus », admet un fonctionnaire qui suit le dossier du GAL.

Peur et résignation

Et encore faudra-t-il des preuves sérieuses. Dans la seule enquête bien commencée, celle concernant l'enlèvement, le 4 décembre à Hendaye, de M. Segundo Marey, les résultats sont peu probants. L'un des kidnapeurs présumés, Pedro Sanchez, un retraité de la légion étrangère connu à Biarritz pour ses opinions d'extrême droite, avait été arrêté à la frontière une heure après le rapt au volant d'une voiture. Mais il ne toute participation à l'enlèvement et le matériel trouvé dans son véhicule, une bombe lacrymogène, des numéros de téléphone de la police de Bilbao et des photographies de réfugiés basques — dont deux ont été assassinés depuis — ne suffit pas à la condamner.

Quant à M. Marey, relâché le 14 décembre par ses ravisseurs conscients sans doute d'avoir commis une erreur de personne, il affirme-t-il, aucun souvenir de son enlèvement. Il vient même de retirer sa constitution de partie civile. Le GAL décidément fait peur.

La communauté des réfugiés basques — sept cents personnes dont la moitié de membres présumés ou d'anciens membres de l'ETA —

Pourvoi en cassation du parquet dans l'affaire des « grâces médicales »

Le parquet général de la cour d'appel de Versailles a formé, lundi 27 février, un pourvoi en cassation contre l'arrêt de relaxe générale rendu le 21 février par la septième chambre de cette juridiction dans l'affaire dite « des grâces médicales » de Marseille (le Monde du 23 février). Ce pourvoi sera examiné ultérieurement par la chambre criminelle de la Cour suprême au vu du mémoire qui reste à établir.

Instruite à Marseille, l'affaire dite « des grâces médicales », avait été renvoyée devant le tribunal de cette ville « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » et avait été confiée au tribunal de Versailles. Le 16 novembre 1983, ce dernier avait condamné quatre des inculpés, le docteur Alain Colombani, M. André Fraticelli, M. Solange Troiser et le docteur Bernard Mariotti, à des peines modérées et relaxé le quinzième, le docteur Raymond Mazaud. La cour de Versailles devait relaxer les cinq prévenus contre lesquels l'avocat général M. Gorges Meurant avait requis « des peines particulièrement sévères ».

Le salon du préfet de police de Marseille

MM. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, et Jean Lainé, ancien directeur du Journal du Dimanche, ont été respectivement condamnés, le 27 février, à 4 000 francs et 3 000 francs

Un délégué de l'administration pénitentiaire en Corse

La direction régionale de l'administration pénitentiaire de Marseille, dont dépend la Corse, aura désormais un représentant dans l'île. Ce sera M. Jean-Pierre Barbier, qui vient d'être nommé délégué auprès du directeur régional et exercera ses fonctions à Bastia avec compétence pour les départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud.

Cette décision a été motivée par la multiplication des évènements de Bastia et d'Ajaccio — une dizaine — depuis le début de l'année 1983, qui avait entraîné, récemment, l'envoi d'une mission de l'inspection générale de l'administration pénitentiaire.

UNE ERREUR DE DIAGNOSTIC JUGÉE AU TRIBUNAL D'EVRY

« Tous les décès sont des échecs »

Le 10 décembre 1978, une petite fille âgée de deux ans et demi, Stéphanie Médète, est amenée par ses parents au service de pédiatrie de l'hôpital de Corbeil-Essonnes. Depuis plusieurs semaines, elle est prise de crises de toux. Le médecin de famille a bien obtenu une rémission en prescrivant des antibiotiques et des corticoïdes, mais depuis quelques jours la toux a repris. Stéphanie, mise en inhalation forcée, se calme.

Le lendemain, à la mi-journée, sa mère arrive à l'hôpital au moment où l'on place sa fille sous la tente à oxygène. Elle note que Stéphanie a le visage gonflé. Vers 16 heures, Stéphanie devient cyanosée.

A 17 h 30, l'enfant, que personne alors ne surveille, se dresse sur son lit, appelle sa mère et retombe. Elle est intubée : trop tard, Stéphanie est morte.

Une question, dès lors, va hanter les parents : aurait-on pu éviter le drame ? Onze mois après les faits — « Pas pour nous venger, mais pour comprendre », — ils portent plainte et se constituent partie civile. Ils demandent l'inculpation des médecins responsables.

Le premier rapport, signé par quatre médecins experts, indique que « l'enfant (...) est décédée d'une bronchopneumonie sévère non diagnostiquée par le service hospitalier de Corbeil et trop tardivement traitée ». Mais une contre-expertise est moins catégorique : il pouvait s'agir d'une « bronchopneumonie virale ou d'une bronchite aiguë », présentant apparemment une moindre gravité. Le docteur Lionel Rossant, responsable du diagnostic d'admission, inculpé au départ, bénéficie finalement d'un non-lieu.

En revanche, l'interne, M. Anne Digne, de garde le 11 décembre 1978, et le professeur Jacques Bamberger, chef du service de pédiatrie, ont répondu, le 27 février, devant le tribunal correctionnel d'Evry, de l'inculpation d'homicide involontaire. « Tout n'a pas été fait pour sauver Stéphanie », accusent les parents. Et de citer l'aspirine administrée à l'enfant, alors que les parents avaient averti qu'elle y était al-

lergique : la tente à oxygène trouée « qu'il fallait boucher avec des sacs de sable », se souvient M. Médète encore bouleversée ; le taux d'oxygène, normalement de 40 %, retombé à 24 % sans qu'on ait pu le relever ; l'absence, enfin, de radiographie des poumons.

Quatre experts absents

« Alors que l'enfant a commencé à se cyanoser, vers 14 heures, rien n'a été fait avant 17 heures », disent les parents. L'aggravation n'est apparue que vers 17 heures, trop brutalement et trop tard pour que l'on puisse rien entreprendre, ont répondu, en substance, les docteurs Digne et Bamberger, l'interne et son « patron », assis sur le même banc, mais dont les regards ne se sont pas croisés une seule fois tout au long de l'audience.

Hélas absents à l'audience, les signataires du premier rapport avaient porté des accusations d'une netteté inhabituelle dans ce type d'affaire. Leurs successeurs, présents tous les quatre, ont fait preuve d'une grande prudence.

« Voyez-vous dans l'action de l'équipe de Corbeil une faute caractérisée ? », demande le président, M. Benjamin Cukier.

« Tous les décès sont des échecs », soupire le professeur Tournier, chef de service à l'hôpital Trousseau.

« Mais, dans ce cas précis, avec ou sans faute ? »

« On aurait, certes, dû intensifier les soins. Mais le choix du moment est toujours délicat. »

« Est-ce une faute d'avoir mal choisi ce moment ? »

« Il y a des cas insurmontables malgré les soins ».

On comprend que les conclusions des experts aient laissé le substitut, M. Norbert Gurtner « sur sa faim ». Il s'est contenté de maintenir la première appréciation du parquet, qui, lors de l'instruction, avait conclu au non-lieu pour les trois médecins.

Jugement en délibéré.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

DÉFENSE

Départ anticipé du général Etienne Copel sous-chef d'état-major de l'armée de l'air

Un prochain conseil des ministres annoncera le départ de l'armée de l'air du général de brigade aérienne Etienne Copel, qui est actuellement sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de l'armée de l'air. Le général Copel vient, en effet, d'adresser à M. Charles Hernu, ministre de la défense, une lettre par laquelle il lui demande d'être placé en congé du personnel navigant, ce qui correspond, dans l'armée de l'air, à un départ anticipé du cadre d'active, même si son bénéficiaire peut être rappelé dans des fonctions opérationnelles en cas de besoin.

Agé de quarante-neuf ans, le général Copel, chasseur de formation, a été, en septembre 1981, l'un des plus jeunes officiers de l'armée de l'air française à recevoir ses deux étoiles de général de brigade aérienne. Il a occupé des responsabilités importantes : sous-chef « opérations » au commandement de la défense aérienne de 1975 à 1977, commandant la base aérienne de Reims de 1977 à 1979, puis, à partir de 1980, successivement, chef du 3^e bureau, et sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de l'armée de l'air française à Paris. Compte tenu de son âge et de son « profil » de carrière, le général Copel pouvait espérer atteindre le rang de général de corps aérien.

Dans sa lettre à M. Hernu, le général Copel, explique-t-on au ministère de la défense, ne donne aucune précision sur les raisons qui l'ont amené à demander sa mise en congé du personnel navigant. On ajoute, de même source, qu'il n'est pas dans l'intention du ministre de s'opposer à la demande de l'intéressé.

Placé sous l'autorité du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Bernser Capillon, et dépendant plus particulièrement du major général de l'armée de l'air, le général Achille Lerche, le général Copel

occupait à ce jour des fonctions importantes se rapportant à l'emploi opérationnel des forces aériennes en France, en Europe et sur les théâtres extérieurs, comme c'est le cas, présentement, au Tchad, en liaison avec l'état-major des armées. Dans la mesure où le général Copel ne s'explique pas, dans sa lettre, sur les raisons de son départ et qu'il n'a pas demandé à être reçu par le ministre de la défense, on en est réduit à des hypothèses sur les causes de sa démission.

Il semble que des considérations touchant aux missions, à l'équipement et à l'organisation actuelle des forces aériennes sont à l'origine de la décision du général Copel. A l'état-major de l'armée de l'air, il existe en effet un sentiment assez répandu selon lequel le gouvernement ne prête pas au « fait aérien » dans le monde toute l'attention qu'il mérite.

Ces réflexions ont, du reste, été consignées dans le rapport que M. Loïc Bouvard, député UDF du Morbihan, a consacré à la fin de l'an dernier, au nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, au budget de l'armée de l'air pour 1984. « Les crédits, a estimé le rapporteur, sont à certains égards insuffisants dans le cadre d'une loi de programmation qui impose à l'armée de l'air un profil bas, au risque de diminuer gravement sa crédibilité », et de ne pas permettre de rattraper les retards.

Mais la raison la plus probable et la plus déterminante du départ du général Copel est sans doute la parution prochaine d'un livre de lui sur la stratégie de dissuasion et l'armement nucléaire de la France. Dans les milieux de l'édition, on dit de ce livre qu'il est très critique sur l'action entreprise depuis vingt ans et que l'auteur a voulu signer de son nom en prenant soin, au préalable, par honnêteté intellectuelle, de quitter l'uniforme.

En bref

Bruno Sulak se cache... en prison

Auteur présumé de trois hold-up retentissants, commis en janvier et août 1983, à Paris et à Cannes, contre les joailliers Van Gold et Cartier, et dont le montant total approcherait les 100 millions de francs, Bruno Sulak, vingt-huit ans, a été identifié, le lundi 27 février, parmi les détenus de la prison de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Il avait été incarcéré le 9 février sous une fausse identité. C'est en s'appropriant à passer en Espagne un volant d'une voiture volée que Bruno Sulak, qui avait prétendu être un photographe de presse suédois et se nommer Radisa Savik, avait été appréhendé au poste-frontière de Biarritz.

Les policiers de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) qui surveillaient l'entourage de Sulak depuis sa dernière évasion, en juillet 1982, lors d'un transfert en train, avaient récemment constaté que le malfaiteur ne se manifestait plus auprès de ses amis. Ils avaient passé au crible toutes les interpellations opérées en France ces derniers mois. C'est en examinant une photographie et les empreintes digitales du pseudo Savik qu'ils devinrent d'instinct le malfaiteur. Né en 1955 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie), ancien déserteur de la légion étrangère, déjà évadé deux fois, Bruno Sulak est citoyen yougoslave.

Pourvoi en cassation du parquet dans l'affaire des « grâces médicales »

Le parquet général de la cour d'appel de Versailles a formé, lundi 27 février, un pourvoi en cassation contre l'arrêt de relaxe générale rendu le 21 février par la septième chambre de cette juridiction dans l'affaire dite « des grâces médicales » de Marseille (le Monde du 23 février). Ce pourvoi sera examiné ultérieurement par la chambre criminelle de la Cour suprême au vu du mémoire qui reste à établir.

Instruite à Marseille, l'affaire dite « des grâces médicales », avait été renvoyée devant le tribunal de cette ville « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » et avait été confiée au tribunal de Versailles. Le 16 novembre 1983, ce dernier avait condamné quatre des inculpés, le docteur Alain Colombani, M. André Fraticelli, M. Solange Troiser et le docteur Bernard Mariotti, à des peines modérées et relaxé le quinzième, le docteur Raymond Mazaud. La cour de Versailles devait relaxer les cinq prévenus contre lesquels l'avocat général M. Gorges Meurant avait requis « des peines particulièrement sévères ».

Le salon du préfet de police de Marseille

MM. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, et Jean Lainé, ancien directeur du Journal du Dimanche, ont été respectivement condamnés, le 27 février, à 4 000 francs et 3 000 francs

Un délégué de l'administration pénitentiaire en Corse

La direction régionale de l'administration pénitentiaire de Marseille, dont dépend la Corse, aura désormais un représentant dans l'île. Ce sera M. Jean-Pierre Barbier, qui vient d'être nommé délégué auprès du directeur régional et exercera ses fonctions à Bastia avec compétence pour les départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud.

Cette décision a été motivée par la multiplication des évènements de Bastia et d'Ajaccio — une dizaine — depuis le début de l'année 1983, qui avait entraîné, récemment, l'envoi d'une mission de l'inspection générale de l'administration pénitentiaire.



A TOUT INSTANT IL SE PASSE QUELQUE CHOSE AUX GALERIES LAFAYETTE !!

هكذا من الال

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ECHEC A LA REINE - Quasi de la Gare (585-88-88), 20 h 30.
LE DERNIER FILM - Les Déchiqués (236-00-02), 22 h.
LA BATAILLE D'ARMINIUS - (en allemand) Odéon-Théâtre de France (325-70-32), à 20 h 30.
LA DOUBLE INCONSTANCE - TEP (364-00-00), 20 h 30.
PIYAMÉ ET THÉSÉE - Cité Internationale, Galerie (589-38-64), 20 h 30.
L'HOMME JOE - Cité Internationale, Rensselaire (589-38-64), 20 h 30.
LIBERTÉ A BRÉSIL - Américain, Théâtre Fauriel Gendreau (666-02-74), 20 h 30.
LA PERLE DE LA CANIBÈRE - Sartreville, Théâtre (914-23-77), 20 h 30.

Les salles subventionnées

CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : Concert donné par l'ensemble Musique vivante, dir. Diego Masson.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Tannhäuser, 18 h 30 : Maurice Bourgeois (bouteille).
CARRE - SILVIA-MONFORT (531-28-34), 21 h : le 26 à 16 h : les Perses.

Les autres salles

A DEJAZZ (587-97-34), 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougah.
ANTOINE (208-77-71), 18 h 30 : Hamlet ; 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBREUX (387-23-23), 21 h : Revue de l'Unité.
ASTIER-THÉÂTRE (238-55-53), 20 h 30 : les Femmes.
BASTILLE (357-42-14), 20 h : Grand Magasin.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Naïfs.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Femmes.
CALYPSO (272-25-95), 20 h 45 : L'homme et les chapeaux.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens d'Amérique.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Manège de la villeggiature.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : les Marchands de gloire.
DAUNOU (261-09-14), 21 h : le Chénit.
DÉCHARGES (236-00-02), 19 h : les Esquifs ; 20 h 30 : Gertrude, morte et après-coup.
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Dédé.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : J'accuse, Zola crépuscule.
ESPACE KIRBY (202-50-25), 20 h 30 : Extravagance (Ch. P. Gossy, Th. M. Gossy).
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 : Un million sur la tête.
ESBAION (278-46-23), 21 h 30 : les Chénit ; 20 h 30 : Chénit dans la nuit.
GATE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 66 (326-63-01), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Chénit ; 20 h 30 : la Chénit ; 21 h 30 : la Chénit rouge.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : William I.
LOCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Noces de cire ; 20 h 30 : Stratégie pour deux jumeaux ; 22 h 15 : Un autobus pour Mathilde...
MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 : Rhiannon.
MARIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIGNY (254-04-41), 20 h 30 : Autant en emporte le vent...
MATHURINS (265-00-00), 21 h : la Femme sans nom.
MICHEL (265-53-02), 21 h 15 : On élève un lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Baccarat.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTMARTRE (320-49-90), 21 h : L'homme et les chapeaux.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Emménagement.
PARC DE LA VILLETTE (202-27-28), 20 h 30 : Patience dans l'azur.
PLAISANCE (320-03-06), 20 h 30 : la Coupure de gorge (d'après le roman de J. G. Le Clezio).
POCHE (548-92-97), 20 h 30 : le Phéon.
POTINIERE 20 h 45 : Amassino Amassino.
RENAISSANCE (208-11-00), 20 h 30 : Vincent et Margot.
SAINT-GEORGES (878-43-47), 21 h : Théâtre de Bourdon.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : Agnès.
TAI TE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'Épave des jours...
TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : A la rencontre de Marcel Proust.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 28 février

THÉÂTRE A-BOURVEL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en marie... de vous ; 22 h 15 : les Récurrevités.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Filles de butte ou les seigneurs de Montmartre.
THÉÂTRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), 20 h 30 : Rayon femmes fortes.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Vain Garçon.
THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Angèle tyran de Padoue ; Petite salle 20 h 30 : Enfance.
THÉÂTRE 7 (262-80-81), 21 h : la Vieillesse ; 20 h 30 : Long voyage vers la nuit.
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Média.
THÉÂTRE L'UNION (770-90-94), 21 h : (v.f. de chansons en anglais) : The Rocky Horror Show.
THÉÂTRE DE LA VILLA (542-80-72), 21 h : Tailleur pour dames.
TOURTOUR (587-82-48), 20 h 30 : les Elites et les Esquifs.
TRISTAN-BERNARD (523-08-00), 21 h : Jamais deux sans toi.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Anouilh... en scène... en scène... en scène...
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Éclat.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voir rouge ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Ode aux maîtres sur un air de jazz.
BLANCHES-MANTEAUX (874-54-84), 19 h 30 : les Dames de la nuit ; 20 h 30 : les Dames de la nuit ; 21 h 30 : les Dames de la nuit ; 22 h 30 : les Dames de la nuit.
CARÉ D'EDGAR (322-11-02), 19 h 30 : Tiers voilà deux bouffons ; 21 h 30 : Mangesons d'hommes ; 22 h 30 : Ode au secours ; 23 h 15 : Ode au secours ; 23 h 30 : Ode au secours ; 23 h 45 : Ode au secours ; 24 h : Ode au secours ; 24 h 15 : Ode au secours ; 24 h 30 : Ode au secours ; 24 h 45 : Ode au secours ; 25 h : Ode au secours ; 25 h 15 : Ode au secours ; 25 h 30 : Ode au secours ; 25 h 45 : Ode au secours ; 26 h : Ode au secours ; 26 h 15 : Ode au secours ; 26 h 30 : Ode au secours ; 26 h 45 : Ode au secours ; 27 h : Ode au secours ; 27 h 15 : Ode au secours ; 27 h 30 : Ode au secours ; 27 h 45 : Ode au secours ; 28 h : Ode au secours ; 28 h 15 : Ode au secours ; 28 h 30 : Ode au secours ; 28 h 45 : Ode au secours ; 29 h : Ode au secours ; 29 h 15 : Ode au secours ; 29 h 30 : Ode au secours ; 29 h 45 : Ode au secours ; 30 h : Ode au secours ; 30 h 15 : Ode au secours ; 30 h 30 : Ode au secours ; 30 h 45 : Ode au secours ; 31 h : Ode au secours ; 31 h 15 : Ode au secours ; 31 h 30 : Ode au secours ; 31 h 45 : Ode au secours ; 32 h : Ode au secours ; 32 h 15 : Ode au secours ; 32 h 30 : Ode au secours ; 32 h 45 : Ode au secours ; 33 h : Ode au secours ; 33 h 15 : Ode au secours ; 33 h 30 : Ode au secours ; 33 h 45 : Ode au secours ; 34 h : Ode au secours ; 34 h 15 : Ode au secours ; 34 h 30 : Ode au secours ; 34 h 45 : Ode au secours ; 35 h : Ode au secours ; 35 h 15 : Ode au secours ; 35 h 30 : Ode au secours ; 35 h 45 : Ode au secours ; 36 h : Ode au secours ; 36 h 15 : Ode au secours ; 36 h 30 : Ode au secours ; 36 h 45 : Ode au secours ; 37 h : Ode au secours ; 37 h 15 : Ode au secours ; 37 h 30 : Ode au secours ; 37 h 45 : Ode au secours ; 38 h : Ode au secours ; 38 h 15 : Ode au secours ; 38 h 30 : Ode au secours ; 38 h 45 : Ode au secours ; 39 h : Ode au secours ; 39 h 15 : Ode au secours ; 39 h 30 : Ode au secours ; 39 h 45 : Ode au secours ; 40 h : Ode au secours ; 40 h 15 : Ode au secours ; 40 h 30 : Ode au secours ; 40 h 45 : Ode au secours ; 41 h : Ode au secours ; 41 h 15 : Ode au secours ; 41 h 30 : Ode au secours ; 41 h 45 : Ode au secours ; 42 h : Ode au secours ; 42 h 15 : Ode au secours ; 42 h 30 : Ode au secours ; 42 h 45 : Ode au secours ; 43 h : Ode au secours ; 43 h 15 : Ode au secours ; 43 h 30 : Ode au secours ; 43 h 45 : Ode au secours ; 44 h : Ode au secours ; 44 h 15 : Ode au secours ; 44 h 30 : Ode au secours ; 44 h 45 : Ode au secours ; 45 h : Ode au secours ; 45 h 15 : Ode au secours ; 45 h 30 : Ode au secours ; 45 h 45 : Ode au secours ; 46 h : Ode au secours ; 46 h 15 : Ode au secours ; 46 h 30 : Ode au secours ; 46 h 45 : Ode au secours ; 47 h : Ode au secours ; 47 h 15 : Ode au secours ; 47 h 30 : Ode au secours ; 47 h 45 : Ode au secours ; 48 h : Ode au secours ; 48 h 15 : Ode au secours ; 48 h 30 : Ode au secours ; 48 h 45 : Ode au secours ; 49 h : Ode au secours ; 49 h 15 : Ode au secours ; 49 h 30 : Ode au secours ; 49 h 45 : Ode au secours ; 50 h : Ode au secours ; 50 h 15 : Ode au secours ; 50 h 30 : Ode au secours ; 50 h 45 : Ode au secours ; 51 h : Ode au secours ; 51 h 15 : Ode au secours ; 51 h 30 : Ode au secours ; 51 h 45 : Ode au secours ; 52 h : Ode au secours ; 52 h 15 : Ode au secours ; 52 h 30 : Ode au secours ; 52 h 45 : Ode au secours ; 53 h : Ode au secours ; 53 h 15 : Ode au secours ; 53 h 30 : Ode au secours ; 53 h 45 : Ode au secours ; 54 h : Ode au secours ; 54 h 15 : Ode au secours ; 54 h 30 : Ode au secours ; 54 h 45 : Ode au secours ; 55 h : Ode au secours ; 55 h 15 : Ode au secours ; 55 h 30 : Ode au secours ; 55 h 45 : Ode au secours ; 56 h : Ode au secours ; 56 h 15 : Ode au secours ; 56 h 30 : Ode au secours ; 56 h 45 : Ode au secours ; 57 h : Ode au secours ; 57 h 15 : Ode au secours ; 57 h 30 : Ode au secours ; 57 h 45 : Ode au secours ; 58 h : Ode au secours ; 58 h 15 : Ode au secours ; 58 h 30 : Ode au secours ; 58 h 45 : Ode au secours ; 59 h : Ode au secours ; 59 h 15 : Ode au secours ; 59 h 30 : Ode au secours ; 59 h 45 : Ode au secours ; 60 h : Ode au secours ; 60 h 15 : Ode au secours ; 60 h 30 : Ode au secours ; 60 h 45 : Ode au secours ; 61 h : Ode au secours ; 61 h 15 : Ode au secours ; 61 h 30 : Ode au secours ; 61 h 45 : Ode au secours ; 62 h : Ode au secours ; 62 h 15 : Ode au secours ; 62 h 30 : Ode au secours ; 62 h 45 : Ode au secours ; 63 h : Ode au secours ; 63 h 15 : Ode au secours ; 63 h 30 : Ode au secours ; 63 h 45 : Ode au secours ; 64 h : Ode au secours ; 64 h 15 : Ode au secours ; 64 h 30 : Ode au secours ; 64 h 45 : Ode au secours ; 65 h : Ode au secours ; 65 h 15 : Ode au secours ; 65 h 30 : Ode au secours ; 65 h 45 : Ode au secours ; 66 h : Ode au secours ; 66 h 15 : Ode au secours ; 66 h 30 : Ode au secours ; 66 h 45 : Ode au secours ; 67 h : Ode au secours ; 67 h 15 : Ode au secours ; 67 h 30 : Ode au secours ; 67 h 45 : Ode au secours ; 68 h : Ode au secours ; 68 h 15 : Ode au secours ; 68 h 30 : Ode au secours ; 68 h 45 : Ode au secours ; 69 h : Ode au secours ; 69 h 15 : Ode au secours ; 69 h 30 : Ode au secours ; 69 h 45 : Ode au secours ; 70 h : Ode au secours ; 70 h 15 : Ode au secours ; 70 h 30 : Ode au secours ; 70 h 45 : Ode au secours ; 71 h : Ode au secours ; 71 h 15 : Ode au secours ; 71 h 30 : Ode au secours ; 71 h 45 : Ode au secours ; 72 h : Ode au secours ; 72 h 15 : Ode au secours ; 72 h 30 : Ode au secours ; 72 h 45 : Ode au secours ; 73 h : Ode au secours ; 73 h 15 : Ode au secours ; 73 h 30 : Ode au secours ; 73 h 45 : Ode au secours ; 74 h : Ode au secours ; 74 h 15 : Ode au secours ; 74 h 30 : Ode au secours ; 74 h 45 : Ode au secours ; 75 h : Ode au secours ; 75 h 15 : Ode au secours ; 75 h 30 : Ode au secours ; 75 h 45 : Ode au secours ; 76 h : Ode au secours ; 76 h 15 : Ode au secours ; 76 h 30 : Ode au secours ; 76 h 45 : Ode au secours ; 77 h : Ode au secours ; 77 h 15 : Ode au secours ; 77 h 30 : Ode au secours ; 77 h 45 : Ode au secours ; 78 h : Ode au secours ; 78 h 15 : Ode au secours ; 78 h 30 : Ode au secours ; 78 h 45 : Ode au secours ; 79 h : Ode au secours ; 79 h 15 : Ode au secours ; 79 h 30 : Ode au secours ; 79 h 45 : Ode au secours ; 80 h : Ode au secours ; 80 h 15 : Ode au secours ; 80 h 30 : Ode au secours ; 80 h 45 : Ode au secours ; 81 h : Ode au secours ; 81 h 15 : Ode au secours ; 81 h 30 : Ode au secours ; 81 h 45 : Ode au secours ; 82 h : Ode au secours ; 82 h 15 : Ode au secours ; 82 h 30 : Ode au secours ; 82 h 45 : Ode au secours ; 83 h : Ode au secours ; 83 h 15 : Ode au secours ; 83 h 30 : Ode au secours ; 83 h 45 : Ode au secours ; 84 h : Ode au secours ; 84 h 15 : Ode au secours ; 84 h 30 : Ode au secours ; 84 h 45 : Ode au secours ; 85 h : Ode au secours ; 85 h 15 : Ode au secours ; 85 h 30 : Ode au secours ; 85 h 45 : Ode au secours ; 86 h : Ode au secours ; 86 h 15 : Ode au secours ; 86 h 30 : Ode au secours ; 86 h 45 : Ode au secours ; 87 h : Ode au secours ; 87 h 15 : Ode au secours ; 87 h 30 : Ode au secours ; 87 h 45 : Ode au secours ; 88 h : Ode au secours ; 88 h 15 : Ode au secours ; 88 h 30 : Ode au secours ; 88 h 45 : Ode au secours ; 89 h : Ode au secours ; 89 h 15 : Ode au secours ; 89 h 30 : Ode au secours ; 89 h 45 : Ode au secours ; 90 h : Ode au secours ; 90 h 15 : Ode au secours ; 90 h 30 : Ode au secours ; 90 h 45 : Ode au secours ; 91 h : Ode au secours ; 91 h 15 : Ode au secours ; 91 h 30 : Ode au secours ; 91 h 45 : Ode au secours ; 92 h : Ode au secours ; 92 h 15 : Ode au secours ; 92 h 30 : Ode au secours ; 92 h 45 : Ode au secours ; 93 h : Ode au secours ; 93 h 15 : Ode au secours ; 93 h 30 : Ode au secours ; 93 h 45 : Ode au secours ; 94 h : Ode au secours ; 94 h 15 : Ode au secours ; 94 h 30 : Ode au secours ; 94 h 45 : Ode au secours ; 95 h : Ode au secours ; 95 h 15 : Ode au secours ; 95 h 30 : Ode au secours ; 95 h 45 : Ode au secours ; 96 h : Ode au secours ; 96 h 15 : Ode au secours ; 96 h 30 : Ode au secours ; 96 h 45 : Ode au secours ; 97 h : Ode au secours ; 97 h 15 : Ode au secours ; 97 h 30 : Ode au secours ; 97 h 45 : Ode au secours ; 98 h : Ode au secours ; 98 h 15 : Ode au secours ; 98 h 30 : Ode au secours ; 98 h 45 : Ode au secours ; 99 h : Ode au secours ; 99 h 15 : Ode au secours ; 99 h 30 : Ode au secours ; 99 h 45 : Ode au secours ; 100 h : Ode au secours ; 100 h 15 : Ode au secours ; 100 h 30 : Ode au secours ; 100 h 45 : Ode au secours ; 101 h : Ode au secours ; 101 h 15 : Ode au secours ; 101 h 30 : Ode au secours ; 101 h 45 : Ode au secours ; 102 h : Ode au secours ; 102 h 15 : Ode au secours ; 102 h 30 : Ode au secours ; 102 h 45 : Ode au secours ; 103 h : Ode au secours ; 103 h 15 : Ode au secours ; 103 h 30 : Ode au secours ; 103 h 45 : Ode au secours ; 104 h : Ode au secours ; 104 h 15 : Ode au secours ; 104 h 30 : Ode au secours ; 104 h 45 : Ode au secours ; 105 h : Ode au secours ; 105 h 15 : Ode au secours ; 105 h 30 : Ode au secours ; 105 h 45 : Ode au secours ; 106 h : Ode au secours ; 106 h 15 : Ode au secours ; 106 h 30 : Ode au secours ; 106 h 45 : Ode au secours ; 107 h : Ode au secours ; 107 h 15 : Ode au secours ; 107 h 30 : Ode au secours ; 107 h 45 : Ode au secours ; 108 h : Ode au secours ; 108 h 15 : Ode au secours ; 108 h 30 : Ode au secours ; 108 h 45 : Ode au secours ; 109 h : Ode au secours ; 109 h 15 : Ode au secours ; 109 h 30 : Ode au secours ; 109 h 45 : Ode au secours ; 110 h : Ode au secours ; 110 h 15 : Ode au secours ; 110 h 30 : Ode au secours ; 110 h 45 : Ode au secours ; 111 h : Ode au secours ; 111 h 15 : Ode au secours ; 111 h 30 : Ode au secours ; 111 h 45 : Ode au secours ; 112 h : Ode au secours ; 112 h 15 : Ode au secours ; 112 h 30 : Ode au secours ; 112 h 45 : Ode au secours ; 113 h : Ode au secours ; 113 h 15 : Ode au secours ; 113 h 30 : Ode au secours ; 113 h 45 : Ode au secours ; 114 h : Ode au secours ; 114 h 15 : Ode au secours ; 114 h 30 : Ode au secours ; 114 h 45 : Ode au secours ; 115 h : Ode au secours ; 115 h 15 : Ode au secours ; 115 h 30 : Ode au secours ; 115 h 45 : Ode au secours ; 116 h : Ode au secours ; 116 h 15 : Ode au secours ; 116 h 30 : Ode au secours ; 116 h 45 : Ode au secours ; 117 h : Ode au secours ; 117 h 15 : Ode au secours ; 117 h 30 : Ode au secours ; 117 h 45 : Ode au secours ; 118 h : Ode au secours ; 118 h 15 : Ode au secours ; 118 h 30 : Ode au secours ; 118 h 45 : Ode au secours ; 119 h : Ode au secours ; 119 h 15 : Ode au secours ; 119 h 30 : Ode au secours ; 119 h 45 : Ode au secours ; 120 h : Ode au secours ; 120 h 15 : Ode au secours ; 120 h 30 : Ode au secours ; 120 h 45 : Ode au secours ; 121 h : Ode au secours ; 121 h 15 : Ode au secours ; 121 h 30 : Ode au secours ; 121 h 45 : Ode au secours ; 122 h : Ode au secours ; 122 h 15 : Ode au secours ; 122 h 30 : Ode au secours ; 122 h 45 : Ode au secours ; 123 h : Ode au secours ; 123 h 15 : Ode au secours ; 123 h 30 : Ode au secours ; 123 h 45 : Ode au secours ; 124 h : Ode au secours ; 124 h 15 : Ode au secours ; 124 h 30 : Ode au secours ; 124 h 45 : Ode au secours ; 125 h : Ode au secours ; 125 h 15 : Ode au secours ; 125 h 30 : Ode au secours ; 125 h 45 : Ode au secours ; 126 h : Ode au secours ; 126 h 15 : Ode au secours ; 126 h 30 : Ode au secours ; 126 h 45 : Ode au secours ; 127 h : Ode au secours ; 127 h 15 : Ode au secours ; 127 h 30 : Ode au secours ; 127 h 45 : Ode au secours ; 128 h : Ode au secours ; 128 h 15 : Ode au secours ; 128 h 30 : Ode au secours ; 128 h 45 : Ode au secours ; 129 h : Ode au secours ; 129 h 15 : Ode au secours ; 129 h 30 : Ode au secours ; 129 h 45 : Ode au secours ; 130 h : Ode au secours ; 130 h 15 : Ode au secours ; 130 h 30 : Ode au secours ; 130 h 45 : Ode au secours ; 131 h : Ode au secours ; 131 h 15 : Ode au secours ; 131 h 30 : Ode au secours ; 131 h 45 : Ode au secours ; 132 h : Ode au secours ; 132 h 15 : Ode au secours ; 132 h 30 : Ode au secours ; 132 h 45 : Ode au secours ; 133 h : Ode au secours ; 133 h 15 : Ode au secours ; 133 h 30 : Ode au secours ; 133 h 45 : Ode au secours ; 134 h : Ode au secours ; 134 h 15 : Ode au secours ; 134 h 30 : Ode au secours ; 134 h 45 : Ode au secours ; 135 h : Ode au secours ; 135 h 15 : Ode au secours ; 135 h 30 : Ode au secours ; 135 h 45 : Ode au secours ; 136 h : Ode au secours ; 136 h 15 : Ode au secours ; 136 h 30 : Ode au secours ; 136 h 45 : Ode au secours ; 137 h : Ode au secours ; 137 h 15 : Ode au secours ; 137 h 30 : Ode au secours ; 137 h 45 : Ode au secours ; 138 h : Ode au secours ; 138 h 15 : Ode au secours ; 138 h 30 : Ode au secours ; 138 h 45 : Ode au secours ; 139 h : Ode au secours ; 139 h 15 : Ode au secours ; 139 h 30 : Ode au secours ; 139 h 45 : Ode au secours ; 140 h : Ode au secours ; 140 h 15 : Ode au secours ; 140 h 30 : Ode au secours ; 140 h 45 : Ode au secours ; 141 h : Ode au secours ; 141 h 15 : Ode au secours ; 141 h 30 : Ode au secours ; 141 h 45 : Ode au secours ; 142 h : Ode au secours ; 142 h 15 : Ode au secours ; 142 h 30 : Ode au secours ; 142 h 45 : Ode au secours ; 143 h : Ode au secours ; 143 h 15 : Ode au secours ; 143 h 30 : Ode au secours ; 143 h 45 : Ode au secours ; 144 h : Ode au secours ; 144 h 15 : Ode au secours ; 144 h 30 : Ode au secours ; 144 h 45 : Ode au secours ; 145 h : Ode au secours ; 145 h 15 : Ode au secours ; 145 h 30 : Ode au secours ; 145 h 45 : Ode au secours ; 146 h : Ode au secours ; 146 h 15 : Ode au secours ; 146 h 30 : Ode au secours ; 146 h 45 : Ode au secours ; 147 h : Ode au secours ; 147 h 15 : Ode au secours ; 147 h 30 : Ode au secours ; 147 h 45 : Ode au secours ; 148 h : Ode au secours ; 148 h 15 : Ode au secours ; 148 h 30 : Ode au secours ; 148 h 45 : Ode au secours ; 149 h : Ode au secours ; 149 h 15 : Ode au secours ; 149 h 30 : Ode au secours ; 149 h 45 : Ode au secours ; 150 h : Ode au secours ; 150 h 15 : Ode au secours ; 150 h 30 : Ode au secours ; 150 h 45 : Ode au secours ; 151 h : Ode au secours ; 151 h 15 : Ode au secours ; 151 h 30 : Ode au secours ; 151 h 45 : Ode au secours ; 152 h : Ode au secours ; 152 h 15 : Ode au secours ; 152 h 30 : Ode au secours ; 152 h 45 : Ode au secours ; 153 h : Ode au secours ; 153 h 15 : Ode au secours ; 153 h 30 : Ode au secours ; 153 h 45 : Ode au secours ; 154 h : Ode au secours ; 154 h 15 : Ode au secours ; 154 h 30 : Ode au secours ; 154 h 45 : Ode au secours ; 155 h : Ode au secours ; 155 h 15 : Ode au secours ; 155 h 30 : Ode au secours ; 155 h 45 : Ode au secours ; 156 h : Ode au secours ; 156 h 15 : Ode au secours ; 156 h 30 : Ode au secours ; 156 h 45 : Ode au secours ; 157 h : Ode au secours ; 157 h 15 : Ode au secours ; 157 h 30 : Ode au secours ; 157 h 45 : Ode au secours ; 158 h : Ode au secours ; 158 h 15 : Ode au secours ; 158 h 30 : Ode au secours ; 158 h 45 : Ode au secours ; 159 h : Ode au secours ; 159 h 15 : Ode au secours ; 159 h 30 : Ode au secours ; 159 h 45 : Ode au secours ; 160 h : Ode au secours ; 160 h 15 : Ode au secours ; 160 h 30 : Ode au secours ; 160 h 45 : Ode au secours ; 161 h : Ode au secours ; 161 h 15 : Ode au secours ; 161 h 30 : Ode au secours ; 161 h 45 : Ode au secours ; 162 h : Ode au secours ; 162 h 15 : Ode au secours ; 162 h 30 : Ode au secours ; 162 h 45 : Ode au secours ; 163 h : Ode au secours ; 163 h 15 : Ode au secours ; 163 h 30 : Ode au secours ; 163 h 45 : Ode au secours ; 164 h : Ode au secours ; 164 h 15 : Ode au secours ; 164 h 30 : Ode au secours ; 164 h 45 : Ode au secours ; 165 h : Ode au secours ; 165 h 15 : Ode au secours ; 165 h 30 : Ode au secours ; 165 h 45 : Ode au secours ; 166 h : Ode au secours ; 166 h 15 : Ode au secours ; 166 h 30 : Ode au secours ; 166 h 45 : Ode au secours ; 167 h : Ode au secours ; 167 h 15 : Ode au secours ; 167 h 30 : Ode au secours ; 167 h 45 : Ode au secours ; 168 h : Ode au secours ; 168 h 15 : Ode au secours ; 168 h 30 : Ode au secours ; 168 h 45 : Ode au secours ; 169 h : Ode au secours ; 169 h 15 : Ode au secours ; 169 h 30 : Ode au secours ; 169 h 45 : Ode au secours ; 170 h : Ode au secours ; 170 h 15 : Ode au secours ; 170 h 30 : Ode au secours ; 170 h 45 : Ode au secours ; 171 h : Ode au secours ; 171 h 15 : Ode au secours ; 171 h 30 : Ode au secours ; 171 h 45 : Ode au secours ; 172 h : Ode au secours ; 172 h 15 : Ode au secours ; 172 h 30 : Ode au secours ; 172 h 45 : Ode au secours ; 173 h : Ode au secours ; 173 h 15 : Ode au secours ; 173 h 30 : Ode au secours ; 173 h 45 : Ode au secours ; 174 h : Ode au secours ; 174 h 15 : Ode au secours ; 174 h 30 : Ode au secours ; 174 h 45 : Ode au secours ; 175 h : Ode au secours ; 175 h 15 : Ode au secours ; 175 h 30 : Ode au secours ; 175 h 45 : Ode au secours ; 176 h : Ode au secours ; 176 h 15 : Ode au secours ; 176 h 30 : Ode au secours ; 176 h 45 : Ode au secours ; 177 h : Ode au secours ; 177 h 15 : Ode au secours ; 177 h 30 : Ode au secours ; 177 h 45 : Ode au secours ; 178 h : Ode au secours ; 178 h 15 : Ode au secours ; 178 h 30 : Ode au secours ; 178 h 45 : Ode au secours ; 179 h : Ode au secours ; 179 h 15 : Ode au secours ; 179 h 30 : Ode au secours ; 179 h 45 : Ode au secours ; 180 h : Ode au secours ; 180 h 15 : Ode au secours ; 180 h 30 : Ode au secours ; 180 h 45 : Ode au secours ; 181 h : Ode au secours ; 181 h 15 : Ode au secours ; 181 h 30 : Ode au secours ; 181 h 45 : Ode au secours ; 182 h : Ode au secours ; 182 h 15 : Ode au secours ; 182 h 30 : Ode au secours ; 182 h 45 : Ode au secours ; 183 h : Ode au secours ; 183 h 15 : Ode au secours ; 183 h 30 : Ode au secours ; 183 h 45 : Ode au secours ; 184 h : Ode au secours ; 184 h 15 : Ode au secours ; 184 h 30 : Ode au secours ; 184 h 45 : Ode au secours ; 185 h : Ode au secours ; 185 h 15 : Ode au secours ; 185 h 30 : Ode au secours ; 185 h 45 : Ode au secours ; 186 h : Ode au secours ; 186 h 15 : Ode au secours ; 186 h 30 : Ode au secours ; 186 h 45 : Ode au secours ; 187 h : Ode au secours ; 187 h 15 : Ode au secours ; 187 h 30 : Ode au secours ; 187 h 45 : Ode au secours ; 188 h : Ode au secours ; 188 h 15 : Ode au secours ; 188 h 30 : Ode au secours ; 188 h 45 : Ode au secours ; 189 h : Ode au secours ; 189 h 15 : Ode au secours ; 189 h 30 : Ode au secours ; 189 h 45 : Ode au secours ; 190 h : Ode au secours ; 190 h 15 : Ode au secours ; 190 h 30 : Ode au secours ; 190 h 45 : Ode au secours ; 191 h : Ode au secours ; 191 h 15 : Ode au secours ; 191 h 30 : Ode au secours ; 191 h 45 : Ode au secours ; 192 h : Ode au secours ; 192 h 15 : Ode au secours ; 192 h 30 : Ode au secours ; 192 h 45 : Ode au secours ; 193 h : Ode au secours ; 193 h 15 : Ode au secours ; 193 h 30 : Ode au secours ; 193 h 45 : Ode au secours ; 194 h : Ode au secours ; 194 h 15 : Ode au secours ; 194 h 30 : Ode au

550 من الأسماء

COMMUNICATION

POINT DE VUE

Les droits de l'équipe rédactionnelle : le gouvernement au pied du mur

Pour la première fois est utilisé dans un texte législatif, à l'article 13 du projet de loi sur la presse, le vocable « équipe rédactionnelle ». Faire référence à cette notion d'équipe, c'est reconnaître qu'une rédaction n'est pas une simple addition de journalistes. Que c'est en elle-même une personne avec son histoire, son devenir, sa dignité. En conséquence, elle doit pouvoir s'exprimer en tant que telle, avoir des représentants habilités à parler en son nom, être dépositaire enfin des droits intellectuels et moraux des journalistes.

Jusqu'à présent, le législateur et les organisations patronales de la presse sont convenus bien volontiers que l'équipe rédactionnelle donne au journal sa personnalité, sa vie propre, mais en faisant en sorte que cette personnalité ne tienne pas à conséquence. Sur le plan du droit, de la loi, la rédaction est ainsi restée jusqu'ici un non-être, un fantôme. Selon le gouvernement, le projet de loi sur la presse devait marquer un tournant dans cette politique en apportant « la première reconnaissance légale de la responsabilité des équipes rédactionnelles ».

On pouvait logiquement penser que la majorité agirait en ce sens et que l'opposition, sensible aux intérêts des organisations patronales de la presse, se dresserait contre cette réforme. Or, très curieusement, ce fut le contraire qui se produisit.

Certes, lors de la discussion en commission, l'opposition demanda la suppression de l'article 13, ce qui était prendre une position franchement hostile à la notion d'équipe rédactionnelle. Mais elle devait finalement s'abstenir lors de l'examen de cet article en commission. En séance publique, l'opposition — par la bouche de MM. Toubon, d'Aubert, Médellin et Péricard — se montra favorable à un élargissement des droits de l'équipe rédactionnelle et s'attacha à souligner l'embarras du gouvernement dans cette affaire.

par DENIS PERIER-DAVILLE (*) et THIERRY GANDILLOT (**)

Les débats firent, en effet, constater que le gouvernement et la majorité étaient en réalité opposés à une reconnaissance juridique de l'équipe rédactionnelle, destinée à rester de ce fait sur le plan du droit un fantôme évanescant. Le texte de l'article 13 tel qu'il a été finalement voté par l'Assemblée signifie simplement que dans un quotidien la rédaction doit compter un nombre suffisant de journalistes professionnels pour constituer le journal. « Le principe est clair », a déclaré M. Queyranne, le rapporteur (PS), il ne peut y avoir de journal sans journalistes... Définir la structure juridique de l'équipe rédactionnelle, ses pouvoirs au sein de l'entreprise, n'était pas souhaitable ici. Sans trop se compromettre, M. Filhoud se contenta de dire que l'article 13 « constitue la reconnaissance par la loi de l'existence collective des journalistes ».

Ce qui provoque diverses répliques :

M. d'Aubert : « Le groupe UDF a l'intention de s'abstenir sur cet article car la notion d'équipe rédactionnelle qu'il consacre n'est pas suffisamment mise en lumière à son goût... Les pouvoirs reconnus à l'équipe rédactionnelle sont dérisoires. Vous vous êtes gardés de reconnaître dans la loi l'existence et les droits des sociétés de journalistes ».

M. Toubon : « Le premier ministre a dit aux journalistes en leur présence que le projet de loi leur était favorable. L'opposition a été surprise de constater que la presse ne se limitait pas aux porteurs de capitaux. Mais le problème se pose de savoir comment s'exprimer la nouvelle entité créée. L'article 13 s'arrête en chemin, et ».

(*) Secrétaire général de la Fédération française des sociétés de journalistes.

(**) Vice-président de la FFSL.

beaucoup de journalistes souhaitent que la rédaction soit appelée à désigner des représentants qui puissent participer à la vie du journal. M. Toubon, à un autre moment du débat : « Le gouvernement et la majorité sont en pleine confusion et essaient de faire prendre des vessies pour des lanternes. Selon vous, monsieur le secrétaire d'Etat, le projet reconnaît la responsabilité collective des journalistes. De deux choses l'une : ou bien l'équipe rédactionnelle a une responsabilité collective, et dans ce cas elle doit avoir la personnalité morale ; ou bien l'équipe rédactionnelle ne bénéficie pas de la responsabilité morale, et dans ce cas il ne saurait être question de responsabilité collective. Or vous n'avez cessé de dire que vous n'entendiez pas donner à l'équipe rédactionnelle la personnalité morale. Je ne voudrais pas que ceux qui voteront ce texte soient abusés par les mots ».

M. Péricard : « L'équipe rédactionnelle n'aura pas plus de droits qu'aujourd'hui, et je le regrette profondément ».

A part M. Toubon (PS), qui approuva la volonté des journalistes d'être mieux associés à la vie du journal, la majorité fut sur ce sujet remarquablement silencieuse, mais plus par solidarité gouvernementale que par adhésion réelle à la position du secrétaire d'Etat.

Le débat, qui va prochainement se poursuivre au Sénat, sera intéressant à suivre. Si l'opposition a été sincère dans sa défense de l'équipe rédactionnelle et n'a pas uniquement pris à cette occasion un malin plaisir à embarrasser la majorité, elle devrait à la Haute Assemblée, voter une reconnaissance pleine et entière de l'équipe rédactionnelle.

En seconde lecture à l'Assemblée nationale, le gouvernement aurait alors le choix : soit faire adopter à l'unanimité cet article 13 modifié, soit prendre le risque, plus moral que politique, de faire voter contre une disposition considérée comme essentielle par de nombreuses rédactions.

SUR FR3

« Oser », magazine de la vie associative

« Oser », on se demande pourquoi on a baptisé ainsi ce futur magazine de la vie associative dont le premier numéro sera diffusé le 18 mars prochain, et qu'on retrouvera une fois par mois, le dimanche à 12 heures, sur FR 3. C'est bien l'audace qui manque le plus à cette émission. Les PTT, qui ont inauguré un genre très

moderne, très vivant, avec leur émission « Messages » le samedi sur la même chaîne (le Monde du 16 février), n'ont apparemment pas été suivis. C'est dommage. Ce magazine de cinquante-deux minutes, un peu vieillot, gentil, servait-il regardé par d'autres que les militants associatifs ?

LE DÉBAT SUR L'AUDIOVISUEL PUBLIC

La CFDT propose une « table ronde »

L'affaire Desgrupes pourrait conduire à une concertation importante entre les partenaires du service public de l'audiovisuel sur l'avenir de celui-ci. Le syndicat CFDT, majoritaire dans l'ensemble des sociétés, souhaite aller plus avant dans le débat et propose l'organisation rapide d'une « table ronde » autour de laquelle prendraient part les patrons des sociétés de l'audiovisuel issues de l'ex-ORTF, le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, la Haute Autorité et l'ensemble des représentants du personnel, pour dresser un bilan de la réforme de l'audiovisuel de juillet 1982 et réfléchir sur les moyens dont dispose aujourd'hui le service public pour s'adapter aux enjeux du moment.

« Pierre Desgrupes a soulevé avec raison des problèmes majeurs en ouvrant dans le Monde le débat sur la privatisation et les menaces pesant sur l'avenir du service public », estime M. François Werner, secrétaire général du syndicat CFDT.

M. Werner, qui a lancé l'idée de la réunion quadripartite lors d'une rencontre des syndicats de la radiotélévision avec le PDG d'Antenne 2, vendredi 24 février, juge notamment urgent de se pencher sur trois thèmes dont deux avaient d'ailleurs été évoqués par M. Desgrupes : le financement du service public, les contraintes pesant sur lui et ses chances et ses avantages.

Le PDG d'Antenne 2 devrait recevoir les représentants syndicaux au cours de la semaine. Le climat, toutefois, semble avoir évolué, de plus en plus nombreux étant ceux qui, à Antenne 2, ou dans les autres sociétés, devraient désormais saisir l'« éclat » de Pierre Desgrupes pour provoquer le débat.

C'était pourtant ceux-ci que l'on désirait toucher : sensibiliser le plus largement l'opinion publique afin que les gens « osent, ensemble, utiliser leur droit de citoyen à la télévision ». Coproduit par FR 3 (on sait que la vie associative est une idée chère à M. André Holleaux, président de la troisième chaîne) et la FONDA (Fondation pour la vie associative, qui regroupe plus de sept cents fédérations et associations nationales et locales), ce nouveau magazine montrera les différentes facettes de la vie dans les associations (un Français sur deux fait partie d'une association), les possibilités pour les citoyens de défendre une cause qui lui est chère, le paysage, une langue, de gérer une crèche parentale, un centre social, etc.

On y trouvera donc des informations sur les associations, des reportages sur les terrains (exemple : la solidarité de voisinage, l'accès à l'emploi pour les jeunes, vivre et travailler au pays), on y verra des « lieux » où il se passe quelque chose, des « vedettes » qui consacrent leur temps à une cause, on y invitera des « grands témoins ».

Le souci de la FONDA, qui est responsable du contenu et de la forme des émissions, est de faire participer un maximum d'associations à l'élaboration de chacune des émissions. C'est Scope 4, société de production audiovisuelle née de la coopération créée en 1968 par Roger Louis, qui se charge de la réalisation en tant que producteur délégué ; FR 3 en assure le passage à l'antenne. « Oser » fait partie d'un certain nombre d'initiatives prises par la FONDA en direction des médias : édition d'une lettre d'information, radios locales (dont Espace 1901, dans la région parisienne).

CATHERINE HUMBLLOT.

* Fondation pour la vie associative, 18 rue de Varenne, Paris 75007. Tél. : 549-06-58.

** Scope 4, 12 rue Clavel, Paris 75019. Tél. : 607-80-81.

L'avenir

de la création audiovisuelle

DES RÉALISATEURS DE TÉLÉVISION S'ADRESSENT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vingt-quatre réalisateurs de télévision viennent d'adresser au président de la République une « lettre ouverte » à propos des difficultés de la création audiovisuelle. « Au moment où la France s'apprête à prendre un tournant capital dans le domaine de l'audiovisuel, où les industries, les équipements, vont connaître un développement sans précédent, à la mesure du nouvel horizon européen et mondial, rien n'est plus, semble-t-il, pour la production des programmes des sociétés de télévision », écrivent-ils. Ils s'attachent en particulier de la réduction des budgets de production des chaînes.

« Dans le temps, où, par une politique neuve et des moyens importants, vous avez entrepris d'encourager le développement du théâtre, de la musique, des musées, de la lecture, du cinéma, des arts plastiques, est-il possible que ceux qui nous gouvernent aient décidé d'ignorer, ou de mépriser, voire d'abandonner, le plus grand moyen authentiquement populaire de création et de culture, le plus puissant agent de communication, d'éducation et de spectacle de notre temps ? (...) Si l'on suit la « pente actuelle », concluent-ils, c'est tout le programme français qui disparaît, c'est l'invasion définitive de nos écrans par des produits étrangers ».

Ont signé ce texte : Marcel Blüwal, Alain Boudet, Claude Brulé, Jean Chénat, Jean-Marie Coldefy, Jean Cosmes, Marie-Joséphine Dubergé, Maurice Dugowson, Maurice Falevry, Jacques Faust, Michel Favart, Maurice Frydland, Roger Kabane, Jean L'Hôte, Michel Mitran, Jean-Pierre Marchand, Marc Pevaux, Roger Pigaut, Jean-Paul Roux, Raoul Sangla, Claude Santelli, Jean-Paul Sassy, Roger Vrixy, Michel Wya.

Mardi 28 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Politiques. Emission de J. Lanzi et L. Barrière. Un face-à-face : M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, et M. Marie-France Garaud, présidente de l'Institut international de géopolitique. Un débat animé par Jean Lanzi, auquel participent M. Bassi, directeur de France-Soir Magazine, et L. Lévy, directeur de la rédaction d'Europe n° 1, autour de trois thèmes : l'Europe politique, les euro-missiles et le désarmement, l'engagement des troupes françaises au Tchad et au Liban.
- 21 h 50 Musique : « Concerto pour orchestre », de Béla Bartók. Par l'Orchestre français des jeunes sous la direction de J. Kaltenbach. Une des plus grandes œuvres en cinq mouvements du compositeur hongrois.
- 22 h 35 Documentaire : Comédie instrumentale. Emission de G. Despouy, réal. D. Offroy, avec la collaboration du ministère de la culture. Une photographie de la facture instrumentale en France : si la lutherie de Mirecourt a connu de graves difficultés de marché, les cuivres évoluent au rythme industriel, un bilan qui va des instruments traditionnels — cloches, accordéon, piano — aux derniers synthétiseurs et ordinateurs.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 Cinéma : « Les Egoïstes du paradis ». Film français de J. Giovanni (1978), avec F. Huster, J.-F. Balmer, L. Kedrova, M. Dali, G. Briand, M. Subor. Un ancien baroudeur, établi photographe à Nice, réunit une bande pour préparer et réussir le cambriolage de la salle des coffres d'une grande banque. Reconstitution de ce qu'on a appelé, en 1976, le « casse du siècle », dont Albert Spaggiari, arrêté ensuite, puis évadé, fut le cerveau. Giovanni sacrifie, une fois de plus, au romantisme de la pègre, et Francis Huster fait de Spaggiari un nouvel Arsène Lupin.
- 22 h 35 Mardi cinéma. Avec M. Serrault, J.-L. Trintignant, G. Jugnot, M.-C. Barrauli, A. Stewart.
- 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Maman a cent ans. Film espagnol de C. Saura (1979), avec G. Chaplin, R. Aparicio, A. Madoz, F. Fernan Gomez, N. Briski. L'ancienne gouvernante des jeunes enfants d'une famille

bourgeoise est invitée avec son mari à la fête donnée pour le centenaire de la grand-mère. Bien des choses ont changé, mais un complot se tisse contre l'aïeule. Continuation, dans la société d'après-Franco, d'Ara et les loups (1972). Saura a fait revivre le personnage de Gertrude Chaplin et repris les mêmes acteurs principaux pour une comédie d'amour noir raillant une cellule familiale disloquée, un ordre moral désormais anachronique.

- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Avec le temps : Claire. Emission de M. Grégoire.
- 22 h 45 Prélude à la nuit. Diptyque 70 pour violoncelle et orchestre, d'Argenzio Jorio, interprété par l'Orchestre de chambre de la Fondation de France Michelle-Napolitano, avec A. Bellumini, soliste, sous la direction de F. Zlgante.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Film : Koenigsmark. De Maurice Tourneur.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleté : Le 16 à Kerbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Dialogues : « Peut-on penser le bonheur ? », avec Kenneth White et Robert Misrahi.
- 21 h 15 Musique : exemples et découvertes des amis de la musique de chambre.
- 22 h 30 Nuits magiques : invitation au voyage (un médium : G. Assal).

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Jazz : les irréfutables.
- 20 h 30 Concert (donné au TNP le 12 décembre 1983) : des grands interprètes aux jeunes talents, Elégie pour violoncelle et piano en ut mineur, de Fauré ; Improvisation pour piano en ut majeur, de Schubert ; Sonate pour violoncelle et piano n° 1 en mi mineur, de Brahms, par F. Lodon, violoncelle, et F. Kullian, piano.
- 21 h 50 Concert (donné le 5 septembre 1983 à la salle Pleyel) en simultané avec TF 1 : Concerto pour orchestre, de Bartok, par l'Orchestre français des jeunes, dir. J. Kaltenbach.
- 23 h 15 Fréquence de nuit : jazz-club en direct du New Morning, le Quintette du saxophoniste A. Cobb.

Mercredi 29 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Vitamine : spécial Hergé. Un patchwork de petits sujets qui vont des maîtres de la BD aux jeux vidéo, en passant par les dessins animés.
- 16 h 10 Jour du jeu de la semaine.
- 16 h 15 Temps.
- 17 h 10 Un métier pour demain : les métiers de l'habillement et de la couture.
- 17 h 25 Infos jeunes.
- 17 h 30 Spécial dessins animés.
- 18 h 10 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Jeek spot.
- 18 h 55 7 h moins 5.
- 19 h Météo première.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 19 h 53 Tirage de la loterie nationale.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du loto.
- 20 h 35 Feuilleté : Dallas. Bobby enquête sur les activités de J. R. Ce dernier annonce son intention d'ouvrir une chaîne de stations-service.
- 21 h 25 Magazine santé : L'infarctus. D'Igor Barrière et E. Lalou. Des problèmes posés aux malades après un infarctus. Des interviews de patients, des professeurs Slama et Baufils, de l'hôpital Lariboisière.
- 22 h 55 Aujourd'hui l'expressivisme. Emission de G. Chaboud et G. Kariou. Cinq peintres expressionnistes. Autour de l'expressionnisme cinq peintres qui se reconnaissent de cette école picturale : l'Espagnol Orlando Prieto, le Grec John Christoforou, le Suédois Lindström, le Yougoslave Velickovic et le Français Maurice Rocher.
- 23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 55 Feuilleté : Les amours romantiques.
- 13 h 55 Les carnets de l'aventure.
- 14 h 25 Dessins animés.
- 14 h 30 En coulisses (les coulisses du tournage d'un film d'école).
- 16 h Récit A 2. Papivole, Latulu et Lirel : les petites canailles ; les Schtroumpfs ; les mystérieuses cités d'or...
- 17 h 30 Bizarrocity. Avec Pierre Rispail et le groupe Transfert.
- 18 h Plateau 45. Avec Yes, The Romantics, Little Bob Story, Kim Wilde, Chagrin d'amour.
- 18 h 30 C'est le vie.
- 18 h 40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Des poupées de magazines. Réal. E. Zwick, avec J. Hackett, J. Warren, D. Hannah. Exploitées et manipulées ignominieusement par leur mère ambitieuse, deux révoltées jeunes filles commencent une carrière de mannequin de mode. Malgré l'écueil de leur révolte, elles sont toutes deux très malheureuses. Vaine maman, pauvres filles.
- 22 h 10 Psy-show. Emission de Pascal Bregnot, S. Lesclaire, D. Chégaray et B. Bouthier. Pascal Bregnot abandonne le couple pour se pencher sur la famille. Dans un climat d'intimité, une mère et un fils essaient, aidés par Momi Elkhatim, analyste spécialiste des thérapies collectives et familiales, de comprendre cette relation d'amour et de violence qu'ils vivent depuis plusieurs années.
- 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
- 20 h 35 Cinéma 16 : le Groupe. Scénario de R. Caron et J. Streiff, réal. J. Streiff, production FR3 Nord-Francie - Pas-de-Calais. Avec P. Messe, M. Trintignant, A. Jolivet.

Sophie, une jeune fille de dix-huit ans, coincée entre des parents et un travail désespérément ennuyeux, rêve de rencontrer son chanteur préféré. Révélez à Sophie l'avenir de la star du rock'n'roll en tournée. Bon voyage.

- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Avec le temps : Jocelyne. Emission de M. Grégoire.
- 22 h 40 Prélude à la nuit. Sonate n° 2 pour violon et piano, de J. Brahms, interprétée par H. Le Floch, violon, et G. Pludermacher, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Pinocchio.
- 17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
- 17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 5 Renart (d'après le Roman de Renart).
- 18 h 20 Mon ami Guignol.
- 18 h 30 Destination vingt ans. Magazine d'informations.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleté : Le 16 à Kerbriant.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Mathématiques.
- 8 h Les chemins de la connaissance : Histoire et modernité du jansénisme ; à 8 h 32, La conquête du pôle Nord.
- 8 h 50 Echec au hasard.
- 9 h 7 Mathématiques des sciences et des techniques.
- 10 h 45 Le livre, ouverture sur la vie : « Cinq châteaux de cartes », avec Jacques Bern.
- 11 h 2 Musique : Ralph Vaughan-Williams (et à 13 h 30, à 17 h 32 et 20 h).
- 12 h 5 Agora, avec A. Sauvy.
- 12 h 45 Panorama de l'Algérie.
- 14 h 5 Un livre, des voix : « L'insoutenable légèreté de l'être », de Milan Kundera.
- 14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : pas de loisir pour les petits écoliers.
- 15 h 2 Les spectacles de France-Culture : Variation 4 (avec E. Roudinick) : créateur en parfumerie ; à 15 h 35, Cosmologies (de l'énergie à l'univers relativiste) ; à 16 h 10, Sciences (le flair des vertébrés) ; à 17 h, Raison d'être.
- 18 h 30 Feuilleté : Nos ancêtres les jeunes filles.
- 19 h 25 Jazz à l'antenne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : Le langage des anges, avec M. de Cortaue.
- 20 h 15 Musiques : Ralph Vaughan-Williams, soirée lyrique : « Sir John in love », opéra en 4 actes (d'après les « Joyeuses commères de Windsor » de Shakespeare). Avec l'Orchestre National Philharmonia, dir. M. Davies.
- 22 h 30 Nuits magiques : invitation au voyage.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h à 6 h Fréquence de nuit : à 1 h, Telemann ; à 1 h 15, Concert : œuvres de Mendelssohn, Chausson, Malher, Reger, par l'Orchestre national de France.
- 6 h 2 Ptitesses et légères : Œuvres de Strauss, Geofroy, Grothe...
- 6 h 30 Musique de maître : Œuvres de Vivaldi, Glinka, Cherubini.
- 7 h 10 Concert (Echanges internationaux, donné au Festival 1983 d'Innsbruck) : Suite en la majeur pour violon de gambe et clavier, de Marais, Suite n° 2 en fa majeur pour deux flûtes de Motteret.
- 7 h 45 Le Journal de musique.
- 8 h 12 Magazine de l'actualité du disque.
- 9 h 5 Musiciens d'aujourd'hui : Rudolf Firkušny.
- 12 h 35 Jazz : la chanson de Louis.
- 13 h Opérette magazine : la Veuve joyeuse, de Lehár.
- 13 h 30 Jeunes solistes : Œuvres de Schubert et Roussel, par le trio Euterpe.
- 14 h 4 Microcosmos (pour les jeunes) : Emissions habituelles.
- 17 h 5 Histoire de la musique.
- 18 h L'imprévu : Jazz où jouent-ils ?
- 19 h 5 Concert : Œuvres de Beethoven, par le Quatuor Bernède et J. Robin, piano.
- 20 h Les chants de la terre.
- 20 h 30 Concert : (Festival de Berlin 1983) : ouverture de Faust, de Wagner ; Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur, de Schumann ; Six Pièces pour orchestre, de Weber ; Mari et transfiguration, poème symphonique, de R. Strauss, par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dir. C. Abbado ; sol. N. Gutman, violoncelle.
- 22 h 30 Fréquence de nuit : Musique et psychanalyse, la mélancolie.

	La 1ère*	La 2ème T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	58,00	66,42
AUTOMOBILES	58,00	66,42
AGENDA	58,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère*	La 2ème T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	58,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,60
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parages.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SUD OUEST

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Filiale d'un important groupe multinational, orienté vers les techniques de pointe et plus précisément dans l'électronique, nous recherchons notre :

- Technique en gérant la productivité, le planning de fabrication et les méthodes.
- Economique en respectant des critères de qualité, de coût, de délai.
- Humaine en encadrant une soixantaine de personnes.

Dynamique, ayant le tempérament d'un animateur, bon gestionnaire, vous serez membre du Comité de Direction et collaborerez ainsi aux grandes orientations de notre développement futur.

Agé de 32/35 ans minimum, de formation supérieure, de préférence en électronique (Ingénieur Diplômé ou équivalent) vous avez une solide expérience dans la Direction d'ateliers de fabrication. Vous pouvez nous prouver votre efficacité au niveau du respect des objectifs fixés et votre réussite en tant que Manager.

Une formation complémentaire vous sera offerte aux Etats-Unis, la connaissance de l'anglais est donc indispensable. La rémunération proposée, la taille humaine de notre Société et sa localisation (ville très agréable du sud-ouest) motiveront un candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 882 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181, av. Ch. de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



Assisted Intelligence Design

PARIS SAN FRANCISCO TOKYO

Bureau d'études Micro-Electronique (HARD & SOFT)

Budget : US\$ 3 millions assuré pour 1984

Recherche pour diriger l'entreprise située au centre de Paris (RER - CHATELET)

le DIRECTEUR

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMMERCIAL

• parfaitement bilingue Anglais/Français

• expérience probante de la gestion d'une PME

• capable de diriger une équipe très jeune et dynamique dont la passion du travail occupe la vie personnelle et familiale.

250000 F/AN

+ fort intéressement aux résultats.

Lettre manuscrite en ANGLAIS

et CV en Français à :

MICRO-ARCHI, 79, rue du Temple 75003 PARIS

Le PACT - Guadeloupe - organisme en formation

recherche

SON DIRECTEUR

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR

DU BATIMENT, il doit avoir une très bonne

connaissance des problèmes de réorption et

d'amélioration de l'habitat insalubre.

Le PACT, association sans but lucratif, gère les aides

publiques pour l'amélioration de l'habitat.

Il réalise le montage technique et financier de l'aide et de

ses suivis.

Renseignements : DDE Guadeloupe,

R.P. 54,

97102 BASSE-TERRE.

Réponse avant le 30 mars 1984, joindre C.V.

REGION PICARDE

Association d'élites

et de réalisation

d'opérations

d'urbanisme

recherche

UN DIRECTEUR

Chargé de l'association, an-

ciation d'équipes opérationnelles,

développement des relations

publiques.

Exp. : réelle de 3 à 5 ans d'ex-

périence, d'opérateur de réalis-

ation de l'habitat public et

privé, de maîtrise d'œuvre ur-

baire ou d'aménagement rural.

Env. C.V. + photo et prétent.

à l'U.P.A.-C.T. Picardie, 5, rue

Vincennes-Auxois, 80000 Amiens.

Association 1901 recrute

directeurs (titres)

du centre de Victoria (RAPD)

d'opérations ou techniques

pour encadrer des camps

d'été en

en AUVERGNE

pour juillet et août 1984.

Envoyer C.V. à APSPA,

17, place Lafayette,

63100 St-Genès,

tel. 071 50 00 70.

Diriger l'exploitation des services techniques et généraux

Tours, ensembles immobiliers commerciaux...

Paris

Nous sommes une société de services, filiale d'un important groupe français d'ingénierie, de chauffage climatisation et protection incendie. Notre spécificité est de prendre en charge, pour des grands ensembles immobiliers (hospitaux, commerciaux, bureaux...), la totalité des prestations techniques (électricité, chauffage, climatisation...) ainsi que la mise en place et la gestion des services généraux (réception, standard, gardiennage...).

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un ingénieur de 35 ans environ, ayant complété sa formation par l'IAE, l'ICG... et qui doit pouvoir justifier d'une expérience réussie de direction et d'animation dans des sociétés de services similaires.

Il doit être un ingénieur polyvalent, un animateur, mais aussi un homme d'organisation et de gestion.

Sous l'autorité du Directeur Général, il aura la charge d'une dizaine de contrats, qu'il devra gérer au mieux, en coordonnant l'activité des chefs d'établissement, les appuyant dans leur rôle technique, administratif, commercial, ainsi que dans la gestion et l'animation de leur personnel.

CORT

A. RUELLAN vous remercie de lui envoyer votre CV + photo s/réf. 2989 M en indiquant votre rémunération actuelle à CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

Un des leaders de la fabrication d'outillage à base de diamant et supra-brasifs, filiale d'un grand groupe étranger cherche pour renforcer sa structure de direction un jeune

Ingénieur A et M

Il a une première expérience en fabrication et souhaite participer à l'expansion d'une société performante à objectifs internationaux et aux technologies diversifiées et sophistiquées, réclamant ouverture d'esprit et capacité d'invention.

Dans un premier temps

ASSISTANT A LA DIRECTION GENERALE

il mènera des études visant à une réorganisation de la production et à l'introduction de l'informatique industrielle.

Il devra se faire accepter à tous les niveaux pour créer le poste de

directeur d'usine

dans un délai d'un à 2 ans.

Anglais indispensable.

Poste situé à 90 km de Paris. Résidence au choix.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence 2382-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION

47, av. Alsace-Lorraine

9280 ANTONY

Direction des comptabilités

C.A. consolidé 1 milliard de Francs

Nous sommes un groupe de dimension internationale secteur de la construction électrique constitué de plusieurs entreprises à taille humaine, unités industrielles distinctes.

Votre mission sera de regrouper et de diriger les services comptables de 4 entreprises : unification des structures, harmonisation des procédures, consolidation des résultats.

Votre objectif sera d'en faire un instrument de gestion véritablement opérationnel au profit de la Présidence du groupe.

Nous voulons un professionnel de la comptabilité, parfaitement rodé aux techniques comptables, à l'utilisation de l'informatique ; à l'encadrement et dont l'expérience aura été acquise essentiellement dans le secteur industriel.

Faites-nous part de vos intérêts et motivations en écrivant sous

référence 360 G. à



claud debray conseil

78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Votre réussite passe par l'Arabie Saoudite !

Spécialiste français des techniques de lubrification, le Groupe COFRAN, solidement implanté en France, poursuit avec succès son développement à l'étranger.

Nous vous proposons, après une formation commerciale et technique très complète, de devenir

Conseiller technique et commercial résident à Jeddah

Vous avez : - environ 20 ans, de préférence marié, et des connaissances en mécanique (bac technique...), - et envie de vous investir pour réussir dans un poste évolutif à court terme, - une pratique courante de l'anglais.

Vous serez responsable : - de renforcer l'action des agences de distribution, - de consolider la position de COFRAN chez les clients et développer une clientèle nouvelle, - de assurer le suivi et l'assistance technique auprès des clients, - de contrôler la gestion de l'agence locale.

Outre les larges possibilités d'évolution liées à ce poste, vous bénéficierez d'une rémunération très attractive (contrat d'expatriation, congés, logement, déplacements...).

Ainsi, si vous êtes disponible et prêt à prendre des responsabilités à l'étranger, adressez ou plus vite votre dossier de candidature complet à :

Sophie Bequet-Union, 39 quai Voltaire

75001 Paris, à qui nous avons confié ce recrutement.



A LARGE U.S. COMMUNICATIONS COMPANY

recherche :

highly qualified

field engineer

with :

- solid background in electronics

- minimum 5 years experience in repair, main-

tenance and installation of a wide range of

communications equipment.

Applicants must be bilingual english/french,

willing to travel and relocate to North Africa.

Attractive salary and benefits.

Please send resume, salary history

and requirements to CONTESTE PUBLICITE

(Ref. 88883) 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, who will forward

All information will be treated

in strict confidence.

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

« Bureau du Projet Education » à BUJUMBURA.

Pour sa régie de construction, désire engager pour des projets de constructions scolaires.

a) dans l'immédiat :

1 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT, diplômé Architecte,

Ingénieur civil ou industriel, pour établissement des dossiers d'exécution et

surveillance de chantiers d'écoles réparties sur toute l'étendue du Burundi

(+ 27.800 km²).

Expérience : minimum 10 ans de pratique professionnelle dont au moins

4 années dans un pays en voie de développement.

Logement : à Bujumbura, missions constantes à l'intérieur du pays.

Qualités requises : Bon meneur d'hommes, dynamique, en excellente santé,

parlant français et accessoirement Kirundi et/ou swahili.

b) pour la fin 84 :

2 CONDUCTEURS DE TRAVAUX EXPÉRI-

MENTÉS, Ingénieurs techniciens, conducteurs des travaux par

expérience ou équivalent, pour assurer la conduite des travaux de gros

œuvre et de parachèvement d'écoles.

Expérience : minimum 10 ans de pratique dont au moins 3 années dans un

pays en voie de développement.

Logement : SUR CHANTIER en caravanes, en tentes ou en conteneurs

aménagés.

Qualités requises : idem que plus haut.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur le Directeur du Bureau du Projet Education (B.P.E.),

Boîte Postale 2250, BUJUMBURA (BURUNDI).

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE

EUROPÉEN FLORENCE

solicite les candidatures pour une chaire de professeur

dans le département des Sciences Économiques. Les

candidatures dans tout domaine des Sciences Économiques

seront prises en considération. A qualifications

équivalentes, préférence sera donnée aux candidats dont le

travail et l'intérêt portent sur la MACROÉCONOMIE

APPLIQUÉE.

Seules les candidatures de personnes occupant une

fonction comparable dans une université ou un institut de

recherche seront considérées.

La nomination prévue à partir du 1^{er} septembre 1984

vaudra pour une période de trois ans renouvelable.

Les candidats sont priés d'envoyer un C.V. complet

accompagné d'une liste des publications essentielles et d'un

exposé détaillé des recherches envisagées à l'IUE.

Dear Sirs: I am enclosing the curriculum vitae of 31 March 1984

(cachet de la poste).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au

Service académique de l'Institut Universitaire Européen

Basil Fiesole, 1 - 30016 S. Doménico di Fiesole (FI),

Italie.

emplois internationaux

Cette classification permet aux

sociétés nationales ou internationales de

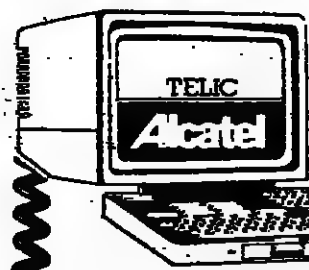
faire publier pour leur siège ou leurs

établissements situés hors de France

leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique, grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires. La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement. Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre DIRECTION INDUSTRIELLE.

Nos équipes (1700 personnes) ont réussi dans un délai très bref et avec un niveau de qualité reconnu, l'industrialisation et la fabrication de produits d'électronique de pointe et de grande diffusion, tels que le Minitel. A une production journalière de plus de 1000 Minitel, 1000 lignes PABX, 600 systèmes d'intercommunication, 3000 postes téléphoniques, s'ajoute la réalisation de systèmes complets à la demande destinés aux équipements spécifiques de certains clients nationaux et aux besoins de l'exportation vers plus de 30 pays.

RESPONSABLE DES MOYENS DE CONTROLE

Vous serez chargé de développer et de mettre en place de nouveaux moyens de tests et de contrôle pour la production en série de systèmes électroniques de haut niveau de qualité. En liaison avec les services de conception et de développement, vous participerez au choix de ces outils de contrôle dans les unités opérationnelles de fabrication, vous serez responsable du suivi et de l'optimisation de ces moyens. Ingénieur électronicien, vous possédez de bonnes connaissances en circuits logiques à base de microprocesseurs et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience de production de matériels électroniques, notamment au sein d'un Service des Méthodes ou d'Industrialisation.

INGENIEURS INDUSTRIALISATION

Vous serez chargé d'industrialiser des systèmes de communication de haute performance (autocommutateurs, intercom, terminaux téléphoniques). Vous assurerez l'interface entre les services de conception et de développement et les unités opérationnelles de fabrication. Ingénieur Electronicien, vous possédez une première expérience de production de matériels électroniques, au sein d'un Service Méthodes ou d'Industrialisation.

INGENIEURS METHODES

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (ENI Belfort, Brest, Metz, ECAM...), débutant ou ayant une première expérience au sein d'un Service des Méthodes, si possible d'une entreprise fabriquant des matériels électroniques, vous aurez pour mission de préparer la mise en production de systèmes d'électronique professionnelle. Nous vous proposons un plan d'évolution motivant : « vous aurez l'occasion d'approfondir vos connaissances techniques et de connaître notre entreprise au sein des services de Méthodes et/ou d'Industrialisation » après cette première étape, nous pourrions vous confier la responsabilité plus globale d'une de nos unités opérationnelles de fabrication.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive. A 25 km de la Forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, Carrefour de l'Europe, vous offrez une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace. Adressez CV à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité. TELIC-ALCATEL 204, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.



Un grand nom de la télématique

L'évolution rapide de la technologie de nos matériels nous amène à renforcer notre structure au sein de la Direction des Etudes et Développement. Intégré au Service Industrialisation des Produits, nous créons un poste d'

Ingénieur chef de groupe technologies électroniques

Maîtrisant la technologie des composants, des circuits imprimés et de la connectique, il aura dans ces domaines à proposer et valider les solutions répondant au cahier des charges, établir les dossiers de définition, rechercher de nouvelles sources et rationaliser les composants. Il s'appuiera pour cela sur une équipe en place de 10 techniciens et dessinateurs travaillant en liaison étroite avec les services projets, méthodes, achats et qualité.



Ingénieur de formation, une expérience de 5 ans minimum à un poste similaire sera appréciée. Localisation : QUIMPER Sud-Finistère.

Merci d'adresser lettre de candidature + photo + C.V. sous la référence ICG/2408 à A.C.P. ENTREPRISES - 12, rue Duplex - 29200 BREST - Tél. : (98) 48.20.78.

Entreprises

jeune ingénieur physique ou électronique

Des équipements qui répondent aux exigences d'une technologie avancée, un centre de diffusion particulièrement performant : tels sont les points forts de notre usine installée près de NICE. C'est plus particulièrement pour ce centre de diffusion que nous recherchons un INGENIEUR D'EQUIPEMENT débutant. Il prend en charge un équipement de production (installation, pièces détachées, contrat de maintenance) avec pour objectif d'en améliorer le rendement. De bonnes connaissances en informatique lui seront utiles. Intégré à une équipe de 30 personnes, il forme et anime une partie de celle-ci.

Monique NERRET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous réf. SC0284/2M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

ENSAM, ICAM, INSA OU EQUIVALENT VIVRE EN TOURAINE ET TRAVAILLER DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Nous sommes le premier fabricant mondial de roulements qui représente 70 % de notre CA de 2 milliards de F. 5000 personnes en France dont 1350 dans notre unité tourangelaise. Selon votre expérience, vous pouvez prendre le poste d'

INGENIEUR PRODUCTION

Rattaché au Chef de Production vous veillez au respect des normes de qualité, aux délais et aux coûts pour partie des ateliers de rectification et d'assemblage : vous encadrez 200 personnes. Vous participez activement à l'étude et à la mise en place de nouvelles procédures permettant d'améliorer le rapport qualité/prix ; prévoyez les implantations de machines ; faites évoluer les méthodes de fabrication tant en lignes qu'en colonies, etc... Il vous faut, pour être à l'aise dans ce poste, une expérience d'au moins 4 ans en qualité de responsable d'atelier de production. La connaissance de la rectification est un plus. (réf. 84/37/97).

INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Votre préoccupation : la qualité de notre production de roulements au niveau des différents ateliers. Pour cela, vous animez le service contrôle qualité (50 personnes) et vous participez de très près à la réalisation du plan « Qualité ». 2 ans au moins d'expérience en fabrication ou contrôle qualité, dans l'industrie mécanique de préférence, sont requis pour ce poste qui est rattaché au chef du service contrôle. (réf. 84/37/98)

Ces deux fonctions requièrent : c'est évident - d'incontestables qualités de contact, d'autonomie et d'autorité, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. Notre Conseil garantit la plus totale discrétion aux candidats qui voudront bien lui adresser un dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) mentionnant la référence du poste choisi.



1, rue Grégoire - BP 1522 - 37015 TOURS CEDEX

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques « clés en mains ». 15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation.

Nous recherchons pour notre DIVISION ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

ingénieur électronicien haut niveau

Responsable de groupe développement

Basé à Grenoble, rattaché au Service conception technique du département systèmes et électronique de sûreté, il animera dans un 1er temps une équipe d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens chargés du développement des sous-ensembles électroniques. Il supervisera et coordonnera la réalisation des études de sûreté et de fiabilité de ces sous-ensembles et des équipements en logique câblée.

L'homme que nous recherchons est un leader à fort potentiel, ayant acquis de larges compétences dans les domaines de l'industrie électronique depuis l'analogique bas niveau jusqu'aux techniques programmées (micro-processeurs). Il parle sinon couramment, du moins assez bien l'anglais. (Référence CFR 220)

Nous recherchons également pour plusieurs de nos départements à Grenoble :

jeunes ingénieurs électroniciens

grandes écoles d'ingénieurs.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs débutants, ou de préférence, disposant d'une première expérience, de formation électrotechnique et électronique de puissance, ou électroniciens, créatifs, désireux de participer au développement d'activités porteuses. (Référence CFR 221)

Les performances du groupe, allées à une politique dynamique de mobilité permettent d'envisager d'intéressantes perspectives de développement de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres à MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX

un spécialiste du conditionnement...

parce que l'habit fait un peu le moine

Les produits O'CEDAR, vous connaissez bien sûr, vous en appréciez l'efficacité et avec l'œil du professionnel, vous avez remarqué la qualité de leur emballage. C'est aujourd'hui pour nos nouveaux produits que nous complétons sur vos compétences, compétences acquises au cours d'une expérience qui a fait de vous un véritable technicien de l'emballage et du conditionnement des produits de grande consommation. Vous aurez la responsabilité de la création et de l'adaptation de nos conditionnements en y mettant bien sûr du goût, de l'astuce, mais en ne perdant pas de vue les contraintes techniques de fabrication. L'usine de SAINT-FLORENT (près de Bourges) à laquelle vous serez affecté est, vous le savez, très bien équipée. Nous accordons beaucoup d'importance à ce poste rattaché à la Direction technique et c'est la raison pour laquelle nous lui destinons une rémunération particulièrement motivante. Christine BATHIER, Société O'cedar, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) 23 Bd Polignolle - 75002 Paris.



O'CEDAR - JEX - WOOLITE - DESTOP - WIZARD - 3 IN 1



La Rochette Hermitage

Filiale du groupe La Rochette Cenpa et premier producteur français de carton pour boîtes pliantes, nous recherchons pour notre usine située près de Saint-Omer (Pas de Calais) un (e)

contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur de l'Usine (400 personnes), il a en charge : l'établissement des budgets, l'analyse des écarts, le reporting, le suivi et l'amélioration des procédures de contrôle et la supervision de la comptabilité usine (5 personnes).

Le candidat recherché possède une formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, D.E.C.S.) et justifie d'une solide expérience (minimum 4 ans) du contrôle de gestion acquise en milieu industriel. Les possibilités d'évolution au sein de la structure sont réelles.

Merci d'adresser un C.V. et une lettre manuscrite mentionnant votre rémunération actuelle et votre téléphone privé sous la référence 142 C. à notre Conseil H & B - 66, avenue Victor Hugo - 75116 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes la Société des Automates Programmables SMC, notre établissement principal est implanté à CASTRES à 1H30 des pistes de ski et de la mer, dans un cadre de vie très agréable.

INGENIEURS LOGICIELS

Nous mettons à votre disposition les moyens de développements les plus sophistiqués.

- Vous êtes diplômés des Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de l'Université.
- Votre métier est de développer des programmes de base pour systèmes de commandes en langage évolués et assembleur, ou vous êtes débutants avec une formation en informatique et une forte motivation pour ce domaine.

• vous voulez accroître votre potentiel personnel, notre budget de formation continue très important vous y aidera, ou développer votre carrière, nous sommes dans un grand Groupe où la mobilité est privilégiée.

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Castres. Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite + C.V. à

RENAULT
Automatismes

Madame LE GUET
Directeur du Personnel
Société des Automates Programmables SMC -
Boîte Postale 75 - 81103 CASTRES.

Automates Programmables SMC

LE GYROMETRE LASER, TECHNOLOGIE DE POINTE
La Sfena recherche pour son Centre d'Etudes et de Production de Chatelleraud (Vienne), 1000 personnes, un :

Ingénieur physicien

Expérimenté en optique industrielle

En continuité des recherches menées par la Sfena depuis de nombreuses années, vous aurez la charge des études du gyromètre laser, cœur de nos centrales de navigation inertielle.

Notre société (2880 personnes dont 650 ingénieurs et cadres) grand équipementier aéronautique et spatial, est reconnue sur le plan international pour la qualité de ses produits.

Notre CA dépasse 1 milliard de francs dont plus de 50% à l'exportation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. 1187 à Sfena, gestion des Cadres, B.P. 59, 78141 Valley-Villacoublay.

Préservatrice Foncière
Compagnie d'Assurances
TIARD
l'une des toutes premières compagnies privées d'assurances
C.A. 1982 : 4,2 milliards - 2400 salariés - 10 délégations régionales
1000 agents généraux - recherche

inspecteurs risques industriels

Pour ses délégations de BORDEAUX, LYON, PARIS, RENNES, LILLE, NANCY, ORLÉANS.

Profil : Ingénieur (ENSA, Centrale de Lyon, ENSI, IDN, INSA, Option Chimie appréciée). Débutants acceptés.

Mission : - visiter, évaluer, souscrire les risques industriels apportés par nos agents généraux - élaborer et négocier avec les décideurs des entreprises clientes, les contrats ainsi que les mesures de prévention et de protection nécessaires.

inspecteurs de circonscription

susceptibles d'être affectés dans l'une des délégations régionales.

Profil : Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de Droit ou Sciences Eco. Débutants acceptés.

Mission : - assurer le contrôle de la gestion des agences de votre circonscription. - conseiller et assister les agents généraux.

Il est prévu une formation rémunérée d'un an, se composant de stages techniques à Orléans et de stages sur le terrain.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Matériel électrique de puissance 200 000 F env.

Responsable Technique et Développement : une fonction à créer à Lyon

Rattaché d'un grand groupe industriel, notre société - 250 personnes - est spécialisée dans la construction et rénovation de machines tournantes, transformateurs et armatures de forte puissance (jusqu'à 200 MVA, voire plus). La volonté d'adopter nos structures aux besoins du marché nous conduit à renforcer notre potentiel technique. Rattaché à notre Directeur Adjoint, vous serez le garant de l'opérationnel, de la qualité, de la rentabilité, de la satisfaction client. Vous serez en étroite collaboration avec les services de production, les services de maintenance, les services de vente et de service après-vente. Vous devrez leur communiquer votre goût de la qualité et de la rentabilité, ainsi qu'à vos quinze collaborateurs directs. Votre mission vous conduira à apporter un savoir-faire et des méthodes nouvelles. Pour cela, nous vous souhaitons jeune, une trentaine d'années, doté d'une formation d'ingénieur électro-mécanicien (NPG, ENSCM, HEL...) complétée par une expérience de responsable technique ou d'ingénieur maintenance chez un constructeur ou un utilisateur de matériel électrique. Et surtout, nous attendons de vous une solide personnalité : ouverte, diplomate et rayonnante.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, sous référence 631 M à Pascal Gehin en mentionnant votre rémunération actuelle.



9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST (BORDEAUX)

recherche son

RESPONSABLE ACHATS TECHNIQUES

MISSION : Sous l'autorité directe du chef des achats il devra, sur la base de spécifications fournies par le service entretien et travaux neufs : - rechercher et choisir les fournisseurs - mener à terme les demandes de prix - assurer l'approvisionnement des services, pièces de rechange et équipements.

L'HOMME : De formation technique supérieure (DUT/BTS mécanique - électricité - électronique) il aura acquis une expérience de quelques années dans un service entretien - engineering - achats de produits et équipements techniques.

Envoyer C.V. détaillé + prétentions + photo sous réf. 89174 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FONDERIE ET ACIERIE DU MANOIR (Groupe CIEFF), recherche pour région OUEST

Ingénieur chef du département produits centrifugés

• 30 ans minimum • Formation Mines ou équivalent • Expérience dans le domaine du soudage appréciée.

Anglais indispensable.

• Curiosité intellectuelle pour acquérir les connaissances technologiques d'une fabrication de pointe.

Adressez CV et prêt. sous réf. CT/118 à

PROFILS
Immeuble Pérusud
5, rue Louis Lajeune
92128 MONTRouGE

IMPORTANTE ENTREPRISE METALLURGIQUE CÔTE OUEST

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

Age environ 30 ans

ayant une expérience du recrutement en milieu industriel.

Le poste comprendra les responsabilités suivantes :
• Recrutement, orientation, évaluation du personnel
• Mise en place et suivi de l'expression du salarié
• Actions de formation.

Adressez C.V., photo et prétentions à réf. 88686 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour sa délégation régionale AUVERGNE à

CLERMONT-FERRAND

UN CADRE FINANCIER

DE FORMATION SUPERIEURE

Le candidat aura acquis, au sein d'une grande banque ou d'un établissement financier, une compétence dans le domaine du CREDIT AUX ENTREPRISES.

Il possèdera une très bonne aptitude aux relations et à la négociation à haut niveau.

Envoyer C.V., photo, prétentions à M. AVEDIGUJAN Directeur Régional CREDIT AUX ENTREPRISES, Centre Jaudé - 31, rue Gonod - BP 391 - 63011 CLERMONT-FERRAND Cédex.

JEUNE INGENIEUR OPTION ELECTRIQUE-ELECTROTECHNIQUE

La Division spécialisée ACIERIE ET LAMINAGE de cet important Groupement industriel souhaite renforcer son Bureau d'Etudes PROGRES et recherche un jeune ingénieur débutant ou avec 2 à 3 ans d'expérience en Régulation ou en automatisme (Formation type A.M., ENSI ou équivalent).

Dans le cadre de Plans d'Investissements Importants, il sera chargé de développer des projets nouveaux et d'étudier des solutions techniques concernant des améliorations de process et de systèmes de contrôle régulation.

Poste situé en BOURGOGNE.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1245

Jean-Claude Maurice S.A.

397 bis, rue de l'Europe - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ «LEADER» DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS EN BETON POUR LE BATIMENT, filiale d'un groupe industriel français de dimension internationale recherche (R/F)

INGENIEUR COMMERCIAL

Votre formation d'ingénieur (INSA - Génie Civil, E.S.T.P., ...) vos goûts et aptitudes pour les contacts et votre expérience confirmée de la vente vous permettront de prendre en charge la prospection commerciale des principaux prescripteurs des 8 départements de la région de Bordeaux. Connaissances en béton précontraintes souhaitées. Poste basé en RÉGION BORDELAISE.

Adressez CV, photographies et références en précisant la référence 9012/8 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Lescage - 75008 Paris - qui transmettra.

Développer et diriger notre activité Génie Civil - TP

Cette entreprise régionale est implantée dans le Sud-Est de la France. Elle fait partie depuis peu, d'un très grand groupe international de BTP - S&P.

Actuellement, la majeure partie de son activité est basée sur le bâtiment. Elle souhaite développer sa branche Génie Civil et TP afin d'en faire à terme, son secteur principal. Le poste de Responsable du Secteur Génie Civil et TP est à créer, dans le cadre de cette stratégie de redéploiement.

Diplômé de l'ESTP - AM - INSA, vous êtes un professionnel du Génie Civil - TP, à l'aise dans le domaine des petits et gros ouvrages.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

Vous serez responsable de chantiers, vous devrez être le concepteur et les études d'ouvrages, déterminer, proposer et mettre en œuvre les solutions techniques et économiques les plus adéquates. Votre expérience de terrain - à domicile - sera un atout. Vous devrez être capable de vous adapter à une situation nouvelle et de faire passer vos idées et à diriger des hommes.

Vous devrez développer l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale de la branche TP du Groupe.

Charlotte Valadier vous remercie de lui adresser votre candidature (L.A., C.V. et photo), sous réf. 10114, à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 10114 à CPME, 14, rue de la République, 13783 Les Milles Cedex.

Rattaché au Directeur Général de cette

entreprise, vous assurerez les études Génie Civil - TP et serez responsable de la mise en œuvre des chantiers et de leur suivi.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCAR

leader européen de l'emballage en carton ondulé
Notre Groupe réalise un C.A. de deux milliards de francs. Son organisation est décentralisée en 13 Régions d'exploitation autonome, regroupant 28 Etablissements, plus de 3000 collaborateurs. Pour assurer la continuité de notre développement, nous recherchons un

**FUTUR
directeur de région**

Rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS, il aura la responsabilité complète, pour sa région, de la production, de la gestion du personnel, du développement des ventes et du profit dégagé. Après une formation à la technologie de nos produits, il se préparera à ses futures responsabilités en assumant pendant une période suffisamment longue, des missions d'études, d'organisation ou des interventions ponctuelles dans les différentes régions d'exploitation. **TOTALE MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE IMPÉRATIVE.**

Ce poste s'adresse à un **DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**, de préférence **COMMERCIALES** ou de **GESTION**, 30 ans minimum, ayant fait la preuve au cours de son expérience industrielle ou commerciale de ses qualités d'initiative et d'un tempérament de patron.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2809 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

de l'audit à l'opérationnel

200/250 000 F

Un important ÉTABLISSEMENT FINANCIER appartenant à un GROUPE BANCAIRE de tout premier plan, ayant au cours de ces dernières années fait preuve d'une grande originalité dans l'élaboration de nouveaux produits, crée une nouvelle fonction auprès de sa Direction Générale.

Il assurera l'analyse de l'ensemble des procédures, des systèmes de gestion et d'information de la Société ainsi que le contrôle de leur cohérence et de leur bon fonctionnement. Mettant en œuvre son esprit critique et créatif, il jouera un rôle de conseil actif auprès du Directeur Général en lui proposant les améliorations nécessaires.

Ce poste d'encadrement permettant de participer au devenir de l'entreprise contiendrait à un **DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES** de haut niveau (HEC, ESSEC, ESCP...) possédant une expérience de deux ans minimum acquise de préférence dans l'un des grands cabinets d'Audit Anglo-Saxon et désireux de prendre en charge des fonctions de réflexion et d'action susceptible d'évoluer vers des responsabilités de premier plan.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2808 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Gillette France

recherche

chef du personnel

pour son SIEGE situé à ANNECY

Reportant ou Directeur du Personnel et des Relations Sociales et animant une petite équipe de 5 personnes, il assurera la Gestion du Personnel Commercial et Administratif (450 personnes environ) en liaison étroite avec les Responsables hiérarchiques intéressés dont il sera l'interlocuteur et le Conseil privilégié. Il participera au sein de l'équipe de Direction du Personnel à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise. Il apportera en outre une contribution personnelle importante dans le domaine de la Communication et des circuits d'information.

Ce poste impliquant des qualités humaines de contact et d'esprit de participation représente une réelle opportunité pour un professionnel de la fonction Personnel, âgé de 32 ans au moins, **DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**, pouvant se prévaloir d'une réelle expérience de la communication interne.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2810 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



UNE CARRIÈRE VRAIMENT INTERNATIONALE...

Vendre le meilleur de la technique française, avoir la confiance de plus de 80 pays, réaliser plus de 90% de notre CA à l'export, voilà ce qui fait notre réussite.

En rejoignant la Division SDC (Système Défense et Contrôle) de THOMSON CSF, vous donnerez une nouvelle dimension à votre carrière d'

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Nos marchés se négocient au plus haut niveau, ils concernent de grands investissements. Votre formation supérieure, une première expérience réussie, une bonne connaissance de l'anglais seront vos atouts.

Nos équipes vous attendent: elles aiment la réussite, ont de l'ambition.

Nos produits ont une très solide réputation: ils vous aideront à réussir.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à THOMSON SDC, Etablissement de MEUDON, Service Emploi Gestion, 40, rue Grange-Dame-Rose, BP 34, 92360 MEUDON-LA-FORÊT.

TECHNOLOGIES DE HAUT VOL



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES



emplois régionaux

Le département des LANDES
recrute

sur titres (contractuel)
ou par voie de mutation UN ou UNE

CHARGÉ(E) DE MISSION

pour les affaires militaires et sociales.

Niveau requis: maîtrise sur titre catégorie A (mutation).

Rôle: conseiller technique pour l'étude des dossiers DDAAS, mise en place au niveau local de la décentralisation appliquée aux DDAAS.

Expérience souhaitée.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible.

Adresser candidature avec C.V. à:
Monsieur le président du conseil général des LANDES,
hôtel Flanet, B.P. 349, 40011 MONT-DE-MARSAN.



L.C.C., FILIALE THOMSON C.S.F.
située en Provence

UN INGÉNIEUR MÉTHODES

- Diplômé de préférence ENSMMB.
- Expérience industrielle souhaitée.
- L'important sera votre acquiescement en bureau d'études et méthodes pour l'industrialisation de produits nouveaux ou à développer.

Si vous correspondez à cette définition succincte, vous êtes la personne que nous recherchons pour compléter notre équipe de production.

Ecr. à L.C.C. serv. de personnel BP 71, 84500 BOLLÈNE.

UN PROFESSIONNEL

Avec 250 millions de francs de chiffre d'affaires, nous développons les grands de la vente par correspondance, et nos perspectives sont prometteuses.

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous avez le goût des chiffres, vous savez tirer profit d'une informatique performante et le sens de l'organisation.

Si vous avez une expérience réussie de la fonction, une bonne formation de gestion, et si vous vous sentez prêt à relever un "défi" permanent, notre Directeur Financier dont vous dépendrez sera heureux de vous recevoir à Nice, votre futur lieu de travail.

La rémunération est ouverte, de nature à motiver un candidat de valeur. La connaissance du secteur Vente par Correspondance est un plus.

Ecrire sous référence à notre adresse:
France Direct Service Intél. CSO1
21, Pointe de Corbiac - 06550 Corbiac Cedex

FRANCE DIRECT SERVICE

"LA FORCE EN MARCHÉ"



BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR recherche pour son INSPECTION GÉNÉRALE

inspecteur

titulaire du DECS, ayant 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit de taille internationale et une parfaite maîtrise de l'anglais. Une bonne connaissance du milieu bancaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous référence 9789 à :

ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

auditeur informatique

ayant 3 à 5 ans d'expérience d'audit, avec une spécialisation en audit informatique, de préférence dans un Cabinet anglo-saxon ou au sein de l'audit interne d'une grande entreprise.

CONTROLE DE GESTION ET INFORMATIQUE...

Nous sommes une Direction de l'information de 120 personnes basée à La Défense et nous disposons d'un budget de plus de 100 millions de francs pour répondre aux besoins d'informatisation d'une importante société d'ingénierie.

Nous recherchons le gestionnaire qui sera capable de manager cette direction comme une S.S.I.I. interne et de mettre en place une comptabilité analytique nous permettant de :

- disposer d'outils statistiques,
- standardiser les procédures et les documents,
- gérer rigoureusement nos contrats,
- réduire nos coûts et délais.

Issu d'une école de commerce ou de gestion, vous avez une expérience (5 ans minimum) d'une gestion informatisée acquise soit dans un service étude ou un département de production d'une entreprise industrielle, soit dans une S.S.I.I. Vous vous sentez apte à assurer la mise en place de cette activité et à animer une équipe de 4 personnes.

Compte tenu de l'importance de notre groupe, vous pourrez envisager une évolution à la mesure de vos capacités et de votre implication.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 2855/LM à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Banque Stern

BANQUE PRIVEE : Nous sommes reconnus tant des milieux d'affaires que des particuliers pour la qualité de nos interventions. Notre croissance est soutenue et reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes, à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente. Pour nous accompagner dans notre évolution, nous souhaitons accueillir des

Fondé de pouvoir clientèle privée

Collaborateur direct du responsable du département, vous assurerez le développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau. Avec une équipe que vous animeriez, vous serez le conseil écouté pour promouvoir une gestion de patrimoine adaptée et des services personnalisés.

Après une formation supérieure, vous avez suivi un fonds de commerce et encadré une équipe d'experts en clientèle privée pendant deux à trois ans.

(Réf. 8/FPCC)

Adjoint au directeur des opérations bancaires

Collaborateur direct du Directeur, vous aurez la responsabilité :
- du contrôle et de la coordination des activités des services Secrétariat-Engagement, Portefeuille et Etranger (surveillance du bon déroulement des opérations courantes, mise en place ou optimisation des procédures en fonction de l'évolution de la réglementation),
- des relations avec les exploitants,
- du contrôle et du suivi des engagements et de la rédaction des actes particuliers (contrats de prêt, cautions...)

Vous avez une expérience confirmée d'au moins 2 des services précités, vous possédez une bonne connaissance du droit bancaire et êtes capable d'œuvrer avec autonomie dans le cadre d'une large délégation.

(Réf. 8/ADO)

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) en précisant la référence choisie à notre Conseil qui la traitera en toute discrétion.

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Exploitant entreprises

Conseil de dirigeants de sociétés travaillant dans des secteurs de pointe, vous leur proposez les solutions financières appropriées, montrez et suivez les dossiers de crédit jusqu'à bonne fin.

A partir d'un fonds de clientèle de PME que vous aurez chargé de fidéliser mais surtout d'accroître, vous saurez, par vos qualités de contact, de savoir-faire et d'autonomie, assurer le succès qui vous permettra de progresser dans notre organisation.

Au-delà d'une formation supérieure, vous avez une expérience bancaire de 2 à 3 ans auprès d'entreprises moyennes ou grandes et surtout la volonté de réussir.

(Réf. 8/EEES)

Assistant du chef des services comptables

Homme de réflexion et de contact, vous conduirez des études, principalement dans les domaines comptable, gestion, administration, pour optimiser l'utilisation des ressources et faire face à l'accroissement du volume d'activité.

De formation comptable (ESC section comptabilité, DECS) vous avez l'expérience d'environ deux ans de l'entreprise ou mieux de la Banque.

(Réf. 8/ACS)

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE, de réputation mondiale, leader sur son marché dans des domaines liés aux technologies de pointe (90% C.A. à l'exportation) recherche

INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles fortement motivés pour des postes exigeant COMPÉTENCE, COMBATIVITÉ, TENACITÉ.

Responsable du groupe méthodes fabrications extérieures

L'appel à la sous-traitance étant une volonté de l'entreprise, ce groupe MÉTHODES doit garantir la fourniture, en temps utile, des plans des pièces brutes nécessaires à la fabrication. Ceci nécessite d'intervenir aussi en temps opportun auprès du Bureau d'Etudes ou chez les fournisseurs afin de garantir les objectifs de coût et de qualité des produits en veillant au choix des méthodes et moyens utilisés par les sous-traitants. Le titulaire sera un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole dont la formation et l'expérience auront été très orientées vers les fabrications mécaniques. La connaissance des méthodes modernes d'usage de petites séries sera un atout principal pour réussir. Le poste est situé à PARIS. La fonction nécessite des courts déplacements.

Réf. A

Responsable du groupe méthodes chargé des prévisions investissements

Rattaché au service des Méthodes Centrales ce poste a pour rôle de proposer des évolutions touchant les méthodes et moyens de fabrication intérieurs et extérieurs dans le but d'améliorer la qualité, le coût et la disponibilité des produits. Il s'agit de réaliser toutes études techniques et d'établir les budgets d'investissements touchant l'outil industriel.

Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole ayant une ouverture d'esprit en économie appuyée par une expérience dans l'assemblage d'organes mécaniques ou le montage de véhicules poids lourds ou engins T.P. et une connaissance des technologies de fabrication mécanique.

Le poste est situé à PARIS.

Réf. B

Responsable de la production

Dans le cadre des moyens de production mis à sa disposition pour l'assemblage, en petite série, de véhicules tout terrain, le titulaire du poste aura à assurer la gestion industrielle des différentes sections d'assemblage et montage. Il aura autorité sur 100 personnes et sera responsable de la qualité du travail, du respect des délais et des coûts. Ce poste requiert quelques années d'expérience dans une industrie similaire : véhicules utilitaires, poids lourds, engins de travaux publics. Il convient à un ingénieur de formation Arts et Métiers ou équivalent, motivé par la Production, possédant des qualités d'ouverture d'esprit, de disponibilité, d'animation des hommes et de commandement.

Le poste est situé en banlieue Sud de Paris (30 km).

Réf. C

Responsable du service méthodes usine

Dans le cadre des installations mises à sa disposition, il sera chargé de fournir en temps utile les documents nécessaires à la réalisation des outillages.

Ce poste demande une expérience pratique de l'assemblage d'éléments mécaniques lourds, en petite série.

Il conviendrait à un ingénieur diplômé ayant déjà eu une première expérience dans un domaine analogue : moteurs thermiques, engins de travaux publics.

Il aura autorité sur une dizaine de techniciens.

Lieu de travail : 30 km au Sud de Paris.

Réf. D

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi sous N° 6707 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

CERBERUS GUINARD

LA SÉCURITÉ PAR L'ÉLECTRONIQUE Électroniciens confirmés responsables d'affaires ou d'installations

Nous avons déjà équipé Concordia, le Centre Bombardier, Air Bus, la Tour-Maine Montparnasse, le Musée du Louvre...

Nous sommes une Société à taille humaine (350 personnes) en progression constante et à excellente rentabilité (CA 243 millions) spécialisée dans les systèmes électroniques de haute fiabilité et technologie, et nous pourrions nos recherches pour renforcer notre équipe dans le cadre de notre expansion. En position leader sur le marché de la détection incendie, nous sommes également spécialistes en systèmes contrôlés et informatisés d'alarme, incendie, et d'accès sélectifs. Nous offrons plusieurs postes d'Ingénieurs de Vente et de Responsables d'Installations qui participent au profit ambitieux de conquête d'un marché en pleine évolution.

Les **INGÉNIEURS D'AFFAIRES** auront de solides connaissances en électronique (BTS, DUT confirmés ou ingénieurs) ainsi qu'une expérience dans la vente de produits techniquement sophistiqués. Dynamiques, de bon contact, ils auront la responsabilité de développer les affaires en contactant des clients de haut niveau, et après analyse de leurs besoins, proposeront des solutions techniques adaptées, de la négociation de ces contrats.

Les **RESPONSABLES DE RÉALISATIONS ET D'INSTALLATIONS** (DUT, BTS, ingénieurs) assisteront les Responsables de Vente dans la conception et l'élaboration de solutions techniques, seront responsables des chantiers et de leurs équipes, du respect des délais, des coûts, en étant les interlocuteurs privilégiés des clients sur le plan de la gestion, de la coordination de ces réalisations.

Plusieurs postes sont à pourvoir :

INGÉNIEURS D'AFFAIRES :

• Paris : réf. EO 348 CM

RESPONSABLES D'INSTALLATIONS :

• Bordeaux : réf. DN 347 CM

• Strasbourg : réf. IS 350 CM

• Lyon : réf. FP 349 CM

Être en précisant la référence.

4, rue Massenet 75115 Paris

etap

NIXDORF COMPUTER

Dans le cadre de son expansion, recrute

RESPONSABLE SYSTEME

Ce collaborateur se verra confier après une période de formation auprès des services de développement de notre maison mère, l'exploitation du système de notre matériel de traitement de textes.

IL DEVRA :

- Franciser, tester, documenter les différentes versions du système, afin de tirer le meilleur parti de l'outil, et démontrer ses performances auprès des responsables de marchés.
- Suivre de près l'évolution du produit et tenir compte des utilisateurs, afin de le maintenir adapté aux exigences de la clientèle.

Homme de dialogue fortement attiré par la bureautique, il sera en mesure d'apporter son appui sur le terrain et notamment en ce qui concerne les télécommunications.

La disponibilité, le dynamisme, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais ou de l'allemand sont des atouts indispensables pour une réussite dans ce poste.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de la Direction du Personnel.

NIXDORF COMPUTER
7-13, bd de Courbevoie
92200 NEUILLY SUR SEINE

VOITH FRANCE

Filiale d'un groupe international (R.F.A.) commercialisant des boîtes de vitesses, engrenages, cardans, pompes, accouplements, etc., recherche

UN INGENIEUR

POUR DEVELOPPER SON SECTEUR HYDROSTATIQUE

Une connaissance du marché ou de l'expérience dans l'hydrostatique serait appréciée, mais la candidature d'un jeune ingénieur ouvert à cette technique sera étudiée avec intérêt.

La fonction exige du sens commercial et une grande disponibilité.

La pratique de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions à M^{me} LEGRAIN - BP 19 93181 NOISY-LE-GRAND Cedex.

CIE D'ASSURANCE AMERICAINE

recherche

UN JEUNE INGENIEUR

spécialisé en chimie, électricité ou mécanique pour son service d'ingénierie en protection incendie.

• Bonnes connaissances en anglais.
• Poste nécessitant de fréquents déplacements en province.

Envoyer lettre + C.V. (manuscrite en anglais) à N. 5748 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Ingénieurs chimistes confirmés

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la chimie de spécialités. Nos produits aux applications très diverses concernent des secteurs industriels variés.

Présents dans 75 pays, nous avons réalisé pour 1983 81 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Pour notre division spécialisée dans le conditionnement des eaux industrielles, nous recherchons :

Ingénieur technico-commercial export

Ingénieur chimiste, vous justifiez de plusieurs années d'expérience acquises dans la vente de produits chimiques à l'export, ainsi que d'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Nous vous confierons la commercialisation à l'échelon international des additifs pour gazoles et des produits destinés au conditionnement des eaux industrielles.

(Réf. M/1)

Ingénieur technico-commercial

Vous êtes ingénieur chimiste et vous bénéficiez d'une expérience d'environ 3 ans dans le conditionnement des eaux industrielles.

Vous serez chargé de promouvoir notre activité dans la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à CECA S.A. D.P.R.S. - B.P. 66 - 11, avenue Morane-Saurier - 78140 VELIZY.

CHIMIE DE SPECIALITES

OF
A. 100 M...
DIRECTEUR
de
départem
...
une carriè
motivante
évolutive e
gestion
finances
...
Ingénieur
agronome
...
Ingénieur
fort potentiel
...
Ingénieur
chef de projet
informatique
...
Chef
des services
techniques
...
Assistant
chef de
produits
...

4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

etap

**ECP, Mines...
Directeur
de
département
haut niveau**

réf. 345 AM

UN ORGANISME PROFESSIONNEL recherche une personnalité de premier plan pour lui confier la Direction du département formation et activités annexes.

Homme de conception, il sera constamment au fait des évolutions technologiques pour en imaginer les conséquences sur le plan de la formation et mettre en place les moyens appropriés. Homme de relations, il assurera tous les contacts nécessaires avec les ministères, l'industrie, l'enseignement. Homme d'animation, il dirigera un service important jouant un rôle de conseil et d'information, tant au plan administratif et juridique, qu'au plan technique dans le domaine de la gestion concrète du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, minimum 45 ans, ayant une solide expérience du monde industriel ainsi que de réelles connaissances des problèmes généraux de formation, une forte motivation et un grand rayonnement personnel. Poste à Paris.

Rémunération en fonction de la personnalité.

**Une carrière
motivante et
évolutive en
gestion
finances**

réf. 346 AM

PME DYNAMIQUE ET PERFORMANTE (500 personnes), rattachée à un des plus puissants groupes français, recherche un Cadre Financier de bon potentiel pour occuper son poste de Directeur Financier et Administratif.

Sa mission : Le titulaire du poste devra assurer des fonctions polyvalentes à dominante comptable et financière :

- mise en œuvre et suivi des outils de gestion et d'administration de la société,
- contrôle de gestion, tableaux de bord,
- gestion des ressources financières et trésorerie.

Son profil : Ce poste conviendrait à un candidat ESSEC, ESCP, Sciences Po ou école équivalente (DECS apprécié) ayant 5 à 8 ans d'expérience acquise soit en cabinet d'audit, soit au sein d'une Direction Administrative et Financière performante.

Carrière motivante et réelles perspectives d'évolution pour cadre ayant une connaissance de l'outil informatique et de solides qualités de contact. Poste à Paris.

**Ingénieur
agronome
études
marketing**

réf. 347 AM

LA CANA La Coopérative agricole du Val-de-Loire (2,5 milliards de francs de CA, 1700 personnes) recherche, avec le soutien constant d'améliorer ses services auprès des agriculteurs, un Responsable Études-Recherche et Développement - Marketing-Réseaux.

Proche de la Direction approvisionnement aux agriculteurs, le candidat devra, grâce à un travail d'études, mais aussi à ses contacts nombreux avec les différents responsables du Réseau Approvisionnement :

- définir les structures de marchés et leurs évolutions,
- participer à l'élaboration des objectifs annuels et du plan à moyen terme.

Ce poste fait appel à des qualités relationnelles marquées, à des capacités de recul et d'autonomie et à une forte volonté de réussite. Il s'agit d'un poste tremplin pour un débutant fort potentiel possédant une double formation supérieure agronomique et économique.

Ce poste doit permettre, selon les aptitudes et les aspirations du candidat, une évolution à court terme vers de réelles responsabilités opérationnelles (commercial, contrôle de gestion, technique) au sein de la coopérative.

Poste à Ancenis (44).

**ROBOTIQUE
Ingénieur
fort potentiel
ESE, IDN, AM...**

réf. 348 AM

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL recherche, pour faire face à sa forte expansion sur un marché très porteur, un Ingénieur de Fort Potentiel.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour mission de concevoir, de mettre en place un système d'organisation pour assurer le bon déroulement des affaires.

Responsable de l'avancement de leur réalisation, il assurera la coordination entre les différents partenaires (service commercial, B.E., achats, ordonnancement, fabrication, installation).

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ayant une première expérience (2 à 3 ans) impliquant relations commerciales, coordination et gestion dans le domaine des équipements destinés à la production (unitaire ou petite série) et témoignant d'excellentes capacités de contact et de persuasion.

Le choix se portera sur un candidat désireux de s'investir et d'évoluer dans une petite société en développement constant.

Anglais parlé nécessaire. Poste ville agréable vallée de la Loire.

**Ingénieur
chef
de projet
informatique**

réf. 349 AM

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA de 20 milliards, recherche pour la Direction Informatique du Groupe, un Ingénieur Chef de Projet Informatique, haut niveau, dépendant directement du Directeur Informatique du Groupe.

Il sera assisté de deux personnes dont un cadre. Il aura un rôle important concernant le conseil, le développement et la coordination d'applications informatiques faisant appel à des moyens décentralisés de traitement (mini-ordinateur, micro-ordinateur, bureautique).

Il aura en outre à jouer un rôle d'animation et de coordination en matière de méthodologie et éventuellement de messagerie électronique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant une solide expérience de chef de projet, capable d'être un interlocuteur reconnu auprès des Directions Générales des filiales et des Directions Fonctionnelles du Groupe.

Poste à Paris.

**Chef
des services
techniques**

réf. 350 AM

SOCIÉTÉ FILIALE DE LA CGE, ville sud-ouest, recherche pour une de ses usines (350 personnes), réalisant des produits destinés à l'industrie électronique et électrique, un Chef des Services Techniques.

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera chargé :

- des méthodes (organisation des postes, automatisation...),
- de l'industrialisation des nouveaux produits,
- de la recherche et de l'implantation des nouveaux équipements,
- des travaux neufs et des implantations,
- de la supervision de la maintenance.

Poste nécessitant des qualités d'homme de progrès et d'organisation, qui conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, ayant 5 à 10 ans d'expérience méthodes acquises dans une société performante réalisant des productions de série.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

**Assistant
chef de
produits**

réf. 351 AM

PERNOD renforce la structure de son Département Marketing et recrute un Assistant Chef de Produits diplômé d'une école supérieure de gestion (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) débutant ou première expérience, ayant le goût d'un marketing opérationnel étroitement lié aux activités de la force de vente.

La première année d'intégration dans l'entreprise comportera 6 mois passés sur le "terrain", au sein des équipes de vente et de merchandising.

Ce poste débouchera progressivement sur la responsabilité de l'animation et de la gestion commerciale d'une partie de notre gamme de produits.

Lieu de travail : Créteil.

Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain**INGENIEURS**

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieurs Méthodes et Industrialisation

Valeo Embrayages - (Amiens - 80)

Nous vous proposons de débiter votre carrière au sein de cette importante unité de production en grande série (1.600 personnes) en passant en charge la conception, la mise en œuvre, l'amélioration des procédés et matériels de fabrication/outillages de presses afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production. Vous animerez une équipe de 7 techniciens et mettez en place l'organisation et les moyens nécessaires à la C.A.O. Connaissances en métallurgie et/ou informatique technique souhaitées.

Réf. 53302/1/M

Ingénieur Méthodes Contrôle-Qualité

Valeo Thermique - (Nogent Le Rotrou - 28)

Vous souhaitez valoriser une PREMIERE EXPERIENCE industrielle. Au sein de cet établissement de 1000 personnes, nous vous proposons de définir et de développer de nouveaux moyens de contrôle qualité et d'assurer les contacts nécessaires avec les services acceptations techniques de nos clients. Connaissances en Allemand souhaitées.

Réf. 53302/2/M

À partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain**INGENIEURS ELECTRONICIENS**

(Supelec...)

Valeo Direction Etudes Avancées - (Saint Ouen - 93)

Au sein de ce Centre d'Etudes vous animerez une équipe de plusieurs techniciens et mènerez des analyses, calculs, essais et mise au point dans le cadre de recherches sur des dispositifs et systèmes électroniques, ou électro-techniques automobiles. Compétence en informatique et/ou mathématiques souhaitées.

À partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 53315/M à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

**Opportunité intéressante
d'audit international**

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche un

**RESPONSABLE
D'AUDIT INTERNE**

EXPERIMENTÉ, POUR TOUTES LES FILIALES FRANÇAISES

Cette situation clef est située dans la région parisienne et comprend de nombreux déplacements en France. Sous la responsabilité de la Direction Europe du groupe composante et semi-conducteurs, il est responsable de tous les audits opérationnels des filiales françaises d'I.T.T. Il dispose d'une équipe jeune et expérimentée et du support permanent de la direction de l'audit interne Europe.

La fonction exige un candidat de formation HEC - ESSEC - ESCP - Maîtrise ou Doctorat de Gestion + DECS ayant au moins 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit "et" d'audit interne dans des sociétés internationales. La personne choisie fera la preuve formelle de ses connaissances techniques, de son esprit d'analyse et de synthèse, de sa rigueur, de son objectivité et de sa capacité à communiquer à tous les niveaux de la hiérarchie.

La connaissance courante de l'anglais est indispensable.

Le poste à pourvoir offre une opportunité de développement pour un candidat à fort potentiel.

ITT

Envoyer curriculum vitae et prétentions à D. UNVOIS,
Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, B.P. 358, 39105 DOLE Cedex France.

E-S

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT**INGENIEURS ELECTRONICIENS
GRANDES ECOLES**

si possible avec quelques années d'expérience.

Disposant de qualité de contact et d'une grande curiosité d'esprit, capables de prendre des initiatives.

ILS SERONT CHARGES :

- de la prospective « composants » en liaison avec les ingénieurs d'études
- de la définition d'une politique qualité « composants » propre à chaque projet.

(réf. 01)

ou de :

- l'étude du comportement des technologies nouvelles
- de l'élaboration des règles d'utilisation de circuits LSI

(réf. 02)

Ces postes impliquent des contacts fréquents tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'entreprise.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, Administration du Personnel
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - 55, Quai Carnot - 92214 SAINT CLOUDSOCIÉTÉ DE GESTION D'APPAREILS
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES
recherche pour PARIS 15ème**CHEF COMPTABLE**

Disponible rapidement.

Environ 35 ans avec DECS complet et expérience en cabinet.

Pour ce responsable de service qui doit être très bon technicien, nous proposons un statut Cadre et 160.000 F+ selon expérience.

Adressez C.V., photo sous réf. 89140 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.BANQUE PRIVEE
recherche pour son SERVICE ETRANGER**GRADE MF
classe II
confirmé(e)**

Minimum 25 ans.

3/4 ans d'expérience bancaire pour effectuer les

- tâches suivantes :
- transferts, rapatriements,
- credoc,
- portefeuille étranger.

Anglais nécessaire.

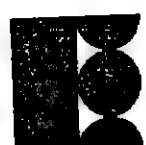
Adressez C.V., photo et prétentions
s. réf. 28024 à OCBF,
56, rue de la Chaussée d'Antin,
75009 PARIS.services
vous assiste dans le recrutement bancaire

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



EUROSOFT-SYSTEMES

Nous sommes une importante SSI aux activités internationales. Nous recherchons actuellement pour nos activités en gestion et en bureautique.

CHEFS DE PROJETS

connaissant bien les grands systèmes IBM ou BULL. Ils définiront et réaliseront des applications clés en main, répondront à des appels d'offre importants, dirigeront des équipes de réalisation.

INFORMATIENS

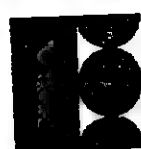
pour des applications de gestion sur matériels :

- IBM 30 XX, 43 XX (CICS, DL1, IMS)
- DP 58 (DM IV, IDS, TDS)

Le dynamisme de nos structures est le garant de réelles possibilités de carrière pour des candidats de valeur.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par :
M.F. BURQ - EUROSOFT
38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES

MEMBRE DE SYNTec-Informatique



EUROSOFT-SYSTEMES

Nous sommes une importante SSI en pleine expansion et participons à de grands projets de génie logiciel, logiciel de base, télécommunications et réseaux. Pour renforcer notre potentiel technique nous recherchons :

INGENIEURS INFORMATIENS EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Ils travailleront sur d'importants projets centrés sur les techniques de pointe. Compétences recherchées : MINI 6, MITRA, SOLAR, PDP, VAX, MICRO 8 et 16 BITS.

INGENIEURS SYSTEMES

connaissant PASCAL, FORTRAN, langage C, assembleurs sur matériels MITRA, SOLAR, MINI 6. La connaissance du système Unix serait un atout.

De réelles perspectives de carrière sont ouvertes à des candidats de valeur.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par :
P. BURQ - EUROSOFT
38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES

MEMBRE DE SYNTec-Informatique



PLESSEY Semiconductors

exporte dans plus de 40 pays et vend ses technologies et ses circuits intégrés dans les domaines des télécommunications, des applications industrielles et militaires.

Rejoignez notre équipe performante pour continuer notre expansion et réaliser nos objectifs de croissance et de profit.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

basé en région parisienne pour développer les ventes de tous nos produits sur le territoire français.

Les candidats doivent posséder des connaissances techniques approfondies en électronique ainsi qu'une première expérience de la vente des semi-conducteurs et la connaissance de l'anglais.

Salaires motivants, intéressement aux objectifs et voitures fournies.

Merci d'adresser votre curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite à :
PLESSEY SEMICONDUCTORS FRANCE
Attn. J. PAUTRE, Boite Postale 140
91944 LES ULIS CEDEX



Recherche

DES ANIMATEURS OU ANIMATRICES pour UNE EXPOSITION DE TECHNOLOGIE AVANCEE

(Composants, terminaux holographiques, conception assistée par ordinateur, ordinateur personnel...)

Lieu : Paris. Dates : du 16 avril au 30 juin 1984

QUI RECHERCHONS-NOUS ?

Des étudiants(es), résidant en région parisienne ; formation BAC + 2 minimum dans les disciplines scientifiques, techniques ou commerciales. Anglais parlé apprécié.

Cette mission à durée déterminée et à temps partiel (heures complémentaires à prévoir) se décompose ainsi :

- Une phase formation : 1 mois.
- Une phase animation : 1 mois et demi.

Vous aurez alternativement, la conduite

de visites d'une heure par groupe de 15 personnes ou la tenue d'un stand de démonstration.

Travail en équipe, sens de la communication et de l'initiative. Rémunération intéressante.

Si vous êtes motivé(e) pour une expérience originale et unique, vous pouvez adresser lettre de candidature et CV à :
Cabinet Scribe - 4 avenue Hoche 75008 Paris en mentionnant la référence EIT/84.

Ingénieurs du logiciel « Temps Réel »

Vous intéressez



pour ses Départements

Recherche Développement Réalisation

- des automatismes « temps réel »
- des régulations d'ensemble sur les processus industriels
- de la CAO (VAX/SOLAR)

Diplômés ECP, ESE, ENST, INPG... débutants ou confirmés, envoyez lettre et CV à : Fabienne DUCRET - Direction des Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET.

Consultants à fort potentiel

Ingénieurs Grande Ecole + MBA, CPA, ICG, IAE

Nous sommes : un des premiers Cabinets d'Ingénieurs Conseils en France, et nous intervenons dans les groupes internationaux les plus puissants et les plus performants. En 40 ans, nous avons acquis une large réputation de compétence et de sérieux. Ce succès, nous le devons à l'efficacité de nos méthodes mais aussi, et surtout, à la qualité de nos consultants.

Vous avez : 30 ans minimum et une première expérience de la vie industrielle. Vous faites preuve d'imagination et de créativité. Vous possédez une personnalité forte et entraînée pour convaincre et animer les hommes et pour mettre en pratique les solutions nouvelles de progrès retenues.

Nous vous proposons : un plan de carrière qui vous amènera à devenir expert dans un ou plusieurs de nos domaines d'intervention (stratégie et marketing - production - logistique - systèmes d'information). Après une période de formation et d'expérience approfondie à nos méthodes, vous conduirez des actions sur le terrain, vous animerez des séminaires et vous participerez au développement de la CORT en perfectionnant sa méthodologie et en prenant une part active à la promotion commerciale de la Société. Une évolution vers des responsabilités élargies vous est ouverte.

Anglais souhaitable. Grande disponibilité pour effectuer de fréquents déplacements.



Paris-Lille-Strasbourg

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2974 M à CORT 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

BRUEL & KJAER FRANCE.

Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeune ingénieur en instrumentation

DIPLOME GRANDES ECOLES pour poste Technico-Commercial en région parisienne

La formation technique est assurée en France et complétée par des stages au Danemark. Nous demandons au candidat : une solide culture scientifique et connaissances souhaitables en acoustique et mécanique des vibrations ; dynamisme et aisance humaine ; contacts humains et libérés des O.M. Rémunération fixe + % CA + voiture. Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions 38, rue Champoux - 91540 MENECY



Brüel & Kjaer France

Informatiquement vôtre...

NOUS sommes la filiale informatique d'un grand groupe industriel français situé à Courbevoie. (IBM 4331 DOS/SE - CICS).

Nous concevons actuellement notre nouveau plan informatique :

- refonte des applications administratives et commerciales,
- gestion de la production,
- et construction d'un réseau d'une quinzaine de mini-ordinateurs répartis dans nos usines et filiales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2850/LM.

VOUS avez une formation informatique, et une expérience réussie de 3 à 4 ans en analyse programmation d'applications de gestion.

Devenez notre Chef de projet

Créatif, organisé, vous avez le goût du travail en équipe et le sens des responsabilités.

Outre vos connaissances approfondies du COBOL, DL1, CICS, une expérience en IBM DOS/SE serait appréciée.



5, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

GROUPE PRIVE D'ASSURANCES

recherche

adjoint au directeur commercial

Il se verra confier la responsabilité du service Marketing

Mission : promotion des nouveaux produits ; études des imprimés publicitaires ; suivi commercial d'actions dans les points de vente ; réunions d'information en province. A terme, il verra ses responsabilités élargies et son poste évoluer au sein de la Direction Commerciale.

Profil : Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Marketing, ayant une expérience réussie acquise au contact d'un réseau de distribution de produits d'assurance.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser d'urgence lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (indiquer votre numéro de téléphone si possible) sous la référence LM203, à notre Conseil



MICHEL JOLISSE Conseil en Recrutement

26, rue de la République, 75006 Paris



THOMSON-CSF DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à restructurer notre Direction Industrielle et à rechercher un

INGENIEUR DE PRODUCTION

pour développer, promouvoir et coordonner des technologies nouvelles dans le domaine de l'électronique et de la Mécanique pour l'Aéronautique. Ce poste peut convenir à un homme de terrain, dynamique, entrepreneurial et faisant preuve de créativité, ayant une expérience industrielle de 5 à 10 ans et une formation Grande Ecole (ENSAE).

Ce poste implique des contacts internes et externes à haut niveau (combinaison sur 3 centres) et peut permettre à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo sous référence IPM à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF 48, rue Guymer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

MATRA

RADIOCOMMUNICATIONS

recherche

Ingénieur HF

Responsable du Bureau d'Etudes.
Pour animer une équipe d'une dizaine de dessinateurs chargés des études d'équipements mobiles et fixes de radiotéléphonie.
Ce poste doit assurer l'interface entre les laboratoires d'études, les méthodes, la fabrication et la qualité.
Une expérience dans le domaine électronique est nécessaire.



Adressez votre CV et prétentions au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS
B.P. 66 - 78390 BOIS D'ARCY

Assistante de direction

120 000 F+
Banlieue Sud

Le Directeur Général d'une importante société spécialisée dans la micro-informatique recherche une collaboratrice.

Elle sera chargée :

- de l'organisation de ses déplacements et contacts,
- de la constitution et du suivi des dossiers et tableaux de bord,
- de la réalisation d'études spécifiques.

Diplômée d'études supérieures, ses connaissances juridiques, son expérience et la sûreté de son jugement lui permettant d'agir de manière autonome.

Lieu de travail : banlieue Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence 2852/JM, à



(réponse et discrétion assurées)

Ingénieur technico-commercial



CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la chimie de spécialités.

Représentée dans 75 pays, nous avons réalisé en 1983 plus de 60 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger. Nos produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels variés.

Nous recherchons un ingénieur pour assister sur un plan technique, à l'échelon international, le service commercial de l'une de nos divisions spécialisées dans les amines.

Ingénieur chimiste, vous possédez une première expérience dans ce type de fonction et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence M/3 à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - B.P. 68 - 78140 VELIZY.



CHIMIE DE SPECIALITES



BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

Nous disposons d'un centre informatique équipé de deux systèmes IBM 30XX sous MVS et d'un réseau de 700 terminaux sous CICS-DL 1 répartis dans nos agences.

Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques nous recherchons

ANALYSTE ORGANISATEUR

Mission : Nous vous proposons de conduire, en liaison avec les utilisateurs et les informaticiens, des actions d'organisation depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en place des systèmes préconisés.

Formation :

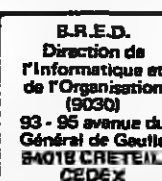
Diplômé d'études supérieures, vous possédez, après quelques années d'expérience, une bonne culture informatique tant au niveau de la conception des applications que sur le plan des techniques appliquées.

ANALYSTES PROGRAMMEURS A FORT POTENTIEL

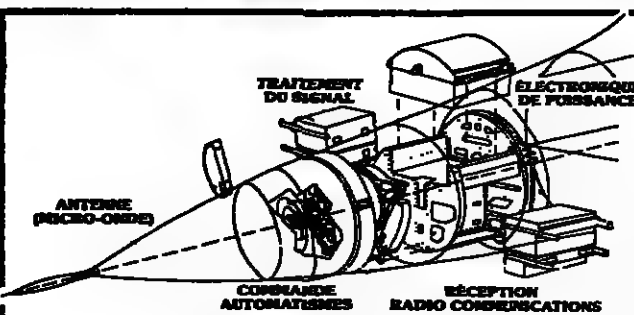
Mission : Au sein de nos équipes de développement vous participerez à la conception et à la mise en place d'importantes applications bancaires et votre évolution professionnelle doit vous conduire rapidement à devenir responsable d'application.

Formation : Débutant ou disposant de quelques années d'expérience vous êtes titulaire d'un MIAGE ou au minimum d'un D.U.T. Informatique.

Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature (CV + photo) à :



B.R.E.D.
Direction de
l'Informatique et
de l'Organisation
(93030)
83 - 95 avenue du
Général de Gaulle
94018 CRETEIL
CEDEX



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT RCM

Le Département RCM de THOMSON-CSF conçoit et réalise des RADARS et des ÉQUIPEMENTS DE CONTRE-MESURES AÉROPORTÉES

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement nous permettent d'occuper une place de premier plan.

Après une première contribution dans des spécialités variées, RCM et plus généralement le Groupe THOMSON ouvre des possibilités d'évolution multiples, liées aux aspirations et compétences de chacun : approfondissement technique, responsabilité de projets complexes, dans les fonctions industrielles, commerciales et de gestion de l'entreprise.

RCM accueille chaque année une centaine d'élèves ingénieurs ou 3^e cycle universitaire, en stage d'application (2^e année) ou de fin d'études et recrute des Ingénieurs.

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES

• Circuits et sous-ensembles de traitement du signal en laboratoires.

• Micro-Ondes : antennes et circuits hyperfréquences.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS

• Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels.

• Études théoriques de projets, prospectives, simulations.

• Définitions, réalisations d'essais au sol et en vol.

Un CV + lettre précisant les centres d'intérêts techniques faciliteront l'orientation de votre candidature à adresser sous réf. 33998 C à THOMSON-CSF, Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Nous réalisons les usines de demain

Aujourd'hui, les entreprises sont confrontées à un environnement économique toujours plus exigeant. Demain, seules celles qui auront su accroître leur productivité seront encore dans la course.

Spécialisé dans l'ingénierie des systèmes industriels, notre Département MECANIQUE ET LOGISTIQUE travaille à développer les solutions techniques les mieux adaptées à chaque entreprise.

Nous recherchons dans le cadre de notre développement :

Ingénieur conseil en production confirmé

Pour permettre à nos clients d'améliorer les performances de leurs entreprises, vous maîtriserez, grâce à votre vision globale de l'entreprise, les études de modélisation nécessaires en vue de l'optimisation des différentes étapes de la production (conception, fabrication, distribution des produits). (Réf. 83-M-20)

Ingénieur génie-mécanique mécatronique confirmé

Vous participerez à l'analyse des besoins en robotisation de nos clients. Vous concevrez des ensembles mécaniques et électromécaniques complexes en vous appuyant sur nos équipes d'automaticiens sur notre C.A.O. et nos modèles dynamiques. Vous contrôlerez la mise en opération de vos systèmes. (Réf. 84-M-05)

Ingénieur méthode et manutention confirmé

Vous réaliserez les études de processus de fabrication de nos clients en étroite relation avec eux. En particulier, vous envisagerez l'amélioration des manutentions inter-opération. Pour cela, vous préconiserez les installations d'équipements standard ou spéciaux les mieux adaptés. (Réf. 84-M-07)

Vous animerez une équipe d'ingénieurs et d'informaticiens. Vous serez en liaison fonctionnelle avec l'ensemble des services techniques de SERETE pour la réalisation et la mise au point des dispositifs et équipements que vous aurez préconisés. Vous êtes de formation génie mécanique, et disposez d'une expérience d'au moins 5 ans de la fonction. Ces postes sont à pourvoir à : Paris, Bordeaux, Lille, Nancy, Nantes.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régault, 75640 Paris Cédex 13.



ingénierie

HYPERBOLE

S.S.C.I.

Recherche pour renforcer sa structure commerciale

INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL H/F

Connaissances techniques essentielles

Envoyer C.V. et prêt, à :

HYPERBOLE

15, rue Guyton-de-Morveau
75013 PARIS

Ingénierie et informatique

SERETE a l'ambition d'être la première société française d'ingénierie à automatiser ses processus d'études. Pour atteindre cet objectif, notre service Génie-Industriel, qui intervient sur des projets nécessitant la réalisation d'équipements de production (pompes, compresseurs, chaudières...) et de distribution des fluides, recherche :

Jeunes ingénieurs méthodes informatiques

En relation directe avec le Responsable du service Génie-Industriel et les services informatiques, vous procéderez aux études des besoins du service en méthodes informatiques. Vous analyserez les documents techniques établis par le service (notes de calcul, plans, spécification...).

Vous sélectionnerez les documents susceptibles d'être informatisés. Vous définirez les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de votre mission, et rechercherez sur le marché les logiciels nécessaires disponibles.

Ce poste conviendrait à de jeunes ingénieurs généralistes passionnés d'informatique. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre candidature à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régault 75640 Paris Cédex 13 en précisant la référence 84.12.M.



ingénierie

Un patron pour les langues vivantes

Depuis toujours les langues vivantes vous passionnent. Le moindre de vos déplacements à l'étranger réveille en vous le besoin irrésistible d'apprendre la langue du pays pour mieux communiquer.

Les langues vivantes sont donc pour vous plus qu'un "hobby". Elles ne sont pas pour autant votre spécialité. Nous vous imaginons plutôt branché sur l'international ou le Marketing depuis 3-4 ans, à la suite des études supérieures où les langues passaient malgré tout après les mathématiques.

Maintenant, vous connaissez bien l'entreprise, vous avez éprouvé votre créativité et votre

réalisme. Vous avez des idées, vous êtes capable de les tester, de les vendre et donc de produire.

Alors vous êtes prêt à rejoindre les décideurs de la Branche Education d'HACHETTE. Il s'agit de renouveler le secteur des langues vivantes : des livres certes, mais aussi de l'audio, du visuel, des cassettes, de la vidéo, pour les scolaires et les adultes, avec des partenaires français et étrangers.

Vous êtes intéressé, peut-être intrigué ?

Alors écrivez-nous. Lettre manuscrite + CV sous référence 394. Gestion des Cadres, 12, rue François 1^{er} 75008 Paris.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Digital : l'ambition intelligente. Ingénieurs

Bureautique, ordinateurs personnels, CFAO, réseaux (TRANSPAC), intelligence artificielle, Digital Equipment France est présent sur de nombreux marchés porteurs avec une gamme de produits performants.

Une forte croissance, des investissements en Recherche et Développement (+ de 11% du C.A.), nous permettent d'envisager des développements importants, et justifient une ambition à la mesure de nos moyens.

Aussi nous souhaitons renforcer aujourd'hui nos équipes Logiciel.

Système

Vous avez 2 à 3 années d'expérience dans le domaine de bases de données, télécom, Gestion, Bureautique, et la connaissance des systèmes d'exploitation VMS ou RSX.

Vous aurez une responsabilité de conseil et d'assistance sur ces différents types de systèmes dont vous assurerez la mise en place.

Réseaux et Télécom

Vous avez plusieurs années d'expérience SSI/constructeur sur les Réseaux, étudié des cahiers des charges, développé des applications télécommunication, et vous possédez une expérience sur les différentes architectures de Réseaux (DSA, DNA, SNA).

Vous aurez la responsabilité d'étudier et de mettre en place des solutions Réseaux dans le cadre du support à la vente des grands projets.

Vous intégrerez des équipes performantes dans un climat "ouvert" et stimulant et trouverez des possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature sous Rf. M55 en précisant le poste souhaité à Jean Pierre Faivre Digital Equipment France 16 rue Saurin Rungis Cedex 1116 - 9426.

N° 1 de l'informatique interactive

digital

THOMSON-TITN

Société d'Ingénierie Informatique
(750 personnes) recherche pour

DEPARTEMENT COMMUNICATIONS

spécialisé dans l'étude et la réalisation de systèmes de communications d'entreprise : réseaux locaux, télé-informatique, messagerie.

INGENIEURS INFORMATIENS

- Débutants : formation (grandes Ecoles, DEA-DESS) orientée « télé-informatique » ou « systèmes » (réf. C1)
- 3-4 ans d'expérience en développement de projets liés aux Télécommunications (réf. C2)
- Ingénieur logiciel « méthodes » possédant les qualités de rigueur et le sens de l'organisation que requièrent des responsabilités de suivi de produits (réf. C3)

Postes situés à M. Malesherbes, Plateau de Vanves. Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à :

A. CHARTIER THOMSON-TITN
5, rue G. Esnel 91420 MORANGIS.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

JAEGER

SPECIALISTE DES EQUIPEMENTS DE BORD
ELECTRONIQUES ET ELECTROMECHANIQUES POUR
L'AUTOMOBILE, recherche, pour ses services d'études,
laboratoires et usines de fabrication, des

INGENIEURS ELECTRONICIENS et INGENIEURS ELECTROMECHANICIENS

Grandes Ecoles ou Ecoles spécialisées.
Débutants ou ayant expérience industrielle.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET ou CHALONS SUR MARNE.

Adresser C.V., photo et prétentions à P. STOFATI, Recrutement des Cadres
JAEGER, 2, rue Baudin - 92303 LEVALLOIS-PERRET

collaborateur chargé de la promotion et des études commerciales (cadre classe V - A.F.B.)

Mission :
- secondar le responsable du développement dans son action dirigée vers une clientèle d'entreprises (PME notamment)
- participer à la conception et à la diffusion auprès des exploitants bancaires et des caisses régionales de Crédit Agricole, des outils et des informations nécessaires à la conduite de cette action.

Profil :
- diplôme d'études supérieures, formation supérieure bancaire appréciée
- excellente connaissance des pratiques, services et produits bancaires destinés aux entreprises, exigée
- qualité d'expression écrite et expérience marketing bancaire souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
UNICREDIT
M^{re} Bellier, 128/130 Bd Raspail 75289 Paris Cedex 06

unicredit

CADRES COMMERCIAUX TRANSIT MARITIME

Une importante Société de transport international et transit maritime recherche dans le cadre de son développement des RESPONSABLES COMMERCIAUX ayant acquis une première expérience réussie de la négociation et de l'organisation de contrats de transport maritimes (équipements industriels de main, containers conventionnels...), acquise soit dans une Entreprise de Transit, soit chez un Exportateur. La qualité de leur communication commerciale, la compétence technique qu'ils exprimeront dans leurs quotations et leur gestion seront déterminantes dans leur réussite au poste à pourvoir. Rémunération attractive et véhicule de fonction proposés. Connaissance de l'Anglais et mobilité géographique (poste à pourvoir à Paris) indispensables.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 1244 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

377 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE (plus de 50 millions de C.A.) Filiée du Premier Groupe d'Assistance Française recherche pour étoffer son équipe commerciale

INSPECTEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

- 4 ans d'expérience minimum dans la vente de services.
- Capables de contacts à haut niveau.
- Susceptibles d'effectuer des déplacements dans toute la France.
- Dynamiques et d'excellente présentation.
- Expérience commerciale d'assurances ou établissements financiers appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente, prétentions à M^{re} REY, 36, rue Trébuchet, 75009 PARIS.
Description assurée.
Tout dossier incomplet sera automatiquement rejeté.

VILLE DU PECQ (VIELINES) recrute

ATTACHE FINANCIER

Formation Ecole de Commerce ou équivalente.
Expérience 2 ans minimum.
Connaissance des finances locales appréciée.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à :
M^{re} LE MAIRE, HOTEL DE VILLE,
13 bis, quai Maurice-Berteaux, 78230 LE PECQ.

Adjoint au directeur des affaires juridiques et économiques

Dans le cadre de son développement, 3M SANTE recherche un adjoint à son Directeur des affaires juridiques et économiques.

- Profil :
- niveau licence ou maîtrise en Droit,
 - 25/30 ans,
 - qualités de négociateur et sens du dialogue,
 - aimant les chiffres,
 - expérience dans entreprise ou cabinet de conseil souhaitée,
 - bonne connaissance de l'anglais,
 - pharmacien si possible.

Notre groupe (+ de 300 millions de C.A.) permet à un candidat motivé et compétent d'évoluer vers un poste à plus grandes responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

3M
SANTE
Laboratoire RIKER
Direction des Relations Intérieures
40, rue Gabriel-Crié
92245 MALAKOFF CEDEX

La Caisse Régionale de Crédit Agricole des Ardennes (500 personnes) recherche son

Responsable Information et Organisation

- Membre de l'équipe de direction. Il mettra en œuvre la politique générale de l'entreprise dans son département, comprenant :
- 60 personnes
- 2 ordinateurs Burroughs large système.
- Il sera également chargé de :
- la généralisation de la télégestion
- la mise en œuvre d'un plan bureautique
- l'étude de services nouveaux à la clientèle.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR GRANDE ECOLE ou formation universitaire 3ème cycle, possédant une expérience professionnelle de plusieurs années à un niveau de responsabilité semblable.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. B.D. à
C.N.C.A. Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Bristol Myers pour son Centre de Recherche et de Production de Marne-La-Vallée recrute

1- un chimiste

expérimenté synthèse organique niveau Docteur ès Sciences

2- un chimiste

expérimenté méthodes modernes d'analyse niveau Docteur ès Sciences

3- technicien-chimiste

pour laboratoire de synthèse organique fine.

- 4 ans expérience laboratoire de recherche souhaités -

Envoyer CV, photo et prétentions à BRISTOL MYERS SA
Directeur du Personnel - BP 62 - 77312 Marne La Vallée Cedex 2

Importante Société d'Ingénierie Filiée de l'un des premiers groupes industriels français

équipe d'un PRIME et terminant la mise en place
des applications de gestion,
recherche

Analyste Programmeur

Il sera chargé au sein d'une petite équipe de la maintenance de l'existant et participera à la conception de l'informatique de demain (CAO, DAO...).

Formation IUT ou MIAGE. Expérience de quelques années indispensable.

Connaissance du PRIME appréciée.
Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6133 à
Levi-Tourmay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

THOMSON-CGR EQUIPEMENTS MEDICAUX

recherche
pour son département VIDEO

INGENIEURS ELECTRONICIENS (ESE - ENSERG - ENSEIHT...)

Ils exerceront leurs compétences dans l'étude, le développement et l'évaluation de matériels vidéo à hautes performances destinés à l'imagerie médicale de pointe.

Ils posséderont les connaissances leur permettant de concevoir et de développer les circuits électroniques analogiques et numériques dans les matériels tels que :
- caméra de télévision à très haute résolution,
- convertisseur analogique numérique rapide.

Débutants ou confirmés, nous souhaitons rencontrer des candidats intéressés par le vidéo.

Adresser CV, photo et prétentions à Yves KUDIG - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens 93240 Stains.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON

BRANCHE COMPOSANTS
DEPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

Au sein de notre branche « Composants », notre volonté d'être leader dans une technologie de pointe se traduit par d'importants investissements qui nous amènent notamment à rechercher :

Responsable études technologiques

Le titulaire devra préserver et faire évoluer notre acquis technique en novateur et en gestionnaire, tant sur un plan interne (équipe de 5 personnes) que sur un plan externe (France - Etranger).

Ces fonctions s'adressent à un ingénieur (céramiste, physico-chimiste, physicien) ou en possédant le niveau. Il aura au moins 2 années d'expérience dans le domaine de la sérigraphie ou dans l'activité des hybrides. (Réf. 6812/A)

Responsable ligne assurance qualité industrielle

Responsable de la gestion de la qualité des produits fabriqués (procédures de contrôle, rendements, coûts), il animera une équipe de 5 personnes environ.

Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien possédant une bonne maîtrise dans la technique des hybrides. (Réf. 6812/B)

Responsable service « composants »

Sa mission consistera à maîtriser les conditions d'utilisation des composants (choix, qualification, normalisation, homologation) en relation avec les services techniques, qualité et achats.

Ces fonctions s'adressent à un ingénieur électronicien physico-chimiste. L'expérience des semi-conducteurs est indispensable. (Réf. 6812/C)

Ces postes impliquent des déplacements fréquents et de courte durée (France et Etranger). Ils sont basés dans un agréable cadre de vie, à proximité de FONTAINEBLEAU.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature, sous la référence choisie, à notre Conseil, Christian Louvier - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NORT - QUIMPER - RENNES

ANDERSON JACOBSON division télécommunications

Le développement important de notre activité Transmissions nous conduit à accroître notre force de vente. Dans ce cadre nous recherchons :

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Age environ 30 ans. Formation ENST.

Le candidat justifiera d'une expérience réussie de quelques années dans la commercialisation de matériel de transmission de données.

Poste basé à Paris. Déplacements en province.
Rémunération motivante : fixe + intéressement (180.000 F +).

Voiture de fonction.

Remboursement frais de vie sur justificatifs.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et photo à :
ANDERSON JACOBSON, service Recrutement
84, avenue Ledoux, 94250 GENTILLY.

Juriste droit bancaire

La BANQUE PARIBAS recherche pour sa DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES un ou une juriste droit bancaire.

Il sera chargé de seconder le responsable des affaires commerciales dans toutes ses activités et, outre une fonction de conseil, il suivra des dossiers relatifs aux entreprises en difficultés.

Il devra posséder :
- une maîtrise en droit au minimum ;
- sept à dix années d'expérience acquise dans un service juridique de banque ou dans une profession judiciaire.

Merci d'adresser C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, s/réf. J/DB à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recrute pour son centre d'instruction du personnel navigant

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA FONCTION SECURITE SAUVETAGE

(Position Cadre)

Expérience aéronautique (personnel navigant technique ou commercial avec base technique ou mécanicien aéronautique). - C.S.S. ou équivalent apprécié.
- Expérience en matière instruction animation. - Bonne expérience gestion.
- Connaissance anglaise technique appréciée.

Age minimum 35 ans. Constitution physique robuste pour assumer les expériences pratiques.

Lieu de travail : ORLY. Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 292/M au département Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

THOMSON-CGR

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche dans le cadre de son organisation décentralisée en RÉGION

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS-FINANCIERS et DU PERSONNEL (ESC + DECS ou équivalent)

pour les régions : SUD-OUEST
RHÔNE-ALPES
ILE-DE-FRANCE

Lieu de travail : BORDEAUX
LYON
PARIS.

Ils devront mettre en place une structure de gestion décentralisée, animer et coordonner avec les services centraux du Siège les fonctions : administration commerciale - comptabilité - contrôle de gestion - personnel et services généraux.

Expérience similaire indispensable, notamment en comptabilité/gestion avec utilisation de moyens informatiques.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous référence DCF/M à Service du Personnel, 33, avenue du Maine - BP 50, 75755 PARIS CEDEX 15.



THOMSON

TECHNICO-COMMERCIAUX COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

ACTIFS • CONNECTIQUE • PASSIFS

VOUS

Vous êtes ambitieux mais réaliste, autonome mais coopératif, dynamique mais organisé.
Votre compétence technique dans l'électronique est confirmée mais vous n'êtes pas devenu polar.
Votre sens du contact humain est trop développé pour une carrière purement technique.
Vous souhaitez trouver dans votre activité professionnelle des ouvertures et un accomplissement.

NOUS

Nous avons fait ses preuves depuis 14 ans dans la distribution, puis dans la fabrication de Composants Électroniques.
Notre croissance régulière apporte la stabilité.
Son importance (30 % par an) permet d'offrir de vrais développements de carrière.
Notre esprit de professionnalisme est présent à tous les niveaux de l'entreprise. Il est le garant de notre succès à court comme à long terme.

ENSEMBLE, NOUS POURRIONS TROUVER DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT COMMUN

Ecrivez-nous vite, nous sommes intéressés par vos centres d'intérêt ; envoyez votre C.V. et votre photo, nous parlerons de rémunération lorsque nous aurons fait connaissance, sachez que nous nous situons au-dessus de la moyenne et que notre système est très motivant.

L.S.C. FRANCE,

28, rue de la Procession, 92150 SURESNES.



Ingénieur Technico-Commercial

Nous recherchons pour le service commercial exportation de notre département détection sous-marine un ingénieur expérimenté responsable de la vente d'équipements et de systèmes électroniques de haute performance.

Il sera également chargé de la négociation et du suivi des contrats.

Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Nombreux déplacements liés à l'activité.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 93/011 à Marina BIALOGOS

SINTRA - ALCATEL - Service des Relations Sociales et de l'emploi -

1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.

Mud-Loggers

THE ANALYSTS SCHLUMBERGER

MUD-LOGGERS WITH PREVIOUS EXPERIENCE

Fluent in French or Italian or Spanish and English

Send c.v. to:
S.T. THE ANALYSTS B.P. 332
64141 BELLÈRE CEDEX-FRANCE

THE ANALYSTS

Schlumberger

The analysts Schlumberger recherche géologues de sondes expérimentés parlant couramment français ou italien ou espagnol et anglais.

Nous sommes un important Groupe français du BTP
et dans le cadre de notre développement,
nous recherchons un

SPECIALISTE ETUDES OUVRAGES D'ART

Très haut niveau

Il travaillera en collaboration étroite avec un professionnel réputé mondialement et devra lui succéder lors de son départ en retraite, dans quelques années.

Si vous êtes un ingénieur ayant déjà acquis une bonne réputation dans cette spécialité, nous souhaitons vous rencontrer.

Bien entendu, toute candidature sera traitée confidentiellement.

Merci d'écrire avec CV, photo et rémunération actuelle et souhaitée sous réf. IET 1.4 à COFAP
40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.

Juriste débutant HF droit des affaires

CORNING EUROPE coordonne, à PARIS, l'ensemble des activités européennes de CORNING GLASSWORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux.

Nous recherchons un juriste titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS en droit des affaires. Vous êtes débutant ou vous avez déjà acquis une première expérience.

Agé de 25 ans environ, vous maîtrisez l'anglais et souhaitez vous confronter à des stratégies juridiques internationales de haut niveau.

Nous vous confierons, sous la direction du juriste en charge de nos filiales européennes, les responsabilités suivantes :

- préparation et suivi des assemblées générales d'actionnaires,
- suivi et gestion des cessions et acquisitions de capitaux,
- mise au point des contrats industriels et commerciaux,
- conseil auprès de la direction financière dans le domaine du crédit,
- études juridiques diverses.

Vos activités concerneront, dans un premier temps, notre filiale française votre carrière pourra évoluer en France ou au niveau international. Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CEJM à CORNING EUROPE - 185, av. du Général-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

CORNING EUROPE

Chef de projet HF Logiciels réseaux

groupe Stéris

Nous sommes :
un constructeur spécialisé dans les convertisseurs de protocoles de tous niveaux et dans les matériels d'interconnexion aux réseaux d'informatique et de télématique. Nos équipes de développement comportent 40 spécialistes dont 30 en logiciels.

Vous avez :
5 à 8 ans d'expérience dans les logiciels temps réels et une pratique minimum des télétransmissions. Connaître le M 68000 serait encore mieux.

Nous vous offrons :
une formation complémentaire sur nos matériels, un cadre de travail dynamique au sein d'une équipe motivée, de larges possibilités d'avenir dans une entreprise de 95 personnes, en expansion de 40 % par an.



Paris-Lille-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTec

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2991 M à CORT - 65 avenue Kléber - 75116 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS
TRES IMPORTANTE SOCIETE DE PRESSE TECHNIQUE
recrute pour l'une de ses publications
(Droit de l'Entreprise)

JEUNE REDACTEUR JURIDIQUE
HF

Le poste à pourvoir concerne le droit commercial en général et le droit des sociétés en particulier.
Il requiert une aptitude marquée pour la rédaction, le sens du concret, le goût de la pédagogie, une excellente capacité d'analyse des textes débouchant impérativement sur des commentaires et des synthèses pratiques. Ce poste convient à un diplômé de droit privé, même débutant (libéré O.M.).

DESS - DEA - DOCTORAT
Une formation complémentaire (fiscalité - comptabilité - notariat - etc.) constitue un atout apprécié.
Excellentes perspectives d'avenir au sein d'équipes rédactionnelles dynamiques.
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous référence 311 M à Corinne VAN LOEY.

degré Conseil
11, rue La Boétie 75008 PARIS

Rowntree Mackintosh
LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT

recherche dans le cadre du développement de ses services techniques un responsable

ORGANISATION METHODES

Rattaché au responsable des services techniques, il aura pour mission de :

- développer des méthodes visant à optimiser l'activité d'entretien
- contrôler l'exploitation des moyens mis en place
- proposer une politique de maintenance et suivre les stratégies adoptées.

Le candidat retenu aura une formation d'ingénieur en mécanique et sera ouvert aux problèmes de gestion. Il aura occupé une fonction similaire pendant 2 ans minimum dans laquelle il aura fait preuve de ses qualités de dialogue d'ouverture et d'organisation.

Adresser C.V. photo (retournée) et prétentions à A. VOIRRESSON, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 8

SFENA

Société de 2280 personnes dont 650 Ingénieurs et Cadres, grand équipementier aéronautique et spatial, constructeur de tests automatisés et constructeur informatique de mini et micro-ordinateurs. Notre CA dépasse 1 milliard de francs. Nous recherchons un

Contrôleur de gestion
Débutant

Rattaché à la Division Informatique dans le cadre des missions de son département Gestion Administration, vous serez chargé du contrôle de gestion de la fonction commerciale et marketing. Vous suivrez les budgets ventes et les budgets dépenses, analyser les résultats, les écarts, les prix de revient et vous vérifierez le bon emploi des moyens et des ressources du département par la mise en œuvre et le contrôle du respect des procédures.

Vous participerez enfin à l'automatisation de la gestion de ce service.

Nous recherchons un cadre diplômé d'Etudes Supérieures de Gestion (ESC, Sciences Po, Maîtrise de Sciences Eco), intéressé par la vie d'une unité de 300 personnes concernant et commercialisant des matériels de haute technologie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 1188 à Sfena, Gestion des Cadres, B.P. 59, 78141 Velizy-Villacoublay.

THOMSON-TITN
Société d'ingénierie informatique
(750 personnes) recherche pour

DEPARTEMENT TEMPS REEL

réalisant des systèmes-matériel et logiciel de contrôle-commande de processus, traitement de l'image et de la parole...

INGENIEUR LOGICEL
2 ans d'expérience ou « thésard » dans le domaine du traitement d'images (réf. TT)

INGENIEUR ELECTRONICIEN
débutant ou 1^{ère} expérience pour participer au développement de systèmes à base de micro-processeurs 8 et 16 bits. (réf. TR)

Renvoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence choleia à :

Ariane CHARTIER THOMSON-TITN
5, rue Gustave Eiffel 91420 MORANGIS

THOMSON-CSF
01 69 29 29 29

sigma conseil

ORGANISATION
TRAITEMENT DE L'INFORMATION
recherche

4 INGENIEURS INFORMATIQUES
(2 INGENIEURS-CONCEPTEURS
2 INGENIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.
- Sens des responsabilités.
- Remunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification souhaitée.
- Diplômes grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
- Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à Jeanne DUBUS, SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf - 75008 PARIS

Ingénieurs ou assimilés et techniciens
(B.T.S. - D.I.T.) de formation électronique et ayant de bonnes connaissances en micro-informatique.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Tél. pour r.v. : 548-27-25.

Importante carrière d'ingénieurs publics dans d'antennes locales, recherche pour participer à la mise en place de nos services après-vente et entretenir les lignes.

UN CADRE COMMERCIAL

Diplômé de l'enseignement supérieur ayant de solides connaissances en droit civil et de préférence une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

Adresser C.V. et prétentions à L. LALANDE, 20, rue de la Vierge 75005 PARIS Cedex 12.

LABORATOIRE C.N.R.S. GIF
recherche

INGENIEUR INFORMATIQUE-MICROELECTRONIQUE

- 1) Informatique temps réel.
- 2) Microélectronique.
- 3) Responsabilités projets scientifiques.

Statut de fonctionnaire 2 A.

Envoyer C.V. à L25 - ESC - Plateau du Moulin 190 Gif-sur-Yvette (91) 941-90-40, p. 1656.

SOCIÉTÉ recherche

COMPTABLE
GESTIONNAIRE UNIQUE sur ordinateur.

Env. C.V. + photo à COLA S.A. 8, rue de la Vierge 75005 PARIS

URGENT
Ville de Chilly-le-Roi (Val-de-Marne) recherche

UN ATTACHE COMMUNAL

Par voie de situation ou signature sur le site du SERVICE ENSEIGNEMENT INFANCE - JEUNESSE PERMANENCE D'ACCUEIL DES JEUNES

Adresser candidatures et C.V. à Monsieur le MAIRIE de CHILLY-LE-ROI (94550).

PARIS (17^e)
ORGANISME FINANCIER DU LOGEMENT SOCIAL recherche

COLLABORATEUR (HOMME ou FEMME)

POSITION CADRE
Ce poste conviendrait à candidat / e ayant :
- expérience confirmée en CREDIT BANCAIRE, ANALYSE DU RISQUE, etc.

Il devra posséder des capacités de rédaction d'études et de bons contacts bancaires.

Conventions collectives des établissements financiers.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé indiquant dernière rémunération perçue (réf. 8256) à :

B.E.O.
3, rue de Tolbiac, 75008 PARIS.

Organisme d'Etudes Economiques, recherche

2 CHARGES ETUDES de MARCHES, Poste 1 : 1 chargé d'études quantitatives (collectivités, entreprises.) Poste 2 : 1 chargé d'études qualitatives et quantitatives sur la distribution.

Profil : Ecole Commerciale, maîtrise d'économie ou équivalent, 1 an d'expérience dans l'un des domaines cités.

Lieu de travail : Paris-9.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et référence souhaitée à AMP sous réf. 2322/F 40, rue Olivier-de-Serre, PARIS-15^e, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL

Ayant connaissance minimum de l'anglais, recherche pour Paris.

Ayant connaissance minimum de l'anglais, recherche pour Paris.

OFFSETISTE

pour responsabilité

Rémunération 1^{er} échelon. 4.800 F net + avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé à RIGOL-PROCE 20, rue de la Vierge 75005 PARIS.

UN PERMANENT

Prof. formation débutant Supérieur travail social

Env. C.V. à M. Baudouin, 12000 RUE MALHERBE.

URGENT
Le SYNDICAT M.L.C. recherche :

- 1. ANIMATEUR - 27 ans min.
- 2. FORMATION D.E.A. + S.A.
- 3. 4 ans exp. T.C.
- 4. Expérience avec jeunes gens.
- 5. 30 heures/semaine.
- 6. Salaire : 500 à 5.000 F suivant diplômes et exp.

Envoyer C.V. détaillé à M. C. SKYDOL, Place Mandarine, France, 91200 ATHIS-MONS.

STÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
Madagascar recherche :
Nauilly-sur-Oise, recherche :

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Diplômé école commerciale IUT - BTS, débutant ou courte expérience. Acute, dynamique, connaissant l'anglais.

Adresser C.V. détaillé, photo, à :

OSBA
Organisme de formation en forte expansion (+ 30 % par an) recherche un

COMMERCIAL

de formation supérieure, connaissant une expérience (à ses débuts) de la vente de services (de préférence de formation) aux entreprises.

La notoriété et la dynamique commandent de l'entreprise grandissent à un rythme fort, motivé une rémunération élevée.

Adresser C.V. photo et prétentions à OSBA, 80, rue d'Alger, 75015 PARIS.

Agence de Publicité
recherche :

CHIEF DE GROUPE
pour services comptable et informatique.

Sous l'autorité du Directeur Financier, ce responsable H. ou F. avec une expérience de 3 à 4 années est chargé de la comptabilité générale et analytique.

De formation DESS il a de très bonnes connaissances en fiscalité, droit social et informatique.

Qualités requises : diplomate et esprit d'équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à M. Patrick SAUDRY, 10, rue Beaujeu, 75008 PARIS.

OPÉRATEUR-TRICE

Expérimenté (e) console système, sur IBM 34, Place de la Liberté, 93, rue de la République, 93000 LA SEINE-SAINT-DENIS.

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

B.T.S., D.I.T. ou C.N.A.M. Mécanique physique : électromécanique, pneumatique, physiologie de la vision. Il faut : permis V.L., diplôme O.M., travail de nuit occasionnel. Souhaitable : connaissances en informatique, anglais lu ; quelques années d'expérience en bureau d'études.

Salaires : 58.200 F minimum. Envoyer C.V. détaillé manuscrit à : L.A.S.P., B.P. 509, 77016 MELAN Cedex.

Recrutement et gestion des cadres

Nous sommes un des tout premiers Groupes de Presse et d'Édition (2000 personnes) situés à Paris. Notre responsable de la Gestion des Ressources Humaines renforce son équipe et recherche un candidat pour l'assister dans la Gestion du Personnel Cadres et Journalistes (500 personnes).

Nous vous confierons tout particulièrement la réalisation des recrutements et l'intégration des nouveaux, et par la suite l'entière responsabilité de la gestion et du suivi d'une partie de l'encadrement.

Vous êtes de formation supérieure et avez au moins 3 ans d'expérience dans le recrutement et si possible la gestion du Personnel acquis en entreprise ou en cabinet de conseil.

Nous vous remercions de nous adresser votre candidature que nous traiterons avec confidentialité, par l'intermédiaire de :

ESPACE ET COMMUNICATION
REF. : PP/526
35, rue Bailly, PARIS-9^e

Telemecanique
les solutions de progrès

12300 personnes dont 26 % à l'étranger
22 Usines en France - 6 Usines à l'étranger
Filiales Commerciales dans 28 pays
C.A. 4,4 milliards en 1983

Un des leaders européens des constructeurs pour automatismes industriels (des techniques avancées dans les domaines : ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE AUTOMATISME - PNEUMATIQUE)

recherche

JEUNE INGENIEUR BREVETS
Formation GRANDE ECOLE + C.E.P.I. réf. 1F8401

Langues anglaise - allemand.
Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris.
Déplacements en province à prévoir.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite, en rappelant la référence à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnelles - TELEMECANIQUE ELECTRIQUE 33bis, av. Marechal Joffre - BP 204 - 92002 NANTERRE Cedex.

Commercial export
Formation supérieure
30 ans minimum

Bilingue anglais + autre langue

Groupe chimique leader mondial dans sa spécialité, nous recherchons, notamment aux industries pharmaceutiques et alimentaires, des matières premières de haute technicité. Nous recherchons actuellement un homme à qui confier la responsabilité d'un secteur géographique à l'exportation. Ce sera un NEGOCIATEUR capable d'animer nos agents, de les informer et d'informer notre service marketing, de veiller à l'expansion et à l'organisation du marché qui lui sera confié. Il en sera entièrement responsable. Déplacements à prévoir mi-temps.

Information et contact immédiat : au 763.11.15. réf. 1407.

Information Carrière, 7 rue de Logelbach 75017 Paris.

BANQUE PRIVEE
PARIS 8e recherche pour son SERVICE INSPECTION

Contrôleur classe III

Il aura pour mission de veiller au respect des opérations comptables et des procédures et règles existantes.

Il participera également à l'amélioration des procédures en place.

Des déplacements de courte durée en province sont possibles.

Envoyez lettre de candidature C.V. détaillé + photo et prêt. sous réf. 9019 à Téléc. P.A. Jonction 34 Bd Hausmann 75009 PARIS qui transmettra.

I.P.M. S.A.
STÉ D'EXPORTATION COMPTABLE
150, r. Lamarck 75018 Paris recherche

CHEF COMPTABLE

Expérience minimum 5 ans de préférence dans la distribution alimentaire. Lieu de travail : Val-d'Oise.

Tél. p. R.-VS 627-21-21.

L'Entreprise Industrielle Automatique AUTOMATISMES-INFORMATIQUE, région PARIS

TECHNICIENS SUPERIEURS DUT-IUT

Mécanisme automatisés électromécanisme.

Envoyer C.V. à M. REMY Entreprise Industrielle 225, avenue Mal-Fort, 75150 LES MUREAUX.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emploi destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans **Le Monde** le samedi soir et une sélection d'annonces du **Herald Tribune**.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F

Emplois Cadres

BON DE COMMANDE - Emplois Cadres - numéro :

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRES X 7 F (Prix de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au : Monde, Service de la vente au numéro, 3, rue de la Harpe, 75002 PARIS Cedex 05.

Votre commande sera prioritaire dans les plus brèves délais.

01/10/1984

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,85
AUTOMOBILES	50,00	58,42
AGENDA	50,00	58,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

DEMANDES D'EMPLOIS

HOMME POSITIF. Diplôme Universitaire U.S., titulaire indifférentement Anglais et Français. POLYVALENT : - Commercial de conception (marketing) et de terrain (distribution active). - Expérience missions commerciales dans tous pays francophones et anglophones. - Import-Export - Transit. - Responsable expérimenté romps aux exigences de PME/PMI.

47 ANS - Esprit rigoureux, très bonne santé, bon séducteur, bon gestionnaire.

RECHERCHE : Responsabilité en France-tirer ou en équipe dans entreprises réalisant addition totale.

Accepte déplacements France-Etranger.

Entre en relation à LA ZEE - 3, rue du Général Harrier-Bordier - 92200 NEUILLY. Tél. : 722-58-80.

FONCTION PERSONNEL

J.H. 28 ans. formation commerciale, expérience en gestion commerciale, maîtrise des outils ADM, restructuration de services, analyse fonctionnelle, maîtrise des outils de gestion, maîtrise des outils de gestion, maîtrise des outils de gestion.

ORGANISATEUR - 30 ans, 12 ans d'expérience en gestion commerciale, maîtrise des outils ADM, restructuration de services, analyse fonctionnelle, maîtrise des outils de gestion, maîtrise des outils de gestion.

INGENIEUR INFORMATICIEN (I.N.S.E.T.) 3 ans d'expérience en gestion commerciale, maîtrise des outils ADM, restructuration de services, analyse fonctionnelle, maîtrise des outils de gestion, maîtrise des outils de gestion.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 18) B.P. 40209 PARIS.

travail à domicile

Découvrez nos expérimentés rechs. travail à domicile. Lignes, rapports, thèses, etc. (48) 89-08-02.

capitaux propositions commerciales

Précis : logements, commerces, hypothécaires, internationaux. Etude Sully Paris. 805-05-03.

cours et leçons

Prof. d'anglais, spécialité formation initiale pour adultes. Tél. : 226-02-11.

automobiles

Part. de LNA Citroën 4 CV. Part. de LNA Citroën 4 CV. Part. de LNA Citroën 4 CV.

ventes

Part. de LNA Citroën 4 CV. Part. de LNA Citroën 4 CV. Part. de LNA Citroën 4 CV.

CHIEFS D'ENTREPRISE

Votre futur DG, adjoint, directeur de service, directeur marketing, 40 ans, une formation technique et commerciale supérieure (Université), formation commerciale (Université), formation commerciale (Université).

de 8 à 11 C.V.

Particulier recherche CARRIOT DÉCAPOTABLE PEUGEOT 504 Année 81-82, peu roulé. Tél. : 11-88-28.

divers

Club Card jusqu'au 24 Mars PRIX SPECIAL sur les 48 villes PARIS 148 (1) 539.57.33

BMW SERIE 3-5-7

83 et 84. Peu roulé, garantie 3 ans, 100.000 km. 533-03-36. 83, rue Desnoyettes, PARIS-15.

VOLVO PARIS

LE PLUS GRAND CENTRE DE VOITURES "OCCASION"

VOITURES NEUVES

54-56, av. de Versailles 75016 PARIS. Météo Météo.

deux-roues

MOTO YAMAHA XS 850 AVRIL 1980 45.000 kms

EXPATRIATION

Honoraire 43 ans, électrologue, maîtrise des outils ADM, restructuration de services, analyse fonctionnelle, maîtrise des outils de gestion, maîtrise des outils de gestion.

L'immobilier

Les 1er, 2 et 3 Mars 1984 de 10 h 00 à 19 h 00

Invitation

Présentation filmée

Sur la Résidence-Club "Les Arcades" à Vallauris - Golfe-Juan

7, rue de Logelbach, Paris 17^{ème}, 5^{ème} étage (Métro Monceau)

ouvert, une réussite !

Pour Retraités niveau cadre

ARCADES COTE D'AZUR

Rendez-vous en téléphonant au 766.01.43

appartements ventes

1^{er} arrdt
CHATELET grand standing 2 p. carcéral, prestations luxueuses, 960.000 F. Tél. 347-67-07.

4^{ème} arrdt
9, RUE ST-MERRI
TRES BEL IMM. PIERRE DE T. Studios et 2 p. en duplex. LUXUEUSEMENT RENOVEES. S/pl. de 14 m 14 h 18 h. 217-80-44 - 217-82-40.

5^{ème} arrdt
PANTHEON studio 2 p. et 3 p. carcéral, prestations luxueuses, 225.000 F. Tél. 325-97-18.

15^{ème} arrdt
CECOGI CONSTRUIT 329, RUE LECOURBE IMM. GRAND STANDING 2 et 3 PIECES 2 p. à part. de 709.400 F 3 p. à part. de 948.300 F 4 p. à part. de 1.248.300 F 5 p. à part. de 1.548.300 F Bureau de vente ouvert : - mercredi et vendredi, de 14 à 19 heures - samedi, 10 h 30 à 13 h 30. Téléphone : 575-82-78.

16^{ème} arrdt
PART. DE RANGLASH, Studio 35 m², r.d.c., jardin, parking, cave, 180 000 F. Tél. 360-20-36.

18^{ème} arrdt
DANS HOTEL PART. LUXUEUX DUPLEX STYLE RIVE GAUCHE beaux volumes 2.800.000 F - 727-84-78.

19^{ème} arrdt
DIVERS 16^{ème} Propriétaire vend immeuble pierre de taille, RESTAURATION BOGNERE 3 et 4 pièces 120 m², 4 p. pièces copolates et dernier étage à aménager. RCL 788-12-21.

17^{ème} arrdt
BATIGNOLLES IMM. NEUF STAND. SUR PLACE CLASSEES 50 RELIEVES-LOISIRS. Studio, 2 p., 3 p., 4 p., 5 p., 6 p., 7 p., 8 p., 9 p., 10 p., 11 p., 12 p., 13 p., 14 p., 15 p., 16 p., 17 p., 18 p., 19 p., 20 p., 21 p., 22 p., 23 p., 24 p., 25 p., 26 p., 27 p., 28 p., 29 p., 30 p., 31 p., 32 p., 33 p., 34 p., 35 p., 36 p., 37 p., 38 p., 39 p., 40 p., 41 p., 42 p., 43 p., 44 p., 45 p., 46 p., 47 p., 48 p., 49 p., 50 p., 51 p., 52 p., 53 p., 54 p., 55 p., 56 p., 57 p., 58 p., 59 p., 60 p., 61 p., 62 p., 63 p., 64 p., 65 p., 66 p., 67 p., 68 p., 69 p., 70 p., 71 p., 72 p., 73 p., 74 p., 75 p., 76 p., 77 p., 78 p., 79 p., 80 p., 81 p., 82 p., 83 p., 84 p., 85 p., 86 p., 87 p., 88 p., 89 p., 90 p., 91 p., 92 p., 93 p., 94 p., 95 p., 96 p., 97 p., 98 p., 99 p., 100 p., 101 p., 102 p., 103 p., 104 p., 105 p., 106 p., 107 p., 108 p., 109 p., 110 p., 111 p., 112 p., 113 p., 114 p., 115 p., 116 p., 117 p., 118 p., 119 p., 120 p., 121 p., 122 p., 123 p., 124 p., 125 p., 126 p., 127 p., 128 p., 129 p., 130 p., 131 p., 132 p., 133 p., 134 p., 135 p., 136 p., 137 p., 138 p., 139 p., 140 p., 141 p., 142 p., 143 p., 144 p., 145 p., 146 p., 147 p., 148 p., 149 p., 150 p., 151 p., 152 p., 153 p., 154 p., 155 p., 156 p., 157 p., 158 p., 159 p., 160 p., 161 p., 162 p., 163 p., 164 p., 165 p., 166 p., 167 p., 168 p., 169 p., 170 p., 171 p., 172 p., 173 p., 174 p., 175 p., 176 p., 177 p., 178 p., 179 p., 180 p., 181 p., 182 p., 183 p., 184 p., 185 p., 186 p., 187 p., 188 p., 189 p., 190 p., 191 p., 192 p., 193 p., 194 p., 195 p., 196 p., 197 p., 198 p., 199 p., 200 p., 201 p., 202 p., 203 p., 204 p., 205 p., 206 p., 207 p., 208 p., 209 p., 210 p., 211 p., 212 p., 213 p., 214 p., 215 p., 216 p., 217 p., 218 p., 219 p., 220 p., 221 p., 222 p., 223 p., 224 p., 225 p., 226 p., 227 p., 228 p., 229 p., 230 p., 231 p., 232 p., 233 p., 234 p., 235 p., 236 p., 237 p., 238 p., 239 p., 240 p., 241 p., 242 p., 243 p., 244 p., 245 p., 246 p., 247 p., 248 p., 249 p., 250 p., 251 p., 252 p., 253 p., 254 p., 255 p., 256 p., 257 p., 258 p., 259 p., 260 p., 261 p., 262 p., 263 p., 264 p., 265 p., 266 p., 267 p., 268 p., 269 p., 270 p., 271 p., 272 p., 273 p., 274 p., 275 p., 276 p., 277 p., 278 p., 279 p., 280 p., 281 p., 282 p., 283 p., 284 p., 285 p., 286 p., 287 p., 288 p., 289 p., 290 p., 291 p., 292 p., 293 p., 294 p., 295 p., 296 p., 297 p., 298 p., 299 p., 300 p., 301 p., 302 p., 303 p., 304 p., 305 p., 306 p., 307 p., 308 p., 309 p., 310 p., 311 p., 312 p., 313 p., 314 p., 315 p., 316 p., 317 p., 318 p., 319 p., 320 p., 321 p., 322 p., 323 p., 324 p., 325 p., 326 p., 327 p., 328 p., 329 p., 330 p., 331 p., 332 p., 333 p., 334 p., 335 p., 336 p., 337 p., 338 p., 339 p., 340 p., 341 p., 342 p., 343 p., 344 p., 345 p., 346 p., 347 p., 348 p., 349 p., 350 p., 351 p., 352 p., 353 p., 354 p., 355 p., 356 p., 357 p., 358 p., 359 p., 360 p., 361 p., 362 p., 363 p., 364 p., 365 p., 366 p., 367 p., 368 p., 369 p., 370 p., 371 p., 372 p., 373 p., 374 p., 375 p., 376 p., 377 p., 378 p., 379 p., 380 p., 381 p., 382 p., 383 p., 384 p., 385 p., 386 p., 387 p., 388 p., 389 p., 390 p., 391 p., 392 p., 393 p., 394 p., 395 p., 396 p., 397 p., 398 p., 399 p., 400 p., 401 p., 402 p., 403 p., 404 p., 405 p., 406 p., 407 p., 408 p., 409 p., 410 p., 411 p., 412 p., 413 p., 414 p., 415 p., 416 p., 417 p., 418 p., 419 p., 420 p., 421 p., 422 p., 423 p., 424 p., 425 p., 426 p., 427 p., 428 p., 429 p., 430 p., 431 p., 432 p., 433 p., 434 p., 435 p., 436 p., 437 p., 438 p., 439 p., 440 p., 441 p., 442 p., 443 p., 444 p., 445 p., 446 p., 447 p., 448 p., 449 p., 450 p., 451 p., 452 p., 453 p., 454 p., 455 p., 456 p., 457 p., 458 p., 459 p., 460 p., 461 p., 462 p., 463 p., 464 p., 465 p., 466 p., 467 p., 468 p., 469 p., 470 p., 471 p., 472 p., 473 p., 474 p., 475 p., 476 p., 477 p., 478 p., 479 p., 480 p., 481 p., 482 p., 483 p., 484 p., 485 p., 486 p., 487 p., 488 p., 489 p., 490 p., 491 p., 492 p., 493 p., 494 p., 495 p., 496 p., 497 p., 498 p., 499 p., 500 p., 501 p., 502 p., 503 p., 504 p., 505 p., 506 p., 507 p., 508 p., 509 p., 510 p., 511 p., 512 p., 513 p., 514 p., 515 p., 516 p., 517 p., 518 p., 519 p., 520 p., 521 p., 522 p., 523 p., 524 p., 525 p., 526 p., 527 p., 528 p., 529 p., 530 p., 531 p., 532 p., 533 p., 534 p., 535 p., 536 p., 537 p., 538 p., 539 p., 540 p., 541 p., 542 p., 543 p., 544 p., 545 p., 546 p., 547 p., 548 p., 549 p., 550 p., 551 p., 552 p., 553 p., 554 p., 555 p., 556 p., 557 p., 558 p., 559 p., 560 p., 561 p., 562 p., 563 p., 564 p., 565 p., 566 p., 567 p., 568 p., 569 p., 570 p., 571 p., 572 p., 573 p., 574 p., 575 p., 576 p., 577 p., 578 p., 579 p., 580 p., 581 p., 582 p., 583 p., 584 p., 585 p., 586 p., 587 p., 588 p., 589 p., 590 p., 591 p., 592 p., 593 p., 594 p., 595 p., 596 p., 597 p., 598 p., 599 p., 600 p., 601 p., 602 p., 603 p., 604 p., 605 p., 606 p., 607 p., 608 p., 609 p., 610 p., 611 p., 612 p., 613 p., 614 p., 615 p., 616 p., 617 p., 618 p., 619 p., 620 p., 621 p., 622 p., 623 p., 624 p., 625 p., 626 p., 627 p., 628 p., 629 p., 630 p., 631 p., 632 p., 633 p., 634 p., 635 p., 636 p., 637 p., 638 p., 639 p., 640 p., 641 p., 642 p., 643 p., 644 p., 645 p., 646 p., 647 p., 648 p., 649 p., 650 p., 651 p., 652 p., 653 p., 654 p., 655 p., 656 p., 657 p., 658 p., 659 p., 660 p., 661 p., 662 p., 663 p., 664 p., 665 p., 666 p., 667 p., 668 p., 669 p., 670 p., 671 p., 672 p., 673 p., 674 p., 675 p., 676 p., 677 p., 678 p., 679 p., 680 p., 681 p., 682 p., 683 p., 684 p., 685 p., 686 p., 687 p., 688 p., 689 p., 690 p., 691 p., 692 p., 693 p., 694 p., 695 p., 696 p., 697 p., 698 p., 699 p., 700 p., 701 p., 702 p., 703 p., 704 p., 705 p., 706 p., 707 p., 708 p., 709 p., 710 p., 711 p., 712 p., 713 p., 714 p., 715 p., 716 p., 717 p., 718 p., 719 p., 720 p., 721 p., 722 p., 723 p., 724 p., 725 p., 726 p., 727 p., 728 p., 729 p., 730 p., 731 p., 732 p., 733 p., 734 p., 735 p., 736 p., 737 p., 738 p., 739 p., 740 p., 741 p., 742 p., 743 p., 744 p., 745 p., 746 p., 747 p., 748 p., 749 p., 750 p., 751 p., 752 p., 753 p., 754 p., 755 p., 756 p., 757 p., 758 p., 759 p., 760 p., 761 p., 762 p., 763 p., 764 p., 765 p., 766 p., 767 p., 768 p., 769 p., 770 p., 771 p., 772 p., 773 p., 774 p., 775 p., 776 p., 777 p., 778 p., 779 p., 780 p., 781 p., 782 p., 783 p., 784 p., 785 p., 786 p., 787 p., 788 p., 789 p., 790 p., 791 p., 792 p., 793 p., 794 p., 795 p., 796 p., 797 p., 798 p., 799 p., 800 p., 801 p., 802 p., 803 p., 804 p., 805 p., 806 p., 807 p., 808 p., 809 p., 810 p., 811 p., 812 p., 813 p., 814 p., 815 p., 816 p., 817 p., 818 p., 819 p., 820 p., 821 p., 822 p., 823 p., 824 p., 825 p., 826 p., 827 p., 828 p., 829 p., 830 p., 831 p., 832 p., 833 p., 834 p., 835 p., 836 p., 837 p., 838 p., 839 p., 840 p., 841 p., 842 p., 843 p., 844 p., 845 p., 846 p., 847 p., 848 p., 849 p., 850 p., 851 p., 852 p., 853 p., 854 p., 855 p., 856 p., 857 p., 858 p., 859 p., 860 p., 861 p., 862 p., 863 p., 864 p., 865 p., 866 p., 867 p., 868 p., 869 p., 870 p., 871 p., 872 p., 873 p., 874 p., 875 p., 876 p., 877 p., 878 p., 879 p., 880 p., 881 p., 882 p., 883 p., 884 p., 885 p., 886 p., 887 p., 888 p., 889 p., 890 p., 891 p., 892 p., 893 p., 894 p., 895 p., 896 p., 897 p., 898 p., 899 p., 900 p., 901 p., 902 p., 903 p., 904 p., 905 p., 906 p., 907 p., 908 p., 909 p., 910 p., 911 p., 912 p., 913 p., 914 p., 915 p., 916 p., 917 p., 918 p., 919 p., 920 p., 921 p., 922 p., 923 p., 924 p., 925 p., 926 p., 927 p., 928 p., 929 p., 930 p., 931 p., 932 p., 933 p., 934 p., 935 p., 936 p., 937 p., 938 p., 939 p., 940 p., 941 p., 942 p., 943 p., 944 p., 945 p., 946 p., 947 p., 948 p., 949 p., 950 p., 951 p., 952 p., 953 p., 954 p., 955 p., 956 p., 957 p., 958 p., 959 p., 960 p., 961 p., 962 p., 963 p., 964 p., 965 p., 966 p., 967 p., 968 p., 969 p., 970 p., 971 p., 972 p., 973 p., 974 p., 975 p., 976 p., 977 p., 978 p., 979 p., 980 p., 981 p., 982 p., 983 p., 984 p., 985 p., 986 p., 987 p., 988 p., 989 p., 990 p., 991 p., 992 p., 993 p., 994 p., 995 p., 996 p., 997 p., 998 p., 999 p., 1000 p.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont DES LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICES DES LOCATAIRES. Téléphone : 288-88-46.

GARE DE LYON, 3 P., CFT, 2.200 F net, e/pl, ce jour et mercredi 18 à 18 h, exp. C. 5^{ème}, sans ascenseur. 211 BIS, RUE DE BERCY.

locations non meublées demandes

Paris

Pour personnel et dirigeant IMPORT SITE EUROPEENNE mondialement connue, recherche APPTS 2 à 3 PIECES Villiers Paris et environs. Tél. : 804-01-34 page 10.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ou semi. Loyer garanti 105.000 F. 283-67-52.

locations meublées offres

Province

JULIET et AOUT très BELLE BASTIDE DANS LES VIGNES 2 salons, bibloth., 6 chbres + 5 bns. Calme et soleil assurés (pas de pluie). Tél. : 804-04-50 SAUF WEEK-END.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres marqués Paris recherche du STUDIO ou 3 PIECES LOYERS 400.000 F. 288-11-08.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine 75008 PARIS APPTS STANDING 562-78-99

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes

BON XVII

BUREAU DE PRESTIGE Locataires de qualité Prix 3.000.000 F. Loyer 300.000 F. ou 4.000.000. Libre 788-12-21.

Locations

VOTRE SEGE SOCIAL

BARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. Tél. : 355-17-50.

VOTRE SEGE SOCIAL

A Paris de 80 F. Tous serv. Comptes. 783-47-14.

CHAMPS-ELYSEES

Bureaux équipés avec services de votre siège social téléphone, rétro, secrétaires, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. location courte ou longue durée. ACTE 562-68-00.

Ventes

Sentier, à vendre ou à louer, petite boutique + rés. libre de suite. Propriétaire 788-48-84.

L'IMMOBILIER

dans

Le Monde

du Lundi au Vendredi

296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Les bonheurs de Cultures au quotidien

Une paire de moustaches se penche sur l'échiquier. Dans la salle, la fumée est épaisse. De temps en temps, quelqu'un se lève et ouvre la porte pour une bouffée d'air. Dehors, la place est tranquille. La nuit repose. Des spots éclairent les copains qui dégustent leur soirée à petits coups de bière.

Le temps est aboli. Ils sont là, un peu pâles dans leurs habits de tous les jours, le dos légèrement voûté, les coudes cambrés sur la table façon bakélite. Les fronts se touchent presque. Conversations paisibles d'amis qui se retrouvent après le travail.

Ramon, président et père spirituel de l'association, raconte : « Le bar, on l'a aménagé nous-mêmes dans une ancienne boulangerie : 20000 F de travaux payés uniquement par souscription de 100, 200 F. On a commencé en novembre 1982. On se rencontrait, cinq copains, dans un restaurant de la Butte-aux-Cailles, le Temps des cerises. Une coopérative ouvrière. Ils avaient la même sensibilité que nous. C'était très bien, mais c'était un ghetto. Alors, on est parti et on est allé au bistrot d'en face monter des spectacles, des expositions, des débats. Puis on est allé dans un troisième bistrot, sur le quai de la gare. L'association Cultures au quotidien était lancée.

Ramon poursuit : « Les maisons de la culture, elles se cassent la gueule. Je sais de quoi je parle, j'étais directeur d'une MJC. Il fallait ramper pour rassembler des gens. On s'est demandé où le public et les artistes pouvaient se rencontrer, et on a pensé qu'il fallait amener la culture dans les lieux de vie.

« Les MJC se sont plantées car elles ont eu un mauvais départ : créées par des enseignants, elles développent des rapports enseignants-enseignés. Or la culture n'est pas un enseignement de connaissances. C'est vivre ensemble avec nos connaissances. Ainsi, dans un bistrot, on ne gêne personne : l'homme moyen y entre naturellement. Un dépliant de l'association développe la même idée : « C'est dans notre ordinaire que nous vivons nos cultures. »

Qui est celui que tout le monde salue amicalement d'un cordial « Bonjour Ramon », qui ne fait rien pour se faire remarquer, mais que l'on sent très présent à tout ce qui se passe ? Petit, costaud, souriant, Ramon finit à l'air de savoir encaisser les coups : « A la question, il donne une réponse : « Ma vie ? Avoir une maison, scolarité, à deux ans, je quitte l'école pour prendre la route. Je fais plein de petits boulots : mineur, plongeur, débarras aux Halles, artiste-peintre (médicoc, heureusement je me suis arrêté !). Puis animateur, éducateur de prévention. J'ai ouvert une librairie coopérative pour l'éducation permanente et j'ai écrit un livre : Deux doigts dans la bouche et l'amour en plus. S'étonne-t-on du titre ? Je suis toujours souriant non ? Alors, il faut bien que ça sorte quelque part. J'ai passé quarante ans à vomir le soir. »

TOUJOURS OUVERT

UN PRIEURÉ ROMAIN POUR L'ACCUEIL - L'Association du monastère de Marcevol (AMM) a été créée en 1972 avec le double objectif de réhabiliter et de rendre vie à un prieuré romain du douzième siècle bâti face au Canigou. Après y avoir aménagé des chambres, des dortoirs, des salles de détente et de réunion, l'association met désormais tout l'année ce lieu à la disposition des groupes qui en font la demande, pour un jour ou pour un mois, afin d'organiser des stages ou des rencontres, et ce sans exclusive de thème.

★ AMM Marcevol, Vinça, 66320 Arbonneville. Tél. : (08) 96-54-03, le vendredi de 16 h à 21 h.

PRÉRETRAITE

ACTIVITÉS BÉNÉVOLES DES PRÉRETRAITÉS - M. Jean-Jack Queyranne, député (P.S.) du Rhône, avait posé une question écrite au ministre délégué chargé de l'emploi sur la possibilité, pour les pré-retraités, d'exercer des activités bénévoles au sein d'associations à but non lucratif. La réponse a été publiée au Journal officiel du 31 octobre 1983. Les demandeurs d'emploi et les pré-retraités peuvent, désormais, exercer une activité bénévole sans que

Cet homme peu ordinaire parle des « artistes » avec un grand respect. Justement - Marc Robine, là-bas au fond près du bar, répète. Marc Robine : une voix douce, une sensibilité et un banjo. Ce Breton aux petits yeux percants, aux cheveux blonds filasse, va se produire tout à l'heure au Temps des cerises. Il s'est mis d'accord avec Mario Gemme, un artiste aux lèvres fines, qui passera avant lui. Entre les deux amis, la discussion est très courtoise : « Je peux passer en premier ce soir ? » - C'est comme tu veux Mario. »

Hier, ils étaient quelques-uns. Ce soir, il y a foule au local. Le téléphone arabe a dit que l'on mangerait un morceau entre copains. Les « artistes » sont là. Variés, de sa voix de basse, interprète Gaston Couté en s'accompagnant de sa guitare. Marc Robine arrive et le miracle se reproduit : quand il égraine son banjo, on fait silence d'instinct, il chante pour lui, pour ses amis, les yeux dans celui qui est en face de lui et qui hoche la tête en souriant : Mario Gemme, en artiste, apprécie.

Convivialité

Patou, la serviette franchement crasseuse sur l'épaule, la démarche hésitante, circule entre les groupes, ramasse les verres, vide les cendriers. Genti, il dit un mot à chacun. Une voix frémillante s'élève : « Je suis amoureux d'une enfant sauvage, rencontrée dans un port sucré du rivage. » Serge Bouzouk, un physicien de conseil, du sentiment comme une jeune fille, chante. Ses mains volent sur le bouzouki avec délicatesse et, quand son ami Marc Robine murmure une chanson, il sort son violon, saisi la mélodie au vol et l'accompagne dans le ton. On applaudit, on crie « Bravo ! ». Un jeune homme heureux sourit de ses deux yeux brillants dans ses lunettes rondes. Un septuagénaire croule de bonheur et cherche à lutiner une jeune femme qui le repousse gentiment.

Ramon, maître discret de ces plaisirs, commente par petites touches : « Les gens ne viennent pas ici pour le fric, mais pour la convivialité. C'est un esprit à créer : faire vivre le quartier... Il faut comprendre que les artistes ne sont pas isolés sur une scène. Ils sont au même niveau que leurs auditeurs. »

Cultures au quotidien anime aussi seize autres « lieux » : des cafés et des restaurants des 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements de Paris. Le programme de mars est disponible.

Minuit approche. Tout le monde chante. Les instruments - bouzouki, banjo, harmonica, guitare - se déchangent, le rythme s'emballe. Partons. Il faut raison garder.

DANIELLE TRAMARD.

★ Cultures au quotidien, 21, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 580-95-49. L'association a de multiples autres activités dans le quartier : école musicale, carnaval pour les enfants préparé dans une cage d'escalier, week-ends, débats, cours de musique pour adultes. Elle va bientôt ouvrir un bistrot de musique classique.

Ne sont jamais considérées automatiquement comme bénévoles des fonctions exercées par l'ancien salarié d'un organisme, même si celui-ci est à but non lucratif, et les fonctions déclarées comme non rémunérées. Il en va de même pour les fonctions occupées dans des entreprises ou des organismes à but lucratif. En cas de doute, les commissions paritaires du régime d'assurance-chômage doivent être saisies.

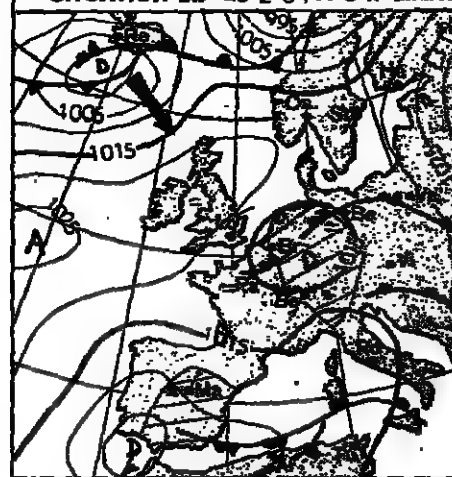
QUART-MONDE

STAGES DE FORMATION - L'Institut de recherche et de formation aux relations humaines (IRFRH), fondé en 1960 par le Mouvement ATD quart-monde, diffuse le calendrier 1984-1985 des stages de formation permanente destinés aux travailleurs sociaux, des sessions et séminaires sur le sous-prolétariat et des chantiers internationaux de jeunesse.

★ Mouvement international ATD quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrefort. Tél. : (3) 937-11-11.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 2 84 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 février à 0 heure et le mercredi 29 février à 24 heures.

La dépression de Méditerranée peu mobile continuera de diriger sur nos régions méridionales des zones de pluie ou de neige. Sur les autres régions, établissement d'un vent de nord apportant de l'air humide.

Mercredi : persistance d'un temps brumeux et nuageux sur la plupart des régions. De la Lorraine aux Flandres, encore quelques chutes de neige sporadiques. Sur le Languedoc, début des pluies dès le matin. Quelques éclaircies malgré tout de la Vendée et des Charentes à la région lyonnaise.

Sur ces régions, de faibles gelées entre 0 et -2 degrés. Ailleurs, il fera légèrement plus de 0 degré.

Au cours de la journée, dans le Nord-Est, les chutes de neige s'intensifient ; par contre dans le Midi la pluie et la neige gagneront le sud du Massif Central, la basse vallée du Rhône, la Provence, le sud des Alpes et la Corse. Ailleurs, ciel gris, de rares éclaircies se limitant à la Vendée, aux Charentes, au Poitou et au Limousin.

Les températures évolueront entre 2 et 3 degrés sur l'Est, 5 à 6 degrés sur l'Ouest et 10 à 12 degrés de l'Aquitaine à la Méditerranée.

Sans d'évolution pour le fin de la semaine - Un front froid traversera notre pays du nord au sud vendredi. Il sera suivi d'un vent de nord-ouest frais et souvent instable au perturbé.

Temps prévu de jeudi à samedi - Jeudi : Des averses se produiront encore en Corse. Sur les autres régions, il fera frais le matin avec des brouillards de l'Aquitaine au Centre et au Nord-Est. En cours de journée, près de la Manche, le ciel se dégage et des vents de secteur ouest se renforceront et il pleuvra. Près de la Méditerranée, le vent de nord restera assez fort. Les températures évolueront peu par rapport à celles de mercredi.

Vendredi : L'écoulement de temps couvert et pluvieux traversera l'ensemble du pays, depuis le Loire le matin, jusqu'à la Corse dans l'après-midi. Les pluies seront précédées de neige à basse altitude et localement en plaine dans le Centre et l'Est. Après le passage de cette zone de mauvais temps, quelques éclaircies se développeront mais elles alternent avec des averses. Les vents

PRÉVISIONS POUR LE 29 2 84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 29 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



de nord-ouest souffleront assez fort près de la Manche et le Mistral se lèvera en fin de journée.

Samedi, après une matinée assez froide, un temps généralement instable prédominera. De nombreuses ondées se produiront de la Manche au nord du Massif Central et aux régions de l'Est. Elles combleront partiellement les pluies, même sur plaine. Toutefois, de belles éclaircies seront observées près de l'Atlantique et surtout près de la Méditerranée où souffleront un fort Mistral.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 février ; le second le minimum le 28 février) : Paris, 12 et 2 degrés ; Biarritz, 10 et 3 ; Bordeaux, 9 et -1 ; Bourges, 4 et 1 ; Brest, 5 et 3 ; Caen, 4 et 4 ; Cherbourg, 4 et 3 ; Clermont-Ferrand, 4 et 0 ; Dijon, 3 et 0 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 8 et 2 ; Grenoble-St-Jacques, 5 et 2 ; Lille, 3 et 1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marganne, 9 et -2 ; Nancy, 1 et 0 ; Nantes, 5 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 4 ; Paris-Orly, 4 et 3 ; Pau, 10 et 2 ; Perpignan, 10 et 0 ; Rennes, 4 et 3 ; Strasbourg, 1 et 0 ; Toulon, 3 et 2 ; Toulouse, 10 et -3 ; Poitiers-Pin, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 18 degrés ; Amsterdam, 3 et 0 ; Athènes, 14 et 10 ; Berlin, 4 et 1 ; Bonn, 3 et 2 ; Bruxelles, 2 et 1 ; Le Caire, 11 min ; Casablanca, 23 et 15 ; Copenhague, 2 et -1 ; Dakar, 29 et 19 ; Djibouti, 20 et 13 ; Genève, 7 et 0 ; Jérusalem, 16 et 2 ; La Havre, 10 et 4 ; Londres, 3 et 3 ; Luxembourg, 9 et -1 ; Madrid, 5 et 0 ; Moscou, -3 et -12 ; Nairobi, 29 et 15 ; New-York, 2 et 0 ; Palma-de-Majorque, 13 et 7 ; Rome, 14 et 3 ; Stockholm, 0 et -1 ; Téhéran, 21 et 12 ; Tunis, 22 et 12.

(Document établi avec la support technique spécial de la météorologie nationale.)

SANTÉ

UN NOUVEAU VACCIN ANTI-CHOLÉRIQUE DONNE DES RÉSULTATS PROMETTEURS

Le nouveau vaccin anti-cholérique mis au point par l'Institut Pasteur vient d'être testé avec succès au Zaïre. « C'est le premier vaccin véritablement efficace, sans toxicité et de longue durée », a déclaré le professeur Pierre Lépine, ancien chef du service des virus à l'Institut Pasteur, devant l'Académie de médecine.

L'efficacité de ce nouveau vaccin - administrable par voie orale - a été vérifiée avec succès sur plus de trois mille personnes. Puis il fut administré, en février 1983, dans deux agglomérations zaïroises de vingt-mille habitants chacune, régulièrement frappées par des épidémies de choléra. Certains groupes de la population reçurent le nouveau vaccin oral, d'autres le produit traditionnel injectable, d'autres enfin reçurent un placebo.

Sept mois après la vaccination, l'épidémie apparut dans cette zone : la maladie fut contractée par 1,17 % des personnes non vaccinées, par 0,91 % des sujets protégés par le vaccin injectable classique mais seulement par 0,05 % des personnes qui avaient reçu le nouveau produit.

Celui-ci, fabriqué à l'aide de fragments de membrane du vibron cholérique, peut être administré par voie injectable mais plus aisément par voie orale puisque il suffit d'absorber deux fois quatre comprimés.

PARIS EN VISITES

JEUDI 1^{er} MARS

« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M^e Duhamel.
« Bibliothèque de l'Arsenal », 15 heures, métro Sully-Morland, M. Jacomet.
« Musée Jacquemart-André », 15 heures, 128, boulevard Haussmann, M. Serres (Classe nationale des monuments historiques).
« Les Halles », 15 heures, 1, rue de Turbigo (M. Carrey).
« Rue de Tournon », 15 heures, entrée de l'Odéon (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

LOTO BIS

Un deuxième tirage hebdomadaire du Loto aura lieu chaque samedi à partir du 30 mars. Pour prendre part au tirage du samedi, il faudra obligatoirement participer à celui du mercredi précédent et faire valider son bulletin le mardi, comme actuellement. Dans ce cas, la mise sera doublée (de 4 F à 420 F), mais les joueurs pourront continuer à choisir le seul tirage du mercredi au tarif habituel.

De nouveaux bulletins valables pour les tirages du mercredi 7 et du samedi 10 mars sont déjà en place chez les détaillants.

Pour le double tirage (mercredi et samedi), les nouveaux bulletins se présenteront à toutes les hypothèses de jeu : simples ou multiples, et abonnement simples ou multiples.

Une innovation : les joueurs qui auront trouvé « 5 bons numéros » de samedi doubleront leurs gains s'ils ont également désigné le « numéro complémentaire » du samedi.

Comme ceux du mercredi, les tirages seront télévisés en direct après le « Journal » de 20 heures sur TF-1. Les rapports seront connus le dimanche après-midi.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3456

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Donne une note que l'on n'aime.
II. Il est bon d'en posséder et meilleur quand on s'en est servi de trop. Son contraire est à lui-même.
III. Caractère d'un objet froid ou une nature trop chaude.
IV. Romains aperçus dans Milan. Préposition. Belle-sœur de son mari.
V. Traduction de l'anglais, celui du Parisien est le plus connu. Certains peinent très cher pour en trouver un faux.
VI. Se montre doublement rose. Parisiens irrespectueux.
VII. Tape-à-l'œil. Deux minces cardons ou l'événement de Rome.
VIII. Descendant du front après une chute alerte.
IX. Faire le poil en passant un bon savon. Peut être également inspiré.
X. Sprinter australien. Préfiguration du kolkhoznik.
XI. Personnel. Chef de rayon.

VERTICALEMENT

I. Femmes qui font leurs couches.
II. Tel un certain singe et plus d'un patron. Chose à rendre le plus tard possible.
III. Frère de cœur.
IV. Tape-déroulé quand elle est vide et dedans quand elle est pleine.
V. Deux fois de la présentation périodiques. Antidote de fautes d'usage.
VI. Est souvent un sage bien avant d'arriver à l'âge.
VII. S'exprime dans les salons après avoir parlé à l'atelier. Responsable de certains mouvements de grève.
VIII. Porte à la tête. Fait partie des mots mal acceptés par l'homme de l'art.
IX. Grecque. Avalueur de couleurs. Explosion au temps des bombardements.
X. Recevoir des pains ou de la galette.

Solutions du problème n° 3455

Horizontalement
I. Nystagme. - II. Arrière. - III. Ombres. - IV. Lad ; le ; ta. - V. Oite ; bel. - VI. De ; or. - VII. Inanition. - VIII. Sor ; dalle. - IX. Meule ; il. - X. Rue ; Eve. - XI. Sue ; smet.

Verticalement

I. Néologisme. - II. Rat ; Noé. - III. Candidature. - IV. Tri ; son ; lu. - V. Attie ; idées. - VI. Lait ; fra. - VII. Ore ; briller. - VIII. Paste ; olive. - IX. Be ; aïme ; et.

GUY BROUZY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 27 et mardi 28 février 1984 :

DES DÉCRETS

« Relatif aux modalités des concours de l'internat en médecine A, B et en psychiatrie organisés au cours de l'année universitaire 1983-1984. »
« Portant mesure de déconcentration en matière de police des mines et des carrières et modifiant le décret du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières. »

annonces associations

Appels

Association, « Agir p. le tiers monde » cherche personnes dynamiques pour aide bénévole dans démarches auprès entreprises et éventuellement participation à vie associative. Tél. : 44, rue Guriel - 75013 Paris.

Association à but social (Bénévoles). Jeune retraitée, mère de famille, etc. pour tâches variées : l'entretien nouvelles activités, service Formation, Administration, publications, finances.

Série : U.G.T.S. Association après jeunesse cherche pour agrandir ses effectifs 3 places ou 45 m² (indemnité à part), non commercial Paris quartier bien desservi. Tél. : 281-37-34.

Sessions et stages

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING
Week-ends de sensibilisation à l'écriture, ateliers d'écriture. Formation permanente. Documentation sur demande. Murs de jeudi 6 à 2 F. B.P. 26, 75227 Paris Cedex 06.

M^{me} F.P. 8/9 mars session DEF pour l'Europe / JAPON. S.E. asiatique. Tél. 228-03-33.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE enseignements officiels, privés, payant par le système pédagogique à un cours français. 328-22-86.

Seulement pour les personnes au Centre de l'AUBE ouvert toute l'année. BREVET - La Classe 2000 CREST.

La MACRO : week-end GASTAL les 31/3 et 1/4. Thème : « Rompre et renouer », réservé aux adultes. Animateur J.-M. Delacour. Tous renseignements : 306-77-71. M^{me} d'éc. de Conseil d'art pour divorcés et divorcés.

Stages ADELS 1984 : PHRASES LOCALES 7/11 mai à l'INEP de Marly-le-Roi. L'INFORMATION LOCALE 21/25 mai au CRIP de Colmar-Mulhouse. Renseignements au 347-21-10.

STAGE BOTANIQUE PROVENCE CONNAISSANCE DES PLANTES ET DE LEURS USAGES : catinaire, médecine, etc. Du 26 mai au 2 juin. Coût : 870 F. pour 12 personnes. LVT LES LAVANDES, 28510 REMUZAT - (78) 27-86-88.

Manifestations

Une réunion en vue de la formation d'une branche parisienne de la ROYAL SCOTTISH COUNTRY DANCE SOCIETY se tiendra le samedi 3 mars à 16 heures à l'ÉCOLE AMÉRICAINNE, 65, quai d'Orsay, 75007 Paris. Toutes les personnes intéressées peuvent contacter :

M. JÉRÔME REINSTE 18, rue Jean-Gabriel 75116 PARIS

- Prix de la ligne 25 F TTC (20 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au J.O.
- Chèques libellés à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi suivant (Régie-Presses LMA, 66 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS).

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La hausse des prix se ralentit en France : + 0,7 % en janvier

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,7 % en janvier, l'indice calculé par l'INSEE s'élevant à 144,5, contre 143,5 en décembre sur la base 100 en 1980. Ce résultat est le meilleur enregistré pour un mois de janvier depuis 1978 (+ 0,5 % cette année-là). Il se décompose ainsi : + 0,6 % pour les prix des produits alimentaires, + 0,7 % pour les produits manufacturés, + 0,7 % pour les services. L'indice du mois de janvier avait pourtant enregistré la hausse des loyers (+ 1,4 %), celle du tabac (+ 5 %, à cause de la vignette destinée au financement de la Sécurité sociale), celle également de la TIPP (+ 4 % pour la taxe intérieure sur les produits pétroliers, soit la moitié de l'augmentation prévue pour cette année), enfin l'augmentation de la redevance TV.

M. Jacques Delors a qualifié ce résultat de « satisfaisant », lundi soir 27 février, au cours de l'émission « Face au public » sur France-Inter. Ce résultat est effectivement satisfaisant pour un mois de janvier. Il confirme le ralentissement de

la hausse des prix qui se produit en France depuis quelques mois, et qui voit l'indice se redresser entre autres rythmes d'inflation et le rythme d'inflation de la moyenne des pays étrangers (+ 0,6 % de hausse aux Etats-Unis et en RFA en janvier). Cela étant dit, si les progrès sont indéniables, la hausse des prix sur un an (janvier 1984 comparé à janvier 1983) est encore de 9 %. De plus, les prix n'évoluent pas librement en France : certains sont bloqués (cafés-restaurants, hôtels, réparations à domicile), d'autres n'ont pas été revalorisés depuis longtemps (sauf) ou insuffisamment par rapport à l'inflation (loyers). D'une façon générale, les deux tiers des prix des produits manufacturés sont encore sans contrôle (254 accords de médiation ont été souscrits pour 1984, couvrant la quasi-totalité des secteurs industriels, indique la rue de Rivoli).

M. Jacques Delors aime-t-il en matière de prix une politique de l'indice ? Nous l'avons écrit il y a quelques mois en vu des décisions - souvent contra-

dictoires - prises par le ministre de l'économie et des finances : contradictoires avec les principes affichés, les promesses faites, les décisions prises précédemment. Dans l'article qu'on lira ci-dessous, M. Jean-Paul Piriou défend une thèse différente : le gouvernement mène une politique des prix et non une politique de l'indice.

On lira par ailleurs l'opinion de syndicalistes et CFDT de la direction de la concurrence du ministère de l'économie et des finances sur la politique des prix. Dans un article publié dans le Monde du 29 septembre, l'un de ces syndicalistes, M. Jean Allix avait écrit : « La politique des prix, depuis la sortie du blocage de novembre 1982, est une politique de l'indice. Les réglementations sont décidées en fonction de l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE ».

Politique des prix ou politique de l'indice ? Les problèmes de vocabulaire ont leur importance : l'expression « politique de l'indice » quand on l'emploie actuellement ne doit pas être comprise

comme il y a vingt-cinq ou trente ans quand elle signifiait « trucage ». Il est clair que l'indice n'est plus ni manipulé ni truqué depuis belle lurette. Peut-on dire pour autant que la politique menée par M. Delors, et qui vise à travers l'évolution de l'indice des prix à faire pression sur les salaires, soit une politique des prix ?

Les prochains mois seront essentiels. Resteront-elles modérées ? Les négociations salariales actuellement en cours dans le secteur public et le comportement du secteur privé le diront. Les prix des matières premières supportées, qui ont augmenté de 32 % en un an, ne vont-ils pas pour très lourd sur l'indice ? M. Delors a formulé indirectement une partie de la réponse en déclarant au cours de l'émission « Face au public » que la France avait besoin d'une monnaie forte.

ALAIN VERHOLES.

POINTS DE VUE

Une action qui s'attaque aux conséquences sans toucher aux causes

« Les contrôleurs des prix sont devenus des pompiers qui interviennent dès qu'un incendie se déclare », écrivait-il dans le Monde du 29 septembre 1983. Cette méthode de lutte contre l'inflation pose de nombreux problèmes pour le personnel de la direction générale de la concurrence et de la consommation.

Début novembre, nous adressâmes à M. Jovan, directeur général, une lettre ouverte pour le mettre en garde contre un certain découragement qui s'installait chez les agents. Quand ces agents constatent tous les jours que leurs contrôles portent sur le dernier maillon de la chaîne de distribution mais ne concernent pas l'organisation des circuits, ils connaissent très bien les limites de la réglementation. Alors que de nombreux contrôles avaient été faits tout d'un coup, il était demandé aux agents d'en faire encore plus. Le volontarisme au service d'une politique des prix incohérente décourage la bonne volonté du personnel.

Mais ce qui nous paraissait plus grave, c'est la logique sous-jacente : le renforcement des contrôles. Nous écrivions dans cette lettre ouverte : « Le 6 octobre 1983, le premier ministre a adressé aux commissaires de la République une lettre comminatoire ».

par JEAN-FRANÇOIS DELORME et JEAN ALLIX (*)

« Ce que vous nous permettez de résumer selon l'enchâînement pseudo-logique » suivant : « La réglementation est bonne. Or certains prix montent. Donc, vous ne faites pas votre travail. »

Ce raisonnement pseudo-logique a même eu l'honneur de la première page du Monde du 6 janvier, citant les services du premier ministre, selon lequel « les services du ministère de l'économie et des finances n'auraient pas manifesté suffisamment de zèle dans l'application de ses recommandations sur le contrôle des prix », laissant entendre que les contrôles n'ont pas été assez nombreux.

Avant de tenir un tel raisonnement, il faudrait peut-être s'interroger sur l'applicabilité de certaines réglementations. Nous citons, dans notre lettre ouverte, l'exemple de la réglementation des débits de boisons, qui a changé trois fois en douze mois.

Un tel charivari réglementaire rend extrêmement complexe le contrôle.

(*) Secrétaires généraux du Syndicat national CFDT de la direction générale de la concurrence et de la consommation.

mais surtout discrédite d'avance toutes les opérations d'information aux consommateurs.

Cette logique répressive vient de franchir un nouveau pas : le renforcement des contrôles de la concurrence par des policiers (le Monde du 24 janvier). Ainsi, à Paris, certains policiers sont maintenant rattachés à la direction départementale de la concurrence et de la consommation, ce qui correspond presque à un doublement des effectifs. Quand on sait quelle est la technicité requise pour vérifier les réglementations, l'appel à des services peu formés pour le contrôle des prix perpétue une politique qui s'attaque aux conséquences sans toucher aux causes.

Pour nous, les pouvoirs publics sont enfermés dans une logique administrative et policière de la lutte contre l'inflation. Ainsi, toutes les actions sans effet immédiat et direct sur l'indice sont abandonnées. Le rapport du député Bailland, lors du vote du budget du ministère de l'économie, est, à cet égard, éclairant. Nous en extrayons deux phrases : « Par comparaison avec la politique des prix, sur laquelle l'effort est très concentré, la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles semble être considérée comme mineure ». En ce qui concerne la commission de la concurrence, il précise : « le nombre des saisines ministérielles concernant des abus de position dominante a diminué de moitié depuis l'été 1982 ».

Nous ne partageons pas l'analyse du député. Si la commission de la concurrence n'a pas de dossiers, ce n'est pas parce que l'administration veut la mettre à l'écart, c'est parce qu'elle n'en a pas à lui fournir. Elle ne peut pas en avoir puisque ses services ne s'occupent plus de concurrence. Un seul exemple éloquent : en 1981, 80 % des dossiers instruits à la demande de la direction générale par le service spécialisé en matière de concurrence étaient des enquêtes de concurrence. En 1983, ces mêmes enquêtes ne représentent plus que 40 % des dossiers transmis par cette même direction générale.

Depuis des années, nous disons que la lutte contre l'inflation doit être prise en charge par tout le corps social. Que peut faire, dans l'état actuel des réglementations, le consommateur qui veut aider le ministre dans sa lutte contre l'inflation ? Pour l'instant, rien. Il est nécessaire d'aller dans cette voie : par exemple, les mesures de publicité de prix sont probablement beaucoup plus importantes que plus d'une réglementation d'évolution de prix.

L'abandon de toute politique de concurrence au profit d'un renforcement considérable du contrôle des prix nous semble une erreur.

Une politique de l'indice ?

Le ministre des finances est soucieux. Il ne veut ni que l'évolution de l'indice des prix déclenche le relèvement automatique du salaire minimum ni qu'elle démonte sa thèse d'une... disparition de l'inflation. Il déteste quelques-uns des produits qui figurent dans l'indice et rend grâces à la « tarification privilégiée » du gaz appliqué dans certaines questions de Paris aux ménages qui paient un loyer inférieur à un certain plafond (ce tarif « représente » le prix du gaz dans l'indice). Le miracle a lieu : l'indice baisse. L'auteur de cet exploit n'est ni Ramadier ni un autre ministre de la IV^e République, mais V. Giscard d'Estaing qui parvint ainsi à calmer l'indice des prix sous-basés-neuf articles pendant l'hiver 1983.

Cet épisode montre bien qu'en matière de politique de l'indice, on contrôle pas les prix, mais on contrôle pas les responsables de l'actualité économique - il est un peu sommeire d'opposer les vices de la IV^e aux vertus de la V^e République d'avant mai 1981.

La politique de l'indice est-elle encore praticable aujourd'hui ? Un débat s'est engagé dans la presse sur cette question. Pour le faire progresser, il importe d'être précis et rigoureux. La politique de l'indice est née dès lors qu'est apparue la représentativité de l'indice, c'est-à-dire dès qu'une mesure cherche à rendre l'évolution des prix observée par les enquêteurs de l'INSEE différente de celle des autres prix.

Une telle politique a été relativement aisée jusqu'en 1970 parce que la liste des articles observés par l'INSEE était publique. Il suffisait donc de détacher certains articles, de substituer leurs producteurs, ou de bloquer leurs prix pour altérer la qualité de l'indice.

Depuis 1971 l'indice n'est plus défini à partir d'articles mais à l'aide de postes de dépenses qui couvrent (presque) toute la consommation. La liste des 295 postes est publique, mais pas celle des biens et services qui les représentent. Il n'y a, par exemple, pas d'article « cambouis » mais un poste « fromage à pâte molle », dont l'évolution des prix est retracée à l'aide d'un échantillon de variétés connues des seuls statisticiens. Monobastion le célèbre affaire du « compteur bleu » (janvier 1978), la censure du secret de la liste des variétés est bien gardée et d'une façon plus générale, la rigueur des statisticiens de l'INSEE ne peut être mise en doute, ce qui différencie nettement l'indice des 295 postes de celui de la CGT.

Malgré le secret qui entoure la liste des variétés, la politique de l'indice reste possible puisque les 295 postes ne couvrent que 82 % de la consommation environ. Sont exclus les « loyers fictifs » que les propriétaires sont censés verser à eux-mêmes lorsqu'ils occupent leurs

par JEAN-PAUL PIRIOU (*) logements (6,3 %), l'autoconsommation de produits agricoles (0,6 %), les primes d'assurance (0,9 %), les intérêts sur les crédits à la consommation (0,3 %), les frais hospitaliers (0,5 %), les dépenses pour les conseils juridiques, les agences matrimoniales, les pompes funèbres, etc. (2,3 %).

Il ne faut pas surestimer les conséquences de ces exclusions souvent discutables. Depuis 1970, par exemple, celle de l'hôpital a éviscé l'indice une hausse annuelle moyenne de 0,05 %, celle des loyers fictifs une baisse annuelle moyenne de 0,05 %. Pour l'instant, la seule mesure qui semble relever de la politique de l'indice est l'augmentation importante de la taxe applicable aux contrats d'assurance automobile : s'il n'excluait pas les primes d'assurance, l'indice augmenterait alors de moins de 0,1 %. Par contre, la surprime « catastrophes naturelles » instituée en 1982 n'aurait eu vraisemblablement aucune incidence sur l'indice : elle correspond à une hausse des dépenses qui n'est pas une augmentation des prix mais... du volume des risques assurés.

Il n'y a pas trucage

La définition de la politique de l'indice précédemment énoncée peut sembler outrancièrement restrictive. Elle présente cependant l'avantage capital de permettre de bien distinguer entre la politique de l'indice et les politiques de prix. Lorsque celles-ci ont des effets sur l'indice, on ne peut pas les assimiler à la politique de l'indice. A moins d'admettre que la représentativité de l'indice est altérée lorsqu'il ne reflète pas ce qu'aurait dû être la hausse des prix en l'absence de mesures gouvernementales, mais mesure « seulement » l'augmentation réelle des prix réels...

Autant dire alors que les indices doivent retracer les évolutions potentielles « naturelles » de l'économie, ou que le « relance » Mauroy de 1981 était une politique de l'indice du PIB, puisque sans elle il aurait évolué autrement. N'est-ce pas une démarche intellectuelle de ce genre qui permet de présenter, par exemple, l'alignement des rabais autorisés sur l'essence comme un exemple de l'appui de la thèse selon laquelle nos dirigeants « commencent à pratiquer sans vergogne une politique de l'indice » (1) ? Il est vrai que si tous les pompiers appliquent ce rabais supplémentaire, l'indice diminuera de 0,07 %.

Faut-il pour autant considérer cet accroissement de la concurrence, qui conduit les pompiers à diminuer leurs marges, comme de la politique de l'indice ? Si la réponse devait être positive, cela ne signifierait-il pas qu'une mesure de lutte contre la hausse des prix - discutable ou non : là n'est pas la question - serait désormais assimilée à l'un des trucages qu'a toujours désigné le moton de politique de l'indice ? Il n'est peut-être pas interdit de penser que la qualité des débats sur la politique économique n'a rien à gagner à la multiplication de telles obscurités sémantiques.

Mais qu'on ne se méprenne pas. Ce souci de clarté ne signifie évidemment pas que nous ayons la naïveté de penser que les politiques de prix ne restent pas en général obscurcies par l'indice. Lorsque M. Jacques Delors fait retarder la hausse de certains tarifs publics, lorsqu'il porte atteinte à plusieurs reprises à la formule de fixation automatique des

prix des carburants et du « fioul » domestique (orthographe administrativement recommandée...), qu'il a lui-même fait adopter en mai 1982, il est clair que son objectif est de freiner l'évolution de l'indice. Mais - quel que soit le jugement qu'inspire une telle politique - l'indice reste bien alors un instrument de mesure fiable de la hausse des prix. De celle qui prévient effectivement, et non pas de celle qui aurait existé si la politique des prix était différente... ou si l'indice n'existait pas.

S'il faut conserver la définition étroite de l'indice, c'est parce que c'est celle-là qui est inscrite dans la mémoire collective. Dès lors, l'alignement de son acception ne peut que favoriser une confusion qui débouche sur la suspicion, quelle que soit d'ailleurs la volonté des utilisateurs de la définir, élargie.

Tout cela ne doit pas faire oublier ce qui est peut-être l'essentiel. Car si l'indice est un assez bon indicateur de la hausse des prix, il n'est guère satisfaisant comme instrument de mesure de l'évolution du pouvoir d'achat, même pour l'ensemble de l'ensemble des dépenses qui n'est pas d'ailleurs pas explicitement construit. L'élaboration d'indices sensibles susceptibles de résoudre ce problème n'est sans doute pas pour demain. Ne ferait-elle pas renaitre les accusations de... politique de l'indice ?

(1) Alain Verholes, « La politique de l'indice », le Monde du 2 octobre 1983.

MONNAIES ET CHANGES

LA BAISSSE DU DOLLAR REPREND : 8,02 F

Insensiblement, lundi 27 février, la baisse du dollar a repris, marquée sur les marchés des changes, dans une atmosphère d'abord nerveuse, puis plus calme.

Les cours de la monnaie américaine sont revenus, à Francfort, de 2,6380 DM à 2,6025 DM, et, à Paris, de 3,11 F à 3,0260 F, après avoir touché 3 F pendant un moment. C'est la première fois que le « billet vert » retrouve le cours de 3 F, qu'il avait franchi, guillemet, le 2 août de l'année dernière, avant de frôler 2,70 F pendant la première quinzaine de janvier 1984.

Le repli du dollar, attribué aux mêmes causes que la semaine dernière (alignement du déficit du budget et de la balance commerciale des Etats-Unis), s'est produit au début de l'aggravation de la tension dans le golfe Persique (voir par ailleurs). Il y a encore un mois en deux, l'affaire « bombardement » de l'ambassade de Khabz, vaine en France, aurait fait flamber le dollar.

Son nouveau repli dans de telles circonstances montre à quel point la monnaie américaine n'inspire plus confiance aux investisseurs internationaux. Ces derniers se tournent vers le Deutschmark et, un peu, vers l'franc de métal à trois 400 dollars, mardi 27 février, contre 394 la veille.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE VA RESTER LÉGEREMENT DÉFICITAIRE AU PREMIER SEMESTRE, ESTIME L'INSEE

La consommation des ménages devrait stagner au premier semestre « en raison de la légère baisse attendue du pouvoir d'achat du revenu disponible brut. Les achats de produits manufacturés, après une pointe fin 1983, reculeraient à nouveau », écrit l'INSEE dans sa note de synthèse sur la situation et les perspectives de l'économie française.

« Pour la demande étrangère, qui a beaucoup soutenu l'activité intérieure du cours des trois derniers trimestres de 1983, les industriels interrogés en janvier attendent maintenant une stabilisation. Elle devrait entraîner celle de nos exportations, notre situation de compétitivité rendant vraisemblable un arrêt de la croissance de nos parts de marché. Ainsi la prévision d'une production globalement « stable » sur le premier semestre apparaît comme très vraisemblable ».

L'INSEE estime que la balance commerciale de la France restera en moyenne légèrement déficitaire pendant tout le premier semestre, du fait notamment d'un fléchissement des exportations agricoles et d'un arrêt du stockage des produits pétroliers.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Dep. + ou dép.	Dep. + ou dép.	Dep. + ou dép.
SE-AL	8,0250 8,0270	+ 155 + 185	+ 290 + 340	+ 580 + 930
S.E.L.	4,0480 6,4115	+ 120 + 165	+ 240 + 300	+ 695 + 815
Ym (100)	3,4435 3,4458	+ 155 + 175	+ 310 + 340	+ 1000 + 1065
DM	3,0520 3,0440	+ 170 + 185	+ 330 + 360	+ 1005 + 1060
Fluor	2,7310 2,7335	+ 140 + 160	+ 285 + 310	+ 570 + 930
FR (100)	15,0535 15,0615	+ 245 + 185	+ 445 + 365	+ 690 + 285
ES	3,7140 3,7165	+ 275 + 300	+ 545 + 590	+ 1610 + 1690
L (100)	4,9570 4,9590	+ 230 + 195	+ 465 + 410	+ 1320 + 1205
E	11,5390 11,5390	+ 310 + 390	+ 615 + 710	+ 1590 + 2115

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	10	10 1/2	10 1/2	10 1/2
	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
SE-AL	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
FR (100)	10 1/2	11	13 1/2	14	15 1/2	16	17 1/2	18 1/2
ES	16	17	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2
L (100)	16	17	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2
E	11 1/2	12	13 1/2	14	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

Le Monde
dossiers et documents

LA SANTÉ
DANS LE
TIERS-MONDE

N° SPÉCIAL - FÉVRIER 1984 - 16 PAGES - 10 F

LA BAISSSE DES PRÉLÈVEMENTS BÉNÉFICIERA AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

M. Delors a indiqué, lundi soir 27 février, au cours de l'émission « Face au public » que le plan visant à réduire de 1 % les prélèvements obligatoires « dont pré » mais qu'il n'a révisé la première « dans les prochains jours au président de la République ». Le ministre a confirmé ce qu'il avait dit il y a quelques semaines : « Il faudrait que cette baisse se traduise concrètement pour les entreprises, au niveau des charges et pour les individus au niveau de l'impôt sur le revenu ».

Il faut faire le choix entre une baisse de la charge et la réduction de l'impôt. M. Delors a précisé que l'augmentation actuelle du chômage, qualifiée par le ministre de « chômage d'adaptation », « On pourrait le repousser, mais ce serait pour en retrouver deux fois plus dans trois ans. Je ne serais jamais complice de cela ».

Sur l'évolution des revenus, M. Delors a déclaré : « Si la France veut une économie moderne, les salaires réels doivent être négociés au niveau de l'entreprise en fonction de ses résultats... ».

La productivité horaire a augmenté de 5,4 % en 1983, voilà pourquoi nous exportons, a encore indiqué M. Delors, avant de conclure : « Pour l'assainissement, nous avons fait 30 % du parcours ; pour le long terme, nous en sommes à 30 % ».

Poursuite de la reprise américaine. L'industrie américaine a tourné à 79,9 % de ses capacités en janvier, soit le taux d'utilisation le plus élevé enregistré depuis septembre 1981. En décembre, ce taux s'était élevé à 79,2 % (après révision) contre 78,4 % en novembre. Il n'avait été que de 70,7 % en janvier 1983. Ce taux s'est, en janvier 1984, situé à 81,8 % pour les biens non durables et à 78,4 % pour les biens durables. Cependant, les revenus personnels des Américains ont progressé de 1,1 % en janvier.

150 000 150

MARCHÉ COMMUN

LA RÉUNION DES MINISTRES DES « DIX »

Dures perspectives pour les agriculteurs

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Des hausses de prix en France de l'ordre de 5 %, mais gel en RFA, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni ; une réduction limitée des montants compensatoires monétaires (MCM) appliqués entre la France et l'Allemagne ; et surtout un plafonnement rigoureux de la production laitière : telle est, si l'on interprète correctement les quelques commentaires faits lundi soir, l'esquisse de l'accord vers lequel s'orientent les ministres de l'agriculture des Dix. Les contraintes que devront supporter les agriculteurs du marché commun pour assainir la politique agricole commune (PAC), et par là même rendre possible un accord d'ensemble dans la négociation européenne en cours, promettent d'être douloureux.

M. Rohr, le secrétaire d'Etat allemand à l'Agriculture, a expliqué quel effort son pays était prêt à consentir pour supprimer les MCM qu'il applique. Ceux-ci jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation. M. Rohr part du principe que, pour des raisons budgétaires, les prix communs fixés en ECU devront être à peu de chose près gélés en 1984-1985 et en 1985-1986. Les MCM allemands atteignent pour la majorité des produits près de 10 %. Les Allemands seraient prêts à les éliminer en quatre étapes en appliquant trois méthodes différentes. La première année, en 1984-1985, les MCM positifs allemands seraient réduits par exemple de trois points par transfert en MCM négatifs dans les autres pays. La seconde année, Bonn se résignerait à une légère diminution des prix en marks dont les effets pour les agriculteurs seraient atténués par des aides aux revenus. La troisième et la quatrième années, M. Rohr table sur des relèvements des prix en ECU. Ils seraient utilisés par la RFA pour éliminer ses derniers MCM existants. En cas de réévaluation du deutschemark, il n'y aurait plus de création de MCM positifs, mais uniquement augmentation des MCM négatifs dans les autres pays. Autrement dit,

le niveau des MCM dans chaque Etat membre serait dorénavant établi par rapport à la monnaie la plus forte au sein du système monétaire européen. L'effort allemand, même s'il ne correspond pas au vœu de Paris, n'est pas négligeable puisqu'il signifie un gel des prix en marks pendant trois ou quatre ans.

Deuxième point : les prix. « Il n'y pas eu de vrai débat sur les prix car tout le monde sait qu'il faut une politique restrictive », a commenté M. Rocard. Le conseil semble acquis à l'idée d'une hausse des prix en ECU quasi symbolique, voisine de celle proposée par la commission : en moyenne + de 0,6 % avec gel pour le lait et les céréales. Les ajustements de prix nécessaires pour tenir compte de l'inflation seraient opérés dans les pays à monnaie faible par réduction des MCM négatifs. En Italie, en Belgique, au Danemark, où il n'y a pas actuellement de MCM négatifs, ce relèvement des prix serait rendu possible grâce au transfert des MCM positifs allemands. La France applique déjà des MCM négatifs d'un peu plus de 4 %.

Compte tenu de la légère hausse des prix en ECU, elle n'aurait pas besoin du transfert des MCM allemands pour aboutir à une hausse des prix en francs de l'ordre de 5 %. Troisième point : le lait. « La situation laitière est effrayante... Dès qu'on fouille le détail de l'application d'un système de limitation des quantités, que ce soit par laiterie, par quotas individuels ou par une nouvelle taxe souple, mais très brutale, quand on se met à réfléchir aux situations personnelles d'exploitation, on s'aperçoit que c'est dur », a commenté M. Rocard. Comment interpréter ces propos ? Le conseil semble acquis à l'idée que la production laitière dans la Communauté doit être ramenée à 97,2 millions de tonnes, ainsi que le préconise la Commission. Accepter un niveau plus élevé coûterait trop cher. La production en 1983 a été de l'ordre de 103 mil-

lions de tonnes. En combien de temps faut-il la ramener à 97,2 millions de tonnes ? (Dès 1984 ou progressivement en deux ou trois campagnes ?) Comment répartir l'effort entre les pays ? Quel mécanisme adopter pour s'assurer que le seuil fixé ne sera pas dépassé ? La troisième question est la plus importante, car elle conditionne l'avenir. Cinq pays (RFA, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique, Grèce) sont favorables à un système de quotas fixés par exploitation. C'est le dispositif le moins souple, mais celui qui devrait le mieux garantir que le plafond fixé pour la CEE ne sera pas dépassé.

Comment se présente dans ce débat compliqué la position française ? « Il semble bien qu'un accord sur les MCM soit possible, mais rien n'est fait », a observé M. Rocard : le transfert des MCM positifs en MCM négatifs, comme il l'a souligné, est « nécessaire » pour permettre de relever les prix dans des pays comme l'Italie et la Belgique. Répétons qu'il n'était pas nécessaire dans le cas de la France. Pour les agriculteurs français, le transfert de MCM positifs en MCM négatifs ne changerait pas grand chose par rapport à la situation présente : les agriculteurs ouest-allemands continueraient à bénéf-

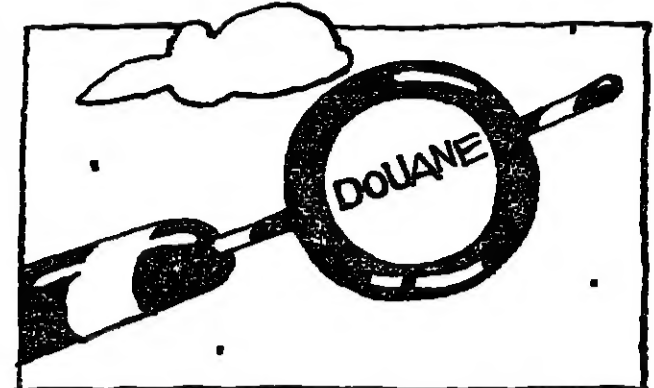
cier de prix plus élevés et d'un avantage sur le plan commercial.

Il aurait été plus intéressant d'obtenir une augmentation significative des prix en ECU (+ 1,5 % ou 2 %) et de l'utiliser pour réduire les MCM ouest-allemands. Une telle formule se serait traduite par une diminution effective des MCM appliqués entre la France et la RFA. Il semble que cette augmentation soit exclue pour des raisons budgétaires. Dans ses commentaires, M. Rocard est revenu à deux reprises sur ce point. Cela ne signifie pas que le ministre français estime qu'il faille rester dans les limites des crédits qui sont inscrits dans le budget de la Communauté pour 1984 : 16,5 milliards d'ECU, soit 110 milliards de francs. Il apparaît en effet que, compte tenu du rythme des dépenses actuel, ce montant sera en tout état de cause dépassé. Il est légitime d'envisager des financements complémentaires, mais l'opération ne sera acceptable par les parlements que si l'on reste dans des limites raisonnables. On peut penser en outre que M. Rocard voudrait voir le conseil dégager quelques crédits pour alléger le sacrifice que la nouvelle politique laitière va impliquer pour les petits agriculteurs.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LES FRONTIÈRES S'OUVRENT DEVANT NOUS.



XP n'est pas seulement un transporteur express. XP se charge aussi des formalités douanières pour vos colis à destination de l'étranger. Tous nos services sont dans notre nouveau Guide de Service XP. Demandez-le au 2085332, il est gratuit.

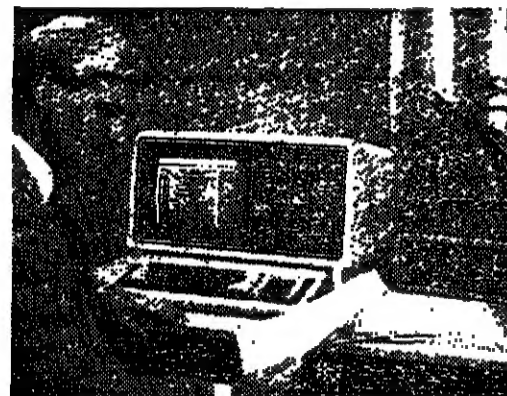
XP

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS



Le TRS-80 Modèle 12.

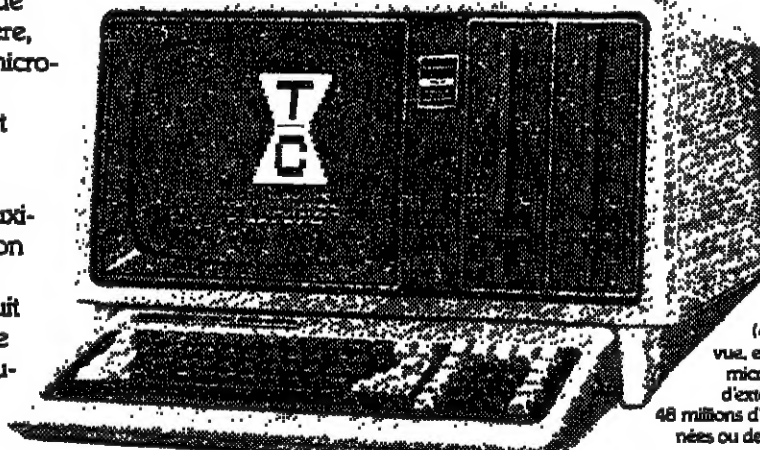
Sa structure modulaire en fait le micro-ordinateur aisément adaptable au développement de votre entreprise.



De la comptabilité au traitement de texte, en passant par l'analyse financière, les stocks, la facturation, la paye... le micro-ordinateur TRS-80 Modèle 12 couvre tous les secteurs d'activité de la plupart des entreprises. Voilà pour le présent. Mais il est intéressant de savoir qu'en donnant la préférence à ce précieux auxiliaire, vous prenez une excellente option sur l'avenir. Conçu, en effet, dans une optique d'extensibilité, le Modèle 12 suit aisément l'évolution et la croissance de vos activités. Une certitude plutôt rassurante, non ?

Investissement judicieux, le Modèle 12 est bien l'outil de gestion par excellence des entreprises soucieuses de rentabilité et d'efficacité. Aujourd'hui et demain.

Pour vous en convaincre, adressez-nous le coupon ci-dessous et vous recevrez une documentation détaillée. Ou mieux : venez exposer vos besoins informatiques dans l'un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.



Modèle illustré : 262-4005, avec 2 unités de disques souples

39.995F* (TVA 18,60 % incl.)

Il existe également un Modèle 12 avec 1 unité de disques souples (réf. 262-4004)

32.995F* (TVA 18,60 % incl.)

TRS-80®

Exclusivement chez
Tandy®

- Fiabilité exemplaire : le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace : deux formules de Contrat de Service (en nos ateliers ou maintenance sur site).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en micro-informatique (une centaine en Europe).
- Formation dans nos Centres Ordinateurs.

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.

* Prix au 1^{er} novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

ÉTRANGER

Un rapport de scientifiques américains critique la politique de limitation des exportations technologiques

Trop, c'est trop ! Les efforts engagés par les États-Unis depuis quelques années pour mieux protéger leurs secrets et surveiller d'un peu plus près leurs exportations de technologie s'appuyaient sur un large consensus de l'opinion publique américaine. « Quel de plus normal après tout, disait-on outre-Atlantique, que de ne pas donner des armes à nos adversaires, qu'ils se soient sur le plan militaire comme l'URSS ou sur le plan industriel comme le Japon ? »

Que cette politique restrictive tourne au protectionnisme pur et simple, mûrissant de macarthysme sur un fond de bureaucratie ubuesque, commence à inquiéter sérieusement la communauté scientifique et les milieux d'affaires américains, et irrite de plus en plus les alliés des États-Unis.

L'Académie nationale des sciences des États-Unis vient de rendre public un rapport (préparé par le Conseil national de la recherche), fort critique à l'égard de la politique de l'administration Reagan en matière de limitation des exportations de technologie. Les scientifiques estiment que les nouvelles règles adoptées vont bien au-delà de ce qui avait été jugé nécessaire dans l'étude officielle réalisée en 1982 sur ce sujet par un groupe de personnalités scientifiques et militaires.

Ces derniers avaient recommandé une stratégie sélective basée sur des restrictions spécifiques, et une plus grande vigilance dans certains contrats. Mais, en aucun cas, cette politique ne devait, estimaient-ils, porter atteinte à la libre circulation de l'information scientifique. Or tel n'est pas le cas.

Le rapport de l'Académie nationale des sciences relève que le gouvernement a étendu sa surveillance aux échanges scientifiques en envoyant, notamment, des « agents » dans les congrès scientifiques. En outre, une certaine confusion règne dans l'administration, chaque département édictant ses propres règles. Le ministère de la défense ne se préoccupe que de ses propres objectifs, sans tenir compte, par

exemple, des impératifs économiques, scientifiques ou de la liberté d'expression. De son côté, le département du commerce impose une licence d'exportation pour toute « information sensible ». Une procédure qui vise, entre autres, les communications scientifiques lors des symposiums où sont présents des étrangers.

Les rapporteurs de l'Académie nationale des sciences estiment que la politique restrictive de l'administration Reagan va beaucoup plus loin que ce qui était initialement prévu, et risque de ce fait de porter atteinte aux intérêts même du pays.

De fait, les meilleurs alliés des États-Unis commencent à renifler. Il y a quelques semaines, IBM a adressé une lettre aux sociétés britanniques de location d'ordinateurs, les avertissant que toute vente ou tout changement dans la localisation ou l'utilisation de ses grands ordinateurs devait être préalablement autorisé par Washington. On murmure que M^{me} Thatcher a pris un coup de sang. Elle a en tous cas délégué immédiatement, outre-Atlantique, son secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, M. Tibbitt, pour y faire connaître l'irritation grandissante de la Grande-Bretagne face à la politique américaine. Parlant devant la Chambre de commerce américaine, M. Tibbitt a déclaré que « la cause de tension la plus importante entre les deux pays réside dans la prétention de Washington d'imposer ses propres lois aux peuples des autres pays, jusque dans leurs maisons, et leurs affaires ».

Il est vrai que l'attitude de Washington ne manque pas de piquant. Au moment où l'administration américaine restreint la circulation de l'information scientifique vers tous les autres pays, elle développe une vaste offensive dans toutes les instances internationales pour favoriser une déréglementation des communications mondiales. Au nom, bien sûr, de la libre circulation des informations et des données.

J.-M. QUATREPOINT

AFFAIRES

LE FONDS INDUSTRIEL DE MODERNISATION VA ACCORDER 500 MILLIONS DE FRANCS A PEUGEOT

Le comité directeur du Fonds industriel de modernisation (FIM) a finalement donné un avis favorable à la demande déposée par Peugeot d'un prêt de 500 millions de francs (le Monde du 14 février). Celui-ci est destiné à financer la modernisation du site de Poissy, sur lequel Peugeot s'est engagé à investir 1,2 milliard de francs pour y construire une nouvelle voiture, la C 28. Cette décision doit cependant être confirmée par M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui préside ce comité directeur, et recevoir la signature de M. Delors, puisque les prêts supérieurs à 150 millions de francs sont garantis au coup pour coup par l'Etat.

Le Fonds industriel de modernisation, qui dispose pour 1984 d'un peu plus de 7 milliards de francs (drainés par les CODEVI) - sans compter les 2 milliards prévus pour « les pôles de conversion » - a déjà distribué pour près de 2 milliards de francs de prêts participatifs à 9,75 % ou de crédit-bail. Avec Renault (750 millions de francs) et Peugeot, l'automobile s'est taillée la meilleure part de cette enveloppe. La chimie, la pharmacie (hors biotechnologies) et l'électronique ont reçu, pour une dizaine de dossiers dans chaque branche, un peu plus de 100 millions chacune.

Le conseil général de la Haute-Vienne solidaire de RVI. Le conseil général de la Haute-Vienne a voté le 27 février une motion d'urgence pour « attirer l'attention des départements ministériels intéressés sur la nécessité de maintenir l'activité de Renault-Véhicules Industriels ».

L'assemblée départementale a tenu à prendre position contre le projet annoncé par la direction de Renault de supprimer à court terme cent cinquante emplois à l'usine RVI de Limoges.

Nouveau report du plan industriel de Boussac-Saint Frères

Le choix d'un plan industriel pour la Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF) est à nouveau reporté. De quinze jours. La réunion entre des représentants du ministère de l'Industrie et des délégués des syndicats ouvriers le lundi 27 février à Paris s'est terminée par un compromis après cinq heures de discussion.

Les deux parties sont convenues de se revoir le lundi 12 mars dans la

LE CONSTRUCTEUR AÉRONAUTIQUE MAC DONNELL DOUGLAS VA ACHETER LA COMPAGNIE DE SERVICES INFORMATIQUES TYM-SHARE

Le constructeur aéronautique américain Mac Donnell Douglas a annoncé le 27 février, la conclusion d'un accord au terme duquel, il va racheter par le biais d'une OPA, la compagnie de services informatiques américains Tymshare. Mac Donnell se propose de racheter chaque action à 25 dollars.

Le constructeur aéronautique détient déjà deux filiales dans l'informatique (Microdata, et Mac Donnell Automations) où elle réalise un chiffre d'affaires d'affaires de 1 milliard de dollars.

Tymshare est l'une des premières sociétés américaines spécialisées dans la location de temps machines sur ses ordinateurs. Elle réalise un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs et possède le réseau de transmissions de données Tymnet d'envergure mondiale. Peu spécialisée, Tymshare subit les revers d'un marché qui se restreint, au fur et à mesure que ses clients achètent leurs propres ordinateurs. Le développement de la micro-informatique accélère la disparition de cet ancien métier. Tymshare était en difficultés et cherchait un partenaire financier depuis quelques mois.

matinée. Entre-temps, la direction de la compagnie est invitée à reprendre les discussions avec les syndicats. En fait à réunir à nouveau un comité central d'entreprise; le dernier en date, il y a quelques jours, n'a pu se tenir régulièrement, la salle de réunion ayant été occupée par des ouvriers qui ont retenu sur place la direction (le Monde du 25 février). Les syndicats s'opposent à la suppression de mille cinq cents emplois en 1984 comme le prévoit le plan - défendu par la direction. Or, le redressement financier de la firme exige - entre autres - l'application de ces mesures.

Le 12 mars au matin, si la direction de la CBSF et les délégués syndicaux ne sont pas parvenus à s'entendre, une réunion tripartite (direction, syndicats, pouvoirs publics) sera convoquée dans l'après-midi - afin de fixer le calendrier des discussions internes - à l'entreprise selon un représentant du ministère de l'Industrie.

Il semble que les pouvoirs publics cherchent à gagner du temps pour annoncer à haute voix la politique industrielle qu'ils choisiront pour la CBSF, celle qui, précisément, prévoit la suppression d'emplois et aussi la cession partielle ou totale de certaines des activités de l'entreprise. Ces prochains jours devraient être, en effet, précisés l'échéancier des moyens financiers qui seront mis à la disposition de la compagnie en 1984. La firme a besoin d'environ 1 milliard de francs, dont 190 millions de francs très rapidement, afin d'assurer sa trésorerie des prochaines semaines.

D'ici à quinze jours, a-t-on promis aux représentants ouvriers de la CBSF, le ministère de la Justice fera également le point sur les accords passés en juillet dernier entre MM. Willot et la direction de la compagnie. Or, depuis plusieurs semaines, on se sait comment dire clairement dans les milieux gouvernementaux que ces accords sont caducs. - A. I.

Olivetti crée une filiale au Japon avec Sony

De notre correspondant

Rome. - Nouvelle prise de participation d'Olivetti dans le capital d'une entreprise étrangère - cette fois au Japon. Le groupe italien a participé ainsi à la création de la société Dixy qui produit des écrans à plasma pour ordinateurs personnels. Selon le communiqué d'Olivetti, il s'agit de la « première prise de participation de ce type réalisée au Japon ». Les partenaires d'Olivetti sont Sony et la société américaine Pacific Technology Venture Fund. La Dixy permettra à Olivetti d'accéder à une technologie avancée développée par les Japonais. La prise de participation du groupe italien s'élève à 500 000 dollars, soit 20 % du capital de la Dixy. Au cours de ces dernières années, Olivetti a conclu vingt-sept accords de prise de

participation à l'étranger, en Europe (avec le reprise de Legabex en France et de Hermes Precisa International en Suisse) et surtout aux Etats-Unis. En décembre dernier, le groupe American Telephone and Telegraph a pris 25 % du capital de la firme italienne et s'est engagé à diffuser ses matériels outre-Atlantique. Olivetti, grâce à ces accords, étend ses réseaux commerciaux et se donne une stature de géant mondial de la bureautique. Jusqu'à présent, sa percée au Japon, pays très « fermé », était limitée. Olivetti distribuait quelques ordinateurs de hitachi en Europe. Le nouvel accord avec Sony inaugure une nouvelle stratégie pour s'implanter au Japon. - PH. P.

MACHINISME AGRICOLE

Les négociations entre Renault et International Harvester seraient sur le point d'aboutir

Il n'est pas exclu que l'accord préliminaire entre la régie Renault et International Harvester pour la création ultérieure d'une filiale industrielle commune intervienne dans les prochains jours. L'ouverture du Salon de l'Agriculture le 4 mars prochain offrant un moment propice pour l'annonce d'un rapprochement attendu dans le machinisme agricole.

Il ne s'agit au reste pour l'instant que d'une « lettre d'intention », suffisamment large pour permettre, dans une perspective européenne (le groupe américain exploitait également des filiales en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne), l'établissement d'une relation plus approfondie d'un réel partenariat. Dans un premier temps, il ne serait question, au sein d'une éventuelle filiale industrielle, que de la définition de lignes de produits communes, les deux réseaux commerciaux conservant leur personnalité et leur autonomie.

SOCIAL

UN RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Les pertes d'emplois industriels ne sont pas dues à l'informatique

Le Conseil économique et social examine, le 28 et 29 février, le rapport « Informatique et emploi », présenté par M. Bernard Bosson, qui va à l'encontre de certaines idées trop répandues.

La corrélation entre l'emploi et l'introduction de l'informatique n'apparaît pas comme une donnée facile à établir, varie selon les situations, et plus particulièrement entre le secteur secondaire et le secteur tertiaire. Ainsi, les pertes d'emplois enregistrées dans l'industrie seraient davantage dues au vieillissement de l'outil de production et à la dégradation des investissements. La France est « relativement peu équipée en matériel robotique et (...) le retard est important par rapport aux concurrents », note le rapporteur, qui observe que les entreprises qui ont maintenu ou développé leurs effectifs sont précisément celles qui ont mené une politique active d'investissement en technologies nouvelles et se sont équipées en temps voulu.

Parallèlement, l'essor du secteur tertiaire, en activité comme en effectifs, n'a pas été compensé par l'absorption des nouveaux matériels. Mieux, constate M. Bosson en informant les participants du Conseil, le développement de l'informatique n'a pas d'effets négatifs sur l'emploi du secteur tertiaire considéré dans son ensemble.

Le rapporteur recommande donc de « jouer pleinement la carte de l'informatique ». Le développement de l'informatique, estime le rapporteur, « quelles que soient les difficultés à court terme, est à la base de toute politique visant à résoudre à moyen et à long terme le problème de l'emploi ». Toutefois, cette appréciation optimiste doit être tempérée : il y aura, en effet, reconnaît M. Bosson, une « phase de transition », parfois délicate, pendant laquelle les salariés pourrout éprouver des difficultés, tant de formation que d'emploi.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• Difficultés de la compagnie maritime Japex Line. - La compagnie Japex Line Limited vient d'annoncer son intention de réduire de six cents personnes ses effectifs (sur un total de trois mille) à la fin de mars, en raison de difficultés financières. Japex Line, l'un des principaux armateurs japonais, est aussi le numéro deux mondial du transport maritime de pétrole. - (AFP.)

• Bechtel va réduire de 10 % ses effectifs. - Bechtel, principal groupe d'ingénierie américaine, a fait état, le 27 février, de la possibilité de réduire son personnel qualifié de 10 % (sur près de 40 000 personnes) en raison principalement de la réduction et de l'annulation de commandes de centrales nucléaires. « Nous sommes convaincus », affirment toutefois les responsables de Bechtel, que les investissements dans le nucléaire restent une bonne affaire », après deux années, 1984 et 1985, qui devraient être mauvaises. - (AFP.)

Banques

• Levée du secret bancaire en Suisse à propos d'une affaire d'exportation technologique vers l'URSS. - Le tribunal fédéral de Lausanne a donné son accord à la levée du secret bancaire à propos d'une affaire d'exportation technologique vers l'URSS. Cette décision fait suite à une demande du département américain de la justice formulée en mai 1983, après la découverte, aux Etats-Unis, d'une filière utilisant la Suisse pour contourner l'embargo actuel sur les exportations américaines de produits de haute technologie vers les pays de l'Est. Accusé d'avoir livré, à plusieurs reprises, à l'URSS des ordinateurs pour une valeur d'environ 15 millions de dollars, trois personnes avaient été inculpées. - (AFP, Reuters.)

Etranger

BRESIL

• La production industrielle brésilienne a baissé de 5,70 % en 1983. L'industrie des biens d'équipement a été la plus touchée, avec une chute de 20,21 % sur 1982, en raison de la grave récession économique que connaît le pays. Le seul secteur qui a vu sa production croître a été l'extraction minière, en progression de 14,58 % sur 1982. - (AFP.)

ETATS-UNIS

• L'indice américain des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % en janvier, au lieu de 0,2 % en décembre 1983, en raison notam-

ment d'une forte hausse des prix des produits alimentaires (1,6 %). Il s'agit de la plus forte hausse de cet indice depuis avril 1983 (0,7 %). Le coût de la vie n'avait augmenté que de 3,2 % en 1983, ce qui constitue la meilleure performance depuis 1967, contre 6,1 % en 1982 et 10,4 % en 1981. La plupart des experts prévoient une augmentation d'environ 5 % pour 1984 (4,1 % entre janvier 1982 et janvier 1984).

La hausse des produits alimentaires en janvier était attendue par les spécialistes du fait de la sécheresse enregistrée l'été dernier et des récentes gelées hivernales qui ont fait monter les prix des fruits et légumes. En outre, le démantèlement de la compagnie ATT s'est traduit par une augmentation de 5,2 % des tarifs de téléphone le mois dernier aux Etats-Unis. Enfin, les prix du mazout de chauffage ont assez nettement augmenté (2,6 %) en raison du froid. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

• BP annule sa commande de plate-forme pétrolière à Scott Lugg. - British Petroleum a annulé le 27 février la commande d'une plate-forme pétrolière, construite à 95 %, passée au chantier Scott Lugg. BP souhaitait réviser les termes du contrat qui a pris dix-huit mois de retard : la plate-forme aurait dû être livrée il y a un an et ne pourrait être achevée avant juin 1984.

• Cargo à voile britannique. - Le voilier *Gulmar*, le premier bateau à voiles commercial à prendre la mer depuis un demi-siècle, a été lancé le 19 février à Borth, au Pays de Galles. Le *Gulmar*, qui mesure 50 mètres de long, conçu par le navigateur et ingénieur Jeff Allen, dans le but d'économiser l'énergie, devrait, à partir de 1986 prochain, effectuer des voyages transatlantiques vers les petites îles des Caraïbes pour y transporter des marchandises. - (Reuters.)

RFA

• Dégradation de l'équilibre de la balance commerciale ouest-allemande. - La balance commerciale a affiché un excédent de 1,9 milliard de marks (8,8 milliards de francs) en janvier, au lieu de 2,7 milliards en janvier 1983. En décembre dernier, cette balance avait enregistré un surplus de 4,1 milliards de marks. Les importations se sont chiffrées à 34 622 millions (+17 % en un an), et les exportations à 36 561 millions (+13 %). La balance des paiements courants a accusé un déficit de 600 millions de marks en janvier, après avoir été excédentaire de 5,5 milliards de marks en décembre 1983. En janvier 1983, cette balance avait été déficitaire de 120 millions de marks. - (AFP.)

Un système bureautique, ça ne doit oublier personne.



Exxon Office Systems.
La bureautique pour tous.

Exxon Office Systems a abordé la bureautique à partir d'un concept simple : un système de traitement de l'information doit pouvoir intégrer tous les collaborateurs de l'entreprise. Tous.

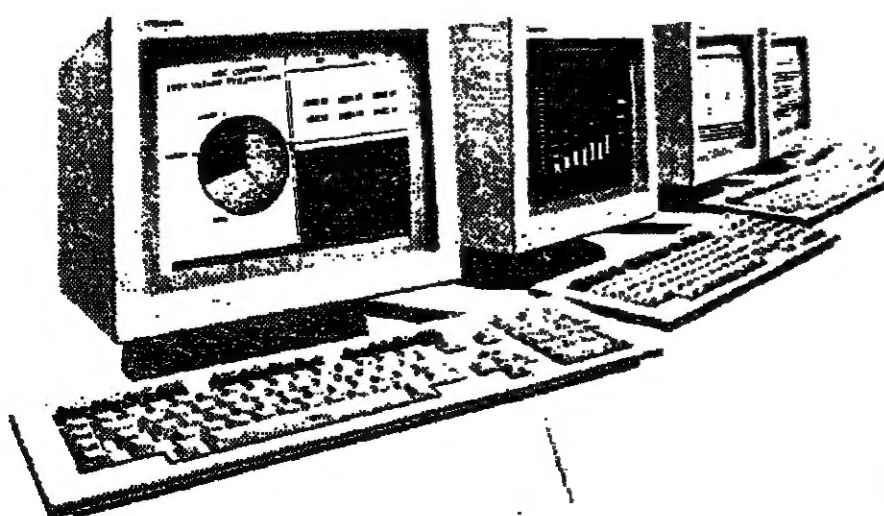
La nouvelle Série Exxon 700 offre au dirigeant, au gestionnaire, au cadre et à la secrétaire un poste de travail immédiatement efficace.

Le système intégré Exxon Série 700 permet de travailler textes, graphiques, tableaux ou fichiers. La haute résolution de son écran graphique permet de disposer de plusieurs fenêtres et de passer simultanément d'un travail à l'autre. L'Exxon Série 700 peut, en plus des imprimantes traditionnelles, recevoir en périphérie l'imprimante à jet d'encre Exxon 965 ou une table traçante à 6 couleurs.

Comme les postes de travail de la Série Exxon 500, le système Exxon Série 700 peut être relié au multiposte Exxon Série 8400 basé sur le système d'exploitation Unix, un des plus solides standards de l'avenir : c'est la possibilité de courir électronique, d'archiver et de consultation de tous documents.

Il est bien entendu compatible avec la gamme existante des Exxon 500 et totalement évolutif : être simple, c'est vous garder la possibilité permanente, sûrement et pas à pas, d'aller vers le futur et d'y entrer sans secousses. C'est la vraie promesse et la vraie signature de notre société et de nos produits : le futur... sans le choc.

*Marque déposée Bell Labs.



EXXON OFFICE SYSTEMS
Le futur... sans le choc.

Exxon Office Systems
40, rue Jean-Jacques - 92176 Bagneux Cedex
☐ Veuillez m'appeler pour une démonstration.
☐ Veuillez me faire parvenir une documentation détaillée sur le système de bureautique et de gestion Exxon.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

1550 من الأطنان

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 février

En baisse: -1,2%

L'ambiance était animée mardi sur le marché des changes (au sens large du terme) où le dollar est resté à 8,0260 F en clôture officielle, confirmant la chute du billet vert constatée lundi soir sur les places américaines. Le vif recul motivé par les informations selon lesquelles l'armée israélienne aurait bombardé le terminal pétrolier de Haïfa au large de Tel-Aviv, a eu pour effet d'augmenter le cours de l'or.

A Londres, le métal fin a brusquement gagné 6 dollars par rapport au «fixing» de la veille pour s'établir à 400 dollars l'once mètre en fin de journée. Sur notre marché, le lingot est stationnaire, à 103 000 F (inchangé), tandis que le napoléon perd 2 F à 656 F.

Ces mêmes événements relatifs à la guerre du Golfe n'ont pas pesé à proprement parler sur les actions françaises.

Tout au plus les investisseurs apparaissent-ils assez réticents à cette attitude de «wait and see», reflétée dans le volume des transactions, en baisse sensible depuis quelques jours, et surtout motivée par l'idée que l'on peut avoir à Paris sur la perméabilité de la reprise des cours intervenue depuis quelques heures à Wall Street plutôt que par les conséquences que pourrait avoir l'arrêt éventuel des livraisons de pétrole en provenance de cette région très chaude du globe.

D'ailleurs, aucun vent de panique n'a soufflé sur les valeurs pétrolières. Si Raffinage a perdu un peu de terrain (-3%), à l'inverse la CFP a mis 1 % de son actif. Par ailleurs, Martell, SGB-SB, Nobel et Chantiers Français Dunkerque ont perdu eux aussi de 6%.

Bonne tenue des mines d'or, notamment AngloGold, Président Brund et Président Steyn, en hausse de 5%.

Dollar-titre: 10,45 F environ, pratiquement inchangé sur la veille.

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Poursuivant sur sa lancée (Wall Street avait mis plus de 30 points à son actif le vendredi précédent), le marché new-yorkais a enregistré une nouvelle hausse lundi soir (heure de Paris), permettant à l'indice Dow Jones des Industrielles de s'élever finalement à 14,86 points, à 1 779,96.

En fait, il semble à la plupart des observateurs que la grande place américaine s'est réveillée, dès jeudi dernier, lorsque, à la suite de certaines fuites plus ou moins savamment orchestrées, la communauté financière a eu l'impression que le président Reagan allait permettre des relâchements d'impôts l'année prochaine, à l'encontre de la politique qu'il a prônée depuis son entrée à la Maison Blanche.

A ce sujet, les spécialistes du Big Board ont trouvé un certain encouragement dans les dernières statistiques relatives à l'évolution du déficit budgétaire fédéral selon lesquelles il a été compris à 5,5 milliards de dollars en janvier contre 9 milliards le mois précédent. Pourtant, une légère tension a été constatée sur les taux. Ainsi, lors de la dernière adjudication de bons du Trésor, les rendements ont été en hausse de 0,1 % à 9,1 % la semaine précédente, tandis que le taux d'intérêt versé sur les bons à 10 ans remonte à 9,33 % contre 9,28 % la semaine précédente. De ce côté, la Bankers Trust faisait savoir qu'elle portait de 10,25 % à 10,50 % le taux préférentiel qu'elle consent aux courtiers, susceptible de faire varier le taux de base (prime rate) des établissements bancaires.

VALEURS	Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	39 1/4	40 1/8
Boeing	43 7/8	45 1/2
Chrysler	48 7/8	49 7/8
General Motors	39 1/8	39 3/4
IBM	111 1/4	112 1/8
Intel	30 1/2	31 1/8
Microsoft	41 3/4	43 1/4
Northern Telecom	53 1/8	55 1/4
Oracle	27 1/8	28 1/4
Unisys	43 1/4	45 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BANQUE SOFINO. - Cet établissement, qui emploie mille quatre cent cinquante personnes réparties dans un réseau de plus de quatre-vingt agences, a réalisé au cours de l'exercice 1983 un bénéfice net de 36,4 millions de francs contre 35,8 millions l'année précédente. Une progression qui s'est accompagnée d'une augmentation de 34 % des crédits à la consommation, dont plus de 50 % en bénéficiant de l'équipement financier. Ces résultats, fait remarquer la banque, lui procurent un «matériau» suffisant, à la fois pour renforcer ses fonds propres et pour prendre l'initiative de procéder à un abaissement sélectif du coût du crédit à la consommation pour les personnes à faible revenu. (Le Monde du 28 février).

À cet égard, il est précisé que le manque à gagner résultant de cette diminution opérationnelle du coût du crédit pour une partie de la clientèle (environ 300 à 400 millions de francs de prêts de cette nature devraient être concernés d'ici à la fin de l'année 1984), évalué à plusieurs millions, n'a guère de chances de faire tomber «dans le rouge» le compte d'exploitation de la banque dont l'objectif est de maintenir les dépenses effectuées par son dirigeant. De toute façon, explique la banque pour couvrir ses activités, il lui faut pour le moment se rapprocher d'une banque nationalisée - c'est le cas de Sofinco - de limiter la croissance de ses bénéfices.

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE. - Le conseil d'administration du jeudi 23 février 1984 a fixé à 160 millions de francs les pertes de l'exercice 1983, contre un bénéfice de 12,4 millions de francs en 1982. Ces pertes, qui ont encore un caractère provisoire, proviennent des activités de la banque dans l'immobilier et dans le négoce des matières premières (café et argent métal) au cours de la crise de 1980. Comme il a déjà été indiqué (Le Monde du 18 février 1984), les actionnaires (l'Etat pour 90 % et la Financière de Saïd) «feront leur devoir», c'est-à-dire apporteront, en fonds propres, au moins l'équivalent des pertes.

INDICES QUOTIDIENS	
INDICE CAC 40	15 163,2
INDICE CAC 100	15 163,2
INDICE CAC 200	15 163,2
INDICE CAC 300	15 163,2
INDICE CAC 400	15 163,2
INDICE CAC 500	15 163,2
INDICE CAC 600	15 163,2
INDICE CAC 700	15 163,2
INDICE CAC 800	15 163,2
INDICE CAC 900	15 163,2
INDICE CAC 1000	15 163,2

BOURSE DE PARIS Comptant

28 FEVRIER

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28 05	1 238	4 %	28 05	1 238
5 %	28 05	1 238	6 %	28 05	1 238
7 %	28 05	1 238	8 %	28 05	1 238
9 %	28 05	1 238	10 %	28 05	1 238
11 %	28 05	1 238	12 %	28 05	1 238
13 %	28 05	1 238	14 %	28 05	1 238
15 %	28 05	1 238	16 %	28 05	1 238
17 %	28 05	1 238	18 %	28 05	1 238
19 %	28 05	1 238	20 %	28 05	1 238
21 %	28 05	1 238	22 %	28 05	1 238
23 %	28 05	1 238	24 %	28 05	1 238
25 %	28 05	1 238	26 %	28 05	1 238
27 %	28 05	1 238	28 %	28 05	1 238
29 %	28 05	1 238	30 %	28 05	1 238
31 %	28 05	1 238	32 %	28 05	1 238
33 %	28 05	1 238	34 %	28 05	1 238
35 %	28 05	1 238	36 %	28 05	1 238
37 %	28 05	1 238	38 %	28 05	1 238
39 %	28 05	1 238	40 %	28 05	1 238
41 %	28 05	1 238	42 %	28 05	1 238
43 %	28 05	1 238	44 %	28 05	1 238
45 %	28 05	1 238	46 %	28 05	1 238
47 %	28 05	1 238	48 %	28 05	1 238
49 %	28 05	1 238	50 %	28 05	1 238
51 %	28 05	1 238	52 %	28 05	1 238
53 %	28 05	1 238	54 %	28 05	1 238
55 %	28 05	1 238	56 %	28 05	1 238
57 %	28 05	1 238	58 %	28 05	1 238
59 %	28 05	1 238	60 %	28 05	1 238
61 %	28 05	1 238	62 %	28 05	1 238
63 %	28 05	1 238	64 %	28 05	1 238
65 %	28 05	1 238	66 %	28 05	1 238
67 %	28 05	1 238	68 %	28 05	1 238
69 %	28 05	1 238	70 %	28 05	1 238
71 %	28 05	1 238	72 %	28 05	1 238
73 %	28 05	1 238	74 %	28 05	1 238
75 %	28 05	1 238	76 %	28 05	1 238
77 %	28 05	1 238	78 %	28 05	1 238
79 %	28 05	1 238	80 %	28 05	1 238
81 %	28 05	1 238	82 %	28 05	1 238
83 %	28 05	1 238	84 %	28 05	1 238
85 %	28 05	1 238	86 %	28 05	1 238
87 %	28 05	1 238	88 %	28 05	1 238
89 %	28 05	1 238	90 %	28 05	1 238
91 %	28 05	1 238	92 %	28 05	1 238
93 %	28 05	1 238	94 %	28 05	1 238
95 %	28 05	1 238	96 %	28 05	1 238
97 %	28 05	1 238	98 %	28 05	1 238
99 %	28 05	1 238	100 %	28 05	1 238

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28 05	1 238	4 %	28 05	1 238
5 %	28 05	1 238	6 %	28 05	1 238
7 %	28 05	1 238	8 %	28 05	1 238
9 %	28 05	1 238	10 %	28 05	1 238
11 %	28 05	1 238	12 %	28 05	1 238
13 %	28 05	1 238	14 %	28 05	1 238
15 %	28 05	1 238	16 %	28 05	1 238
17 %	28 05	1 238	18 %	28 05	1 238
19 %	28 05	1 238	20 %	28 05	1 238
21 %	28 05	1 238	22 %	28 05	1 238
23 %	28 05	1 238	24 %	28 05	1 238
25 %	28 05	1 238	26 %	28 05	1 238
27 %	28 05	1 238	28 %	28 05	1 238
29 %	28 05	1 238	30 %	28 05	1 238
31 %	28 05	1 238	32 %	28 05	1 238
33 %	28 05	1 238	34 %	28 05	1 238
35 %	28 05	1 238	36 %	28 05	1 238
37 %	28 05	1 238	38 %	28 05	1 238
39 %	28 05	1 238	40 %	28 05	1 238
41 %	28 05	1 238	42 %	28 05	1 238
43 %	28 05	1 238	44 %	28 05	1 238
45 %	28 05	1 238	46 %	28 05	1 238
47 %	28 05	1 238	48 %	28 05	1 238
49 %	28 05	1 238	50 %	28 05	1 238
51 %	28 05	1 238	52 %	28 05	1 238
53 %	28 05	1 238	54 %	28 05	1 238
55 %	28 05	1 238	56 %	28 05	1 238
57 %	28 05	1 238	58 %	28 05	1 238
59 %	28 05	1 238	60 %	28 05	1 238
61 %	28 05	1 238	62 %	28 05	1 238
63 %	28 05	1 238	64 %	28 05	1 238
65 %	28 05	1 238	66 %	28 05	1 238
67 %	28 05	1 238	68 %	28 05	1 238
69 %	28 05	1 238	70 %	28 05	1 238
71 %	28 05	1 238	72 %	28 05	1 238
73 %	28 05	1 238	74 %	28 05	1 238
75 %	28 05	1 238	76 %	28 05	1 238
77 %	28 05	1 238	78 %	28 05	1 238
79 %	28 05	1 238	80 %	28 05	1 238
81 %	28 05	1 238	82 %	28 05	1 238
83 %	28 05	1 238	84 %	28 05	1 238
85 %	28 05	1 238	86 %	28 05	1 238
87 %	28 05	1 238	88 %	28 05	1 238
89 %	28 05	1 238	90 %	28 05	1 238
91 %	28 05	1 238	92 %	28 05	1 238
93 %	28 05	1 238	94 %	28 05	1 238
95 %	28 05	1 238	96 %	28 05	1 238
97 %	28 05	1 238	98 %	28 05	1 238
99 %	28 05	1 238	100 %	28 05	1 238

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	28 05	1 238	4 %	28 05	1 238
5 %	28 05	1 238	6 %	28 05	1 238
7 %	28 05	1 238	8 %	28 05	1 238
9 %	28 05	1 238	10 %	28 05	1 238
11 %	28 05	1 238	12 %	28 05	1 238
13 %	28 05	1 238	14 %	28 05	1 238
15 %	28 05	1 238	16 %	28 05	1 238
17 %	28 05	1 238	18 %	28 05	1 238
19 %	28 05	1 238	20 %	28 05	1 238
21 %	28 05	1 238	22 %	28 05	1 238
23 %	28 05	1 238	24 %	28 05	1 238
25 %	28 05	1 238	26 %	28 05	1 238
27 %	28 05	1 238	28 %	28 05	1 238
29 %	28 05	1 238	30 %	28 05	1 238
31 %	28 05	1 238	32 %	28 05	1 238
33 %	28 05	1 238	34 %	28 05	1 238
35 %	28 05	1 238	36 %	28 05	1 238
37 %	28 05	1 238	38 %	28 05	1 238
39 %	28 05	1 238	40 %	28 05	1 238
41 %	28 05	1 238	42 %	28 05	1 238
43 %	28 05	1 238	44 %	28 05	1 238
45 %	28 05	1 238	46 %	28 05	1 238
47 %	28 05	1 238	48 %	28 05	1 238
49 %	28 05	1 238	50 %	28 05	1 238
51 %	28 05	1 238	52 %	28 05	1 238
53 %	28 05	1 238	54 %	28 05	1 238
55 %	28 05	1 238	56 %	28 05	1 238
57 %	28 05	1 238	58 %	28 05	1 238
59 %	28 05	1 238	60 %	28 05	1 238
61 %	28 05	1 238	62 %	28 05	1 238
63 %	28 05	1 238	64 %	28 05	1 238
65 %	28 05	1 238	66 %	28 05	1 238
67 %	28 05	1 238	68 %	28 05	1 238
69 %	28 05	1 238	70 %	28 05	1 238
71 %	28 05	1 238	72 %	28 05	1 238
73 %	28 05	1 238	74 %	28 05	1 238
75 %	28 05	1 238	76 %	28 05	1 238
77 %	28 05	1 238	78 %	28 05	1 238
79 %	28 05	1 238	80 %	28 05	1 238
81 %	28 05	1 238	82 %	28 05	1 238
83 %	28 05	1 238	84 %	28 05	1 238
85 %	28 05	1 238	86 %	28 05	1 238
87 %	28 05	1 238	88 %	28 05	1 238
89 %	28 05	1 238	90 %	28 05	1 238
91 %	28 05	1 238	92 %	28 05	1 238
93 %	28 05	1 238	94 %	28 05	1 238
95 %	28 05	1 238	96 %	28 05	1 238
97 %	28 05	1 238	98 %	28 05	1 238
99 %	28 05	1 238	100 %	28 05	1 238

SICAV 27/2

A.E.L.E.	97 50	57 50	34 90	31 50	U.T.A.	216	208	Deutsche-Reunion	148 35	71 10	Plaza (Paris)	248 30
Amperon Bank	189 50	183 50	30 30	31 00	Visney Reunion (N.Y.)	6 08	6 08	Deutsche-Telebank	150 25	102 10	Reunion (Paris)	248 30
Asahi	189 50	183 50	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320	30 30	31 00	Wabco	50	55 20	Georgia	222 10	241 36	Reunion (Paris)	248 30
Asahi Pacific	318	320										

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. LES FRANÇAIS ET LA POLITIQUE : « Ce que femme vote... », par Janine Mossu-Lévy ; « 1944-1984 : la résistante ascension », par Mariette Sineau.
- LU : Apollon, de Henri Juvet et Marie Rouanet.
- ÉTRANGER**
3. DIPLOMATIE
- 3 à 5. PROCHE-ORIENT
- Une lettre de l'ambassadeur du Liban.
6. ASIE
- AMÉRIQUES
- 6-7. AFRIQUE
- CAMEROUN : peine de mort requise contre l'ancien président Ahidjo.
- 7 et 9. EUROPE
- « Roumanie : des trous dans le mythe » (II), par Jan Krausz.
- POLITIQUE**
10. La préparation des élections municipales partielles.
11. Les suites de l'opération A 2 - Libération. Le Seuil.
- SOCIÉTÉ**
15. Deux manifestations à Bayonne après l'assassinat d'un réfugié basque espagnol.
15. DÉFENSE
- DOSSIER**
14. Le point sur... l'enseignement privé.
- CULTURE**
16. CINÉMA : SOB, de Blake Edwards ; Gorky Park, de Michael Apted.
18. COMMUNICATION : « Les droits de l'équipe rédactionnelle », point de vue de D. Parier-Daville et T. Gardillot.
- ÉCONOMIE**
34. CONJONCTURE : la hausse des prix se ralentit en France : + 0,7 % en janvier.
35. MARCHÉ COMMUN : dures perspectives pour les agriculteurs.
36. AFFAIRES - SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (19)

INFORMATIONS

« SERVICES » (33) : Vie associative ; Journal officiel ; Méthodologie ; Mots croisés.

Assommes classées (20 à 31) ; Carnet (33) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (37).

« La langue française au Manitoba (Canada) ». — Le gouvernement du Manitoba a finalement échoué dans sa tentative de restaurer les droits du français et d'en faire la deuxième langue officielle après l'anglais dans cette province de l'ouest canadien (un million d'habitants, dont cinquante mille francophones).

TENNIS ACTION
734 36 36

STAGES LONGUE DURÉE
10 par semaine - 4 et 6 mois
Adresses : Étienne - Tour de France
9 CENTRES À PARIS
Passe d'Orléans, 177, Chapelle
Autour de la P. de la Mairie
Paris 10^e, 11, de la Mairie
Fontenay-aux-Roses

A B C D E F G

LA VISITE À PARIS DU « NUMÉRO DEUX » IRAKIEN M. MAUROY : Le conflit menace de déboucher sur une crise majeure

Peu avant l'arrivée à Paris, lundi 27 février, du « numéro deux » irakien, M. Taha Yassine Ramadan, le Parti démocratique du Kurdistan irakien, qui détiendrait trois Français en otage depuis le 2 décembre dernier, a lancé un nouvel appel à la France pour qu'elle fasse pression sur les autorités de Bagdad afin d'obtenir la libération de cinquante-sept Kurdes condamnés à mort en Irak.

Dans un communiqué, le PDKI, qui réclame également le retour au Kurdistan de huit mille Kurdes déportés dans le Sud irakien en août 1983, souligne que les trois Français — MM. Jean-Christophe Lefas, Robert Laurent et Yves Moy — seront libérés dès que Bagdad aura répondu positivement à ces deux « demandes humanitaires ».

Compte tenu de ses relations étroites avec le régime irakien, nous

La destruction du Boeing sud-coréen

LA CHASSE SOVIÉTIQUE N'A PAS OBSERVÉ LES RÈGLES INTERNATIONALES, estiment les experts de l'OACI

Montréal (AFP). — Des experts de la commission de navigation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), chargés de réviser le rapport d'enquête sur la destruction, le 1^{er} septembre 1983, du Boeing 747 sud-coréen avec deux cent soixante-neuf personnes à bord (1), ont conclu que les pilotes soviétiques qui ont intercepté l'appareil n'ont pas observé les règles internationales.

En se fondant, notamment, sur la transcription des communications radio entre les pilotes de la chasse soviétique et les aigilleurs au sol, les experts ne voient aucun signe indiquant que les Soviétiques se soient placés dans le champ de vision du Boeing, comme le recommande le règlement de l'OACI dans le cas de l'interception d'un avion commercial.

(1) Le Monde du 10 décembre 1983.

« L'équipe de France de football. — Pour rencontrer l'Angleterre, mercredi 29 février, au Parc des Princes, l'équipe de France de football aura la composition suivante : Bats : Battistoni, Le Roux, Bossis, Amoroso, Fernandez, Giresse, Tigana, Platini (cap.) ; Touré, Belone. A la demande de la Fédération, la rencontre ne sera pas télévisée, pour « protéger l'environnement de l'équipe de France ».

DU CAL

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ

CAPELOU

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Réputés pour leur robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, les convertibles CAPELOU sont en 1 ou 2 places (interior : 0,85, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : lattes en polyéthylène. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

27 av. de la République à PARIS 11^e
Nbre : Paris 11^e à 741 387-48-35

estime que la France peut jouer un rôle positif et faire pression sur le gouvernement irakien, ajoute le communiqué.

En visite à Paris, M. Ramadan, « numéro deux » du régime irakien, a été mardi, l'hôte à déjeuner de M. Pierre Mauroy. Dans son allocution, le premier ministre a notamment déclaré que les problèmes suscités par la situation en Irak ne pouvaient être résolus que par la coopération entre les entreprises, les centres de recherche et les universités des Dix dans les cinq secteurs suivants : la micro-électronique de pointe ; les technologies du logiciel ; le traitement avancé de l'information ; la bureautique ; la production assistée par ordinateur. L'objectif est de parvenir, grâce à cet effort collectif, à rattraper une partie du retard pris par l'Europe dans ces domaines vis-à-vis de ses concurrents américains et japonais.

Les crédits qui seront affectés par la Communauté à « Esprit » au cours des cinq années à venir (de 1984 à 1988) ont été fixés à 700 millions d'ECU, soit 5,20 milliards de francs.

PHILIPPE LEMAITRE.

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le gouvernement proposerait une prime de 400 francs à 500 francs en mars

Le gouvernement semble avoir choisi la fermeté dans la négociation salariale concernant la fonction publique. La réunion du 29 février entre M. Anicet Le Pors et les sept fédérations de fonctionnaires s'annonce extrêmement difficile et devrait se solder par un « constat de désaccord » sur « l'apurement » de 1982 et 1983. Les pouvoirs publics entendent appliquer la clause de sauvegarde prévue par le relevé de conclusions du 22 novembre 1982 (signé par la FEN, FO, la CFDT et les autres) mais à partir d'une lecture qui ne correspond pas à celle des principaux syndicats.

La clause de sauvegarde ne jouera qu'en masse, en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen, et portera bien sur 1982 et 1983. Mais le gouvernement considère que le décalage entre l'évolution de la masse salariale sur ces deux années et la hausse moyenne des prix est de l'ordre de 0,5 % à 0,6 %, le pouvoir d'achat ayant progressé pour les traitements égaux ou inférieurs à 5000 F et ayant été maintenu globalement de 5000 F à 7000 F. M. Le Pors devrait donc proposer l'octroi d'une prime, sans doute uniforme, de 400 F à 500 F, qui interviendrait en mars, soit un coût pour le budget de l'Etat de 1,2 milliard de francs.

Une certaine marge de discussion n'est pas exclue sur les modalités de versement de cette prime, mais le gouvernement insiste — contrairement à ce que réclament notamment la FEN, FO et la CFDT — sur le fait que la prime sera versée sur la bande une indexation des salaires sur les prix que l'on veut prioritairement casser. Une clause de sauvegarde en niveau cotérait en année pleine 4 milliards. Si la politique contractuelle est l'indexation, dit-on, ce n'est pas réalisable ne serait-ce qu'un raison de l'effet qu'une telle concession aurait dans le secteur privé, où les négociations salariales se passent mieux que prévu. Les accords 1983 qui prévoyaient explicitement une clause

de sauvegarde en niveau n'ont pas été appliqués à la lettre dans les entreprises publiques. Ainsi, au CEA la clause a été « renégociée ». Dans les banques, huit points uniformes ont été accordés. A la SNECMA, où il y avait aussi une clause en niveau, les discussions n'ont pas encore abouti.

En jouant la fermeté le gouvernement prend un double risque politique. Si on peut s'interroger sur l'attitude de la CFDT, les autres organisations rejettent les propositions de rattrapage pour 1983, des contacts étant déjà avancés en vue de l'organisation d'une grève générale unitaire de vingt-quatre heures. S'agit-il d'un baroud d'honneur ?

Dans les milieux gouvernementaux, on ne semble pas redouter une fronde des fonctionnaires aussi importante que celle qu'ont connue la Belgique et les Pays Bas en 1983. Mais les fédérations risquent de refuser — FEN en tête — de négocier les propositions 1984 — les pouvoirs publics prenant alors des mesures unilatérales, — ce qui portera un coup extrêmement sérieux à la politique contractuelle.

MICHEL NOBLECOURT.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 500 F

A partir de

COSTUMES 1 550 F

MESURE

A partir de

NOUVELLE COLLECTION 3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

Le numéro du « Monde » daté 28 février 1984 a été tiré à 498 685 exemplaires

Sur le vif

Mammouths

Vous êtes au courant ? Six chefs d'Etat africains sont « passés » en jugement, le semaine dernière, à Genève. Ils ont été « inculpés » de meurtres d'éléphants par la Cour internationale de justice des droits de l'animal. Trois d'entre eux, les présidents du Zaïre, du Congo et du Rwanda, ont été condamnés par défaut.

Après délibérations, le jury composé de onze personnalités de différentes nationalités — non, B.B. n'en faisait pas partie — a suspendu la procédure engagée contre les présidents qui s'étaient fait représenter pour leur permettre de répondre plus en détail à l'accusation. Et il a déclaré les autres coupables de « s'enrichir personnellement en appauvrissant le patrimoine de leur pays, d'avoir sapé l'économie et de donner l'exemple de l'irresponsabilité et de la barbarie ».

Une grande victoire. Une victoire applaudie par la presse suisse et américaine. Une victoire d'autant plus remarquable que cette Cour ne représente qu'elle-même. Elle ne bénéficie d'aucun aide gouvernementale. Plus curieuse en cela que le World Wildlife Fund, elle n'a pourtant pas hésité à proposer un formidable réquisitoire contre des abus de pouvoir au plus haut niveau destinés à encourager en sous-main le trafic, interdit en principe, de l'ivoire brut.

Un trafic en direction de Hong Kong et du Japon. Retour en Europe et aux Etats-Unis sous forme d'objets manufacturés. Un

trafic de l'ordre de 77 tonnes par an, exigeant le sacrifice de 50 000 à 80 000 éléphants. Un trafic qui rapporte des milliards. Un trafic réglementé par les gous bonnets africains : ils stockent les dépouilles, les défenses pour faire monter les cours et spéculer à bon escient.

CLAUDE SANRAUTE.

AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

M. François Heisbourg va être chargé des ventes d'armes à l'étranger

Le ministre de la Défense, M. Charles Hixion, s'apprête à confier le poste important de directeur des affaires internationales à la délégation générale pour l'armement à M. François Heisbourg, conseiller des affaires étrangères et, depuis juin 1981, conseiller technique à son cabinet pour les problèmes diplomatiques jusqu'en 5 mars prochain. Cette décision, qui sera annoncée par un prochain conseil des ministres, participe de la réorganisation en cours (Le Monde du 19 janvier) qui affecte le secteur, dans l'administration française, chargé des ventes d'armes à l'étranger.

A ce poste, M. Heisbourg doit remplacer l'ingénieur général Marc Cauchie, qui l'occupe depuis juin 1981. Au ministère de la Défense, le directeur des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement traite, principalement, de deux importants dossiers : les exportations d'armes et la coopération militaire avec les pays alliés, bilatérale ou multilatérale.

C'est la deuxième fois en une vingtaine d'années qu'un fonctionnaire civil, diplomate de métier, est responsable de cette tâche, même s'il n'est précisé, dans aucun texte officiel, que le directeur des affaires internationales sera obligatoirement un officier général. Le précédent est celui de M. Gérard Hixion, ministre plénipotentiaire et chargé de mission dans plusieurs cabinets ministériels, qui occupa cette fonction entre 1977 et 1981. Il y fut, du reste, nommé par M. Yvon Bourges, alors ministre de la Défense, dont il fut membre du cabinet entre 1975 et 1977.

Comme du temps de M. Hixion, qui est aujourd'hui directeur général adjoint de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIA), la nomination, attendue, de M. Heisbourg indique une volonté gouvernementale d'assurer un contrôle politique plus étroit et plus direct sur l'ensemble des activités internationales de l'armement, à commencer par les ventes d'armes françaises à l'étranger. Dans une note confidentielle, le délégué général pour l'armement, M. Emile Blanc, avait exprimé récemment le souhait de réorganiser les structures administratives chargées de l'exportation pour en améliorer l'efficacité et les résultats dès 1984.

Le titulaire actuel du poste, l'ingénieur général Cauchie, devrait représenter la France à l'Agence de l'OTAN d'entraide et d'approvisionnement NAMS. Cette agence, instituée en 1964, est notamment chargée d'obtenir des forces alliées

le meilleur rendement du soutien logistique en temps de paix et en période de crise, à un coût minimum pour chacun des pays membres de l'organisation militaire de l'Alliance atlantique. C'est la première fois qu'un fonctionnaire français est appelé à la présidence de l'agence NAMS et cette décision a été approuvée, à l'OTAN, à l'unanimité des représentants des pays membres de l'organisation atlantique.

A la date du départ de M. Heisbourg, c'est son adjoint actuel, M. Jean-Luc Sibille, conseiller des affaires étrangères, conseiller technique au cabinet du ministre de la Défense, qui aura la fonction de conseiller diplomatique de M. Charles Hixion.

(Publicist)

Chez Duriez

2 Mach. Ecrire à mémoire pour tous.

1^o BROTHER CE 70. Mémoire 8000 caractères, divisible en 10 sous-mémoires et 10 mises en pages différentes + stock de 17¹/₂ utilisables toutes mises en page. Impression par marquerie. Aligement gauche ou D + G. Ecran 20 caractères. Correction 2 tics. 7990 F ttc.

2^o BROTHER EP 22 toute électronique pr. sac à main. Epaisseur 4,5 cm. Mémoire 2000 caract. Ecran de contrôle avant frappe. Ser. d'impression pour ordinateur : 2500 F ttc, piles et raccord secteur compris. Duriez 112, bd St-Germain, M^o Odéon.

GALERIES LAFAYETTE

Hausmann



FESTIVAL DE LA B.D
du 29 FEVRIER au 17 MARS
3^e ETAGE

DES MILLIERS D'ALBUMS...

DES DEDICACES TOUS LES JOURS

UNE EXPO VENTE DE SERIGRAPHIES NUMÉROTÉES

ET POUR LES COLLECTIONNEURS DES B.D ÉPUISÉES ETC...